

Le Monde



CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15588 - 7 F

JEUDI 9 MARS 1995

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI



Youssef Chahine et le cinéma égyptien

Reconstitution historique et parabole politique, *L'Émiré*, du réalisateur égyptien Youssef Chahine, a provoqué dans son pays la colère des intégristes, qui le jugent blasphématoire. Un tribunal a interdit sa diffusion en Égypte, où il a déjà été vu par près de 700 000 spectateurs. Le jugement en appel sera prononcé le 29 mars. p. 14 et 27

Autoportrait de Jean-Luc Godard

Le dernier film du cinéaste, *Il Giallo*, est une commande de la Gaumont pour le centenaire du cinéma, mais Godard en a fait sans doute son œuvre la plus personnelle. p. 26

La résistance d'André Bettencourt

La polémique sur le passé du sénateur de Seine-Maritime atteint maintenant ses états de service dans la résistance au sein du mouvement créé par François Mitterrand. p. 10

Hausses de salaires en Allemagne

La grève des métallurgistes bavarois s'est terminée mardi 7 mars par un accord qui donne largement gain de cause aux syndicats. Certains redoutent toutefois que la hausse des salaires conduise les entreprises à supprimer des emplois. p. 4

Les taliban aux portes de Kaboul

Alors que le pouvoir afghan vient d'engager une nouvelle « bataille de Kaboul » contre les chiites de l'alliance Wahdat, les « étudiants en religion » campent aux portes de la capitale. p. 2

Les Nations unies et la question sociale

Selon le secrétaire général des Nations unies, le sommet mondial pour le développement social, qui a lieu à Copenhague jusqu'à la fin de la semaine, s'est donné pour objectif d'« élever la question sociale au rang des priorités universelles ». p. 15

Les éditoriaux du « Monde »

Salaires contre innovation : Le franc victime du dollar. p. 16

Allemagne, 2 DM ; Autriche, 13 S ; Belgique, 40 FB ; Canada, 25 \$ CAN ; Danemark, 160 Kr ; Espagne, 166 Ptas ; France, 100 F ; Grèce, 200 Dr ; Irlande, 126 Ptas ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 Dirhams ; Pays-Bas, 100 Gld ; Portugal, 200 Escudos ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 100 Kr ; Suisse, 100 Sfr ; Taiwan, 200 Nts ; USA, 1 \$; USA (Hawaï), 2,20 \$.



Les autorités monétaires ne parviennent pas à enrayer la chute accélérée du dollar

La Banque de France prépare un relèvement de ses taux d'intérêt



L'ABSENCE de réaction des autorités monétaires et politiques laisse les marchés financiers livrés à eux-mêmes. Sans directives, dans une atmosphère de quasi-panique, ils se sont emballés mardi soir 7 mars à New York et mercredi matin en Asie et en Europe. Le dollar s'est littéralement écroulé, tombant à de nouveaux cours historiquement bas de 1,3450 mark et 86,80 yens. Face au franc, la monnaie américaine est descendue jusqu'à 4,8430 francs.

La très forte dépréciation du dollar a provoqué une envolée des devises européennes, mettant le système monétaire européen au plus mal. Le franc est tombé à son plus bas niveau historique, à 3,59 pour 1 deutchemmark. La Banque de France a décidé de riposter en annonçant mercredi matin qu'elle suspendait ses opérations de prises en pension de 5 à 10 jours et qu'elle ne consentait plus que des pensions à 24 heures au taux de 8 %. Cette opération technique laissait augurer d'un relèvement des taux

directeurs français. Une réunion du conseil de la politique monétaire était prévue jeudi. Les opérateurs des marchés financiers doutent pourtant de l'efficacité d'une telle hausse des taux pour soutenir le franc.

La décision de la Banque de

France a provoqué une envolée des taux d'intérêt à court terme, les taux à trois mois s'inscrivant à 8,50 %. Le Matif a été contraint de suspendre la cotation du contrat Bior 3 mois, qui avait atteint sa limite de baisse autorisée. Ces fortes tensions sur les taux

courts se propagent aux taux de rendement à long terme. Le rendement de l'OT à dix ans est remonté à 8,35 %. La Bourse de Paris a ouvert mercredi matin en baisse de 0,63 %.

Lire page 17

Les loteries promotionnelles épinglées par la justice

« VOUS AVEZ GAGNÉ ! » Fermentes adeptes, depuis le début des années 80, des jeux-concours et autres loteries promotionnelles expédiées par courrier, les entreprises de vente par correspondance, semblent actuellement récolter de plus en plus de condamnations devant les tribunaux. Lundi 6 mars 1995, Philippe Lacharme, le directeur général de Damart, en a fait l'expérience. Il s'est vu infliger par le tribunal correctionnel de Tours une amende de 50 000 francs pour avoir organisé un jeu dont la présentation ne respectait pas assez clairement la distinction entre bon de commande et bon de participation. A l'origine de cette condamnation, la plainte pour tromperie déposée par une habitante d'Indre-et-Loire qui croyait avoir gagné 200 000 francs et avait écrit en vain pour réclamer ce qu'elle croyait être son dû.

Le 27 janvier, déjà, l'un des deux grands de la vente par correspondance en France, les

3 Suisses, avait été épinglé. La société avait dû verser 10 000 francs à une cliente de Villeurbanne à laquelle elle avait fait miroiter un séjour à New-York pour deux personnes. En fait, il lui avait fallu se contenter d'une brochure sur les Indes du Brésil.

Pour la première fois, en avril 1994, le tribunal de Castres (Tarn) a même condamné la société de vente par correspondance France direct service à verser à une octogénnaire le montant du gros lot promis sur le document publicitaire expédié à son domicile, soit 250 000 francs. De plus en plus fréquentes, ces condamnations se font également plus lourdes, se réjouissent l'Institut national de la consommation (INC) et l'Union fédérale des consommateurs (UFCV).

La loi Neiertz, qui avait complété en 1989 l'arsenal juridique visant ces loteries, était jusqu'alors difficilement appliquée. La cour d'appel de Douai en 1990 en avait restreint l'usage

aux jeux où chaque participant se voit attribuer un lot. Mais une décision contraire de la cour d'appel de Paris, en 1994, lui a rendu toute son efficacité.

Du côté des « heureux gagnants », on semble également de moins en moins disposé à se laisser bernier. Surtout, « les consommateurs se sentent plus vulnérables en période de crise, et supportent donc moins que l'on « joue » avec eux de la sorte », souligne-t-on à l'UFCV-Que choisir. Du coup, tribunaux et répression des fraudes croissent sous les plaintes. Mais les amendes infligées sont encore bien loin d'être suffisantes pour décourager ces pratiques promotionnelles fort rentables. Car les Français sont très friands de jeux de hasard, et restent persuadés qu'ils auront plus de chance de gagner s'ils passent commande. Une illusion que les sociétés de vente entretiennent soigneusement.

Pascale Krémer

Présidentiables sous conditions

TOUT CANDIDAT sérieux à la présidence de la République, estimait Georges Pompidou, doit réunir au moins trois atouts : une dimension nationale, l'expérience du pouvoir et le soutien d'un parti. Les dernières batailles présidentielles ont confirmé ce jugement. Valéry Giscard d'Estaing en 1974 et François Mitterrand en 1981 se sont imposés non seulement grâce au renom qu'ils ont acquis dans

l'opinion et à l'autorité que leur a conférée leur passé politique, mais aussi parce qu'ils ont su forger l'instrument nécessaire à leurs ambitions.

En créant la Fédération nationale des républicains indépendants, le premier a réussi à bâtir, dans les années 60, sur les ruines du vieux Centre national des indépendants et paysans, une formation certes légère, mais assez efficace pour lui

permettre de rassembler, le moment venu, l'électorat modéré autour de sa candidature. En reconstruisant, au début des années 70, le Parti socialiste, sur les débris de l'histoire SFIO, le second s'est donné un appareil solide grâce auquel il est parvenu à entraîner la gauche de victoire en victoire. Parallèlement, Jacques Chirac, avec moins de réussite, mais non moins de patience, s'est

doté, avec le RPR, de l'outil susceptible de le porter au pouvoir.

Malgré les mutations du système politique français et, plus particulièrement, la transformation des stratégies de communication, les trois conditions qu'évoquait Georges Pompidou – la construction d'une image populaire, la capacité présumée de gouverner et la mobilisation d'un parti – paraissent toujours indispensables pour qui veut entrer avec quelque chance de succès dans la course à l'Élysée. La décision prise par Jacques Delors, puis par Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing, de renoncer à entrer dans la course à l'Élysée, mais aussi le recul d'Edouard Balladur et la progression de Jacques Chirac dans les intentions de vote montrent que seule la combinaison de ces trois facteurs permet d'asseoir une candidature crédible.

La dimension nationale se mesure aujourd'hui par les sondages, qui assurent, ou non, aux dirigeants politiques, entre deux échéances électorales, le statut de présidentiable. Jacques Delors et Edouard Balladur ont bénéficié, de ce point de vue, dans l'opinion d'une audience exceptionnelle. Celle-ci n'a pas suffi à convaincre le premier de se porter candidat, alors que le second s'est, au contraire, appuyé sur cette faveur populaire pour se lancer dans la bataille.

Thomas Ferenzi

Lire la suite page 16

M. Balladur est contraint de s'expliquer sur ses liens avec la société GSI

DANS UN COMMUNIQUÉ diffusé, mercredi 8 mars, en fin de matinée, par son comité de campagne, M. Balladur a reconnu avoir fait une plus-value de 2 456 150 francs en revendant en 1993, avant son arrivée à Matignon, des titres GSI qu'il avait acquis entre 1988 et 1992. Les explications du premier ministre font suite aux révélations du *Canard enchaîné* qui, dans son édition du 8 mars, avait indiqué que son revenu net imposable s'était élevé à 7 millions de francs de 1991 à 1993, dont 3 millions de francs au titre de sa rémunération chez GSI et 2,5 millions de francs de plus-values déclarées sur l'année 1993. Jusqu'alors, M. Balladur n'avait jamais voulu préciser ses transactions sur les titres GSI, société de services informatiques française dont il fut d'abord le président, de 1977 à 1986, puis le président d'honneur, de 1986 à 1988, et enfin le conseiller, de 1988 à 1993. Dans son communiqué, le premier ministre assure que son « souci de toujours séparer activités publique et privée l'a conduit à une perte de capital et non à un enrichissement ». Il assure avoir agi « dans le strict respect de la législation ».

Lire page 32

La mort de l'explorateur Paul-Emile Victor



L'EXPLORATEUR et ethnologue Paul-Emile Victor est mort, mardi 7 mars, dans l'archipel de Bora Bora (Polynésie), à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Fondateur, dans les années 30, des expéditions polaires, créateur, en 1947, des Expéditions polaires françaises (EPF), il avait effectué de très nombreux séjours au Groenland – où il vécut pendant quinze mois – en Élisabeth – chez les Esquimaux – et en Antarctique. Conférencier hors pair, il maîtrisait parfaitement les relations publiques. Il surmonta ces dons au service de la recherche polaire française, qu'il créa, dirigea et promut durant une trentaine d'années, lui donnant la renommée internationale qu'elle possède aujourd'hui. Au total, environ 2 000 chercheurs et techniciens ont pu séjourner aux pôles grâce aux EPF.

Quelques années avant sa retraite, Paul-Emile Victor s'est passionné pour l'écologie scientifique et la défense de la planète avec ses amis Bombard, Cousteau, Tazieff, Leprince-Ringuet et l'aviatrice Jacqueline Auriol. Déçu par le manque de réactivité de l'opinion française, il se retira, en 1977, sur un îlot du lagon de Bora Bora avec sa femme et son fils de cinq ans. Paul-Emile Victor, qui était aussi un dessinateur et un photographe, a décrit ses expéditions dans une vingtaine d'ouvrages qui ont fait rêver des générations d'adolescents.

Lire page 23

Michel ONFRAY

"Michel Onfray possède le gai savoir et un style jubilatoire qui condamne les atavismes chroniques. Vive la gastronomie."

Jérôme Garcin, *L'Express*

Collection Figures dirigée par Bernard-Henri Lévy



Grasset

« **CHARIA** » Derniers venus dans la course pour le pouvoir en Afghanistan, les taliban ont implanté un régime coranique (charia) dans les provinces qu'ils contrôlent - près

du tiers du pays, le sud pour l'essentiel -, comme a pu le constater notre envoyée spéciale lors d'un récent voyage de Kaboul à Kandahar. ● LES FORCES du président Rabbani

ont lancé une nouvelle « bataille de Kaboul », la sixième depuis la chute du régime communiste en avril 1992. Cette fois, ce sont les chiites de l'alliance Wahdat, retranchés dans

leurs quartiers du sud-ouest de la ville, qui sont la cible des forces du commandant Massoud, aujourd'hui maître de l'essentiel de la capitale. ● LES « TALIBAN » - des sunnites,

comme les présidentielles, mais pashtouns, quant à eux - semblent attendre l'issue de ces affrontements avant une nouvelle étape de leur action.

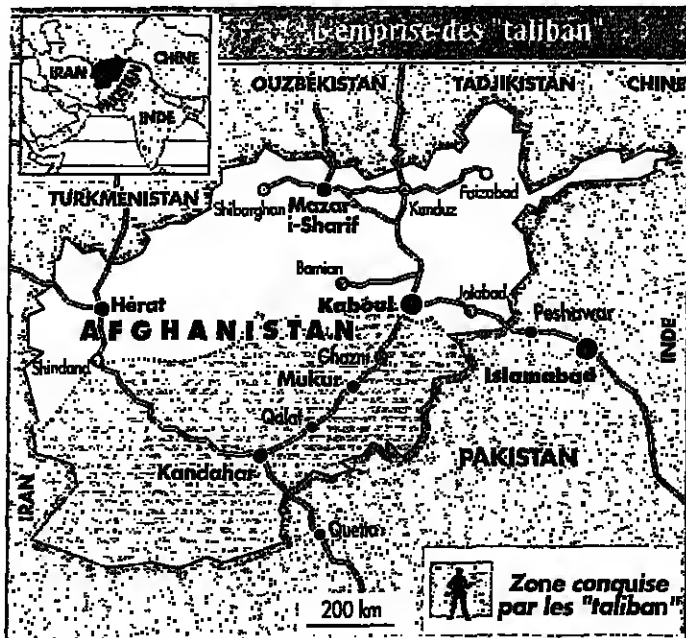
Les « taliban » veillent aux portes de la capitale afghane

Tout en consolidant leur pouvoir dans les provinces méridionales de l'Afghanistan, cœur du pays pashtoun, les « étudiants en religion » campent à la périphérie de Kaboul, où le camp présidentiel a engagé une nouvelle bataille contre les chiites de l'alliance Wahdat

KANDAHAR

de notre envoyée spéciale
Le voyage prend des allures de course d'obstacles. Pour qui va de Kaboul à Kandahar - cinq cents kilomètres de route -, il faut affronter la neige et le froid, par -20° la nuit. Cette voie qui est l'unique accès du nord au sud du pays, ouvrant vers Quetta et le Balouchistan pakistanais, est totalement défoncée. Les villages sont en grande partie détruits, parfois rasés, dans un paysage redevenu minéral.

Jusqu'à la mi-février, sur ces chemins perdus régnaient en maîtres les « brigands » de Gulbuddin Hekmatyar, chef de la faction intégriste Hezb. Ils imposaient un blocus de fait, à Kaboul comme à ces provinces du Sud. Les écoles étaient fermées car les professeurs n'étaient plus payés. Aucun hôpital ne pouvait fonctionner, à part les rares postes du Croissant-Rouge afghan. Il n'y avait plus aucun moyen de communiquer de province à province, en dehors de la route avec ses risques et périls. Aux « check-points » tenus par les milices du Hezb, le racket était obligatoire. Sur des kilomètres de la steppe déserte sévissaient des bandes de pillards. De ce fait, les prix des produits les plus essentiels, importés du Pakistan ou d'Iran, avaient atteint des niveaux vertigineux. Aussi le soulèvement est-il manifeste dans ces bourgades que l'on traverse en partant



de Kaboul. Ce sentiment domine, pour le moment, toute autre préoccupation. Le mouvement talib a bel et bien pacifié cette précaire voie. En deux semaines, ces « étudiants religieux » ont consolidé leur contrôle. Désormais tout le Sud est sous administration talib. Les « check-points » - ceux-là mêmes que tenait le Hezb - demeurent nombreux. Une cabane surmontée d'un drapeau blanc et un fil tendu en travers de la chaussée : le garde armé de kalachnikov est courtisé, il ouvre ce « passage à niveau » sans demander de papiers d'identité. A peine jette-t-il un œil par la vitre pour vérifier que le véhicule ne transporte aucune arme. D'autres contrôles sont exercés par de fréquentes patrouilles volantes.

C'est une équipe de journalistes français qui pratique la première irruption d'étrangers dans cette zone depuis 1992. Les villageois, qui n'avaient plus vu de tels voyageurs depuis trois ans, manifestent une curiosité certaine. Ils les accueillent avec joie, et une tolérance sans façon pour l'étranger qui circule avec trois hommes. Les questions fusent : « Que se passe-t-il à Kaboul ? » Les nouvelles transmises par radio restent en effet succinctes. « Dites aux associations étrangères de venir nous aider. Nous en avons tellement besoin. » Le dé-

nuement est réel. Rares sont les familles à ne pas avoir un des leurs frappé de tuberculose. La reconstruction, une fois la paix revenue, sera ardue. Il faudra d'autres bras que ceux de ces gamins qui, à coups de pelle, bouchent les trous sur la route déserte et auxquels les routiers jettent par la portière un billet de 100 afghans (15 centimes). La reconstruction n'est pas encore à l'ordre du jour, faute d'un compromis national.

A mi-chemin entre Kaboul et Kandahar, un gros bourg, chef-lieu de la province de Muzur, bruisse d'une joyeuse agitation. Fruits et légumes, bidons de foin sont exposés en abondance le long de la rue principale où les échoppes ont réouvert. Les hommes se pressent pour les provisions de l'Aid. L'aubergiste de l'unique hôtel, fonctionnant dans la pure tradition afghane, est heureux d'offrir sa « private room » à l'équipe étrangère. C'est une petite pièce en soufite, avec un tapis et un poêle à bois rudimentaire aménagé dans un vieux bidon. Le dortoir est réservé aux indigènes. Arrive le dîner du soir - riz aux raisins, ragout de mouton et thé vert. Accompagné d'un ami, l'aubergiste fait irruption dans la chambre éclairée d'une ampoule. Pour cette occasion rare, à la nuit tombée, l'aubergiste a branché son générateur

de fortune. Les deux hommes sont impatients de converser avec les voyageurs venus de Kaboul.

Sultan Mohammad, qui possède l'établissement et par ailleurs est routier, explique volontiers comment Mukur a été libéré du joug du Hezb. Lui-même se trouvait avec son camion dans la ville de Ghazni, plus au nord, quand les taliban y ont affronté les milices d'Hekmatyar. « Les taliban n'étaient pas trois cents, comme le rumeur l'a dit, mais une trentaine seulement. Le commandant Said, qui dirige à présent Mukur, participait lui-même à ce combat qui a duré deux heures. » L'aubergiste jolait s'interroge sans tarder sur ce « demain l'autorité talib signifiera » pour lui et les siens. Son compagnon était un policier antidroge sous le régime communiste. Il vit à Quetta, au Pakistan, et est revenu passer l'Aid à Mukur, sa ville de naissance.

Pour les deux amis, l'arrivée des taliban est « un immense bonheur ». Un conseil, au niveau municipal, nouvellement instauré « décide de tout, des combats comme de la vie quotidienne, en assemblée ». L'aubergiste, qui se définit comme « sympathisant », s'absente pour jouer les intermédiaires entre les journalistes et ce conseil, puis revient rapidement. Les leaders taliban sont d'accord pour se faire interviewer et filmer. Mais la présence d'une journaliste n'est pas acceptée, au nom de la

loi coranique. « D'ailleurs, les femmes n'ont absolument pas le droit de travailler. Elles doivent rester chez elles. » L'hôtelier en est tout attristé ; il est aux petits soins pour la voyageuse. « Il faut comprendre. Ils viennent d'arriver au pouvoir. Demain, moins novices, ils assailliront la règle. »

Le dénuement est réel et la reconstruction n'est pas encore à l'ordre du jour

La priorité absolue paraît ici la paix, le retour à une vie normale, la réouverture des écoles. « Ensuite on se préoccupera du sort des femmes, les taliban prendront Kaboul et s'en iront quand un nouveau gouvernement sera formé. Alors ce dernier dira ce qu'il a le droit pour les femmes. » Sans attendre, Sultan Mohammad propose d'emmener l'étrangère dans sa propre maison pour y rencontrer son épouse. Mais le conseil s'y oppose. « En l'absence du commandant Said, parti à Kandahar pour l'Aid, pas question de décider une telle autorisation. » Quand le jour pointe sur Mukur, arrive le moment du départ. Des villageois offrent du

« nân », le pain cuit au bois, et des oranges. L'aubergiste vérifie lui-même le moteur, prodigue de multiples conseils et lave le pare-brise à grande eau.

A une cinquantaine de kilomètres plus avant, après cinq heures de route, nouvelle halte, au village de Qalat. L'accueil y est franchement hostile. Trois semaines de contrôle talib n'ont pas changé les habitudes de pillage et les manières brutales des milices du Hezb. La halte doit s'abréger.

A Kandahar, où nous parvenons huit heures plus tard, dans le ciel de la cité royale patrouille un hélicoptère talib chargé de veiller à la sécurité de la rue. Aucune femme ne se risque à quitter les murs de sa maison. Les leaders taliban, tous originaires de cette province, ont su faire régner la loi la plus stricte, selon leur lecture fondamentaliste du Coran. Récemment sept anciens chefs de faction ont été exécutés en place publique pour des exactions commises.

Qu'en sera-t-il dans le reste du pays, et notamment à Kaboul, demain ? Déjà, dit-on, des heurts commencent à se produire à Herat, à l'ouest de l'Afghanistan, entre les forces du gouverneur Ismail Khan - un commandant du jamaat qui a su pacifier la région - et celles des taliban, menant leur avancée au nom de leur propre vision de l'avenir.

Danielle Rouard

Une route ravagée

Les occupants soviétiques qui imposèrent la guerre aux résistants afghans, de 1979 à 1989, avant de plier bagages, n'ont évidemment pas entretenu la route qui relie Kaboul à Kandahar, ni aucune autre. On ne trouve pas plus de 20 kilomètres d'asphalte à peu près intacts. Les trous des aux roquettes se succèdent, si profonds que les camions disparaissent de la vue quand ils les franchissent. Le froid qui règne l'hiver en cette steppe a tout aggravé. Et depuis que, en avril 1992, le pays s'est libéré du gouvernement pro-communiste de Najibullah, devenant une république islamique, les factions se sont déchirées pour le contrôle de cette voie.

Arabes et Israéliens abordent la question des réfugiés

Un comité pour les Palestiniens déplacés en 1967 et candidats au retour

AMMAN

de notre correspondante au Proche-Orient

Réunis pour la première fois sur cette question au niveau ministériel, Palestiniens, Jordaniens, Égyptiens et Israéliens ont décidé, mardi 7 mars, à Amman, de créer un « comité permanent pour les Palestiniens déplacés de 1967 ». Ce comité devra, comme l'indique la déclaration de principes israélo-palestinienne signée le 13 septembre 1993 à Washington, « décider, par accord mutuel, les modalités d'admission des personnes déplacées en 1967 de la Cisjordanie et de Gaza ».

Les personnes « déplacées » sont les Palestiniens qui ont dû quitter les territoires occupés après la guerre de juin 1967. Leur statut diffère de celui des « réfugiés », les Palestiniens originaires des territoires qui constituent depuis la guerre de 1948 l'Etat d'Israël et dont le sort ne sera débattu que lors des négociations sur le statut final de la Cisjordanie et de Gaza. Les « déplacés » ont théoriquement le droit de regagner d'ores et déjà ces territoires occupés.

Représentant l'Autorité palestinienne à la réunion d'Amman, qui groupait les ministres des affaires étrangères jordaniens, égyptiens et israéliens, Nabil Chaath n'a pas ca-

ché sa déception : « Nous aurions souhaité aboutir à des mesures concrètes, voir cent familles palestiniennes par exemple autorisées à retourner, mais les Israéliens n'étaient pas prêts à discuter de telles mesures », a-t-il déclaré.

Un porte-parole du ministère israélien des affaires étrangères avait donné le ton la veille, en affirmant que ce n'était là qu'« une première rencontre, qui ne va pas résoudre le problème ». L'Etat juif, qui ne veut pas voir revenir une grande masse de ces « déplacés », entend d'abord bien définir les ayants droit, alors que, pour les Arabes, les « déplacés » sont tous ceux qui ont dû quitter leur domicile ou n'ont pu le regagner en raison de la guerre de 1967 et de ses conséquences.

BATAILLE DE CHIFFRES

Le premier travail du comité sera de déterminer le nombre des personnes concernées. Les Nations unies les évaluent à environ 350 000 personnes, alors que l'Etat juif les estime entre 150 000 et 200 000. Pour les Palestiniens, il s'agit de 1 485 000 personnes, ce chiffre incluant les « déplacés » de 1967 et leurs descendants.

La Jordanie estime à environ 700 000 les seuls « déplacés » qu'elle a elle-même accueillis. Se-

lon elle, les résultats attendus du recensement effectué récemment dans le pays devraient permettre d'affiner cette évaluation, qui n'est pas toutefois les 1 300 Palestiniens expulsés depuis 1967 et les 55 000 à 90 000 détenteurs d'un permis de séjour périmé dans les territoires occupés. Ces derniers ne bénéficient pas de la nationalité jordanienne et leur sort doit, selon le royaume, être rapidement réglé.

La réunion d'Amman a en tout cas clairement illustré la différence entre Israël, qui ne veut pas aller trop vite dans cette affaire, et les parties arabes, qui voudraient obtenir un résultat assez rapidement pour « danner un nouveau souffle au processus de paix ».

Fondamentale dans son principe, la question reste toutefois largement théorique, tant les Palestiniens candidats au retour sont hésitants pour le moment. Les « déplacés » de Jordanie, qui bénéficient notamment de la nationalité jordanienne, ne sont pas disposés à renoncer à leur passeport, sans garantie d'en obtenir un autre une fois rentrés en Cisjordanie. Pour eux, le choix sera crucial, car s'ils optent pour le retour, ils perdront automatiquement la nationalité jordanienne.

Françoise Chipaux

Le projet d'une banque pour le Proche-Orient est en panne

Désaccord entre les Etats-Unis et l'Union européenne

PRÉSENTÉ à l'automne 1994 à la conférence de Casablanca, le projet d'une banque de développement pour le Moyen-Orient est à l'impasse. Certes, ce n'est pas le cas. L'invitation du président Clinton, une réunion d'experts a eu lieu en janvier à Washington et une seconde se tient cette semaine dans la capitale américaine. Les représentants des quelque vingt-cinq pays intéressés par le processus de paix, de la Russie à l'Union européenne, en passant par la majorité des pays arabes et Israël, y participent.

L'essentiel de la rencontre sera consacré à l'examen d'un document de travail de plus de deux cents pages, préparé par les Etats-Unis. Il s'agit de la « vision américaine » de la future banque de développement. Ce n'est pas celle des autres partici-

peurs qu'avaient tenté les Etats-Unis avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est (BERD).

Les Européens s'inquiètent également du sort réservé aux pays d'Afrique du Nord. En principe, ces derniers devraient bénéficier des futurs concours de la banque au même titre que l'Egypte, l'Etat libanais ou la Jordanie. Son intitulé provisoire - Banque de développement pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord - est sans ambiguïté. Mais qu'en sera-t-il dans la réalité ? Les Européens redoutent qu'il ne reste que des miettes pour le Maghreb.

Agacés par l'activisme américain, les Quinze admettent que la création d'une banque pour favoriser le développement économique conjoint entre Israël et ses voisins arabes est « une option ». Mais « ce n'est pas la seule ». « On refuse de signer un chèque en blanc. D'autres pistes existent, qu'il faut explorer attentivement », observe un diplomate européen. Se tourner vers la Banque mondiale ? Israël affiche un revenu par tête d'habitant trop élevé pour pouvoir bénéficier de ses crédits. Faire appel au Fonds monétaire international (FMI) ? Ne représentant pas un Etat, l'Autorité palestinienne est exclue de son champ d'intervention. Pour tourner l'obstacle et ne pas être accusés d'immobilisme, cer-

tains Européens préconisent la mise en place d'une enveloppe financière - les experts parlent d'« un fonds de facilitation » - dont la gestion serait confiée à des organismes du type de la Banque mondiale ou du FMI.

LE RENDEZ-VOUS D'AMMAN

Mais aucune réflexion n'a été menée sur le type de financement dévolu au fonds. Au total, entre l'Europe et les Etats-Unis, le consensus ne porte que sur un point : la nécessité de présenter un projet au deuxième sommet économique du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, qui aura lieu en novembre à Amman.

D'ici là, les Occidentaux auront à vaincre les réticences des pays du Golfe. Sollicités de longue date par Washington en tant que bailleurs de fonds, ils ont purement et simplement décliné l'invitation. « Le monde arabe n'a pas besoin d'une institution ou d'une banque de développement à laquelle Israël participe », déclarait à la mi-février le ministre des finances d'un des Emirats arabes unis, Ahmed Hameid Tayer. Les Saoudiens campent sur une position voisine. Les Américains ont la capacité de les faire changer d'avis, mais les caisses saoudiennes sont vides.

Jean-Pierre Tuquoy

مركز من لاصح

Les deux pays se font face

La guerre

Les expulés de Folémbré craignent un nouvel exil vers le Soudan

UN DES MOYENS de résoudre le conflit arabo-israélien est de créer une zone tampon entre les deux pays. Mais les Israéliens ne veulent pas que cette zone soit contrôlée par les Palestiniens. Ils préfèrent qu'elle soit contrôlée par les Arabes. Les Palestiniens, quant à eux, ne veulent pas que cette zone soit contrôlée par les Arabes. Ils préfèrent qu'elle soit contrôlée par les Palestiniens. Les deux camps sont donc en désaccord sur la question de la zone tampon.

Les deux principaux clans somaliens se font face sur l'aéroport de Mogadiscio

En dépit d'un accord, la création d'une milice mixte est toujours retardée

Les deux principaux chefs de guerre somaliens, le général Mohamed Farah Aïdïd et son rival, Ali Mahdi, ont conclu un accord sur la réouverture

du port de Mogadiscio, a annoncé, mardi 7 mars, la radio des partisans de M. Mahdi. Aucun détail n'a été fourni, notamment sur l'éven-

tuelle formation d'une milice mixte pour assurer la sécurité du port. Et les pénuries se font déjà sentir à Mogadiscio.

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial
Sur la piste d'atterrissage, embusqué derrière un conteneur protégé par des sacs de sable, l'artilleur d'oo technical, un véhicule tout terrain armé d'un impressionnant canon de 105 mm et d'une mitrailleuse lourde, tient dans sa ligne de mire les positions des hommes du général Aïdïd, situées 300 mètres plus loin sur le tarmac. Depuis le départ des derniers « casques bleus » de Somalie, le 1^{er} mars, une ligne de démarcation divise l'aéroport international de Mogadiscio, occupé à l'ouest par les forces de l'Alliance pour le salut de la Somalie (ASS) d'Ali Mahdi et à l'est par celles de l'Alliance nationale somalienne (ANS) du général Aïdïd.

Le responsable du secteur, le colonel Shabani, de l'ASS, invite ses visiteurs à remonter avec lui, à découvert, un bon tiers de la piste. « Après, dit-il, s'étend un ao man's land, sous le feu de franc-tireurs, mais mes hommes contrôlent la crête des dunes presque jusqu'au bout de l'asphalte. » En face, à portée de fusil, l'entrée principale et le bâtiment de l'aéroport sont gardés par les miliciens de l'ANS qui tiennent la partie est de l'aéroport.

Les journalistes qui, plus tôt dans la journée, ont essayé de pénétrer dans l'enceinte se sont fait refouler par un commandant de l'ANS sous prétexte qu'il y a encore quelques problèmes avec les pilotes.

Du côté de Médina, au contraire, on est impatient de vous entretenir sur le tarmac pour montrer que « contrairement à ce qu'il prétend, Aïdïd n'a pas le contrôle total de l'aéroport ». Le général Mohamed Farah Aïdïd a reconnu depuis que les milices des deux camps sont « présentes ». Contrairement à la « partie Aïdïd » de l'aéroport où la plupart des pilotes sont tenus à distance, des centaines de personnes ramassent tout ce qui leur tombe sous la main : planches, poutres, tôles ondulées, bouteilles vides, cloisons plastifiées, bouts de câbles...

N'y a-t-il aucune autorité pour faire cesser les pillages ? « A Médina nous avons beaucoup de réfugiés de guerre, très pauvres, répond le colonel Shabani. Nous ne pouvons leur interdire de venir se servir pour gagner quelques sous ou pour réparer leur abri. »

Situé dans le fief du général Aïdïd à Mogadiscio-Sud, Médina est un quartier habité par les Abgals

(fidèles à M. Ali Mahdi, issu du même clan), qui ont toujours refusé la tutelle du chef de l'ANS (du clan habr-guedir). Depuis trois ans, ils ont repoussé plusieurs tentatives d'invasion des forces de l'ANS.

UN BOURG DE PROVINCE

Avec sa rue principale ombragée, ses maisons basses, ses petits commerces, Médina ressemble à un bourg de province. A la périphérie ouest de la ville, ce quartier d'est pas totalement enclavé dans Mogadiscio-Sud, mais très éloigné du nord de la capitale, le fief de M. Mahdi et des opposants au général. Les minibus peuvent entrer et sortir, mais seulement aux quatre barrières contrôlées par les miliciens du général Aïdïd, qui « taxent » chaque passage.

« Nous n'avons que deux accès libres au nord, explique Musse Sudi Yelehwa, le représentant de l'ASS à Médina, par la mer et par l'arrière-pays [habité par les Abgals], en contournant Mogadiscio. » C'est par là que transitent les armes et les hommes de la milice de Médina. Regard perçant et embonpoint d'homme d'affaires, Musse Sudi a organisé et financé la défense de Médina et, lors des der-

oiers accrochages de décembre 1994, ses hommes ont repoussé l'adversaire à plus d'un kilomètre.

La loi islamique en vigueur à Médina comme à Mogadiscio-Nord a contribué à réduire l'insécurité. La police islamique participe aussi à la défense du quartier. Ses hommes et ses « technicals » sont actuellement sur la ligne de front de l'aéroport. Des coups de feu éclatent à proximité du bureau du « maire ». Personne ne bronche dans son entourage. « Le marché aux armes n'est pas loin, précise-t-il, et les hommes essient de nouveaux fusils et testent des munitions. Nous nous préparons à la guerre au cas où les négociations échoueraient. »

Aux termes d'un accord de paix signé le 21 février, les deux chefs rivaux devaient assurer conjointement la sécurité et la gestion du port et de l'aéroport. Mais le problème posé par la répartition des forces au sein d'une milice mixte n'est pas résolu et retarde l'application de l'accord. En attendant, ces deux secteurs – les plus stratégiques de la capitale – restent paralysés, chaque clan empêchant l'autre de les utiliser.

Jean Hélène

Deux ministres algériens ont été limogés

La décision a été prise deux semaines après la sanglante mutinerie dans une prison de la capitale

LE PRÉSIDENT Liamine Zerroual a démis de leurs fonctions, mardi 7 mars, les ministres de la justice et de la communication, Mohamed Teguij et Beqamar

Les expulsés de Folembay craignent un nouvel exil vers le Soudan

L'UN DES MEMBRES du groupe de musulmans expulsés de France vers le Burkina Faso, en août 1994, a affirmé, mardi 7 mars, à l'Agence France-Presse que les autorités de Ouagadougou envisageaient, sous la pression de Paris, de les envoyer au Soudan. Cette accusation a été aussitôt démentie par une source proche de la présidence : « De toute façon, nous ne les obligerons pas à partir et ceux qui ne veulent pas partir ne partiront pas. »

L'un des dix-huit expulsés se trouvant encore à Ouagadougou, Djaffar El Houari, membre du Front islamique de salut (FIS), a déclaré que, « selon des sources sûres » qu'il s'est abstenu d'identifier, « les autorités françaises » envisageaient de déplacer les membres du groupe, « vers le Soudan ». « Nous sommes scandalisés, a-t-il dit. Nous refusons d'être à nouveau expulsés quelle que soit la destination. » Arrivés au Burkina le 31 août 1994, les expulsés (dix-sept Algériens, dont une femme, et un Marocain) vivent actuellement dans quatre villas et un appartement, situés dans un quartier résidentiel de Ouagadougou. Deux de leurs compagnons ont quitté le pays. Selon des sources concordantes, Ahmed Ali Ammar est parti en décembre 1994 à destination « d'un pays africain », et Boualem Chibani a regagné la France début mars.

Par ailleurs, dans un communiqué, l'un des autres expulsés séjournant à Ouagadougou, Ahmed Simozrag, avocat du FIS, a affirmé que son fils Mohamed Yassine, vingt-quatre ans, figurait parmi les victimes de la répression de la mutinerie dans la prison de Serkadji à Alger, le 22 février. Ahmed Simozrag parle de « tueries massives », de « carnage », de « massacre manifestement prémédité » par la « justice militaire » algérienne, et réclame « la constitution d'une commission d'enquête neutre et indépendante ». (AFP)

Zerroual. Aucune explication officielle n'a été donnée à ce double limogage, qui survient deux semaines après la mutinerie à la prison algérienne de Serkadji, dont la répression avait fait une centaine de victimes. Les deux hommes avaient été mis en cause par la presse et les milieux politiques pour leur rôle dans le traitement de cette affaire. Le départ de M. Zerroual, ancien journaliste, a lieu dans un climat de tension entre les pouvoirs publics et les éditeurs de journaux. Il est notamment tenu pour responsable de la récente suspension de plusieurs titres.

« LE COURAGE » DES ALGÉRIENNES
Mohamed Teguij a été remplacé par Mohamed Adami, magistrat, membre du très officiel Observatoire national des droits de l'homme (ONDH) et du Conseil national de transition (CNT), qui fait office de Parlement. Benamar Zerroual a cédé son portefeuille à

Lamine Bechichi, directeur de la radio nationale depuis 1991.

D'autre part, à l'occasion de la journée des femmes, le 8 mars, le chef de l'Etat a tenu à saluer le « courage » et « l'esprit patriotique exemplaire » des Algériennes, exposées au « terrorisme aveugle, qui étale une barbarie jamais égalée ». Invitant « les instances concernées de l'Etat » à apporter leur « soutien » au mouvement associatif féminin, le général Zerroual a également exhorté les Algériens à « contribuer à la consolidation de la place de la femme dans la société » – la femme « que l'islam authentique a désignée comme partenaire à part égale », a-t-il ajouté.

Cette sollicitude soudaine envers les Algériennes – qui avaient manifesté seules, l'an dernier, à Alger, dans l'indifférence, voire l'hostilité générale – ne va pas, on s'en doute, sans quelques arrière-pensées.

Le code de la famille, que les féministes ont baptisé « code de

l'infamie », n'avait-il pas été imposé, en 1984, par un FLN tout-puissant, au sein duquel l'armée, siégeant au comité central, occupait une place prépondérante ? Lutte contre le terrorisme oblige, la cause des femmes semble être devenue un argument commode, un nouveau « créneau porteur » pour certaines franges du pouvoir. La société nationale d'hydrocarbures, Sonatrach, de même que la puissante centrale syndicale UGTA, n'ont pas hésité à offrir des billets d'avion aux invitées, françaises et algériennes, arrivées mardi de Paris, pour participer à un colloque, mercredi, dans les salons du luxueux Hôtel Aurassi. Une autre réunion devait se dérouler dans la salle Iba-Khalidou, à l'initiative du Rassemblement algérien des femmes démocrates (RAFD), dont les militantes ont décidé, de leur côté, d'organiser un tribunal pour juger, symboliquement, les « crimes islamistes ».

La Belgique s'inquiète des menaces du Groupe islamique armé

BRUXELLES

Alertes à la bombe et déclarations embarrassées des autorités sur le sort des intéressés : la Belgique prend très au sérieux les menaces dont elle est l'objet depuis l'arrestation, le 1^{er} mars, d'une douzaine d'islamistes algériens à Bruxelles et à Liège. Un document signé par le Groupe islamique armé (GIA) et que la Streté de l'Etat tient pour probablement authentique « met en garde le gouvernement belge chrétien et lui ordonne de libérer immédiatement les frères arrêtés, notamment le frère Abou Houdhaifa Ahmed Ezzaoui [plus connu sous le nom d'Ahmed Zaoui] et Cheikh Abdennacer ».

Agé d'environ trente-cinq ans, Ahmed Zaoui est considéré, par les services occidentaux, comme l'un des principaux dirigeants du GIA en Europe. Ancien professeur de charia (droit coranique) et imam d'une mosquée de Bâle (à l'ouest d'Allemagne), il avait quitté l'Algérie en 1992 pour rejoindre l'instance du Front islamique du salut (FIS) à l'étranger dont le chef, Rabah Ketat, réside en Allemagne. M. Zaoui figurait comme « ministre du secours islamique » dans le « gouvernement » du « Khalifat », annoncé en août 1994 par le GIA.

Avant le coup de file de mercredi, au ministère de l'Intérieur et à la gendarmerie, on avait plutôt tendance à

minimiser l'importance du réseau islamiste en Belgique. On admettait simplement qu'une surveillance était exercée, en coopération avec d'autres polices européennes, notamment la police française. Il semble que les perquisitions du 1^{er} mars aient été déclenchées après que Paris eut fourni des renseignements sur la préparation d'un attentat à partir de la Belgique.

Face aux menaces du GIA, Bruxelles a adopté une position de fermeté. « Il n'est pas question de céder au chantage », a affirmé le ministre de l'Intérieur, Johan Vande Lanotte, mais il a aussi parlé de la possibilité d'« expulsions », ce qui se fait d'une façon de se débarrasser de ces détenus encombrants, si la Belgique, toutefois, parvient à trouver un pays d'accueil.

Pour sa part, le ministre des affaires étrangères, Frank Vandenberghe, a « vivement déconseillé » à ses compatriotes de se rendre en Algérie et il a demandé aux postes diplomatiques de prendre des mesures pour la protection des Belges présents au Maghreb et au Proche-Orient. Il restait actuellement quelque trois cents ressortissants belges en Algérie, qui couvrent 40 % des besoins énergétiques de la Belgique, grâce à ses fournisseurs de gaz.

Jean de la Guévière

Droits de l'homme : l'ONU

se refuse à condamner la Chine

GENÈVE. La Commission des droits de l'homme de l'ONU a repoussé, vendredi 8 mars, à une voix de majorité un texte critiquant la politique des droits de l'homme en Chine. C'est la première fois en quatre ans que la situation chinoise était examinée par la Commission. Jusqu'ici la Chine avait réussi à empêcher tout débat en présentant des « motions de non-action ». Afin de pouvoir être examinée, cette résolution avait été rédigée en des termes prudents. Tout en reconnaissant les succès de Pékin dans la lutte contre la pauvreté, elle tenait compte des rapports de l'ONU faisant état de tortures, de disparitions, exécutions extrajudiciaires et s'inquiétait de « la protection insuffisante assurée à l'identité culturelle, religieuse, ethnique et linguistique des Tibétains et d'autres communautés ». La commission demandait à la Chine « d'autoriser le rapporteur spécial [de l'ONU], chargé d'étudier la question de l'intolérance religieuse, à se rendre dans le pays », ce qui lui a toujours été refusé. (Corresp.)

Zaire : agitation xénophobe

et appel à la grève

KINSHASA. Plusieurs milliers de personnes, en majorité des femmes, ont manifesté mardi 7 février dans la capitale zairoise pour soutenir le gouvernement du premier ministre Kengo Wa Dondo et plus particulièrement les récentes mesures d'expulsion qui visent deux cent vingt-cinq étrangers accusés de « crimes économiques ». « Tous les Libanais doivent être mis à la porte », a expliqué un manifestant. Par ailleurs, les principaux syndicats de la fonction publique zairoise ont appelé à la grève pour demander un relèvement des salaires (un fonctionnaire de base perçoit aujourd'hui l'équivalent de 100 francs) et pour protester contre les réductions drastiques d'effectifs demandées par le Fonds monétaire international qui a recommandé que le Zaire passe de 600 000 fonctionnaires déclarés à environ 60 000. Les salaires n'étant pas versés depuis plusieurs mois et la présence des fonctionnaires à leur poste étant toute théorique, les effets concrets d'une grève restent difficiles à estimer. (AFP/Reuters)

PROCHE-ORIENT

■ La Maison Blanche a critiqué l'accord pétrolier conclu par la compagnie américaine Conoco avec l'Iran (Le Monde du 7 mars), jugeant qu'il était « incompatible avec la politique » des Etats-Unis à l'égard du régime iranien. Le porte-parole de la présidence américaine, Michael McCurry, a néanmoins déclaré, mardi 7 mars, que cet accord « ne semble pas être illégal ou interdit à ce stade », car Conoco n'avait « aucune obligation légale » de demander l'autorisation du gouvernement. (AFP)

■ ISRAËL : Le processus de paix au Proche-Orient bat des records d'impopularité, en n'obtenant que 52,5 % de soutien dans la population israélienne, selon « l'indice de la paix » de février de l'université de Tel Aviv. Cet « indice » est calculé depuis huit mois sur la base d'un sondage effectué tous les mois par téléphone auprès de cinq cents Israéliens. En décembre, 59,7 % des Israéliens soutenaient le processus de paix. (AFP)

ASIE

PAKISTAN : deux diplomates américains ont été tués à Karachi, le mercredi 8 mars, par des tireurs sur la route de l'aéroport, alors qu'ils se rendaient à leur travail au consulat des Etats-Unis. Le grand port du Pakistan, capitale économique du pays, est depuis des mois la proie d'une violence politique, religieuse et ethnique qui a fait près d'un millier de morts en 1994. C'est la première fois que des diplomates sont tués à Karachi. (AFP)

■ VIETNAM : le premier ministre, Vo Van Kiet, dans une note officielle datée du 2 mars, a demandé au ministre de la sylviculture, Nguyen Cong Hai, de prendre des mesures draconiennes pour mettre un terme au trafic du bois et enrayer la déforestation. La forêt vietnamienne, qui comptait 13,5 millions d'hectares en 1943, a été réduite aujourd'hui à 9,2 millions d'hectares, soit une perte de 30 % due aux bombardements américains par défoulements, aux cultures sur brûlis dans les hauts plateaux et, aujourd'hui, aux abattages clandestins. Le gouvernement se propose de replanter 15 millions d'hectares. (AFP)

AFRIQUE

■ GUINÉE-BISSAU : le Sénégal s'est engagé, mardi 7 mars, à ne plus violer le territoire de la Guinée-Bissau, par la voix de son président Abdou Diouf. Celui-ci a effectué une visite officielle de quelques heures à Bissau. Le 28 février quatre obus tirés par l'armée sénégalaise avaient atteint un village de la Guinée-Bissau et, le 10 février, l'aviation sénégalaise avait bombardé le village de Ponta Rossa. Dans les deux cas, les forces sénégalaises étaient en opération contre les rebelles du Mouvement des forces démocratiques de Casamance. (AFP)

■ ALGERIE : Oussiel Lahraiche, un employé algérien des Nations unies, a été assassiné, mardi 7 mars, alors qu'il quittait son domicile à Alger. M. Lahraiche, qui n'avait pas le statut diplomatique, travaillait au centre d'information de l'ONU depuis 1983. Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général des Nations unies a déclaré, dans un communiqué, cet assassinat et « tous les actes de violence aveugle qui ont déjà coûté la vie à tant d'innocents en Algérie ». (AFP)

CE MOIS-CI, DANS LA NOUVELLE FORMULE DE



UN DÉBAT

L'historien, Jésus et les Évangiles

Jésus connaît toujours le même succès de librairie. Pourtant, sa vie reste une énigme pour l'historien.

UN DOSSIER

Les grandes heures du cinéma français

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

- Les derniers jours de Louis XIV
- Nazisme et communisme : la comparaison

100 - MARS 1995 - EN KIOSQUE - 35 F

Les métallurgistes allemands obtiennent des hausses de salaires de 4 % en 1995 et en 1996

Certains analystes redoutent que cet accord, largement favorable aux syndicats, n'entraîne de nouvelles suppressions d'emplois

La grève des métallurgistes bavarois a pris fin mardi 7 mars après l'accord conclu avec le patronat, qui donne largement gain de

cause aux syndicats. Une hausse salariale en deux temps a été obtenue (près de 4 % cette année, de même en 1996), et la se-

maine de trente-cinq heures s'appliquera comme prévu au 1^{er} octobre, sans compensation salariale. L'accord, qui aura vraisem-

blablement une fonction pilote pour d'autres secteurs, comme la chimie ou la construction, risque néanmoins d'amener

les entreprises à renforcer leurs efforts de rationalisation en supprimant de nouveaux emplois et en délocalisant.

BONN

de notre correspondant

Le soulagement après l'obtention, mardi 7 mars, d'un accord salarial général dans la métallurgie allemande. Soulagement, parce que la grève est terminée et qu'elle a pu demeurer circonscrite à quelques dizaines d'entreprises bavaroises, sans grande incidence sur le reste de la vie économique du pays. Le consensus social est sûr, les exportations allemandes ne le sont pas moins. Une grève longue aurait eu des conséquences catastrophiques, à plus forte raison dans le contexte actuel de renchérissement historique du mark : telle est l'analyse, largement partagée, du ministre de l'économie allemand Günter Rexrodt.

Mais inquiétude aussi : en s'accordant sur 4 % de hausses de salaires en 1995 et à nouveau en 1996, les partenaires sociaux n'ont pas placé la réduction des coûts et la flexibilité des méthodes de production au centre de leurs discussions. Dans le détail, l'accord est extrêmement complexe, avec le paiement d'un for-

fait entre janvier et mars 1995, puis une augmentation échelonnée sur mai et novembre 1995 ; mais *in fine* la hausse approche bien les 4 % (le patronat parle quant à lui de 3,8 %). Le syndicat IG Metall réclamait 6 % de hausses de salaires, et le patronat n'avait pas annoncé d'offre chiffrée.

En Bavière (où l'IG Metall avait choisi de mener le combat cette année), les adhérents de la base du syndicat devront désormais donner leur accord au moyen d'un vote, condition préalable à l'adoption de la convention collective dans l'ensemble du secteur. Il ne fait aucun doute que ce vote, dont le résultat sera connu vendredi prochain, sera positif. Il suffit que 25 % des syndicats disent « oui » pour entériner la fin de la grève.

Lancée le 24 février, la grève avait été menée de manière très prudente par les stratégies de l'IG Metall, qui ne souhaitait pas provoquer un bras de fer historique avec le patronat. L'accord bavarois s'appliquera automatiquement à l'ensemble des 3,5 millions de salariés de la métallurgie allemande. En Allemagne de

l'Est, les salaires atteindront 94 % du niveau de l'Ouest à partir du 1^{er} juillet (et 100 % l'an prochain). L'accord aura vraisemblablement une fonction pilote pour d'autres secteurs, comme la chimie, avec ses 630 000 salariés, ou la construction, avec 1,06 million de salariés. On apprendra dès la nuit de mardi à mercredi qu'un accord similaire à celui de la métallurgie avait été adopté dans le secteur des assurances, avec 230 000 salariés.

UN ACCORD SUR DEUX ANS

D'emblée, le syndicat IG Metall avait annoncé qu'il ne tolérerait pas de nouvelles « compensations » sous forme d'une baisse des primes extrasalariales (comme au cours des deux années précédentes), et a obtenu satisfaction sur ce point. Quant à la réduction du temps de travail à 35 heures à partir du 1^{er} octobre prochain, elle aura lieu sans baisse équivalente des salaires. D'après les calculs du patronat, cette formule de baisse du temps de travail se traduira par une augmentation de coûts de 2,8 % par an. Jusqu'au dernier moment, les représentants du patronat

ont tenté de reporter la semaine de trente-cinq heures ou d'obtenir des aménagements sous forme de compensation salariale, mais cet objectif n'a pas été atteint.

Les dirigeants de l'IG Metall ont accepté un important facteur de « flexibilité » : la durée de cet accord est de deux ans, et prendra fin à la fin de 1996. D'ordinaire, les conventions collectives durent un an et doivent être renégociées à chaque fois. Les représentants du patronat estiment qu'un accord de deux ans leur donne une « sécurité » quant à la planification de leurs décisions, et présentent cet élément comme leur acquis majeur à l'issue des discussions. Il est vrai qu'avec de bonnes perspectives de croissance à moyen terme (perspectives renforcées par la relance prévisible de la demande intérieure grâce à la hausse des salaires), les entreprises se rembourseront en 1996 d'une partie des surcoûts occasionnés en 1995.

Pour la plupart des analystes, les entreprises du secteur vont être amenées à renforcer leurs efforts de rationalisation en supprimant de

nouveaux emplois et en délocalisant de plus belle. Telle est l'opinion notamment de Dieter Kirchner, secrétaire général de l'organisation patronale Gesamtmetall, en charge des négociations avec le syndicat IG Metall, et qui parlait, mardi, d'un « échec ». Les représentants des PME bavaroises parlent, eux, de « catastrophe ».

Pour la première fois depuis des années, le camp patronal a affiché d'importantes divergences au cours de cette négociation salariale, et les négociateurs de Gesamtmetall ont fait l'objet de critiques inhabituelles pour leur attitude de blocage. Pour un grand nombre d'analystes, l'accord du 7 mars représente de ce fait une défaite patronale, et on ne peut que constater, en effet, que l'unité syndicale a porté ses fruits grâce à une gestion exemplaire de la grève. L'institut de recherche économique Ifo, basé à Munich, calcule que cet accord – en raison des effets de la semaine de trente-cinq heures – se traduira par une augmentation du salaire horaire de 4,8 % en 1995 et de 5,1 % en 1996.

Pour Horst Siebert, président de l'institut d'économie mondiale de Kiel, l'accord du 7 mars entraînera de nouvelles suppressions d'emploi. Après deux ans de gel des salaires, cela ne devrait pas inciter la Bundesbank à baisser ses taux d'intérêt, même si la stabilité monétaire n'est pas remise en cause. Ainsi, d'après un communiqué de la Dresdner Bank, cet accord ne devrait pas empêcher le taux d'inflation allemand d'atteindre moins de 2 % à la fin de l'année.

Lucas Delattre

■ Le chômage en Allemagne a baissé en février par rapport au mois de janvier avec 23 000 demandeurs d'emploi en moins, revenant à 3,827 millions. Le taux de chômage par rapport à la population active pour l'ensemble du pays s'est établi à 9,9 % en février, contre 10 % en janvier. Dans la partie ouest du pays, le taux de chômage s'est inscrit à 8,8 % en février, contre 8,9 % le mois précédent. Il est resté inchangé à l'est avec 14,7 % de la population active.

En congrès à Barcelone les socialistes européens recherchent un nouveau souffle

BARCELONE

de notre envoyé spécial

« Si je suis élu, vous suez en France, à vos côtés, un président profondément européen », avait promis Lionel Jospin à ses amis, lundi 6 mars, à Barcelone, à l'ouverture du deuxième congrès du Parti des socialistes européens. Cette profession de foi européenne aura sans doute résonné agréablement aux oreilles de Jacques Delors, l'ancien président de la Commission de Bruxelles, qui n'a pas fait la fine bouche. Les principaux dirigeants socialistes européens n'ont pas marchandé non plus leur soutien ; ni Felipe Gonzalez, le premier ministre espagnol, hôte de ce congrès ; ni Rudolf Scharping, le président du Parti social-démocrate allemand, élu lundi à la présidence du Parti des socialistes européens ; ni Klaus Hänsch, le président allemand lui aussi, du Parlement européen.

La remontée dans les sondages du candidat français vient apporter un peu de baume aux cœurs de socialistes européens qui, malgré l'apport des Suédois et des Autrichiens, n'abandonnent pas dans les meilleures conditions l'importante

la future Union monétaire, montrent qu'on est encore loin, au sein du mouvement socialiste européen, de parler d'une seule voix.

Les nordiques ont fait des efforts à Barcelone pour témoigner de l'importance qu'ils attachent aux problèmes de la Méditerranée. Le premier ministre suédois, Ingvar Carlsson, et l'Allemand Rudolf Scharping, ont pris part, d'ailleurs, à un débat sur la Méditerranée, mardi, aux côtés de Felipe Gonzalez, à la table ronde, modérée par la socialiste française Pervenche Bérès, sur « l'Europe et la Méditerranée ». L'autre table ronde, consacrée à la conférence intergouvernementale qui doit se réunir en 1996 sur la réforme des Institutions européennes, a permis elle aussi de dégager un consensus sur la nécessité de rendre la construction européenne plus transparente. Le président du Parlement européen, Klaus Hänsch, est longuement intervenu sur les rôles respectifs du Parlement européen et des Parlements nationaux. Sur les questions décidées à la majorité au Conseil, il a estimé que le contrôle doit revenir au Parlement européen, puisque le droit de regard des Parlements nationaux, a-t-il fait remarquer, ne peut plus s'exercer quand un gouvernement est mis en minorité au Conseil. « Il y a de plus de démocratie à Bruxelles, pas d'un affaiblissement des contraires nationaux », a déclaré M. Hänsch.

Les discussions ont cependant montré que les socialistes européens restaient eux aussi encore très marqués par les clivages nationaux. Les travaillistes britanniques, seulement prêts à intégrer le volet social du traité de Maastricht, se montrent très peu pressés sur tous les autres sujets. Ils se sont opposés une nouvelle fois à une extension de la règle majoritaire au Conseil européen. Les Allemands se refusent toujours à dire qu'une politique étrangère et de sécurité commune va de pair avec une défense commune. Simple énoncé d'objectifs vagues en matière de lutte pour l'emploi et pour l'environnement, comme en matière de réformes institutionnelles, la déclaration publiée mercredi 8 mars à l'issue de ce deuxième congrès manque de relief. C'est encore à Jacques Delors, dernière figure emblématique des socialistes européens, qu'il est revenu, dans une obscure table ronde consacrée à l'Europe du travail et de l'environnement, de tenter d'explorer une vision socialiste de la société européenne de demain.

Henri de Bresson

Les discussions ont montré que les socialistes européens restaient encore très marqués par les clivages nationaux.

phase de la réforme de l'architecture européenne. La défaite dinglante du PS aux législatives de 1993 a marqué la fin d'une époque où François Mitterrand et Jacques Delors, avec le chancelier chrétien-démocrate Helmut Kohl, ont tracé la voie. Le Labour, en Grande-Bretagne, et le Parti social-démocrate allemand cherchent toujours à renouer avec le pouvoir. Les Italiens ont disparu dans la tourmente politique de la péninsule. Felipe Gonzalez et les socialistes belges sont empêtrés dans leurs « affaires ».

Il manque des leaders pour conduire les socialistes européens pendant cette phase délicate. La tête européenne d'un Tony Blair, le leader travailliste britannique, les craintes d'un Antonio Guterres, le leader portugais, qui s'est fait la porte-parole de ceux qu'inquiète la discipline exigée par

L'assassinat d'André Cools serait lié à l'affaire Agusta

L'homme politique belge en savait trop sur la nature du « contrat » passé avec la firme italienne

BRUXELLES

de notre correspondant

« Ce que l'on vit depuis quinze jours est tellement incroyable que j'ai rayé ce mot de mon vocabulaire », disait Jean-Luc Dehaene le 3 mars en constatant la tournure prise par l'affaire Agusta. Comme le premier ministre, les Belges assistent avec ébahissement à un déballage dont plus personne ne sait à quel point il peut conduire. Le 2 mars, à la Chambre des représentants, un socialiste francophone, Philippe Moureaux, ancien vice-premier ministre, a fait ainsi état de « révélations formidables » selon lesquelles « une organisation mafieuse touchait au monde politique et à d'autres milieux » aurait commandité l'assassinat d'André Cools, autre ancien vice-premier ministre du PS, abattu par un tueur à Liège en juillet 1991. Fatale parodie de cette bande une troisième personnalité du PS, Guy Mathot, ancien ministre. Ce n'était pas dit carrement, mais c'était insinué, et c'est ainsi que l'a pris M. Mathot, qui met M. Moureaux au défi d'apporter des preuves.

A l'origine de ces accusations : les déclarations d'un certain Georges Delfosse, qui, incarcéré pour faillite frauduleuse, aurait reçu d'un codeur de ces confidences permettant de comprendre les raisons de l'assassinat d'André Cools. Depuis plusieurs soirs, le journal télévisé donne la parole

à une faune étrange composée d'affairistes et de comparses d'hommes politiques légers qui s'accusent les uns les autres. Il ressort de ce feuilleton nauséux qu'André Cools aurait pu être tué parce qu'il en savait trop. Soudes de créer des emplois dans la région, il aurait été partie prenante dans les tractations relatives aux « compensations » accompagnant le marché par lequel la Belgique a commandé, en 1983, quarante-six hélicoptères militaires à la firme italienne Agusta. En dehors des pots-de-vin, ce type de contrat s'accompagne en effet de promesses d'achats divers et d'investissements pouvant aller jusqu'au sauvetage d'entreprises en difficulté, voire jusqu'à des créations d'entreprises. En découvrant certaines enroulures dans la mise en œuvre de cet arrangement compliqué, André Cools aurait signé son arrêt de mort. Ces rumeurs circulaient depuis longtemps. Après la déclaration de M. Moureaux, elles sont sur la place publique. La justice multipliant les auditions depuis plusieurs mois sans paraître approcher de la vérité, l'atmosphère est devenue irrespirable.

Les soupçons relatifs aux conditions dans lesquelles les dirigeants belges ont passé des commandes militaires à la fin des années 80 écla-boussent maintenant le groupe Dassault. Pendant les interrogatoires concernant l'affaire

Cools-Agusta, un suspect, proche du Parti socialiste flamand, a fait état d'un versement de 10 millions de francs français effectué par une société française. Cela n'a rien à voir avec l'assassinat d'André Cools, mais cette nouvelle piste fait les gros titres de la presse flamande, toujours prompt à pourfendre l'« impérialisme économique » de l'Hexagone.

Le quotidien *De Standaard* s'est trompé, mardi 7 mars, quand il a fait état d'une perquisition chez « Dassault Construction » à Bruxelles, puisque cette société n'existe pas (*Le Monde* du 8 mars). Il avait néanmoins bénéficié de fuites à bonne source. Une double perquisition a bien eu lieu, lundi : d'abord chez Dassault-Belgique-Aviation, filiale belge de Dassault-Industrie, devenue en 1991 un holding qui contrôle Dassault-Aviation en France ; ensuite chez la Société anonyme belge de construction aéronautique (Sabca), qui est elle-même une filiale (à part égale) de Dassault-Belgique-Aviation et du groupe néerlandais Fokker. Chez Dassault à Bruxelles, on soulignait, mardi, qu'une perquisition n'est pas une preuve de culpabilité et on indiquait que de simples « documents de gestion industrielle » avaient été saisis.

Jean de la Guérivière

Le ministre espagnol de la justice reste évasif sur l'arrestation de Luis Roldan

MADRID

de notre correspondant

Juan Alberto Belloch, ministre de la justice et de l'intérieur, n'a rien expliqué. Après son audition, mardi 7 mars, devant la commission parlementaire du Congrès des députés pendant plus de quatre heures, le mystère reste entier à propos des conditions dans lesquelles a été appréhendé Luis Roldan, ancien directeur général de la Guardia Civil. On ne sait toujours pas pourquoi le numéro trois des forces de sécurité espagnoles, accusé entre autres de corruption, s'est finalement livré après dix mois de recherches infructueuses. Même s'il semble qu'il s'agisse bien d'une décision concertée, les tenants et aboutissants de cet épisode sont encore secrets.

Selon la première version officielle, Luis Roldan a été remis par les autorités laotiennes à des policiers espagnols à l'aéroport de Bangkok. Mais plus d'une semaine après cette « capture » inespérée, la seule quasi-certitude concerne les documents d'extradition censés émaner du Laos : ils sont faux. Et Luis Roldan n'a vraisemblablement jamais mis les pieds dans la République démocratique socialiste où il aurait été interpellé. A partir de là, toutes les suppositions et toutes les élucubrations sont possibles. Juan Alberto Belloch n'a rien fait pour dissiper les doutes. Il s'est contenté d'affirmer qu'aucune illégalité n'avait été commise, que le droit international avait été respecté et que Luis Roldan était désormais aux mains de la justice espagnole et serait donc jugé pour tous les délits qui lui sont imputés sans aucune



restriction. Le reste est affaire de détails dans lesquels il n'est pas question d'entrer, car « ce serait mettre en péril la vie de certaines personnes », selon le ministre.

En dépit des questions pressantes et des protestations des porte-parole des différentes formations politiques, Juan Alberto Belloch s'est retranché derrière le secret d'Etat. Il a préféré se livrer à un affrontement politique et rhétorique avec le principal parti d'opposition, et son bouillant numéro deux, Francisco Alvarez Cascos, qui de répondre aux questions que chacun se pose sur la façon dont le pouvoir socialiste a pu mettre la main sur celui qui est devenu le symbole de la corruption. Juan Alberto Belloch n'a pas fui sa responsabilité, mais il

s'est refusé à démissionner comme le lui ont demandé plusieurs formations de l'opposition, en déclarant qu'il continue de « jouir de la confiance du gouvernement et de Felipe Gonzalez ».

Ce qui compte avant tout, pour cet homme de loi progressiste devenu ministre il y a moins d'un an, est que « le gouvernement espagnol n'ait pas été trompé et n'ait trompé personne ». Le reste n'est que péripétie.

On peut cependant se demander pourquoi cet ennemi public désigné à la vindicte populaire est venu se livrer aux policiers espagnols dans la zone de transit de l'aéroport de Bangkok, en compagnie du capitaine Khan, que les autorités de Vientiane ne connaissent pas, et

pourquoi les documents d'extradition dont il était porteur sont des faux manifestes. Il paraît plausible que Luis Roldan – qui aurait séjourné pendant une longue période en France – se soit uniquement rendu à Bangkok afin d'être appréhendé, en ayant obtenu un certain nombre d'assurances. S'est-il fait piéger ? En tout cas, Francisco Alvarez Cascos reste convaincu que le gouvernement tente de cacher un accord secret en se retranchant derrière le fait que Luis Roldan n'est plus désormais un fugitif et que c'est à la justice de se prononcer.

Le magistrat instructeur Ana Ferrer a interrogé mardi quatre des cinq policiers qui sont allés chercher Luis Roldan à Bangkok afin d'en savoir un peu plus. Apparemment, ceux-ci n'ont pas été plus bavards que leur ministre. Ils se sont refusés à donner des précisions sur le rôle qu'aurait joué dans les tractations Francisco Paesa, sorte d'agent trouble du gouvernement. Luis Roldan sera peut-être plus loquace.

Il sera interrogé, mercredi 8 mars, par le juge Baltasar Garçon, chargé du dossier des GAL (Groupes antiterroristes de libération). Le magistrat désire savoir quel fut son rôle alors qu'il était délégué du gouvernement (préfet) en Navarre, à l'époque de l'affaire Segundo Marey, cet industriel franco-espagnol enlevé en décembre 1983 par les GAL. Deux des six personnes incarcérées dans le cadre de cette affaire, les deux anciens policiers Francisco Alvarez et Miguel Planchuelo, ont été libérées sous caution.

Michel Bole-Richard

مجلس الامم المتحدة

En Russie, un réformateur, vice-ministre des finances, démissionne à la veille d'un accord avec le FMI

Le président Eltsine demande un réexamen du budget pour renforcer la lutte contre la criminalité

L'onde de choc provoquée par l'assassinat d'un journaliste vedette de la télévision, la semaine dernière, continue de se faire sentir à Moscou.

Face à l'émotion suscitée par le meurtre de Vladimir Loujkov, le président Eltsine a limogé le chef de la police et le procureur de la capitale russe. Ce fai-

sant, il engage une épreuve de force avec Iouri Loujkov, le maire de Moscou, qui nourrit des ambitions présidentielles.

MOSCOU

De nouveaux oukazes présidentiels conformes, dans la lettre, aux exigences du FMI, pleuvent à l'approche de la signature - prévue le 10 mars - d'une « déclaration » sur les six milliards de crédits offerts à la Russie. Mais, au même moment, l'un des rares hommes au sein du gouvernement qui tentait encore d'impulser les réformes a présenté,

mardi 7 mars, sa démission. Sergueï Alexachenko, vice-ministre des finances chargé des taxes et impôts, a, en effet, affirmé : « Depuis quelques mois, je suis obligé de travailler avec d'autres personnes et de me conformer à d'autres lois. » Ce qui revient à dénoncer pudiquement l'arbitraire qui domine dans le fonctionnement de l'Etat, dont la décision de lancer la guerre en Tchétchénie est l'un des exemples

les plus flagrants. Un arbitraire qui ne se dissimule même plus : lundi, lors d'une réunion du Conseil de sécurité, le ministre des finances, Vladimir Pankov, a été sommé par Boris Eltsine de doubler les crédits consacrés au maintien de l'ordre. Idem pour le président de la Douma, chargé de répartir cet ordre sur les députés : ils « doivent » reconsidérer en ce sens le budget 1995 lors de sa quatrième et der-

nière lecture, le 10 mars, a déclaré, mardi, Oleg Lobov, un inconditionnel du président, qui dirige le Conseil de sécurité, baptisé le « poliburo » par la presse.

Cette réunion se tenait alors que l'émotion provoquée par l'assassinat à Moscou du journaliste de la télévision, Vladimir Listiev, n'était pas retombée. Les hommages du chef de la police de la capitale, Vladimir Pankratov, et de son procureur, Guennadi Ponomarev, avaient été décidés, lundi, par Boris Eltsine, avant la réunion du Conseil de sécurité qui les a néanmoins « unanimement approuvés ». La raison publiquement avouée par Oleg Lobov est qu'il fallait faire tomber des têtes pour sauver le ministre de l'Intérieur, également membre du Conseil, dont la Douma s'apprête à demander la démission. « L'opinion n'aurait pas compris si personne n'avait été sanctionné », a insisté M. Lobov.

LUTTE A MORT

Oleg Lobov passait ainsi sous silence les « dessous » de l'affaire, qui s'étaient d'ailleurs dans tous les journaux : la lutte à mort engagée par l'émigration russe du Kremlin, Alexandre Korjakov, contre l'empire financier et médiatique du maire de Moscou, Iouri Loujkov. Le même jour, ce dernier a menacé de démissionner si le chef de la police et le procureur de Moscou ne sont pas remis en selle.

Mais, dans la soirée, le maire dut subir une nouvelle humiliation : inaugurer, en faisant bonne figure, une salle de théâtre en la présence de Boris Eltsine, flanqué de son épouse et de... Alexandre Korjakov.

Sophie Shihab

L'archevêque de Westminster défend les homosexuels

DANS UN TEXTE publié mardi 7 mars à Londres, le cardinal Basil Hume, archevêque de Westminster, estime que « l'amour entre deux personnes, du même sexe ou non, doit être considéré comme précieux et respecté ». Le cardinal Hume a toutefois repris la condamnation, traditionnelle dans l'Eglise romaine, des actes physiques de nature homosexuelle. Le même jour, Mgr Derek Rawcliffe, ancien évêque anglican de Glasgow et de Calcutta, a reconnu son homosexualité au cours d'une émission de la BBC. Pour tout commentaire, l'Eglise d'Angleterre a rappelé que le clergé homosexuel devait s'abstenir d'avoir des relations sexuelles.

EUROPE

■ ITALIE : le collectif budgétaire a été adopté au Sénat mardi 7 mars par 179 voix pour, 91 contre et 7 abstentions. Malgré l'opposition de l'ancien premier ministre Silvio Berlusconi, le programme d'économies de 20 800 milliards de lires (environ 70 milliards de francs) du gouvernement de Lamberto Dini a des chances d'être adopté jeudi à la Chambre des députés. (AFP)

■ UE : la Grèce est devenue le 6 mars le 10^e membre de plein droit de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), la seule instance européenne compétente en matière de défense, a annoncé mardi l'UEO. L'adhésion de la Grèce à l'institution européenne date de 1992 mais certains pays membres ont fait traîner la ratification. (AFP)

■ BOSNIE : l'armée serbe viole délibérément la trêve à Sarajevo, ont estimé mardi 7 mars des officiers de la Forpro. « Les incidents ont été trop nombreux en peu de temps pour qu'il s'agisse d'autre chose que d'attaques directes et organisées en haut lieu », a déclaré l'un d'entre eux. Les vols de ravitaillement militaire de l'ONU ont été interrompus sur l'aéroport de Sarajevo, un avion-cargo ayant essuyé des tirs d'armes légères. Selon le ministre français Alain Juppé, « le risque de reprise des hostilités en Bosnie est plus élevé qu'il y a quelques jours ».

■ POLOGNE : le ministre allemand de la défense, Volker Ruehe, a jugé, mardi 7 mars, que « la Pologne figurerait sûrement en tête » parmi les pays de l'ancien bloc soviétique qui adhéreront à l'OTAN. Il n'a toutefois pas avancé de date précise pour l'entrée de la Pologne au sein de l'OTAN. (AFP)

■ HONGRIE : la Russie s'est engagée à rembourser sa dette d'environ 1 milliard de dollars à la Hongrie, héritée de l'époque communiste. Le paiement s'effectuera par des livraisons de matériel militaire, selon le premier ministre hongrois, Gyula Horn, qui a rencontré mardi 7 mars, à Moscou, le président Eltsine. (AFP Reuters)

AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : l'Etat de New York a rétabli la peine capitale, mardi 7 mars, après dix-huit ans de débats passionnés et dix-huit vetos opposés par deux gouvernements successifs aux lois adoptées chaque année par le Parlement local. « Pendant de trop longues années, trop de New-Yorkais ont vécu dans la peur du crime », a commenté le gouverneur républicain George Pataki, en signant le texte qui entrera en vigueur le 1^{er} septembre. La peine de mort a été rétablie dans 37 des 50 Etats américains. (AFP Reuters)

■ BRÉSIL : le missile antichars français Eryx a été choisi par l'armée de terre brésilienne. Ce missile à courte portée équipera les bataillons que le Brésil veut former, pour les mettre à la disposition de l'ONU dans le cadre d'opérations de maintien de la paix, auxquelles ce pays a décidé de participer. Pour ses bataillons de « casques bleus », le Brésil a déjà acheté à la France des missiles sol-air Mistral à courte portée (conçus par Matra) et des mortiers de 80 et 105 mm au Royaume-Uni. Avec le Canada et la Norvège, le Brésil est le troisième client étranger de l'Eryx.

L'Argentine bénéficie de nouveaux prêts des organisations internationales

BUENOS AIRES

Rien n'est encore joué en Argentine, malgré l'optimisme habituel du ministre de l'économie, Domingo Cavallo. Le manque de confiance des investisseurs, fortement ébranlé par la crise médiane, s'est traduit, à Buenos Aires, de multiples façons : fuite importante des capitaux, hausse vertigineuse des taux de crédit, chute alarmante de la Bourse, fragilité du système bancaire.

Pour contrer cette méfiance, le gouvernement a eu de récentes recours au Fonds monétaire international, qui a accordé à l'Argentine, le 3 mars, deux prêts d'un total de 250 millions de dollars, que M. Cavallo avait renoncé à solliciter en septembre. L'accord avec le FMI prévoit un contrôle trimestriel renforcé de la bonne marche du plan économique argentin, et notamment de l'état des finances publiques. L'Argentine a également obtenu un prêt de un milliard de dollars de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement, destiné à la privatisation des banques dans les provinces de l'intérieur, fortement affaiblies par le manque de liquidités. Ces fonds ne seront disponibles que dans plusieurs mois et, dans l'immédiat, il faudra donc trouver des crédits relais. « Nous n'avons encore reçu aucune offre des banques », a reconnu le ministre. Il a précisé que le gouvernement ne pouvait pas céder comme il le souhaitait les 20 % d'actions de la compagnie des pétroles YPF, ce projet n'ayant pas obtenu l'approbation du Congrès. Le nombre des banques - près de 300 - devrait diminuer grâce à des fusions qui sont déjà en marche dans plusieurs provinces.

Au cours d'une conférence de presse, le ministre de l'économie a mentionné d'autres prêts de la Banque mondiale et de la BID (600 millions de dollars) et de l'Eximbank du Japon (300 millions de dollars) qui étaient prévus avant la crise médiane et qui seront destinés à

accélérer les privatisations des services publics et des centrales électriques dans les provinces.

M. Cavallo a reconnu que le rythme de la croissance économique, qui avait atteint près de 7 % en 1994, serait ralenti cette année, admettant qu'une récession « légère » pourrait se produire, avec une augmentation du taux de chômage qui dépasse les 12 % de la population active (20 % dans les provinces les plus défavorisées).

Malgré la fuite des capitaux, M. Cavallo a affirmé qu'au cours des deux derniers mois, le déficit de la balance commerciale de l'Argentine avait diminué d'un tiers par rapport à 1994, grâce à une augmentation de 40 % des exportations. Interrogé sur la dévaluation de 45 % de la monnaie brésilienne qui devrait avoir un impact négatif sur les ventes de l'Argentine à son voisin, M. Cavallo a estimé que cette opération ne faisait que corriger la surévaluation du réal. « La monnaie brésilienne devrait se stabiliser et atteindre une parité de un pour un avec le dollar », comme c'est le cas du peso argentin.

Evitant le sort des retraités qui sont une des catégories de la population la plus défavorisée depuis de longues années en Argentine (la pension minimale est de 1 200 francs par mois), M. Cavallo a admis qu'il manquait un bon système de retraites comme au Chili. Il a rappelé cependant que, depuis quelques mois, le système avait été reformaté avec l'option entre un système privé et celui de l'Etat.

M. Cavallo avait annoncé, la semaine dernière, de nouvelles mesures d'austérité avec des restrictions draconiennes des dépenses publiques et des hausses d'impôts. Il s'agit de tenter de sauver un modèle argentin qui plus personne à Buenos Aires ne s'aventure à qualifier de miraculeux.

Christine Legrand

Le nouvel aéroport de Denver : trop grand, trop cher

WASHINGTON

Le « Taj Mahal des Rocheuses » a ouvert officiellement ses portes il y a quelques jours. Le surnom ne lui va pas si mal : du tombeau de l'épouse de l'empereur moghol Shah Jahan, le nouvel aéroport international de Denver (DIA) a les lignes pures et la scintillante blancheur. Mais les rumeurs n'ont cessé de courir sur le « caprice » de Federico Pena, secrétaire aux transports, ancien maire de Denver de 1983 à 1991. Le DIA est l'ultime symbiose du design et de la technique, ce qui peut se concevoir de mieux en matière d'aéroport high-tech. Car ce « joyau de la couronne » du transport aérien de l'Amérique (selon M. Pena) est aussi le premier de sa catégorie à être inauguré depuis vingt ans aux Etats-Unis.

Planté dans la plaine du Colorado, il ressemble à un camp indien de tipis blancs, dont la toile aurait été remplacée par le teflon et la fibre de verre. La beauté n'a pas de prix : en 1987, lorsqu'il fut confirmé que l'aéroport de Denver-Stapleton, carrefour du trafic aérien est-ouest des Etats-Unis, était saturé, le projet fut bouclé pour 1,7 milliard de dollars. Aujourd'hui, la facture s'élève officiellement à 4,2 milliards de dol-

lars et atteindra, plus vraisemblablement, environ 5 milliards de dollars (27 milliards de francs).

Les experts s'étaient lourdement trompés : 55 millions de passagers transiteront par Denver en 1995, avaient-ils assuré. Or, en 1994, le trafic a plafonné à 33 millions. Le cahier des charges témoigne de cet optimisme : occupant un périmètre qui dépasse celui de l'île de Manhattan, DIA offre cinq pistes de 3 658 mètres de long. Tout chez lui est plus grand, plus beau, plus performant - et plus cher - que partout ailleurs dans le monde. De la tour de contrôle qui s'élève à 99 mètres et peut diriger simultanément les mouvements de 100 avions, aux navettes ultra-rapides qui emmèneront quelque 6 000 passagers par heure vers les trois terminaux, en passant par les 120 « portes » annoncées, il force l'admiration.

« BIZARRES »

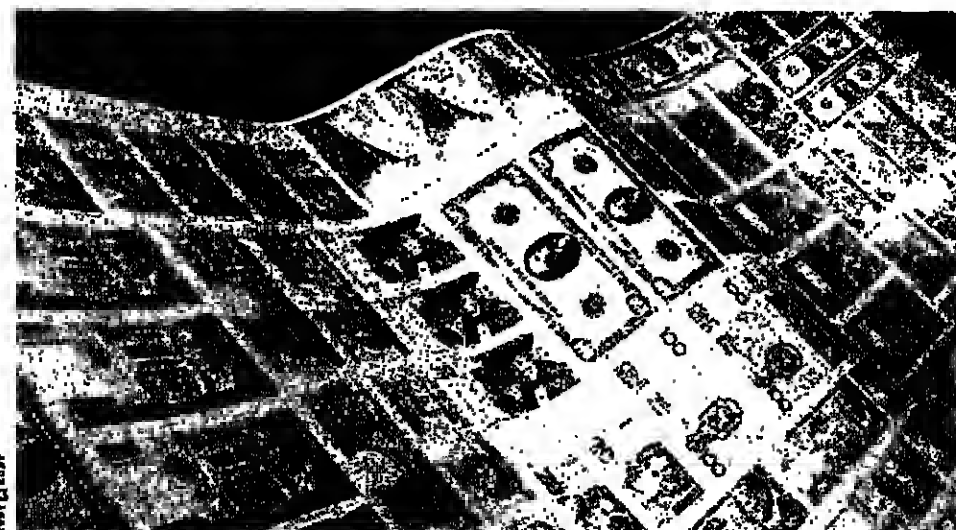
Mais son plus grand succès, c'est d'avoir pu, finalement, être inauguré. A quatre reprises, cet événement a dû être repoussé, vu le chaos qui attendait les passagers dans l'« aéroport du XXI^e siècle » : Principal responsable de cette fâcheuse publicité,

le système de livraison des bagages. Un outil « révolutionnaire » composé de 4 000 wagonnets où prennent place des valises estampillées avec un code-barre, qui sont ensuite dirigées vers les avions grâce à un super-ordinateur. Mais l'indomptable système s'est longtemps ingénié en engluant valises et colis, à les projeter au sol, voire à les mastiquer consciencieusement.

Les dépassements de crédits s'accumulent, il était fatal que la clientèle finisse par en supporter les conséquences : le coût d'exploitation par passager, qui était de 4 dollars à Stapleton, atteindra 18,5 dollars à DIA. Plusieurs compagnies ont annoncé des augmentations de tarifs de 40 dollars par billet.

Ce n'est pas tout : la presse a rapporté les nombreuses « bizarreries » du financement de DIA, auxquelles Federico Pena ne serait pas étranger. Plusieurs services officiels, dont le FBI, enquêtent actuellement sur de possibles malversations financières. Quant aux experts, ils sont de plus en plus nombreux à affirmer qu'il aurait été beaucoup moins coûteux de moderniser l'aéroport de Stapleton.

Laurent Zecchini



Pour conjuguer stratégie de résultats immédiats et politique de développement durable ?

Oui, et nous le ferons ensemble.

Que la terre soit un écosystème à l'équilibre fragile ou qu'elle soit une entreprise globale pour l'épanouissement de ses habitants, tout repose sur un seul et même défi : l'énergie. Fidèle à sa vocation initiale de rendre l'énergie électrique disponible aux entreprises et accessible aux hommes, ABB associe

technologie globale et savoir-faire local pour puiser les ressources de la terre sans épuiser les richesses du globe. Présent également dans le transport, le contrôle, l'installation, l'industrie, le traitement de l'air, l'instrumentation, l'automatisme, le service, ABB réunit plus de 200 000 collaborateurs dont 17 000 scientifiques et chercheurs répartis dans 140 pays. En France et dans le monde entier, la surprenante efficacité des 1 000 sociétés d'ABB ne provient pas uniquement de ses réalisations mais également des valeurs qui leur sont ajoutées : satisfaction du client, recherche de qualité totale, respect des objectifs communs.

Parce que notre vision de l'industrie est celle d'un géant mondial de l'ingénierie électrotechnique, chacun de nos produits concrétise une réalité : la compétence et le professionnalisme d'un ensemble technique et humain où l'innovation et la performance font partie du quotidien.



Asea Brown Boveri SA, 6, rue des Pucierres 92004 Nanterre. Tél. : (1) 47 18 72 00

MONNAIE Alors que le franc était encore soumis, mercredi 8 mars, à de fortes fluctuations sur le marché des changes, le gouvernement et la Banque de France organi-

saient la défense de la monnaie, en relevant l'un des taux directeurs de la banque centrale. **● À DROITE** COMME À GAUCHE, les responsables politiques ne cherchent pas à

exploiter la faiblesse de la devise française dans le débat présidentiel. A cette occasion, deux ministres qui soutiennent le maire de Paris, Alain Juppé et Alain Madelin, plaident

pour la poursuite de la réduction des déficits publics, telle que la promet Jacques Chirac au terme d'un « audit » des dépenses de l'Etat. **● NICOLAS SARKOZY**, ministre du

budget et porte-parole d'Edouard Balladur, indiquait dès lundi 6 mars, que la France pourrait ramener le déficit budgétaire à 3 % du produit intérieur brut dès 1996.

La crise du franc perturbe la campagne électorale

Le décrochage de la devise française face au deutschemark favorise la relance du débat sur la politique économique. Il risque de mettre en difficulté M. Balladur et d'obliger M. Chirac à clarifier ses propositions

INTERROGÉ, en privé, il y a quelques semaines, sur les événements qui pourraient freiner ce qui apparaissait alors comme son irrésistible montée vers l'Élysée, Edouard Balladur avait répondu : « Une crise boursière ou monétaire ». L'une et l'autre sont là. Certes, le scénario n'est pas exactement celui auquel on pensait à cette époque : à Matignon, mais le franc est attaqué, et la Bourse condamnée à broyer du noir.

Dans cette crise, les déséquilibres financiers français et l'incertitude électorale ne jouent qu'un rôle marginal. Le franc est en réalité - les chiraquiens comme les balladuriens en conviennent - une nouvelle victime de la guerre monétaire qui oppose les États-Unis, le Japon et l'Allemagne. Cette crise n'en constitue pas moins une affaire délicate à gérer pour le gouvernement et la Banque de France en cette période électorale.

Comme à l'accoutumée, la chute du dollar et l'envolée simultanée du mark et du yen provoquent, depuis plusieurs semaines, de vives tensions

au sein du système monétaire européen (SME). La crise de confiance à l'égard des États-Unis conduit les investisseurs à vendre leurs dollars et à placer leurs capitaux en Allemagne et au Japon, des refuges où ils sont convaincus de trouver de bons rendements et une grande sécurité. Cette « fuite vers la qualité » profite uniquement aux meilleurs élèves. Elle conduit donc à une sélection sévère. En choisissant ainsi le mark, les capitaux internationaux renforcent la devise allemande et déstabilisent inévitablement le SME.

CRISE DU SME Après les dévaluations, le 5 mars, de la peseta espagnole et de l'escudo portugais, des devises affaiblies aussi par les crises politiques de Madrid et de Rome, la spéculation s'attaque désormais aux autres monnaies européennes, dont le franc français. Même le franc belge, un satellite du mark, était affecté mardi 7 mars par la tourmente, faisant-on remarquer à Bercy. Pour le franc français, le ter-

reau était favorable. Malgré de « bons fondamentaux » - une reprise de la croissance sans retour de l'inflation - l'incertitude politique liée à l'élection présidentielle fragilisait depuis plusieurs semaines déjà la monnaie française. Les déclarations ambiguës de Jacques Chirac, avec son projet de référendum sur la monnaie unique notamment, avaient, une première fois, déstabilisé le franc. La progression, dans les sondages, du maire de Paris, inquisiteur maintenant les opérateurs.

Les investisseurs ne sont pas opposés, par principe, à Jacques Chirac : ils s'interrogent, en réalité, sur la politique économique qu'il mènera s'il est élu. Un banquier new-yorkais très influent, de passage à Paris cette semaine, demandait à tous ses interlocuteurs si « la politique du franc fort était encore longtemps soutenable pour la France ». Les Américains n'ayant jamais été convaincus par les avantages de cette politique d'arrimage du franc au mark, ils continuent, pour beaucoup d'entre eux, à

croire qu'une fois élu, M. Chirac pourrait l'abandonner et décider, pour retrouver quelque marge de manœuvre, de dévaluer. Tous les observateurs des marchés savaient qu'en tout état de cause, le franc traverserait, pendant les semaines précédant le vote, une période de fortes turbulences.

Le ministre des finances et la Banque de France avaient préparé les ripostes possibles. Les déclarations de M. Balladur en faveur de la monnaie unique « si possible en 1997 », s'inscrivaient dans ce cadre. L'annonce, à la fin du mois de février, du gel d'une vingtaine de milliards de francs de crédits budgétaires visait, là encore, à rassurer les marchés sur la détermination de la France à contenir ses déficits publics. Nicolas Sarkozy a réaffirmé, le 6 mars, l'objectif de réduction des déficits à 3 % du PIB en 1996.

Les autorités françaises ne s'attendaient pas cependant à une bourrasque aussi prématurée ni aussi violente. La crise du dollar a précipité les

événements et la chute du franc. A Bercy comme à la Banque de France, on se refuse à toute dramatisation. « Les données fondamentales ne justifient pas les cours actuels », explique-t-on. Et l'on ajoute : « La flèche va finir par rentrer dans son lit ». Pour traverser la tempête, les autorités disposent encore, il est vrai, d'un riche arsenal (voir ci-dessous). Le franc a atteint son plus bas historique vis-à-vis du mark, mais, grâce aux marges de fluctuation très larges du SME, de 15 % depuis la crise d'août 1993, il est encore très loin de son taux plancher. Le mark est passé, en quelques semaines, de 3,38 à 3,59 francs français. Il peut aller jusqu'à 3,89 francs sans affecter les grilles de parité du SME.

La Banque de France peut ensuite défendre le franc en relevant ses taux d'intervention, comme elle vient de l'annoncer. Réunie mercredi 8 mars dans la matinée en présence du ministre de l'économie Edmond Alphandéry, le conseil de la politique monétaire (CPM) a décidé, dans « un consensus total » de relever à 8 % son taux de prise en pension, l'un de ses taux directeurs. C'est « un signal », une manière d'indiquer aux marchés la détermination des autorités à défendre le franc. La Banque rend ainsi plus attractifs les placements en francs, mais risque de freiner la croissance si les taux devaient être maintenus longtemps à de hauts niveaux. La Banque centrale peut enfin utiliser ses réserves de change pour acheter des francs et soutenir ainsi son cours. Si le franc approchait réellement de la zone dangereuse, la Bundesbank serait d'ailleurs obligée de l'aider en intervenant elle aussi. On n'en est pas là.

Cette crise du franc va être un test important pour la Banque de France dans son nouveau statut. Intervenant en pleine campagne électorale, elle risque de mettre en difficulté M. Balladur et d'obliger M. Chirac à clarifier ses positions en matière de stratégie économique et monétaire.

Pierre-Antoine Delhommais

Erik Izraelewicz

Un rude baptême du feu pour la Banque de France

LES NEUF MEMBRES du conseil de la politique monétaire de la Banque de France (CPM) connaissent leur baptême du feu. Depuis le mois de janvier 1994, depuis qu'ils sont en charge, seuls, de la conduite de la politique monétaire de la France, ces neuf « sages » avaient eu la vie - presque - facile, les marchés financiers s'étant gardés, au cours de cette période, de lancer aucune attaque contre le franc.

Le CPM vit maintenant en état d'alerte permanent. Les attaques massives contre le franc mettent en cause, aux yeux de certains spécialistes, la crédibilité même de la Banque de France indépendante. Celle-ci n'aurait pas réussi, en un an, à asseoir suffisamment son autorité, à se montrer suffisamment dissuasive auprès des marchés financiers pour empêcher toute crise spéculative contre le franc. Loin de ces querelles, les neuf membres du CPM cherchent d'abord à trouver une riposte efficace pour enrayer la glissade du franc. Leurs moyens d'action étaient, aux yeux

des analystes, très limités. Jusqu'au mercredi 8 mars, le CPM avait choisi d'adopter une stratégie très souple et graduelle, consistant à laisser le taux de l'argent au jour le jour, le seul taux de marché qu'elle gère directement, progressivement remonter. Cette technique avait déjà été utilisée lors de la crise du mois de septembre 1992, au cours de laquelle ce taux était monté à plus de 20 %. Ce signal donné aux marchés avait contribué à faire s'envoler les autres taux à court terme, les taux à trois mois montant de 5,81 % à la fin du mois de février et à 8,50 % mercredi matin. La spéculation s'en trouve du même coup rendue plus coûteuse, les vendeurs de francs devant les emprunter à un taux plus élevé.

TROIS SOLUTIONS

Il était difficile à la Banque de France de laisser « filer » le loyer de l'argent au jour le jour sans qu'il vienne « taper » sur ses taux directeurs, qu'il faut alors remonter. La décision prise mercredi matin de suspendre les

prises en pension de cinq à dix jours et à consentir des pensions à vingt-quatre heures au taux de 8 % laissait augurer d'un relèvement général de ces taux directeurs. Les opérateurs se montraient, avant cette opération, très sceptiques sur son efficacité, considérant qu'elle pouvait avoir tendance, au contraire, à conforter le sentiment de crise.

La hausse des taux français serait, aux yeux de certains économistes, la condition de l'aide de la Bundesbank, et la Banque de France n'aurait guère le choix. Si la chute du franc continue, malgré la hausse des taux, il restera trois solutions : élargir les bandes de fluctuation du système monétaire européen (SME) au-delà des 15 % autorisés actuellement ; modifier les cours pivots du franc au sein du SME ; sortir du SME. Ces trois solutions, qui modifient la valeur externe du franc, relèvent du gouvernement et non plus de la seule Banque de France.

Pierre-Antoine Delhommais

M. Juppé et M. Madelin plaident pour la réduction des déficits publics

LA TEMPÊTE qui affecte les monnaies sans épargner le franc suscite des analyses différentes parmi les responsables politiques. Après avoir utilisé la devise française, pendant un temps, dans la polémique sur le « chiffrage » du programme de Jacques Chirac par les balladuriens, les partisans des deux candidats de la droite à l'élection présidentielle se font beaucoup plus discrets, maintenant, pour ne pas être pris en faute de « mauvais coup » contre le franc en pleine campagne électorale. Pour leur part, les socialistes se contentent de remarquer que la mauvaise ambiance au sein du camp majoritaire n'est pas de nature à aider le redressement du franc.

« L'expérience m'a appris que les questions monétaires sont d'une telle complexité et d'une telle sensibilité que les responsables politiques doivent se garder de toute déclaration intempestive, surtout en période électorale », nous a déclaré, mercredi 8 mars, Alain Juppé, le ministre des affaires étrangères, président par intérim du RPR, souligne : « Il appartient aux institutions chargées de la défense de la monnaie de prendre, au jour le jour, les mesures nécessaires » et « La crise à laquelle sont confrontés les marchés des changes est une crise internationale, provoquée par la chute du dollar ».

Toutefois, selon M. Juppé : « La France, dont les grands équilibres économiques sont solides, doit poursuivre et amplifier sa politique de réduction des déficits publics et la mise en œuvre de l'Union économique et monétaire. » Tel est le seul moyen d'éviter, d'avenir, les perturbations à l'intérieur de l'Union européenne et de donner à l'écu le poids qui nous permettra de progresser dans la remise en ordre du système monétaire

international », conclut-il. Pierre Lellouche, député (RPR) du Val-d'Oise et conseiller diplomatique du maire de Paris, estime : « Le problème des mouvements de capitaux, commun à toutes les grandes nations, devrait être un chapitre prioritaire du prochain G7 ». M. Lellouche assure : « Cette crise financière est de nature à casser la reprise mondiale. » Soulignant que la spéculation est notamment liée à l'endettement, il relève, sur le plan national, que « la priorité est le contrôle des déficits », dont les chiraquiens observent qu'il n'a pas été une préoccupation essentielle d'Edouard Balladur, comme il ne l'avait pas été pour les socialistes.

Sans nier la part du « dérèglement des marchés internationaux », Pierre Moscovici, l'un des conseillers de

Lionel Jospin, constate que le « climat politique » en France et, particulièrement, au sein de la majorité ne favorise pas la bonne santé du franc. M. Moscovici accuse M. Balladur de jouer, depuis quelques jours, au « pampier pyromane », mais il dénonce, aussi, l'« irresponsabilité » de M. Chirac. « Le premier ministre, en charge des affaires de la France, explique-t-il, n'aurait jamais dû suggérer lui-même que ce qui se passe actuellement en France favorise une crise monétaire. »

SENSIBILITÉ DES MARCHÉS

M. Moscovici déplore que M. Chirac ait contribué, par ses promesses électorales, à attirer la sensibilité des marchés, très soucieux des déficits budgétaires. « En pratiquant de la sorte beaucoup plus avec

beaucoup moins, dit-il, M. Chirac a déclenché une querelle de chiffres, au sein de la droite, qui confirme l'irresponsabilité et la faiblesse de crédibilité de celui qui, au vu des sondages du moment, apparaît comme le principal leader de la majorité. »

Droite et gauche se rejoignent pour ne pas attiser le feu et pour mettre l'accent sur ce fameux contrôle des déficits. Ainsi, M. Moscovici affirme qu'il y a urgence, pour les responsables politiques français, à « affirmer la volonté absolue de maintenir la stabilité du franc », à afficher leur volonté de « réduire les déficits publics » et, enfin, à réaffirmer « une capacité de coopération entre la France et l'Allemagne ».

C'est, précisément, sur la réduction des déficits qu'insiste Alain

Madelin, ministre des entreprises, vice-président du PR et partisan de M. Chirac, en soulignant que le maire de Paris a mis au fondement de son programme un « audit » des dépenses de l'Etat. « Il y a longtemps que je dis que les marchés se mettent à apprécier la gestion des États comme celle des entreprises. Il y a un impératif de bonne gestion auquel on ne peut se soustraire » nous a déclaré M. Madelin. Il rappelle que, dans ses propositions, M. Chirac prévoit également une réorientation des dépenses publiques en faveur de l'emploi et l'affectation des recettes de privatisation à la réduction de la dette. « Réduire les frais généraux, investir, se désendetter », résume-t-il.

Olivier Biffaud

La deuxième tourmente monétaire depuis mars 1993

ÉDOUARD BALLADUR est confronté, pour la deuxième fois depuis son arrivée à Matignon, à de sérieuses turbulences monétaires, le franc étant victime de la forte baisse du dollar et de la bonne santé du mark. Son prédécesseur, Pierre Bérégovoy, avait lui aussi connu deux crises - à l'automne 1992, au lendemain du référendum sur Maastricht et en janvier 1993 -, provoquées par la spéculation de milieux financiers internationaux, perplexes sur la capacité du franc à se maintenir au sein d'un système monétaire européen (SME) sous domination allemande. Le premier ministre socialiste avait pu compter sur une forte solidarité de la Bundesbank, les autorités monétaires françaises et allemandes réaffirmant, le 5 janvier 1993, dans un communiqué

commun, leur attachement à la parité franc-mark fixée en janvier 1987.

Durant l'été 1993, Edouard Balladur avait dû affronter une tempête monétaire encore plus violente et qui apparaissait encore plus irrégulière. A ce premier ministre qui se félicitait de constater qu'entre le 13 avril et le 1^{er} juillet 1993 la Banque de France, pas encore indépendante, avait abaissé dix fois ses taux directeurs, les milieux financiers internationaux faisaient le procès de ne pas prendre assez de champ par rapport à l'Allemagne. Ils considéraient que la France devait abaisser plus rapidement et plus fortement ses taux d'intérêt que sa voisine pour sortir au plus vite son économie de la récession.

La crise avait été si grave que la Banque de France s'était vue

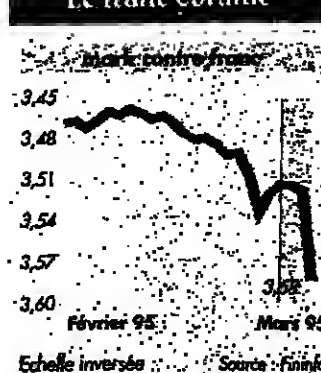
plus de 300 milliards de francs en devises, empruntés essentiellement à une Bundesbank qui - malgré des déclarations de Helmut Kohl, jugeant injustifiée la spéculation contre le franc, et un nouveau communiqué commun le 23 juillet - avait fait vite comprendre qu'elle ne saurait tenir trop longtemps le franc à bout de bras, au prix d'un gonflement insupportable politiquement et économiquement, de sa masse monétaire. Ce n'est aussi que le 24 juillet, soit quinze jours, environ, après le début des attaques contre la monnaie nationale, que Jacques Chirac, président du RPR, avait publié un bref communiqué affirmant : « Rien ne justifie les attaques contre le franc et contre le SME. Le gouvernement est déterminé à défendre le franc et nous devons le soutenir dans cette

action : c'est notre devoir. » M. Balladur en avait beaucoup voulu à son « ami de trente ans » de cette solidarité tardive et minimale, alors qu'il attendait de lui qu'il se démarquât des thèses anti-Maastricht de Philippe Séguin. Le 2 août, à l'issue d'une réunion du comité monétaire européen à Bruxelles, un réaménagement intervenait. Les marges de fluctuation des devises du SME étaient élargies de 2,25 % à 15 %, avec un cours pivot de 3,3538 francs pour un mark.

Il avait fallu attendre début décembre pour que la Banque de France reconstitue ses réserves de devises et que le franc retrouve, par rapport au mark, son niveau d'avant la crise de juillet.

M. N.

Le franc ébranlé



Les incertitudes politiques expliquent en partie la faiblesse du franc.

Polémiques et taux de change

● 6 novembre 1994 : au cours dans l'émission « 7 sur 7 », sur TF 1, Jacques Chirac suscite l'inquiétude des milieux financiers en annonçant qu'« il faudra, avant de passer à la troisième phase de l'Union européenne, qu'un référendum en France autorise le gouvernement à la faire ».

● 16 novembre : dans un entretien à La Tribune-Desfossés, M. Chirac nuance ses propos : « Le traité de Maastricht a été approuvé » et « il ne saurait être question de le remettre en cause ».

● 11 décembre : Jacques Delors renonce à se porter candidat à la présidence de la République. Le franc faiblit à la suite de cette annonce.

● 27 février 1995 : une information selon laquelle Edouard Balladur aurait bénéficié de financements de l'entourage d'Alain Carignon entraîne un début de baisse du franc sur les places asiatiques, puis européennes.

● 1^{er} mars : Alain Madelin, ministre des entreprises, écrit à Edouard Balladur pour lui demander de « stopper la diffusion » de notes chiffrant le coût du programme Chirac à 680 milliards de francs. « Au moment où de fortes tensions s'exercent sur les marchés (...), veut-on vraiment [les] inquiéter ? », s'interroge-t-il.

● 2 mars : M. Balladur attaque M. Chirac sur le coût de son programme. « Il faut savoir ce que l'on veut, il faut savoir ce que l'on dit, déclare le premier ministre sur RTL. Est-on, au bout du compte, favorable à la stabilité du franc ? Si c'est non, qu'on le dise et qu'on en tire les conséquences. Qu'on multiplie les promesses, qu'on multiplie les dépenses et qu'on aggrave les déficits ! On verra bien ce qui sera au bout. Au bout, ce sera la culbute. »

● 3 mars : M. Chirac réplique au cours d'un meeting à Besançon : « Je crains que certains aient mal calculé lorsqu'ils ont appelé la stabilité du franc à leur secours. La situation de notre économie, le niveau de nos déficits et de notre endettement sont tels que c'est un bien grand risque que de se transformer en "pompiers incendiaires". »

● 6 mars : Nicolas Sarkozy, ministre du budget, tente de rassurer les marchés. Dans un entretien à La Tribune-Desfossés, le porte-parole d'Edouard Balladur assure que son objectif est de « ramener les déficits publics d'environ 4,6 % du PIB en 1995 à 3 % en 1996 », notamment par une « réduction volontariste » des dépenses de l'Etat et de la Sécurité sociale, de l'ordre de 60 à 70 milliards de francs en 1996.

● 7 mars : en présentant ses « propositions pour la France », le candidat socialiste, Lionel Jospin, réaffirme son approbation du traité de Maastricht et de la monnaie unique.

353 من لاصح

PRIVAT
LE VRA



UNITED AIRLINES

un coin de soleil au-dessus des nuages.



Valéry Giscard d'Estaing n'est pas candidat à l'élection présidentielle

Le président de l'UDF regrette le peu d'écho que rencontrent ses idées

M. Giscard d'Estaing a indiqué, mardi 7 mars, sur TF1, qu'il ne sera pas candidat à l'élection présidentielle. L'ancien chef de l'Etat, président de

l'UDF, estime que les thèmes qui lui sont chers — l'Europe, le quinquennat, la lutte pour l'emploi — ne rencontrent pas d'écho dans l'opinion. Il a

avert qu'il pourrait changer d'avis si l'engagement européen de la France était mis en cause ou si la moralité publique était gravement ébranlée.

AVEZ-VOUS LU le prochain Giscard d'Estaing ? Il a déjà son titre, l'Éloignement (à paraître). Il ne doit guère lui manquer que quelques pages. Les dernières. Les dernières pages de la série le Pouvoir et la Vie, après la Rencontre et l'Affrontement. Lisez le prochain Giscard d'Estaing. Voici l'auteur rendu désormais à sa plume, sans autre contingence que son bon plaisir. Le prochain Giscard d'Estaing en appellera certainement un autre, puis un autre, puis un autre encore. Ne prenez pas trop de retard !

Longtemps, l'ancien président de la République a écrit pour prendre ses désirs pour la réalité. En 1981, l'État de la France doit faire office de vitrine pour la campagne présidentielle. Tout ne va pas si mal, à quoi bon changer ? Renvoyé à lui-même, au conseil général du Puy-

découdre, sans pouvoir pour autant desserrer l'étreinte d'Edouard Balladur sur l'UDF, il sortira un premier roman, le Passage. Peine perdue : il ne « passera » pas.

Le deuxième septennat de François Mitterrand aura été bien cruel, tout plein de fol espoir et de désillusion. Le 8 mai 1988, Raymond Barre et Jacques Chirac sont battus, et Valéry Giscard d'Estaing frétille.

« Bonne chance, monsieur le Président ! », lance-t-il d'Auvergne. Le centre et les socialistes peuvent gouverner ensemble, mais l'ouverture tourne court, car la dissolution de l'Assemblée nationale renvoie la droite à sa place et la gauche dans ses meubles. Valéry Giscard d'Estaing prend d'autorité la présidence de la confédération libérale, et Jacques Chirac s'agrippe au RPR. Un vieux humoriste du début du



VALÉRY GISCARD D'ESTAING

un moment difficile, celui où Dominique Baudis, drapé de probité candidate et de lin blanc, lui demande, à la télévision, d'avoir « le geste de désintéressement et de générosité que tout le pays attend ». C'est-à-dire de décamper, et en vitesse !

Aidé par Alain Juppé, en mission commandée, Valéry Giscard d'Estaing fait front. Le bon score de la liste UDF-RPR le rassure. Il se garde de couler une retraite paisible à Strasbourg et se met en tête de transformer l'UDF en machine de guerre présidentielle. Rendez-vous est pris avec Jacques Chirac pour les législatives et que le meilleur gagne ! En dépit de leurs efforts, ni François Bayrou ni le président de l'UDF ne parviennent, cependant, à s'opposer à une victoire sans bavure, à droite, du RPR.

Matignon revient donc aux gaulistes, et Jacques Chirac y envoie Edouard Balladur pour qu'il prépare au mieux sa candidature. Voici cependant que ce premier ministre se pique à son tour de politique et d'ambition présidentielle. Seul ciment de la confédération libérale, la crainte d'un État-RPR omnipotent vole en éclats devant la perspective louis-philippard d'un Balladur président des Français. Les ralliements à l'ancien ministre de la première cohabitation se multiplient. L'UDF s'est trouvé un candidat neutre. Valéry Giscard d'Estaing est à nouveau seul. L'urgence justifie un rapprochement à l'automne 1993, avec le maire de Paris, inquiet, lui aussi, de

la tournure des choses. Les critiques de l'UDF giscardienne et du RPR chiracien, réduits aux acquêts, laissent de marbre un premier ministre qui attire à lui le PR et le CDS.

Adieu le parti UDF ! Les composantes mènent la vie dure à l'ancien président de la République, sans jamais oser l'affronter en face. Il est en difficulté, alors il écrit : sur l'emploi, sur l'Europe, sur les institutions. Des articles au Monde et au Figaro, rassemblés ensuite dans autant de petits cahiers à couverture bleue, qu'on imagine prêts à être distribués par dizaines. Ses idées, ses choix, ses convictions sont posés en évidence devant l'opinion, mais rien ne se produit. On ne le voit pas. On ne l'entend plus. Les sondages vacillent et les sondages l'oublient.

L'USURPATEUR BALLADUR

Les mois passent. L'usurpateur Balladur s'installe encore plus confortablement à l'UDF. En janvier, François Bayrou abandonne à son tour son ancien mentor en rase campagne. Qu'importe ! Au fur et à mesure que les abandons s'additionnent, Valéry Giscard d'Estaing gagne en vigueur et en énergie, convaincu qu'un ultime renversement reste possible. Entouré des seuls Charles Millon, Hervé de Charette et Jean-Pierre Raffarin, après deux articles au vif dans Libération contre le premier ministre, il écrit encore dans cinq ans l'an 2000, où il dresse sans pudeur le bilan comptable des avantages et des inconvénients d'une éventuelle candidature. « Les "contre" l'emportent sur les "pour", mais de peu », note-t-il finalement, à regret.

C'est fini. Le retrait est le prix à payer pour espérer « une petite niche » dans l'affection et la mémoire collective des Français ». L'Éloignement pourra bientôt paraître. Valéry Giscard d'Estaing ne sera jamais trop absent.

Gilles Paris

« Pourquoi irais-je ajouter à la confusion ? »

Valéry Giscard d'Estaing a déclaré, mardi 7 mars, sur TF1 : « Je ne me présente pas à l'élection présidentielle. » « Pourquoi irais-je ajouter à la confusion actuelle pour défendre des thèmes qui ne rencontrent pas d'écho ? », s'est demandé le président de l'UDF, qui a assuré que son choix est « absolument définitif », mais que « deux points [le] feraient changer d'avis » : « une remise en question des engagements européens de la France » et « une atteinte grave à la moralité politique qui mettrait en danger la réputation de la France ».

Comme Raymond Barre la veille, l'ancien président de la République s'est refusé à indiquer qui il soutiendrait à l'élection présidentielle. « Je serais prêt à faire une campagne active, à soutenir un candidat de la majorité qui prendrait des positions claires en faveur du quinquennat, d'une union politique de l'Europe à vocation fédérale et d'une réduction massive des charges sociales sur les bas salaires pour relancer l'emploi », a-t-il dit.

de-Dôme et, enfin, à l'Assemblée nationale, Valéry Giscard d'Estaing trouve, en 1984, la formule algébrique de son retour : Deux Français sur trois. Ce ne sera pas en 1988, puisqu'il passe son tour. A soixante-deux ans, négligé par la droite partagée entre baristes et chiracien, il publie alors le premier tome du Pouvoir et la Vie, au beau milieu de la campagne présidentielle. Ce dernier automne encore, brûlant d'en

siècle, Christophe, revient à la mode : « Plic » et « Ploc » sont en place.

De lassitude, les quadragénaires de la droite, au sortir des municipales de 1989, en viennent à évoquer l'idée d'une liste « jeunes » aux européennes, alors que M. Giscard d'Estaing est pressenti pour mener celle de l'opposition. L'idée fera long feu, mais elle vaudra à l'ancien président de la République

Le programme de M. Jospin coûterait 90 milliards de francs

90 MILLIARDS DE FRANCS : tel est le coût, en année pleine, des six priorités du programme de Lionel Jospin, présenté à la presse, mardi 7 mars, par Christian Sautter. L'exercice était d'autant plus délicat que la polémique née du « chiffrage » des programmes de Jacques Chirac et d'Edouard Balladur avait provoqué une controverse, dans l'entourage de M. Jospin, sur l'opportunité d'une telle évaluation.

Mardi matin, M. Jospin avait ironisé sur la « démonstration faite par les lieutenants des deux candidats de droite » sur ces chiffres. « On est dans le domaine de l'irresponsabilité », avait-il dit. Il est vrai que c'est sur cinq ou sept ans qu'il juge le chiffrage impossible, et non sur un an.

Sur un programme qualifié par le candidat de « synthèse entre l'effort d'innovation et la prudence économique », M. Sautter a livré un chiffrage également « prudent », établi sans prendre en compte les hypothèses macro-économiques pour 1995 et 1996, la croissance espérée ne pouvant qu'y ajouter des

effets vertueux automatiques.

Côté dépenses, les 90 milliards de francs se décomposent en cinq paquets : 35 milliards de francs représentent le financement des grands programmes (reconstruction des banlieues, emplois de services, préservation du paysage, mais aussi mesures incitatives à l'emploi des jeunes), sans qu'il soit tenu compte de la contribution des collectivités locales.

Le coût net de l'allègement des charges sociales est estimé à 30 milliards de francs, sachant que l'abattement de 5 000 francs par mois de la base de calcul des cotisations des employeurs à l'assurance-maladie serait compensé par une majoration de sept points de cette cotisation.

La facture se trouverait ainsi accrue pour les employeurs de salariés rémunérés au-dessus de 14 000 francs par mois, au risque de pénaliser les entreprises de haute technologie et à main-d'œuvre hautement qualifiée... ou de les dissuader, contrairement au vœu de M. Jospin, d'augmenter les salaires de leurs cadres moyens.

L'aide à la réduction de la durée du travail est comptabilisée pour 5 milliards de francs, les actions en faveur des chômeurs de longue durée pour 5 autres milliards. Une enveloppe de 15 milliards de francs est attribuée aux diverses autres actions.

MAJORATIONS D'IMPÔTS

Côté recettes, 85 milliards de francs sont attendus de rentrées nouvelles : 30 milliards de francs résultent d'une majoration — de 33 % à 40 % — de l'impôt sur les bénéfices non distribués des entreprises et d'une hausse de la taxation des plus-values à long terme (de 19 % à 25 %). Pour M. Sautter, les charges globales des entreprises seraient ainsi « stabilisées », l'allègement sur les bas salaires étant « annulé » par la majoration d'impôt sur les sociétés.

Une autre rentrée, de 35 milliards de francs, proviendrait, à la fois de l'extension de la contribution sociale généralisée aux revenus des capitaux des résidents (7 milliards de francs) et, surtout, — mesure non citée par M. Jospin

dans son programme — de la généralisation du taux de prélèvement libératoire de 17 % à l'ensemble des revenus du capital (divert A excepté). Les 20 derniers milliards viendraient des taxes sur les pollutions, mais M. Sautter s'est abstenu de chiffrer les suppressions d'exonérations et d'abattements pour l'impôt sur le revenu.

S'ajoute à ce plan de financement le redéploiement des dépenses de l'État, réexaminées systématiquement « en fonction de leur effet sur l'emploi ». L'économie serait de 50 milliards de francs la première année puis, indique M. Sautter, davantage en fonction de l'ampleur de la croissance. Recettes nouvelles et économies dégageaient une marge de 135 milliards de francs, mais — originalité du dispositif — 45 milliards de francs seraient affectés à une réduction des déficits publics en supplément de ce qui viendrait spontanément de la croissance, de l'emploi et du nouveau partage du revenu.

Michel Noblecourt

« Cercle de famille » mitterrandien autour de Jacques Chirac

LE VENT DES SONDAGES est-il, dès à présent, en train de faire tourner les têtes ? A « gauche » plus tôt encore que dans la majorité ? Ou du moins dans cette « gauche » parisienne et mondaine qui a pu symboliser quelques-uns des errements des années passées. En tout cas, deux gestes, mardi 7 mars, ne sont pas passés inaperçus. En fin de matinée, l'inauguration de l'exposition Carthage, au Petit-Palais à Paris, a fourni l'occasion d'une photo de famille pour le moins surprenante : autour de François Mitterrand, et du premier ministre tunisien Hamed Karoui, se pressait, en effet, l'état-major de campagne de

Jacques Chirac, quasiment au complet. Le neveu du président de la République, le producteur de télévision Frédéric Mitterrand, qui a pris position en faveur de Jacques Chirac dans la course à l'Élysée, jouait le maître de cérémonie en sa qualité de commissaire général de la Saison tunisienne, dont cette exposition Carthage est sans doute le fleuron. Le maire de Paris, Jacques Chirac et son épouse, le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, les ministres de la culture, Jacques Toubon, et des affaires étrangères, Alain Juppé, le député du Val-d'Oise, Pierre Lellouche et le premier adjoint au maire, Jean Tiberi, chacun était

manifestement satisfait de poser pour les photographes autour du président de la République, sounant et détendu, en l'absence de toute personnalité proche du premier ministre, Edouard Balladur.

De son côté, Pierre Bergé, ancien président de l'Opéra de Paris et proche du président de la République, a apporté sans ambiguïté son soutien au candidat Jacques Chirac. « Le candidat de gauche ne porte pas vraiment toutes les espérances », a déclaré M. Bergé, sur France-Inter, sans citer le nom de Lionel Jospin. « Probablement faudra-t-il choisir un candidat qui n'était pas celui de notre cœur au départ mais qui risque d'être celui

de la raison. Jacques Chirac me semble l'homme de la raison », a-t-il dit.

Et d'ajouter : « Jacques Chirac me semble avoir beaucoup changé. Il a mûri. Peut-être est-il débarrassé d'amis encombrants et, sur beaucoup de sujets, il est beaucoup plus proche de nos préoccupations que d'autres ». M. Bergé a cité, notamment, l'immigration. Il s'est enfin défendu de toute « trahison » en affirmant que « François Mitterrand n'est pas dans la course présidentielle. (...) S'il l'était, je serais à ses côtés derrière lui, fidèle entre les fidèles ».

G. C.

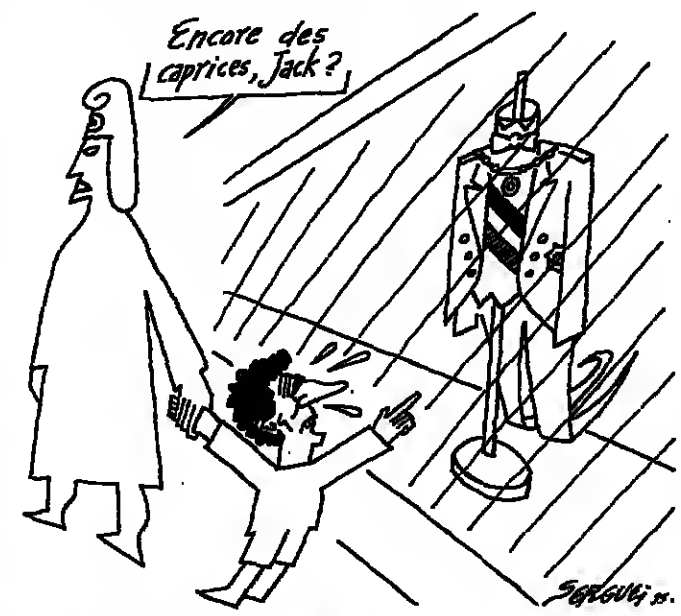
M. Chirac est partisan de la « juste récompense du travail »

AU LENDEMAIN de la publication d'un sondage qui révélait un revirement des patrons en sa faveur (Le Monde du 7 mars), Jacques Chirac a participé, mardi 7 mars, à Paris, en compagnie du ministre des entreprises, Alain Madelin, à une réunion-débat intitulée « Libérer l'initiative ». Devant environ quatre cents chefs d'entreprise, parmi lesquels, notamment, Roger Caille (Jet-Service), Paul Dubrule (Accor), Claude Heurteux (Auguste Thourard) et François Pinault (Pinault-Printemps-La Redoute), le maire de Paris a dénoncé les excès de la spéculation et a réaffirmé l'urgence d'une réforme fiscale qui « ne peut plus être différée ».

Selon lui, cette réforme permettrait d'« encourager davantage les forces vives alors qu'elles sont tout naturellement découragées par le système ».

Sous les applaudissements, M. Chirac a prôné la « juste récompense du travail et de l'effort ».

Jack Lang estime avoir été trahi



« POURQUOI n'es-tu pas président ? Je suis sûr que si tu avais été candidat, tu aurais été élu. » Face à cette constatation de son ami Gabriel Garcia Marquez, Jack Lang, en visite privée en Colombie, n'a pu s'empêcher d'accuser de « trahison » certains amis socialistes. Interrogé lundi 6 mars à la télévision colombienne par le Prix Nobel de la paix, l'ancien ministre de la culture et de l'éducation n'a pas caché sa déception de ne pas être candidat à la présidence française.

« J'ai commis une erreur, a-t-il expliqué, en faisant trop confiance à mes amis. J'aurais dû me présenter comme candidat de fait et dire : je m'en vais. Je suis sûr que les socialistes m'auraient suivi. » Invité par Gabriel Garcia Marquez à assister au Festival international de films de Carthagène, l'ancien ministre a été reçu quasiment comme un chef d'État, logé dans la résidence du gouvernement réservée aux hôtes illustres. Dans un entretien publié par un des principaux quotidiens du pays, El Tiempo, M. Lang affirme « qu'il jouissait de la confiance populaire, mais qu'il a été trahi par certains amis à l'intérieur du parti ». Il ajoute : « C'est une chose surprenante : un candidat, soutenu par la jeunesse du pays, qui jouit de la sympathie générale, a été effacé par le parti. » — (Corresp.)

■ DÉCEPTION : Dominique Voynet a proposé, mardi 7 mars sur France 3, un « débat public » à Lionel Jospin pour le convaincre, notamment, que « les 37 heures, c'est insuffisant, qu'il faut arrêter Superphénix et les essais nucléaires, qu'on peut créer un million d'emplois dans les secteurs écologiquement et socialement utiles, qu'il faut transformer les emplois précaires dans le secteur public en emplois stables ». La candidate écologiste estime que le programme de M. Jospin provoque une « vraie déception » et que le candidat socialiste est une « victime du politiquement correct ». « Ce programme est fade, tiède, manquant de courage, résigné à force d'être réaliste et impuissant à force d'être raisonnable, a-t-elle ajouté. Il faudrait accepter de déplaire à certains, notamment aux plus conservateurs, pour permettre de répondre à l'urgence qu'est l'exclusion. »

■ SATISFACTION : Noël Mamère, responsable du mouvement Convergences écologie solidarité et député européen, estime que M. Jospin a fait un « pas significatif en direction des écologistes » et que, ainsi, « il prend date pour une recomposition de la gauche ». M. Mamère annonce une campagne de signatures pour appeler à voter dès le premier tour en faveur du candidat socialiste.

■ RÉSERVE : Pierre Zarka, directeur de L'Humanité, estime, dans un éditorial du quotidien communiste du mercredi 3 mars, que « force est de constater que le programme de Lionel Jospin ne rompt pas avec ce qui s'est fait pendant ces vingt (dernières) années ». Le dirigeant communiste reproche notamment au candidat socialiste de « ne pas utiliser les centaines de milliards aujourd'hui accaparés par les affairistes ».

DÉPÊCHES

■ EMPLOIS : selon les statistiques définitives, publiées mardi 7 mars par l'Insee, l'économie française a créé 222 500 emplois en 1994 dans le secteur marchand non agricole. Les chiffres provisoires de l'institut de la statistique, publiés mi-février, estimaient ces créations d'emplois à 218 000 (Le Monde du 15 février). Au dernier trimestre, l'augmentation a atteint 0,3 %, portant l'augmentation sur l'année à 1,5 %. Le tertiaire a été le principal créateur d'emplois, et la croissance des effectifs est très légèrement répartie dans l'industrie manufacturière.

■ GRENOBLE : cinq conseillers municipaux d'opposition ont adressé à Charles Pasqua, mardi 7 mars, une lettre ouverte lui demandant de prendre une mesure de suspension ou de révocation du maire de la ville, Alain Carignon, ou de mise sous tutelle de la commune. Les écologistes Raymond Avriplier et Claude Jacquier et les divers gauchistes Gérald Dulac, Jean Gland et Jean-Louis Schwartzbrod jugent que la « situation de gérance et de régence » par le maire intérimaire de Grenoble, Pierre Gascon (UDF), en fonction des « directives d'un maire en prison », est « contraire aux intérêts de notre commune et de ses habitants ».

Deux sondages confirment la bonne tenue du maire de Paris

DEUX nouveaux sondages, l'un de BVA, l'autre de l'IFOP confirment le renversement de tendance observé la semaine dernière. Selon l'enquête de l'IFOP effectuée les 2 et 3 mars auprès de 923 personnes et publiée par L'Express (daté 9-15 mars), Jacques Chirac arrive en tête du premier tour avec 24 % des voix, devant le socialiste Lionel Jospin, qui obtient 23 %, alors qu'Edouard Balladur n'est que troisième avec 22,5 % des voix. Selon BVA, au vu d'un sondage réalisé du 2 au 5 mars auprès de 1 937 personnes et publié dans Paris-Match (daté 15 mars), M. Chirac recueillerait 24,5 %, Lionel Jospin 20 % et Edouard Balladur 18 %.

مركز دراسات

La région Centre aide le cinéma

Une convention avec le Centre national de la cinématographie doit permettre d'apporter une aide aux exploitants

ORLÉANS

de notre correspondant
En mai 1983, s'élançait sur les routes du Loiret le Cinémobile, la première salle ambulante de cinéma de France. Sur la place du village, le véhicule, un lourd semi-remorque, s'ouvrait comme un éventail, pour offrir une centaine de places à un public rural privé de cinéma. Reprenant cette initiative du Centre d'animation culturelle d'Orléans, le conseil régional, après avoir équipé en 1991 un deuxième Cinémobile, s'apprête le 21 mars à en lancer un troisième, baptisé « Jean-Carmet », en hommage au comédien, qui ne pouvait se passer de son Val-de-Loire natal.

Au total, ce seront quarante-neuf communes de 1 000 à 6 000 habitants, regroupées au sein d'une association et « cotisant » environ 2 500 francs par an chacune, qui seront ainsi desservies au moins une fois par mois. Pour les deux premiers Cinémobiles, la formule semble satisfaisante, déclarent les responsables. La fréquentation annuelle s'approche de 60 000 entrées, 15 % à 20 % des spectateurs n'allaient pas, on plus, au cinéma auparavant. Et les recettes couvrent les frais de fonctionnement.

Quelques jours avant le lancement du Jean-Carmet, la région a signé, le 10 mars à Orléans, une convention avec le Centre national de la cinématographie (CNC). Il s'agit tout d'abord d'apporter une aide aux exploitants des salles existantes, au nombre de soixante environ. Un annuaire des salles sera édité. Des stages de formation, animés par des professionnels, seront proposés aux exploitants et porteront sur la gestion et la technique, ainsi que sur l'histoire du

cinéma. Des possibilités de regroupement seront étudiées, afin de briser l'isolement. Autre objectif que se fixe la convention : toucher d'autres publics, les scolaires par exemple, mais aussi les étudiants ou les associations de quartiers, en favorisant l'animation. Au total, 1,3 million de francs seront engagés par le CNC, la région et d'autres partenaires. Pour mettre en place cette politique, la région s'appuie sur l'Atelier de production Centre-Val-de-Loire, une équipe dynamique de jeunes professionnels, avec qui une convention est passée depuis 1991.

Première salle ambulante de France, le Cinémobile s'ouvre comme un éventail sur les places de village

Installé à Châteauneuf-sur-Loire (Indre-et-Loire), l'Atelier anime des manifestations, organise un festival de courts métrages et sensibilise à la création. Il a soutenu notamment la réalisation du court métrage *Eternelles*, d'Eric Zanca, grand prix au dernier Festival de Clermont-Ferrand. Depuis 1991, une vingtaine de ces films, dont la quasi-totalité a été vendue aux télévisions françaises et étrangères, ont été aidés par l'Atelier, dans « une démarche de découverte d'auteurs », affirme ses responsables.

Régis Guyotat

La droite parisienne se divise dans les beaux quartiers

Le 16^e est le théâtre d'une lutte fratricide pour les municipales

La fronde de Georges Mesmin contre Pierre-Christian Taubtinger, tous deux UDF mais l'un député et l'autre maire du 16^e arrondissement, jette le trouble dans l'arron-

disement le plus bourgeois de Paris. Certains y voient la préfiguration des divisions qui, dans la capitale, pourraient affecter la droite lors des élections municipales.

AVEC TROIS MOIS D'AVANCE, la campagne parisienne pour les élections municipales est déjà entamée, en particulier dans les beaux quartiers du 16^e, où les dirigeants de la majorité municipale se déchirent. Georges Mesmin (UDF-CDS), élu du secteur depuis un quart de siècle, député de la moitié sud de l'arrondissement depuis 1973 et qui en fut maire de 1983 à 1989, veut reprendre à Pierre-Christian Taubtinger (UDF-PR) le fauteuil que celui-ci lui a ravi il y a six ans (le Monde du 18 octobre 1994).

Cette situation est, pour l'instant, unique. Si elle émeut les villages paisibles et calmes que sont Auteuil, Passy, La Muette et Victor-Hugo, elle n'y provoque pas pour autant la révolution : dans le 16^e, on est traditionnellement fier de ne rien faire comme ailleurs. Aussi perché que la ville de Lille (700 000 habitants), cet arrondissement collectionne les records. Celui des grandes fortunes, mais aussi celui du nombre de lycées, d'institutions d'enseignement privé, de musées, d'ambassades, de nationalités, d'associations, de présidents de la République à y avoir habité, des plus de soixante-quinze ans et des appartements vides. Autres particularités moins affichées : les protestés de tout genre y sont légion et on y enregistre le taux de criminalité le plus bas de la capitale. Mais, contrairement à ce que l'on croit, l'arrondissement est loin d'être uniquement résidentiel puisqu'il est le troisième pour le nombre des salariés (93 000) qui y travaillent.

Le pen d'initiatives laissées par Jacques Chirac aux maires d'arrondissement heurte sans doute la capacité des habitants du 16^e à gérer leurs affaires. C'est là-dessus que Georges Mesmin ferra campagne : des élus plus proches des citoyens et plus efficaces, davantage de démocratie locale, des quartiers à visage humain. Il insistera sur les problèmes qui, demeurent sans solution, agacent les gens des beaux quartiers et peuvent les faire douter. Sont en effet enlisés : le projet de promenade sur l'ancien chemin de fer de ceinture La Muette-Auteuil, la rénovation de la piscine Molitor, l'ensemble immobilier du parc de Passy et plusieurs parkings souterrains. Personne ne sait ce qu'il adviendra de l'hôpital Henry-Dunant

(menacé de démolition), du Parc des Princes, de l'aquarium du Trocadéro (fermé depuis des années) et du Jardin d'acclimatation.

M. Mesmin se réclame toujours de la majorité, même si ses ex-amis l'ont exclu du groupe UDF du conseil de Paris. La bataille du 16^e, assure-t-il, restera strictement locale. M. Mesmin se garde même comme de la peste d'y mêler la campagne présidentielle. Certains de ses collègues voteront Chirac, d'autres de Villiers. « Ma liste, dit-il noblement, se place en dehors des querelles parisiennes. » Pourtant, lui-même a opté pour le premier ministre.

Quel sera l'adversaire de M. Mesmin ? Dans sa mairie-palais, M. Taubtinger, le maire sortant, se déclare simplement « candidat à la candidature ». Bientôt septuagénaire, cet ancien ministre et actuel sénateur de Paris affirme qu'il obéira sans broncher aux décisions conjointes de son chef de groupe, Jacques Dominati, et de Jacques Chirac. Il aura pour allié (et peut-être comme tête de liste) l'UDF Gilbert Gauthier, député du 16^e nord et représentant fort actif du patronat, mais aussi les RPR Gérard Lehan et Danièle Glazat, tous deux adjoints de Jacques Chirac.

En marge du combat des chefs, les autres sensibilités recensent leurs atouts

Leur liste fera campagne en s'abritant derrière le bilan des trois mandatures de M. Chirac. Elle y ajoutera le contingent de squares, de crèches, d'écoles, d'installations sportives et de foyers pour personnes âgées dont a profité le 16^e, bien que — considéré comme nanti — il ait été moins bien traité que les quartiers populaires de l'Est parisien. M. Taubtinger s'efforcera de proposer des solutions pour quelques-uns des points noirs de son arrondissement. Mais il rappellera surtout que, grâce à lui, le 16^e, loin de s'assombrir, profite d'une vie culturelle intense : 200 manifestations par an, dont certaines assu-

rées personnellement par M. le maire, brillant conférencier.

A l'instar de son challenger, M. Taubtinger écarte, comme une vision d'enfer, l'hypothèse d'un duel Chirac-Balladur se prolongeant au-delà de l'élection présidentielle. « A Paris, ces divisions pourraient nous faire perdre jusqu'à cinq arrondissements », dit-il. Comme tout le monde l'a compris, elles n'auront pas lieu. Quant à Mesmin, il sera battu, comme tous ceux qui se sont rebellés contre la majorité. » Et d'évoquer le cas du gaulliste Pierre Bas, député et maire du 6^e, balayé dès qu'il eut osé critiquer la politique municipale de Jacques Chirac.

En marge du combat des chefs, les autres sensibilités politiques recensent leurs atouts. Les représentants du Mouvement pour la France de Philippe de Villiers rappellent que leur chef a récolté ici 21,74 % des voix aux élections européennes de juin 1994. Ils espèrent donc placer en bonne position l'un des leurs dans la liste Taubtinger, comme dans celle de M. Mesmin, et gagner ainsi sur les deux tableaux. Du coup, le Dr Jacques Lafay, tête de liste du Front national, se prend à espérer qu'à ses propres électeurs s'ajouteront ceux de M. de Villiers, après ces combinaisons, et qu'ainsi il pourra figurer au deuxième tour dans une triangulaire lui assurant au final un ou plusieurs sièges au conseil de Paris. Ce serait ainsi la première fois que les amis de M. Le Pen figureraient dans l'assemblée municipale.

De son côté, Jean-Yves Mano, tête de la liste socialiste, ne se fait guère d'illusions sur ses chances dans l'arrondissement. « La plus difficile de la capitale pour la gauche », Mais il compte faire cause commune avec le PC et les écologistes, profiter des divisions de ses adversaires pour grappiller peut-être quelques postes de conseillers d'arrondissement.

En réalité personne n'ose faire de pronostics sérieux tant le télescopage sans précédent des campagnes présidentielle et municipale introduit d'incertitudes. Mais, dans le 16^e plus qu'ailleurs dans Paris, cette opacité même permet de nourrir toutes les ambitions et tous les rêves.

Marc Ambroise-Rendu

■ BOURG-EN-BRESSE : Paul Morin (UDF-rad), maire de Bourg-en-Bresse depuis 1989, vient de faire savoir qu'il était candidat à sa propre succession. Agé de soixante et onze ans, Paul Morin a indiqué qu'il aspirait plutôt à prendre « une retraite légitime », après quarante-huit ans de vie publique (son premier mandat de conseiller municipal date de 1947), mais qu'il avait dû tirer la conclusion de l'échec de ses deux principaux adjoints, héritiers putatifs, Jean-Michel Bertrand (RPR) et Bernard Champenier (UDF-PR), aux dernières élections cantonales. « N'ayant rien demandé », le maire a également déclaré qu'il entendait avoir les mains parfaitement libres pour composer une liste « de gens compétents et motivés par le service public » et qu'il n'admettrait aucune pression « de la part de quelque groupe, politique ou autre, que ce soit ». — (Corresp.)

■ PRÉCISION : à la suite de notre article, intitulé « La SNCF s'engage dans la réalisation du TGV Paris-Toulouse » (Le Monde du 7 mars), André Guicharnaud, directeur de la région SNCF de Lorraine, nous précise que « seul l'Etat peut prendre » la décision de réaliser le TGV Paris-Toulouse. M. Guicharnaud nous indique que, « les trois régions et la SNCF sont d'accord pour demander à l'Etat un examen approfondi sur le barreau sud de l'interconnexion et une prise en compte dans les futurs schémas directeurs ; les régions et la SNCF considèrent que le temps de parcours Paris-Limoges en 2 h 30 en 2002 est l'objectif visé (...) » ; la SNCF présentera les conclusions d'études sur les matériels nouveaux et améliorations des voies (...).

■ GROUPE DE PRESSION : l'Association des petites villes de France (APVF) interpelle les candidats à l'élection présidentielle. Dans une lettre ouverte, Martin Malvy (PS), président de l'APVF, insiste sur le rôle décisif des petites villes, « point de passage obligé de toute politique de revitalisation des espaces ruraux ». L'association soumet aux candidats huit questions sur la poursuite du processus de décentralisation et sur l'aménagement du territoire, à travers les points suivants : péréquation financière, délocalisations, restructurations hospitalières.

■ COLLOQUE : bourgs et petites villes constituent déjà le maillage de l'espace rural et joueront bientôt un rôle fondamental dans les futurs « pays » prévus par la loi d'orientation sur l'aménagement du territoire. L'université de Nantes organise, avec de nombreux partenaires, deux journées de réflexion sur ce thème, les jeudi 23 et vendredi 24 mars, à Nantes. Renseignements : (16) 40-14-11-63.

L'autoroute cherche toujours sa voie à Niort

NIORT

de notre correspondant
L'histoire de l'A-83 est un long feuilleton qui a même réservé un rôle au président de la République. En 1990, et alors que cette autoroute semblait devoir trouver sa voie au sud de Niort en écornant le marais poitevin, François Mitterrand parla du marais comme d'un « monument de

ment trop sensible, fut abandonnée par Bernard Bosson, ministre de l'Équipement.

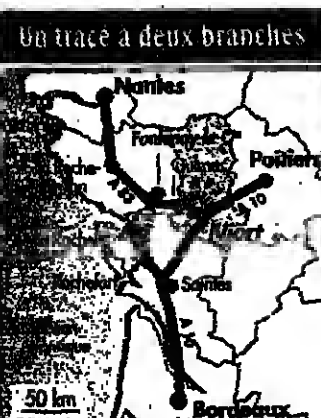
Le ministre et Michel Bardeir, son collègue de l'Environnement, décidèrent de remettre les compteurs à zéro. Ils engagèrent une large consultation auprès des élus et des associations locales, leur demandant de choisir une fois pour toutes entre le sud et le nord. C'est le nord qui l'emporta, accouchant d'un tracé qui fait, jusqu'au 17 mars, l'objet d'une enquête publique. La troisième dans ce dossier.

Si les milieux socioprofessionnels ont hâte de voir cette enquête aboutir, des riverains du nouveau tracé font à leur tour de la résistance, dénonçant « un projet d'inutilité publique ». Ils ressortent une plaquette diffusée par la direction départementale de l'équipement dans laquelle l'administration explique pourquoi le tracé nord « est plus cher pour les usagers et moins efficace pour l'économie ».

Pendant ce temps, l'autoroute se construit en Vendée. Bientôt elle arrivera à la frontière du département, c'est-à-dire à une quinzaine de kilomètres de Niort. Elle drainera alors aux portes de la ville un flot grandissant de véhicules qu'il faudra bien gérer. Or, Niort manque déjà cruellement d'une bonne rocade de contournement.

Pios grave pour les Deux-Sèvres : si l'enquête en cours devait se solder par un échec, l'autoroute pourrait boucher définitivement le département. Le risque est réel depuis que l'Etat a décidé de lancer des études sur un tracé qui, à partir de Fontevoy-le-Comte, en Vendée, traverserait la Charente-Maritime. Cette liaison n'est pas prévue avant l'an 2000 et sa réalisation ne sera pas une sinécure, mais elle demeure la liaison la plus directe entre les Pays de la Loire et l'Aquitaine.

Alain Tissot



la nature » qu'il était souhaitable d'épargner. On pria les techniciens de chercher un nouveau tracé.

Beaucoup, dans les Deux-Sèvres, crurent percevoir dans cette intervention inattendue l'influence de Ségolène Royal, ex-conseillère de l'Élysée et député (PS) du département. Elle était, en effet, la seule élue de poids à s'opposer au tracé sud, provoquant l'irritation des politiques locaux, toutes étiquettes confondues. Depuis, la plupart d'entre eux lui imputent la responsabilité du retard pris dans la réalisation de ce ruban autoroutier.

Interdite de marais, l'A-83 fut renvoyée dans l'agglomération niortaise. Un nouveau tracé fut mis à l'étude dans le quartier de Saint-Lignier, au sud de la ville. Il provoqua une grosse colère des riverains, qui finirent par avoir gain de cause. L'option, décidée-

« LA DEMOCRATIE A UN PRIX.

LES LOIS DE LA REPUBLIQUE PERMETTENT
AUX CITOYENS D'Y CONTRIBUER
EN FINANÇANT LA CAMPAGNE DU CANDIDAT
QU'ILS ONT CHOISI DE SOUTENIR.
JE M'ADRESSE AUJOURD'HUI A VOUS, CAR
J'AI BESOIN DE VOTRE CONCOURS.»

LIONEL JOSPIN

Conformément au code électoral, l'Association de Financement de la Campagne de Lionel Jospin à l'élection présidentielle (A.F.C.L.J.) déclarée le 17/02/95 est seule habilitée à recueillir des dons en faveur de Lionel Jospin. Seules les personnes physiques peuvent effectuer des dons. Ils ne peuvent excéder 30 000 F par personne et pour une même élection. Tout don de plus de 1000 F doit être fait par chèque bancaire, postal ou mandat.

Oui, j'ai choisi de soutenir la campagne de Lionel Jospin, et je verse par chèque bancaire, postal ou mandat à l'ordre de : A.F.C.L.J. 100, rue du Cherche-Midi 75006 Paris, la somme de :

☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F ☐ 500 F ☐ Autres

L'attestation que je recevrai en retour me permettra de déduire cette somme de mes impôts, dans les limites autorisées par la loi.

HISTOIRE Mis en cause pour ses chroniques de 1940 à 1942 dans *La Terre française*, hebdomadaire créé et contrôlé par l'occupant, André Bettencourt est aujourd'hui attaqué

sur son passé de résistant. Me Serge Klarsfeld affirme que la seule vraie mission de résistance dont le sénateur de Seine-Maritime et président du holding contrôlant L'Oréal puisse

se prévaloir est un bref séjour en Suisse fin juillet et début août 1944. ● UNE SOMME de 2 500 000 francs de l'époque fut obtenue par M. Bettencourt auprès des services secrets

américains qu'il fit ensuite parvenir à François Mitterrand qui l'avait mandaté en tant que chef du Mouvement national des prisonniers de guerre. ● « L'AFFAIRE L'ORÉAL est

close », estime dans un entretien au Monde Abraham H. Foxman, directeur national de l'Anti-Defamation League aux Etats-Unis, qui souligne que M. Bettencourt s'est excusé.

Le passé de résistant de M. Bettencourt est mis en doute

Selon Me Serge Klarsfeld, la seule mission du gendre du fondateur de L'Oréal aurait été un contact avec les services américains en Suisse durant l'été 1944 et dont témoignent deux lettres à François Mitterrand

« PLUS JE PARLE, plus j'aimerais la polémique... C'est un piège terrible. Pensez un peu à ma dignité. C'est effrayant que l'on puisse entendre que j'ai pu participer au génocide ! J'ai seulement écrit des articles que je regrette infiniment, je me suis excusé, que voulez-vous de plus ? J'ai quand même eu une vie utile. Quand on me dit antisémite, que fait-on de ma participation au gouvernement Mendès France ? Quand on me dit nazi, que fait-on de ma participation au gouvernement de Gaulle ? »

Ainsi parle André Bettencourt en réponse à la polémique sur son passé durant la guerre, relancée à New York par Me Serge Klarsfeld, président de l'association « Les fils et filles des déportés juifs en France » (Le Monde du 23 février). Refusant une rencontre, il répond au téléphone en homme blessé et tourmenté.

Entraînant une demande d'enquête auprès du Bureau d'enquêtes spéciales (OSI) du département américain de la justice, acceptée par les autorités américaines et aujourd'hui en cours, la polémique est née de l'exhumation d'éditoriaux écrits de 1940 à 1942 par M. Bettencourt dans un hebdomadaire, *La Terre française*, créé et contrôlé par l'occupant (Le Monde daté 12-13 février). Très clairement, ses initiateurs ne cachent pas leurs motivations : en différenciant commercial et judiciaire avec L'Oréal depuis 1989, Jean et Ovid Frydman ont attaqué le géant des cosmétiques sur son attitude, un temps complaisante, face aux exigences de boycott d'Israël formulées par la Ligue arabe.

Après avoir révélé que L'Oréal, fondé par Eugène Schueller, père de l'épouse de M. Bettencourt et considéré comme le financier occulte de la Cagoule, organisation secrète d'extrême droite des années 30, avait servi de lieu de reconversion à d'anciens activistes et collaborateurs notoires, les frères Frydman ont désormais choisi de dénoncer le passé de celui qui est encore le président de Gesparal, le holding contrôlant L'Oréal.

Toutefois leurs intentions vengeresses n'enlèvent rien au fait qu'ils ont su dévoiler une réalité longtemps occultée, même si elle était connue de quelques initiés. C'est ainsi qu'il n'est pas niable que la régularité, l'ampleur et la tonalité idéologique, dénotant une fascination pour le national-socialisme qui allait au-delà du discours vichyste ordinaire, des articles de M. Bettencourt n'avaient jusqu'ici jamais été révélés. De fait, le futur notable de la IVème et de la

Vème République ne se contenta pas de ses chroniques dans *La Terre française* puisqu'il publia également au moins un article dans une publication pétainiste de Bordeaux, *L'Élan* qui se présentait comme « l'hebdomadaire de la jeunesse française ».

Dans le numéro du 13 décembre 1941, en première page, à côté d'un éditorial intitulé « Une nouvelle défaite de la stratégie judéo-gaulliste », il signe ainsi une chronique sous le titre « La Révolution qu'il nous faut ». On y lit notamment ceci : « Un homme débile sera plus facilement lâché qu'un homme en pleine vigueur ; un juif sera plus facilement avare qu'un chrétien ; un esprit renfermé sur lui-même, auto-chloroformé, sera plus facilement bourgeois qu'un esprit prêt à toutes les luttes, ouvert sur de grands horizons ».

« Je ne me souviens pas », nous a déclaré M. Bettencourt à propos de sa collaboration à cette autre publication dont certains des arimateurs sont restés, par la suite, engagés à l'extrême droite. Son plaidoyer, face à ce qu'il ressent comme une querelle malsaine, injuste et intéressée, repose essentiellement sur ses états de service dans la Résistance. Après avoir in-

terrompu, durant l'été 1942, sa chronique dans *La Terre française*, il rejoignit François Mitterrand, ami des années étudiantes, tout comme François Oalle, futur PDG de L'Oréal.

C'est au titre du mouvement créé par le futur président, à partir de l'administration vichyste des prisonniers de guerre avec laquelle M. Mitterrand rompit début 1943,

rand (*Une jeunesse française*, Fayard, 1994) qu'il avait fait partie de la délégation nationale du Conseil national de la Résistance (CNR) à Genève, au titre du Mouvement national des prisonniers de guerre (MNPWG).

Or c'est sur ce terrain que le sénateur de Seine-Maritime est aujourd'hui mis en difficulté par les recherches de Me Klarsfeld.

Le général de Gaulle estimait que le financement de la Résistance par les alliés devait se négocier à son niveau afin d'éviter le clientélisme des Etats-Unis

que M. Bettencourt obtiendra, après-guerre, la rosette de la Résistance. Lors des élections générales de 1951, sa profession de foi met d'ailleurs en avant le fait d'avoir acquis contre l'occupant de splendides décorations. Quand nous l'avons rencontré à propos de ses articles dans *La Terre française*, il nous avait également précisé - comme il l'avait fait devant Pierre Péan pour son livre sur les années de Jeunesses de M. Mitter-

M. Bettencourt a dû rapidement reconnaître son erreur : il n'y avait pas de délégation du CNR à Genève, et ceci d'autant moins que le général de Gaulle ainsi que Jean Moulin voyaient d'un très mauvais œil les contacts pris par des hommes liés au mouvement Combat avec les agents des services secrets américains en Suisse. A tel point que dans le seul télégramme signé de son nom - et non d'un nom de code - adressé à

Jean Moulin, de Gaulle interdira formellement ces relations helvétiques directes, notamment dans leurs aspects financiers, le général estimant que le financement de la Résistance par les alliés devait se négocier à son niveau afin d'éviter le clientélisme des Etats-Unis qui, à l'époque, contrecarrait les ambitions politiques du chef de la France libre.

Le 19 mars 1943, le général de Gaulle télégraphia ainsi à « Rex » (Jean Moulin) la consigne suivante : « Toutes les directives à donner à l'armée secrète ainsi que les questions de parachutage d'armes et de financement ne peuvent être traitées que par moi à Londres avec nos alliés ».

Me Klarsfeld a donc finalement réduit le séjour suisse de M. Bettencourt à une très brève période : trois à quatre semaines, à cheval sur la fin juillet et le début août 1944. Adressées par M. Bettencourt (« Grainville ») à M. Mitterrand (« Morland »), les lettres qu'il a obtenues, et dont nous publions l'essentiel, établissent que le premier fut chargé par le second d'une mission auprès de l'OSS, l'ancêtre des services secrets américains. Cette mission, dont témoigne un document conservé

dans les archives américaines - un télégramme du second d'Allan Oulles, Max Schoop, rendant compte de ses entretiens avec M. Bettencourt -, avait pour objet un projet d'organisation de missions de sabotages et de renseignement en territoire allemand, grâce au réseau des prisonniers de guerre et des Français soumis au travail obligatoire en Allemagne. Elle se concrétisa essentiellement par la remise d'une somme, d'un montant de 2 500 000 F. de l'époque que M. Bettencourt fera parvenir à M. Mitterrand.

Autrement dit, selon Me Klarsfeld, la seule mission de résistance de M. Bettencourt est tardive - peu de temps avant la libération de Paris - et ambiguë. Cette remise d'argent, qui contrevient aux consignes gaullistes - ce qui n'est pas surprenant, sachant les relations d'emblée conflictuelles de M. Mitterrand avec le général de Gaulle -, a-t-elle vraiment servi à des actes de résistance en Allemagne ? « Quelques semaines après, explique ainsi Jean Frydman, lui-même ancien résistant, un gouvernement s'installait à Paris. On ne voit pas à quoi à bien pu servir cette somme ».

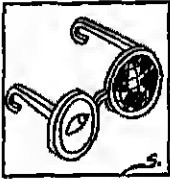
Me Klarsfeld, tout comme M. Frydman, soulève cette interrogation en relativisant également l'autre acte de résistance mentionné par M. Bettencourt : son arrestation par la Gestapo à Nancy, fin 1943. Interpellé par hasard sous sa véritable identité, ce dernier sera finalement relâché après plus d'un mois de détention. M. Bettencourt explique, aujourd'hui, qu'il doit se sentir heureux à l'efficacité de la secrétaire locale du MNPWG, M^{lle} François, qui, saos qu'il se souvienne exactement par quels arguments, réussira à obtenir sa libération. Elle sera elle-même arrêtée peu après et déportée.

Derrière cette querelle historique se profile en fait un débat sur la résistance. Dévoilé par Pierre Péan, l'itinéraire de François Mitterrand montrait que d'anciens fonctionnaires vichystes étaient progressivement passés du côté de Londres, tout en gardant certaines de leurs références idéologiques. La question aujourd'hui posée par Me Klarsfeld à travers le cas Bettencourt est celle du rôle qu'ont pu jouer d'anciennes amitiés et fidélités dans le climat de l'immédiat après-guerre : en nom du MNPWG et grâce à l'appui de M. Mitterrand, d'anciens fidèles de Vichy n'ont-ils pas reçu un label résistant qu'il méritaient moins que d'autres ?

Edwy Plenel

« De Grainville à Morland »

DEUX LETTRES d'André Bettencourt à François Mitterrand témoignent de la mission que le futur président de la République confia, en juillet 1944, à son ami, connu avant-guerre. Obtenues par Serge Klarsfeld, elles confirment que, sous le pseudonyme de « Grainville », M. Bettencourt fut chargé par le chef du Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés (MNPWG), alias « Morland », d'entrer en relation avec les services américains en Suisse afin d'obtenir un soutien financier.



DOCUMENT

La première est datée du 9 août 1944. « Mon cher François, écrit « Grainville », quand je suis parti, vous m'avez donné entre autres consignes celle de prendre contact le plus rapidement possible avec les représentants anglais et américains à Genève afin de les intéresser à ce que nous avions pu déjà faire en Allemagne et de savoir de quelle manière ils accepteraient de nous aider. Arrivé à Genève, j'ai aussitôt fait part à la Délégation de mon désir d'entrer en rapport avec eux. Depuis, déjà trois semaines sont passées durant lesquelles trois télégrammes (...) sont encore venus me remettre en mémoire, s'il était besoin, ces consignes que vous m'avez données. Je me demandais de quelle manière passer à l'action. Un premier rendez-vous avec le représentant américain m'avait été fixé par Martel, rendez-vous qui, pour des causes indépendantes de ma volonté, ne put avoir lieu, lorsque, tout à coup, lundi dernier, j'ai reçu

un coup de téléphone du Général D. m'invitant à le rejoindre de suite pour aller faire visite à M. Perrichon (Max Schoop, adjoint d'Allan Dulles, chef de l'antenne de l'OSS à Bern et futur patron de la CIA) qui me demandait d'urgence ».

« Cette première conversation et les deux qui lui ont succédé ont été extrêmement sympathiques et cordiales, poursuit « Grainville ». Pour être précis, la situation concernant le front intérieur allemand du côté américain se résume de cette manière : M. Perrichon, représentant américain ici, met à la disposition du mouvement 2 500 000 F. Vous recevrez par le porteur de la présente lettre 350 000 F. en espèces. Par l'intermédiaire d'une banque, L. V. mettra à votre disposition, de lui à vous, rapidement j'espère, la somme de 1 500 000 F. en argent français. Cette compensation est des vôtres en transaction. Cette somme restante vous sera envoyée directement en marks valables en Allemagne pour vous éviter des tracasseries superflues à Paris. Cette somme de 2 500 000 F. vous est adressée par les Américains de la manière d'une première marque de confiance et de sympathie pour nous aider dans les démarches que vous voudrez faire durant ce mois en attendant que vous donniez votre accord de principe avec la présentation d'un budget plus complet pour les mois à venir. J'aimerais que promptement vous fussiez d'ores et déjà parvenus à M. Perrichon et par lui à son gouvernement nos remerciements à tous pour cette aide première dans cette action que vous avez déjà entreprise malgré des difficultés énormes et le manque de moyens ».

Puis « Grainville » explique à « Morland » les termes de l'accord avec les services américains, précisant qu'il est entendu avec M. Perrichon (...) que des représentants du mouvement partiront en Allemagne dans le plus bref délai possible afin de déterminer la mesure où cela sera possible. La lettre détaille ensuite les actions envisagées, deux semaines avant la libération de Paris, en utilisant les « dix millions d'éléments étrangers » regroupés de force sur le territoire allemand : « une action militaire à un jour », « occuper le sabotage des installations par les travailleurs des centres industriels », « organiser un circuit de renseignements par l'intermédiaire des prisonniers en Kammandos et des hommes du STG ».

« Grainville » conclut sa lettre en précisant qu'il lui reste « à remplir le deuxième point » de sa mission, qui est d'« entrer également en contact avec le représentant anglais » afin d'envisager « de quelle manière les autorités britanniques peuvent de leur côté envisager un concours effectif ». Dans la seconde lettre, datée du 11 août 1944 et beaucoup plus brève que la première, André Bettencourt informe François Mitterrand « que le contact sera pris avec les Britanniques dans les jours qui viennent ». Il conclut en ces termes : « Il faut que tout ce que nous pourrions faire le soit dans un accord complet avec nos alliés et que, de cette communauté de vue, nous sortions tous grands et unis par la libération de la France et la victoire de tous. Très affectueusement ».

Abraham H. Foxman, directeur national de l'Anti-Defamation League

« L'affaire L'Oréal est close »

« L'Anti-Defamation League (ADL), l'une des plus importantes organisations juives américaines rattachées au B'nai B'rith, fut fondée aux Etats-Unis en 1913 « pour lutter contre l'antisémitisme, le racisme, les préjugés et les discriminations ». Me Serge Klarsfeld s'est rendu récemment à New York pour demander l'inscription sur la « watch list », réservée aux seuls criminels de guerre. Pour les avoir rédigés, M. Bettencourt a demandé pardon. J'aurais aimé qu'il le fasse il y a cinquante ans, il y a trente ans. Mais le fait est qu'aujourd'hui il s'est publiquement excusé auprès du peuple juif. Il a admis qu'il s'était trompé, et je ne vois pas ce qu'on peut lui demander de plus, aujourd'hui, sauf s'il avait été un criminel de guerre. Mais même si l'on n'aime pas M. Bettencourt et ce qu'il a dit, il ne l'était pas ».

« Certains doutent de la réalité de sa participation à la Résistance. Je ne sais pas si M. Bettencourt a été résistant ou non. Mais j'ai le sentiment que toute cette opéra-

tion n'a pas pour but d'établir la vérité sur M. Bettencourt, que l'objectif n'est pas que l'histoire sache ce qu'il en est vraiment de son passé. Un litige commercial privé, toujours pendant devant les tribunaux, oppose depuis des années les frères Jean et Ovid Frydman à L'Oréal. Je n'ai pas à juger du fond de ce conflit, mais je regrette qu'il soit porté sur la place publique internationale et que juifs américains et israéliens s'y retrouvent impliqués. On utilise les membres du Congrès (NDLR : le démocrate Eliot L. Engel est le premier parlementaire américain à avoir demandé des explications à M. Bettencourt sur son attitude passée) ; on utilise les représentants de la communauté juive. Tout cela est condamnable. Que les frères Frydman et L'Oréal trouvent un accord s'ils le veulent, mais je ne veux pas être partie prenante dans cette bataille. Je ne veux pas participer à des règlements de compte ».

« L'Oréal a été accusé par Jean et David Frydman de s'être soumis au boycottage décrété par la Ligue arabe à l'encontre d'Israël ».

« Le département du commerce américain enquête sur ce sujet. Il donnera ses conclusions. Mais l'important n'est pas de revenir sur le passé ni de savoir si L'Oréal a, ou non, été coupable pendant quelques années. Aujourd'hui, L'Oréal a décidé d'en finir avec cette affaire et investit du temps, des gens et de l'argent dans l'Etat hébreu ».

« Pour clore la polémique, peut-être... ».

« Peu importe la motivation. L'intérêt d'Israël et de la communauté juive n'est pas de punir à ja-

Investissements en Israël

Mi-janvier, le PDG de L'Oréal, Lindsay Owen-Jones, était en Israël pour assister au démarrage d'une unité de production de shampoings et cosmétiques à Migdal Ha'Emek, installée dans l'enceinte de l'usine Interbeauty dont le groupe français avait racheté, en 1994, 30 % du capital. Ce premier investissement devrait être suivi par beaucoup d'autres. L'Oréal envisage de créer une société chargée de reprendre la distribution de ses produits auprès des professionnels de la coiffure et de porter à 500 000 dollars par an ses achats en Israël d'huile végétale et de chimie fine. Parallèlement, L'Oréal multiplie les accords et partenariats scientifiques. Enfin, il accorde des bourses d'étude à des étudiants israéliens et soutient diverses actions de mécénat. Il finance notamment une campagne destinée à promouvoir la compréhension et la tolérance entre religions et cultures différentes en Israël. Une campagne conjointe du ministère de l'Éducation israélien et de l'Anti-Defamation League.

mais celui qui a péché et a obéi au boycottage. Il est de le conduire à changer de politique et de faire respecter la liberté du commerce ».

« La communauté juive n'aurait donc plus de raison de combattre L'Oréal ni de participer à d'éventuelles campagnes de boycottage de ses produits ? »

« La politique de la plus grande partie de la communauté juive n'a jamais été de combattre le boycottage par le boycottage. Mais il se trait, en outre, incompréhensible de s'en prendre à une entreprise - quelle qu'elle soit d'ailleurs - ayant adopté une politique constructive. Du moment que L'Oréal fait des affaires en Israël, qu'il y investit, qu'il y augmente la qualité de la vie en multipliant les actions sociales comme c'est le cas, l'affaire doit être considérée comme classée ».

« La page est tournée ? »

« L'affaire du boycottage est close ».

Propos recueillis par Pierre-Angel Gay

25/3/95 من راسل

Henri Emmanuelli assure qu'Urba n'était pas géré par le PS

Le bureau d'études « ami », a-t-il expliqué, était « le moyen de financement le plus adéquat »

Le premier secrétaire du PS a comparu mardi 7 mars devant le tribunal de Saint-Brieuc saisi du dossier Urba. Poursuivi pour « recel et

complicité de trafic d'influence », l'ancien trésorier a affirmé qu'il connaissait « l'existence d'Urba, son activité nullement occulte ni clan-

destine, et son utilité », mais que ce bureau d'études, proche du PS, était dirigé de manière autonome par son PDG, Gérard Monate.

SAINT-BRIEUC

de notre envoyé spécial
La comparution d'Henri Emmanuelli devant le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc, mardi 7 mars, n'a pas tenu toutes ses promesses.

Au quatrième jour d'un procès qui a vu défiler les anciens cadres - tous plus ou moins anonymes - de l'ancien bureau d'études du PS, la prestation de l'actuel premier secrétaire de ce parti était attendue comme celle d'une tête d'affiche.

Encore Gérard Monate, ancien PDG d'Urba, s'était-il appliqué, la veille, en militant fidèle, à atténuer la responsabilité de son « camarade » : à ses yeux, confiait-il au tribunal, M. Emmanuelli n'était rien d'autre, lorsqu'il était en charge des finances du parti, qu'« un trésorier qui avait des soucis de trésorerie » (Le Monde du 8 mars). L'œil noir et la mine sévère, le chef du PS n'est, somme toute, pas allé beaucoup plus loin.

Poursuivi pour « recel et complicité de trafic d'influence », le député des Landes, qui fut - il l'a lui-même rappelé - le « quatrième personnage de l'Etat », lorsqu'il présida l'Assemblée nationale de 1992 à 1993, s'est efforcé de jouer profil bas, dévolant volontiers les meurtrissures laissées par ce qu'il continue d'appeler un « procès politique ». Lors du congrès du PS de Bordeaux, en juillet 1992, les dirigeants socialistes n'avaient pas caché, c'est le moins qu'on puisse dire, leur animosité envers le conseiller Renaud Van Rymbeke, après que celui-ci eut décidé de mettre en examen M. Emmanuelli. Deux ans et demi plus tard, ce dernier parle encore d'une « inculpation à grand spectacle ».

L'heure des applications s'étant venue, le premier secrétaire du PS a parlé durant trois heures, mardi après-midi 7 mars, pour assurer, d'emblée, qu'il n'a jamais été à proprement parler le « trésorier » du PS, mais qu'il fut nommé, en mars 1988, « numéro deux du PS, chargé de la coordination du per-



sonnel, de la trésorerie et de l'administration » : « Une fonction politique, précisait-il, qui n'a évidemment rien à voir avec celle d'un directeur financier dans une société. »

« Quand on voit passer de l'argent liquide, il faudrait être un saint pour résister... »

Dès lors, M. Emmanuelli présentait comme une évidence le fait que « comme tous les responsables du PS, (il) connaissait l'existence d'Urba, son activité nullement occulte ni clandestine, et son utilité », tout en soulignant qu'il n'avait, eo tout et pour tout, rencontré Gérard Monate que « trois à cinq fois ». Et jamais, en tout cas, pour parler avec lui de la comptabilité d'Urba.

Faisant mine de s'étonner que la

justice n'ait pas souhaité « interroger (ses) prédécesseurs », M. Emmanuelli explique ainsi au tribunal qu'il faisait « entièrement confiance » au PDG d'Urba et à un système qui fonctionnait depuis quinze ou seize ans, et qu'il n'avait, dans ces conditions, « pas de raison de se poser des questions ». Le député des Landes, qui fut aussi ministre du budget, se félicite néanmoins d'avoir été le premier trésorier à faire établir et publier un budget pour le Parti socialiste, sans pouvoir préciser toutefois s'il existait sur ce budget une ligne de dépense pour Urba. Puis, dans un accès d'audace, il explique au tribunal qu'il « pensait et continue de penser que le moyen assez répandu du bureau d'études « ami » était parmi les moyens de financement les plus adéquats, notamment pour éviter d'autres circuits beaucoup plus aventureux ». « Quand on voit passer de l'argent liquide, lâche-t-il, il faut être un saint pour résister ; j'avais déjà appris ça dans la banque... » Il est vrai qu'Henri Emmanuelli a débuté sa carrière à la banque Rothschild. Quel était, en fait, le degré

d'implication du trésorier dans la gestion d'Urba ? A cette question, qui conditionnera évidemment le verdict de Saint-Brieuc, M. Emmanuelli a fourni des réponses indirectes, parfois embarrassées. « Avant d'être trésorier, raconte-t-il, j'ai bien dû dire, comme d'autres, à M. Monate : « Tiens Gérard, si tu pouvais aider telle ou telle liste ce serait bien », mais je pense toujours qu'il ne s'agit pas là de trafic d'influence... Le PS n'a jamais trouvé de milliardaire qui aide ses listes spontanément. » Mais lorsque le président lui demande s'il s'agissait d'une prière ou d'une instruction, il tranche sévèrement : « Je n'ai pas donné d'instructions, je ne gérais pas cet argent. Gérard savait ce qu'il pouvait faire au pas. »

M. Monate vient alors au secours du premier secrétaire : « On décidait de soutenir tel ou tel candidat sur avis du délégué régional, puis on demandait son avis au trésorier du PS, explique-t-il opportunément. Mais je décidais tout seul. » Commentaires malicieux du président Jean Tritel : « Si je vous comprends bien, ce sont les VRP d'Urba qui déterminaient la stratégie du Parti socialiste... »

Conduit devant le tribunal pour des faits commis dans le département de la Sarthe, et mis au jour à partir des investigations lancées au Mans par le juge Thierry Jean-Pierre, M. Emmanuelli a éprouvé le besoin de préciser à ses juges qu'il n'était « jamais allé » dans ce département.

Quant aux délits eux-mêmes, qui portent sur la collecte de 800 000 francs environ auprès de grosses entreprises locales, il a certes admis que « sur le plan juridique, Urba avait manifestement pratiqué l'abus de biens sociaux » (en l'occurrence confié par l'ami-niste) tout en observant que « sur le plan moral, les actionnaires lésés étaient des membres du PS ». « Et les contribuables locaux », s'est indigné l'avocat d'une partie civile, M. Emmanuelli n'a rien répondu.

Robert Belleret

Charles Pasqua fait condamner le Syndicat de la magistrature

LES SIX RESPONSABLES du Syndicat de la magistrature qui avaient dénoncé, en juin 1993, les conditions dans lesquelles s'était terminée la prise d'otages de la maternité de Neuilly-sur-Seine ont été chacun condamnés, mardi 7 mars, à 8 000 francs d'amende pour diffamation publique envers Charles Pasqua. Dans un article signé « le bureau », publié dans la revue du syndicat, *Justice*, Béatrice Patrie, Alain Vogelweith, Marie-Anne Baulon, Anne Crenier, Jean-Claude Bouvier et Denis Chausserie-Laprée avaient accusé le ministre de l'Intérieur d'avoir décidé, vingt-quatre heures avant l'intervention des policiers du Raid, que le preneur d'otages, Erick Schnitt, serait exécuté. Ils affirmaient également que les conditions de la légitime défense n'étaient pas réunies. Pour le tribunal de Paris, présidé par Martine Ract-Madoux, le témoignage du médecin-chef des pompiers Evelyne Lambert « montre que, contrairement aux affirmations des prévenus, le preneur d'otages ne dormait pas d'un sommeil profond » lors de l'assaut. De même, selon Louis Bayon, le patron du Raid, « il n'y a pas eu d'ordre de tuer à tout prix le preneur d'otages ». Le tribunal a estimé que les magistrats n'avaient « nullement rapporté la preuve » de leur affirmation. Le tribunal a jugé légitime la dénonciation de « l'absence de consultation de l'autorité judiciaire » avant l'intervention mais il a récusé l'accusation faite à M. Pasqua d'avoir « délibérément fait exécuter le preneur d'otages ». Le syndicat a annoncé son intention de faire appel.

Les jeunes moins touchés par les accidents de la route

LES ACCIDENTS MORTELS de la circulation chez les jeunes ont reculé de 10 % en 1994, a annoncé, mardi 7 mars, Jean-Michel Bérard, délégué interministériel à la sécurité routière. Pour la deuxième année consécutive, la majorité des vies sauvées a concerné les 15-24 ans, bien que cette catégorie reste la plus exposée (un tué sur quatre). Au total, avec 8 533 tués et 180 832 blessés en 1994, le bilan de la sécurité routière s'est amélioré pour la sixième année consécutive. Toutefois les routes départementales restent encore trop dangereuses (plus de la moitié des tués pour 40 % du volume de la circulation). En outre, l'essentiel de l'amélioration constatée s'est opérée au cours des huit premiers mois de l'année. Fin 1994, cette évolution favorable semblait remise en question.

DÉPÊCHES

■ **BAVURE** : deux policiers parisiens ont été condamnés à dix-huit mois de prison avec sursis, mardi 7 mars, par le tribunal correctionnel de Versailles, pour avoir passé à tabac un jeune homme le 5 septembre 1989 dans le dix-huitième arrondissement de Paris. Alors que les deux policiers, l'inspecteur Gilbert Cavarec et l'enquêteur François Mancuso, de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme, filaient un bus transportant un trafiquant d'héroïne, leur voiture avait été heurtée à un arrêt par la mobylette conduite par un réfugié politique béninois. Après une première altercation, le jeune homme avait été rattrapé et roué de coups.

■ **HLM DES HAUTS-DE-SEINE** : Didier Schuller, conseiller général (RPR) et ancien président de l'Office HLM des Hauts-de-Seine, devrait faire « le 14 mars une déclaration à la section RPR de Cligny », selon son avocat M^e François Gibault. Depuis plus de trois semaines, M. Schuller n'a pas regagné son domicile, perquisitionné le 10 février au cours de l'enquête conduite par deux magistrats de Créteil sur les fausses factures des HLM des Hauts-de-Seine.

■ **SOLIDARITÉ** : un espace de vie, appelé Halte des amis de la rue, a été ouvert, mardi 7 mars, à tous les exclus qui errent aux alentours de la gare de Lyon, à Paris 12^e. Créée par l'association Cœur de femmes et la SNCR, avec pour partenaires la DDASS, la Fondation abbé Pierre, la Banque alimentaire de Paris, le SAMU social de la capitale et le CHAPSA de Nanterre, cette Halte, située rue de Rambouillet, doit permettre à ces personnes de renouer un lien social : accueil, soins médicaux, douches, vestiaire, assistance administrative. Ouvert chaque jour jusqu'à 22 heures et animé par d'anciens sans-abri, cet espace, qui ne peut accueillir qu'une cinquantaine de personnes en permanence, offre un repas chaud tous les soirs et travaille en liaison avec des centres d'hébergement de nuit. (Cœur de femmes, tél. : 45-83-52-72).

Accueil mitigé pour le plan sur les urgences médicales

A LA SUITE des mesures prises par le gouvernement en application du rapport Barrier sur les urgences (Le Monde du 8 mars), le syndicat national des cadres hospitaliers (SNCH) a indiqué dans un communiqué qu'il « regrette que le comité interministériel ne se soit penché que sur les urgences pré-hospitalières ». Le SNCH « aurait souhaité que le plan entier de la restructuration des urgences se fasse en même temps », avec notamment la publication des textes réformant le service d'accueil des urgences (SAU) et les antennes d'accueil et d'orientation des urgences (ANACOR). Le SNCH « se félicite » cependant de « l'intégration des médecins généralistes » à l'exercice hospitalier et de « l'accroissement du rôle des centres 15 ». Le syndicat national du service de santé et de secours médical des pompiers a estimé pour sa part que « le ministère de la santé fait peu de cas de la déontologie la plus élémentaire, oublie que le médecin sapeur pompier n'est qu'un fond qu'un libéral, que l'urgence est la même pour tous et ne détaille pas au gré de stipulations administratives ».

Leila, quatorze ans, en garde à vue pour le meurtre de son amie Sabrina

NANCY

de notre correspondant

Leila est arrivée à pied, mardi 7 mars en fin de matinée, devant l'immeuble les Pîcs, en plein centre de Vandœuvre (Meurthe-et-Moselle). Le temps de dire quelques mots à son grand frère, et les policiers de la Sûreté urbaine de Nancy, qui avaient passé la nuit à planquer là, font amener au commissariat. A l'hôtel de police, la jeune fille de quatorze ans a pu s'octroyer quelques minutes avec un avocat avant d'être placée en garde à vue. Dans l'après-midi, elle reconnaissait avoir étranglé sa camarade de classe Sabrina, quatorze ans également, dans les toilettes du collège Jacques-Callot de Vandœuvre (Le Monde du 8 mars).

La jeune fille a expliqué qu'il s'agissait d'un accident. Pour l'instant, le mobile exact de ce geste n'a pas été révélé. François Delby, procureur de la République de Nancy, a tenu une

conférence de presse, mardi après-midi, pour évoquer cet acte « extrêmement surprenant de la part d'un mineur de moins de quinze ans ». Ce qui opposait les deux élèves ? « Un différend d'enfants, un problème de gamins », note-t-il, quelque peu désemparé devant ce meurtre.

EXCLUSE POUR VIOLENCE

Sabrina aurait dénoncé Leila pour avoir commis un petit larcin. Lundi matin, une dispute violente a opposé les deux filles. Certains élèves du collège disent que Leila aurait menacé Sabrina. Les deux filles n'assistaient pas au cours de sciences naturelles des 5^e 2, donné entre 11 heures et 12 heures, lundi, et n'étaient pas non plus présentes à la cantine. En début d'après-midi, un surveillant retrouvait le cadavre de Sabrina, le cou encore serré par une cordelette de nylon dans les toilettes des filles, au troisième étage du bâtiment de technologie. La meurtrière présumée est décrite par cer-

tains élèves du collège comme une fille agressive, « qui ne se laissait pas marcher sur les pieds ». « Valait mieux être sa copine que son ennemie », lance une jeune fille. Leila était depuis moins d'un an dans cet établissement. Elle avait été exclue du collège des Hauts-de-Penoy pour avoir agressé un professeur de français. Vandœuvre, deuxième ville du département de Meurthe et Moselle, est une vaste cité-dortoir où cohabitent plutôt harmonieusement quatre-vingt-seize nationalités. Le collège Jacques-Callot est un établissement bien coté. Le président de la section FCPE des parents d'élèves le confirme : « C'est un collège haut de gamme, vous savez. » Il ajoute toutefois que son association a demandé une assistante sociale, voici deux ans, pour suivre les enfants en difficulté particulière et qu'il attend toujours.

Monique Raux

Un ancien responsable de la mosquée de Mantes-la-Jolie est expulsé

TAIEB BENTIZI, quarante et un ans, a été expulsé, mardi 7 mars, vers le Maroc, sur décision du ministre de l'Intérieur, dans le cadre de la procédure d'urgence absolue. Les autorités françaises reprochent à cet ancien responsable de la mosquée de Mantes-la-Jolie (Yvelines) d'avoir des activités intégristes.

Arrivé en France en 1979, il était devenu président de l'association Action-Jeune-Islam. Partisan d'un islam pur et dur, il avait pris, en août 1993, la direction de la mosquée de Mantes-la-Jolie, dont il avait été un temps le concierge, changeant les serrures et y installant une école coranique.

Le 8 février 1994, le tribunal correctionnel de Versailles, saisi par l'Union islamique des Yvelines qui contrôlait jusque-là la mosquée, lui ordonnait d'évacuer les lieux et

de restituer les clés. Le 22 janvier dernier, lors des élections placées sous le contrôle des pouvoirs publics, l'Union islamique des Yvelines retrouvait la direction de la mosquée. Ses activités jugées intégristes par les autorités et l'organisation de stages « spéciaux » ont conduit le gouvernement français à expulser M. Bentizi.

VOYAGES ET ARTS MARTIAUX

Professeur de boxe coréenne, Taieb Bentizi avait été accusé par d'autres membres de la mosquée d'opérer des prélèvements sur les quêtes de la prière du vendredi, sur les fonds de l'école coranique et d'organiser divers trafics, servant entre autres d'intermédiaire pour l'organisation de voyages à La Mecque.

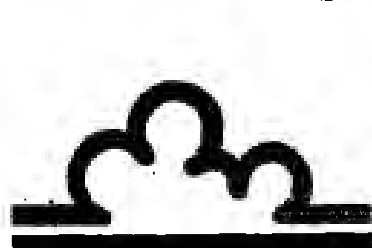
Il évoluait au milieu d'un groupe d'une trentaine de jeunes à qui il

enseignait les arts martiaux et voyageait dans le monde entier, principalement en Syrie, en Afghanistan et en Egypte, d'où il a d'ailleurs été récemment expulsé, soupçonné de terrorisme.

L'an dernier, il avait entrepris, avec certains de ses élèves, un périple à La Mecque, puis en Basse-Egypte et au Maroc, avant de regagner, en septembre, la France avec femme et enfants. Le mois suivant, dans l'affaire des foulards islamiques, sans apparaître sur le devant de la scène, il était omniprésent, laissant à son ami, Driss Ichchou, le rôle d'explication et de persuasion aux portes des collèges et lycées de la ville. Quelques jours avant son interpellation, il était rentré d'un nouveau voyage en Arabie saoudite.

J. C. P.

Mc Donald's aime les jeunes à Saint-Quentin-en-Yvelines



Saint-Quentin-en-Yvelines
ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'AMÉNAGEMENT
B.P. 48 • 78184 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES • CEDEX

Est-ce la seule raison qui a poussé le N° 1 mondial du hamburger à installer son siège social dans une ville de nouvelle génération ?

Bien sûr, Mc Donald's a été séduit par le dynamisme de la ville, la jeunesse de la population, la qualité des entreprises et la proximité de l'université, riche de ses 4000 étudiants : une foisonnante pépinière de nouveaux talents... Mais il lui fallait aussi - et surtout - trouver à l'Ouest de Paris, un vaste espace de verdure à la mesure de sa rapide expansion, pour accueillir ses 400 collaborateurs sur 12 000 m².

Pour faire découvrir à votre entreprise une vie nouvelle, téléphonez à l'E.P.A. de Saint-Quentin-en-Yvelines au (1) 30 44 20 64.

IL NE MANQUE PLUS QUE VOUS

DISPARITIONS

Alain Barrère

L'économiste et le chrétien

ALAIN BARRÈRE, ancien doyen de la faculté de droit et des sciences économiques de Paris, président d'honneur des Semaines sociales de France, est décédé lundi 6 mars, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, et a été inhumé à Louvie-Juzon (Pyrénées-Atlantiques). Économiste, spécialiste de Keynes, il s'attacha, au long de sa carrière universitaire et militante, à concilier les exigences de la croissance et l'éthique chrétienne.

Né le 21 septembre 1910 à Bordeaux, Alain Barrère a enseigné l'économie politique à Toulouse (où il avait fait ses études), à Paris, au Brésil, avant de devenir, en 1967, doyen de la faculté de droit de Paris et directeur d'études à l'École pratique des hautes études. Pour des générations d'étudiants de Paris-I, il a décrypté Keynes ou Schumpeter. Parallèlement, traduisant en actes ses idées et sa foi, il a accepté nombre de missions - à la Fondation pour la recherche sociale ou au Conseil économique et social - et dans l'Eglise.

Il a été président de l'ACFJ (Association catholique de la jeunesse de France) et des Semaines sociales de 1959 à 1987. Malgré une

éclipse à la fin des années 70, les Semaines sociales, animées depuis par Jean Gélamur et Jean Boissonnat, sont devenues, sous sa conduite, une tribune appréciée par des universitaires, des hauts fonctionnaires, des syndicalistes, des hommes politiques, des responsables d'Eglise et un public (jusqu'à 4 000 personnes à Lyon en 1984) soucieux de dialogue social.

Alain Barrère fut l'homme d'une double fidélité : à une économie placée exclusivement au service de l'homme et à la foi chrétienne. Nourrie par une vie de rencontres, d'action et de prière, cette double conviction se retrouvait dans les chroniques et séries (comme *Revenir à Keynes* en 1976) données au *Monde* et dans ses nombreux ouvrages de macro-économie, sur l'histoire de la pensée économique, le développement du tiers-monde ou l'analyse financière (deux tomes chez Dalloz). Dans son dernier livre, *L'Enjeu des changements*, paru en 1991 (*Le Monde* du 23 mars 1992), Alain Barrère livrait une fois de plus ses passions et ses doutes, invitant ses lecteurs à repenser, au-delà de toute idéologie, le travail, la propriété et le

capitalisme, dont ce lecteur infatigable de Keynes était loin d'être un dévot, et auquel il proposait un supplément d'âme.

Henri Tincq

Mgr EUGENIO CORECCO, évêque de Lugano (Suisse), est décédé mercredi 1^{er} mars, des suites d'un cancer, à l'âge de soixante-quatre ans. Proche de Jean Paul II, il était l'un des plus grands spécialistes de droit canon de l'Eglise catholique. Ses positions, réputées conservatrices, suscitaient la contestation dans son diocèse. Né le 3 octobre 1931 à Airolo, dans le Tessin, il avait été ordonné prêtre en 1955 puis nommé par le pape, en 1982, expert de la commission d'étude du nouveau Code de droit canon, avant de devenir, en 1986, évêque de Lugano.

PAUL-ÉMILE VICTOR, le fondateur des Expéditions polaires françaises, est mort mardi 7 mars dans sa maison de Bora-Bora (Polynésie française), à l'âge de quatre-vingt-sept ans. (lire page 23)

Hector Rolland

L'inventeur du député « de base »

HECTOR ROLLAND, ancien député de l'Allier, est décédé mardi 7 mars à Avernus (Allier), à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Le « godillot » existe déjà, le député « de base » reste à inventer : c'est chose faite, le 25 mai 1973. L'inventeur est un député bourbonnais, peu connu au bataillon UDR, concessionnaire Berliet et maire de Moulins. Pupille de la nation, Hector Rolland est venu sur le tard en politique, député en 1968, conseiller général en 1970, maire un an plus tard. Il se veut le porte-parole de la « majorité silencieuse » et peste sans retenue contre le « parasitisme » et les « élites ». Avec cinquante députés, « Spartacus » crée un groupe de réflexion bien décidé à traquer la réforme. Chemin faisant, il découvre Jacques Chirac. Subjugué par l'atavisme d'un ministre de l'Agriculture, il lance avec lui, en avril 1974, l'opération des « 43 », qui torpille la candidature Chaban-Delmas. L'UDR gronde ; Hector Rolland s'en moque.

Député de base il est, député de base il demeure - avec des tombereaux de regrets - conservateur et fier de l'être. « Sous la III^e République, assure-t-il en 1979, les institutions étaient faibles, mais il y avait des hommes. Aujourd'hui, les institutions sont fortes, mais il n'y a plus d'hommes. » Prêt à tout pour sauver sa France, il envisage même de se présenter à l'élection présidentielle de 1981 si Jacques Chirac déclare forfait. Il n'aura pas à faire ce sacrifice, mais sera battu aux législatives de 1981.

Parti duelliste, il revient rimailleur, en 1986, à soixante-quatorze ans. L'Assemblée ne l'écouterait plus comme avant, il la quitte, en 1988, avant d'abandonner la mairie de Moulins un an plus tard. En congrès du RPR, brouillé avec Jacques Chirac, il se lance par bravade aux élections régionales, à quatre-vingts ans, en 1992, et rate d'un cheveu le siège qui aurait suffi à sa rancune. Au début de 1995, il avait prié son ancienne idole de ne plus penser à l'Elysée et de s'effacer derrière Edouard Balladur.

Gilles Paris

INÉ le 25 décembre 1911 à Neuilly-sur-Seine, Hector Rolland est élu en 1968 député (UDR) de l'Allier dans la première circonscription de Moulins, où il sera réélu régulièrement jusqu'en 1981, puis de 1986 à 1988. Conseiller général de 1970 à 1982, membre du conseil régional d'Auvergne dès 1973, il est aussi maire de Moulins de 1971 à 1989. Chargé de mission auprès de Jacques Chirac comme président du Comité des usagers de 1974 à 1976, il devient en 1975 député régional du RPR pour l'Auvergne et vice-président de l'Association des députés et maires de France à l'Assemblée nationale. Il fonde en 1979 l'Association parlementaire du Syndicat national de la petite et moyenne entreprise, année où il devient membre du conseil politique du RPR.

AGENDA OFFICIEL PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Samedi 11 mars : Le président de la République se rend au sommet social de Copenhague.

PREMIER MINISTRE Vendredi 10 mars : 8 h 30 : Réception des présidents de conseils généraux.

12 heures : Réception d'Alain Griorteray et de Jean-Louis Beaumont, députés du Val-de-Marne. Après-midi : le premier ministre se rend à Poissy, dans les Yvelines.

AU CARNET DU MONDE

Naissances

M. et M^{me} Jean-François Hertzig annoncent la naissance de leur petit-fils.

Jérémie HERTZIG,

le 25 février 1995.

Anniversaires de naissance

René HUGON, professeur honoraire au lycée Moutaigu, fête ses quatre-vingt-dix ans.

Sa famille, ses amis, une cohorte d'anciens élèves, le félicitent chaleureusement.

M^{me} Fatouma Abdillahi, son épouse, M^{me} Fatouma Samatar, sa mère, M. Adid Adid-Aden, son frère.

Ses enfants et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Mohamed ABDILLAH-GUEDI,

survenu à Marseille le 2 mars 1995.

L'inhumation a eu lieu à Djibouti, le 7 mars.

Que Dieu lui accorde sa miséricorde.

M^{me} Alain Barrère, Françoise et François Fabre, Christian et Anne-Marie Barrère, Mario-Agnès Bazzéro-Maurisson, Bruno Barrère.

Sigolène et Pierre Ducellier, Michèle Catherine Fabre, Bénédicte et Bruno Desmaison, Alexandre Fabre, Sébastien Maurisson.

Cécile Nathanaël, Hugo, Pauline et Gabriel, leurs parents et amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Alain BARRÈRE, doyen honoraire de la faculté de droit et des sciences économiques de Paris, président honoraire des Semaines sociales de France, président honoraire de la Semaine de la bonté, président de la DERSA.

survenu le 6 mars 1995.

Les obsèques auront lieu, dans l'intimité familiale, en l'église de Louvie-Juzon (64260) le jeudi 9 mars à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

On peut adresser ses dons à la Semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris, CCP Paris-4-522.

238, boulevard Raspail, 75014 Paris.

Le conseil et les membres de la Société française pour le droit international ont la tristesse de faire part du décès de son président d'honneur fondateur,

M^{me} Paul BASTID, commandeur de la Légion d'honneur, membre de l'Institut, professeur émérite à l'université Panthéon-Assas.

survenue le 2 mars 1995.

(Le Monde du 8 mars.)

Christine, Françoise, Marie-Claude, Jean.

Et leurs proches, ont la douleur de faire part du décès de leur mère,

M^{me} Andrée COYNE,

survenue le 6 mars 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 10 mars, à 10 h 30, en l'église Sainte-Cécile (44, rue de l'Est, à Boulogne-Billancourt).

7, rue Paul-Barnet, 75015 Paris.

Nous avons le chagrin d'annoncer la mort du

colonel Raymond GILLIER (CR),

chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenue le 21 février 1995, dans sa soixante-troisième année.

Son épouse, Nicole, née Robert, ses enfants, Catherine et Jean-Pierre Huet, Jean-François Gillier et Véronique Mazum, Nicolas et Isabelle Gillier, ses petits-enfants, Sophie, Coline, Clémence, Hugo, Océane, Julien et Marion.

Ses frères, Lucien et Michel, leurs familles, ses neveux, nièces, parents, alliés, amis, Et tous ceux et celles qui l'ont accompagné dans cette épreuve.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Sainte-Jeanne-de-Chantal, à Paris. Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue Edouard-Detaille, 92100 Boulogne-Billancourt.

Sa famille, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Marcel PINOTEAU, croix de guerre, trois citations, officier des sports, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, survenue le 27 février 1995, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Il a été inhumé le 3 mars.

Le conseil d'administration, la direction et le personnel, font part du décès de

M. Régis QUINTRIC, agent comptable de la Caisse primaire d'assurance-maladie de la Haute-Savoie, 1, rue Emile-Rommet, 74984 Annecy Cedex 9.

survenu brutalement le 6 mars 1995, à l'âge de quarante-sept ans.

L'association APARTS, Et l'ensemble de son personnel, ont la douleur de faire part du décès de son trésorier et membre fondateur,

Jean ROCHE,

survenu le 3 mars 1995, à l'âge de, quarante-neuf ans.

M. et M^{me} Dupras, ses parents, M. Patrick Sanson et ses fils, M^{me} Evelyn Sanson et ses enfants, M. et M^{me} Dorret et leurs enfants, M. Gilles Sanson, Jocelyne et Chloé, M^{me} Véronique Sanson et Emmanuel, M. Eric Sanson, Véronique et Angélique.

M. et M^{me} Thierry Sanson et leurs enfants, M. Franck Sanson, Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Laurent SANSON,

survenu le 4 mars 1995, dans sa trentième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 9 mars, en l'église Sainte-Ouvière, 1, rue Gallieni, à Rosny-sous-Bois, où l'on se réunira à 10 h 30.

Merci à tous.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Joseph SINA.

Pitcaill.

« Je ne suis plus dans le monde, Eux sont dans le monde, Et moi je viens à toi, Père Saint, Garde en ton nom ceux que tu m'as donnés. »

Après avoir accompagné les joies et les peines des dernières semaines de sa vie, et reconnaissant pour ce qu'il a accompli et partagé avec eux,

M^{me} Jacqueline VINÇOTTE, née Retourné,

survenue le 27 février 1995, à l'âge de soixante et onze ans, quatre mois après celle de son mari, Max Vinçotte.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 7 mars, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

« Marchez pendant que vous avez la lumière, de peur que les ténèbres ne vous surprennent : celui qui marche dans les ténèbres ne sait où il va. »

La communauté orthodoxe de Sainte-Croix, Et ses nombreux amis,

font part de la naissance au ciel, le 5 mars 1995, de

Jean-Pierre VAN PÉE, né à Uccle (Belgique) le 23 novembre 1940.

Après trois jours de veille et de prière, Jean-Pierre est inhumé, ce mercredi 8 mars, à 15 heures, au hameau de Sainte-Croix (24240 Monestier).

Le vendredi 17 mars, à 18 h 30, une liturgie sera célébrée en l'église du collège Saint-Michel, à Bruxelles (24, bd Saint-Michel). Réunion à l'église dès 18 heures.

Si vous désirez manifester votre sympathie, vous pouvez contribuer à la restauration de l'église de Sainte-Croix, au pied de laquelle Jean-Pierre a souhaité reposer, par un don à l'ASESC, au compte n° 30002 01849 00000790793 01.

M. et M^{me} Alain Wittevinogel, ses enfants, Alice et Gaspard, ses petits-enfants, M. et M^{me} François Vinçotte, leurs enfants et petits-enfants, M. Michel Vinçotte et son fils, ont la douleur de faire part de la disparition de

M^{me} Jacqueline VINÇOTTE, née Retourné,

survenue le 27 février 1995, à l'âge de soixante et onze ans, quatre mois après celle de son mari, Max Vinçotte.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 7 mars, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

« Marchez pendant que vous avez la lumière, de peur que les ténèbres ne vous surprennent : celui qui marche dans les ténèbres ne sait où il va. »

La communauté orthodoxe de Sainte-Croix, Et ses nombreux amis,

font part de la naissance au ciel, le 5 mars 1995, de

Jean-Pierre VAN PÉE, né à Uccle (Belgique) le 23 novembre 1940.

Après trois jours de veille et de prière, Jean-Pierre est inhumé, ce mercredi 8 mars, à 15 heures, au hameau de Sainte-Croix (24240 Monestier).

Le vendredi 17 mars, à 18 h 30, une liturgie sera célébrée en l'église du collège Saint-Michel, à Bruxelles (24, bd Saint-Michel). Réunion à l'église dès 18 heures.

Si vous désirez manifester votre sympathie, vous pouvez contribuer à la restauration de l'église de Sainte-Croix, au pied de laquelle Jean-Pierre a souhaité reposer, par un don à l'ASESC, au compte n° 30002 01849 00000790793 01.

Le conseil et les membres de la Société française pour le droit international ont la tristesse de faire part du décès de son président d'honneur fondateur,

M^{me} Paul BASTID, commandeur de la Légion d'honneur, membre de l'Institut, professeur émérite à l'université Panthéon-Assas.

survenue le 2 mars 1995.

(Le Monde du 8 mars.)

Messes anniversaires

Une messe sera célébrée le samedi 11 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Philippe du Roule, en souvenir de

Jean-Luc et Olivier GRAËVE.

Communications diverses

La Maison de l'hébreu : 47-97-30-22. Stages express individuels (moderne/marché). Sur place et à domicile.

Soutenances de thèse

M. Gilles Heurt soutiendra sa thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication (Paris-II) sur : « Gustave Hervé, un propagandiste sous la III^e République (1871-1944) », le jeudi 9 mars 1995, salle des conseils au Panthéon, à 10 heures. Le jury sera composé de MM. Pierre Albert (directeur de thèse), Jean-Jacques Becker, Jean-Paul Brunet, Dominique Chagnollaud et Pierre Milza. La soutenance est publique.

CARNET DU MONDE Renseignements : 40-65-29-94

Jean Giono ou « le Faulkner de Manosque ».

Demain dans « le Monde des livres »

Le Monde

Le Monde DE L'ÉDUCATION

JEUNES : RÉPONSES À L'EXCLUSION

Danger ! 700 000 jeunes au chômage

Les « mesures jeunes » et leurs résultats, les nouvelles stratégies d'insertion : reportages en entreprise, dans les régions et dans les villes.

Aussi au sommaire :

- BTS : tous les conseils pour réussir son inscription.

MARS 1995 - 25 F

UNE PUBLICATION DU MONDE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde LA DOCUMENTATION DU MONDE SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 200.000 textes en ligne.

36 17 LMDOC recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56 lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

HORIZON

ENQUÊTE

« L'Émigré », film du réalisateur égyptien Youssef Chahine qui sort le 8 mars en France, risque d'être interdit dans son pays. Les pressions de l'intégrisme, de l'Arabie saoudite et des pays du Golfe sont un danger pour le cinéma égyptien.



Le « religieusement correct » menace le cinéma égyptien

Si l'image arabe, si les images des Arabes par eux-mêmes venaient à disparaître... Cette hypothèse, soulevée il y a quelques années par un livre collectif (*Les Cinémas arabes, CinémaAction, Cerf-IMA*), revient dans l'actualité. Le procès intenté, au Caire, par un avocat intégriste pour faire interdire le film *L'Émiré* réalisé par le cinéaste égyptien Youssef Chahine en témoigne (lire aussi page 27).

L'Égypte, qui a longtemps dominé le monde cinématographique arabe, reste, et de loin, le premier pays de production, même si elle subissait une déclin. Alors que l'Égypte subissait l'escalade de l'activisme intégriste, l'Arabie saoudite et les pays du Golfe, principaux bateurs du fond de « films unifiés », ont manifesté un intérêt croissant et paradoxal pour le cinéma. Paradoxal en ce que ces pays ne sont pas eux-mêmes producteurs de films, et que l'installation de salles de projection y est interdite. Croissant et significatif, puisqu'ils finançaient une part notable de la production dans les pays de la région, pour laquelle ils constituent un marché important sous forme de cassettes vidéo, et parce qu'ils cherchent à influencer la nature des films dans un sens « islamiste ».

Moyennant de fortes sommes d'argent, les Saoudiens ont ainsi convaincu plusieurs vedettes féminines égyptiennes de ne plus apparaître que vêtues et de se faire les porte-parole de leurs positions. Ils produisent également des séries télévisées éblouissantes, qui ne semblent pas être mensonges, pour insister, de manière avec le pouvoir, sur la « laïques » comparables. Pourtant, consciemment ou pas, par conviction, prudence ou complaisance, nombre de réalisateurs obéissent aux règles de la mise en scène « religieusement correcte » : ni baiser ni attraitement à l'écran, jamais un homme et une femme seuls dans une chambre, etc.

En Egypte, les rapports de forces politiques décident de l'évolution de cette tentative de mise en coupe réglée des images,

selon que le gouvernement du Caire choisit de contrer fermement l'opposition religieuse ou, à l'inverse, tente de composer avec elle. Au centre de ce conflit se trouve l'université El-Azhar, principal établissement spirituel de l'islam sunnite, dont les dirigeants sont nommés et payés par l'autorité civile. El-Azhar, lieu de confusion entre les pouvoirs temporel et spirituel, donne la mesure de l'état des pressions subies ou imposées par les diverses puissances concernées. C'est très logiquement à El-Azhar que Youssef Chahine a eu ses premiers ennuis avec l'Émiré.

Né à Alexandrie en 1926, issu de la minuscule communauté des chrétiens d'origine syrienne de l'égypte, le peintre a été considéré comme l'un des grands chéistes égyptiens : son deuxième film, *Le Fils du Nil* (1951), a suscité et *renfermé* en Occident, *Ciel d'enfer* (1953), où il fit débiter Omar Sfarif et *mit en valeur la diva de l'écran égyptien*, Fatema Hamama) confirma son importance, consacrée par *Gare centrale* (1958), fruit improbable et splendide du néoréalisme et du « baroque » oriental. Depuis, au cours de sa carrière prolifique (trente et six messages de la guerre à plusieurs gouverneurs), Chahine n'a cessé de s'imposer comme une exception et comme un symbole.

Personnalité volootiers tooltruanle, aussl bien daos les conflits professionnels que dans les débats sur la liberté d'expression, Youssef Chahine a souvrent été le porteparole de l'ensemble de ses confrères, sans pour autant lier chaque fois son sort au leur. Face à l'effondrement du système de production et de distribution, il a ouvert son propre studio (Miser

sables d'El-Azhar, et c'est une institution que je respecte. Dans mon film *Adieu Bonaparte*, je rendais hommage à leurs prédécesseurs à la tête de l'université, qui étaient des grands lettrés et des grands patriotes. Et je ne comprends pas qu'on puisse me soupçonner de sentiments anti-islamiques, moi qui vit dans le monde islamique depuis toujours. Ceux et celles que j'aime

La censure égyptienne exerce un contrôle tatillon sur le scénario. Chaque page du script est visée et tamponnée, un censeur est présent sur le plateau en permanence. Un représentant de la commission de contrôle est venu à Paris pour donner son accord à la version définitive.

international Films) et ses propres salles. A la différence de la plupart de ses collègues, il bénéficie de coproductions étrangères (en France surtout), mais il donne fréquemment un coup de pouce décisif à des débutants qui sont souvent des anciens élèves. Il estime à peu près le nombre de ceux qui ont suivi son enseignement à l'école de cinéma du Caire. Chabine incarne ainsi, bon gré mal gré, tout le cinéma égyptien, en même temps qu'il en démontre l'une des figures les plus originales.

Il y a longtemps que le cinéaste envisageait de réaliser le film qui fait aujourd'hui l'objet de la plus grave affaire qu'ait eu à affronter cet habitué de la censure (500 court métrage *Le Caire*, qui sort également ce 8 mars, en complément du *JLG/LG* de Godard, est interdit en Egypte). Chahine connaissait les propositions qui risquaient de susciter son projet inspiré de la vie de Joseph, personnage de l'Ancien Testament, fils de Jacob et de Rachel, interprète des songes du pharaon, notamment celui des sept vaches grasses et des sept vaches maigres.

sont presque tous musulmans, le peuple égyptien qui est le mien est dans son immense majorité musulman. Aussi, lorsqu'El-Achar m'a dit que je ne devais pas représenter le prophète Joseph lui-même, mais que j'avais le droit de m'en inspirer pour construire un personnage de fiction, j'ai trouvé que cet avis était fondé et je l'ai suivi. Ram, le héros de mon film, ressemble à Joseph par certains traits, mais il me ressemble aussi, mais il m'appelle doucement Joseph, et à bien d'autres. Deux éléments essentiels au moins le distinguant du prophète biblique : d'abord, justement, il n'est pas un prophète, il n'interprète pas les rêves et ne prédit pas l'avenir. Ensuite, et c'est à mes yeux capital, il ne reste pas chez le pharaon, il retourne parmi les siens pour les faire bénéficier de son savoir, j'étais certain d'avoir joué le jeu selon les règles convenues, mais ensuite tout a dérapé...

ENSUITE, il y eut le cours « normal » de la censure égyptienne, avec contrôle tatillon du scénario (chaque page du script est visée et tamponnée), présence d'un censeur en permanence sur le plateau, voyage à Paris d'un représentant de la commission de contrôle pour prendre connaissance du film dans

sa version finale et lui accorder son *imprimatur*. Moins que le film lui-même, il est probable que son succès, aussi considérable qu'imprévu, auprès des spectateurs égyptiens ait mis le feu aux poudres. Le film voguait gaillardement vers les 700 000 entrées lorsqu'un avocat commença à appartenir à la mouvance la plus extrémiste parmi les partis religieux, Mohammed Abou El Faid, déposa plainte pour « *blasphème* ». Le 29 décembre 1994, un tribunal interdit la circulation de *L'Emigré* sous toutes ses formes et ordonna que les copies se trouvant à l'étranger soient rapatriées.

En condamnant le film, le tribunal condamnait aussi les autorités civiles égyptiennes qui l'avaient autorisé — sans réaction pour l'instant de celles-ci. Et El-Azhar paraît le parti de l'accusation contre le film : « Les représentants de l'université qui se sont exprimés ne sont pas ceux auxquels je m'adressais avant le tournage, explique le cinéaste. Ce n'est là, dans les plus hautes autorités, se taisent aujourd'hui. C'est une situation difficile à comprendre en Europe, où on a tendance à confondre tout le religieux. Les islamistes, qui ont des parts et des journaux, ne sont pas contre mon film, ils ne l'ont pas attaqué à sa source. Seule la frange la plus extrémiste l'a pris pour cible, à la suite de son succès, mais pour l'instant ce sont eux qui ont le parole. Tout est dans le commerce de la vidéo, la désobéissance aux populations — un désespoir multiforme — vient souvent fondre. Mon film est optimiste. Il affirme la possibilité de s'en sortir, les spectateurs en sont convaincus. A mon avis, c'est parce que les extrémistes ne tolèrent pas, et qui a déclenché une véritable hystérie. »

hine avant de devenir, avec Vols d'été et Mercedes, l'un des jeunes metteurs en scène les plus prometteurs du pays, la riposte s'est peu à peu organisée.

La sixième fois, pour l'audience d'appel, le tribunal du Caire étale archives et documents. Cinquantes vedettes du petit et du grand écran, écrivains et intellectuels entouraient Youssef Chahine face à son accusateur. Les artistes d'Egypte avaient entre-temps compris que, au-delà du cas particulier de *L'Emigré*, la liberté de créer risquait de subir un recul brutal. Annoncé pour le 15 février, le jugement a été ajourné au 29 mars. Et, comme pour justifier davantage les inquiétudes et monter la véritable nature d'un danger ni de la surenchère des extrémismes plutôt que de l'islam, voilà que, fin février, un nouveau procès a été intenté au film... par un avocat chrétien (copte), cette fois. Celui-ci accuse Chahine de n'être pas suffisamment fidèle au Joseph de la Bible, soit le reproche inverse de celui formulé par ses détracteurs musulmans.

Jean-Michel Frodon

Formation de ...
pour servir de ...
par l'intermédiaire de ...

I

La découverte
du dernier des quarks
lève l'un des mystères
de la physique.

Seigneur dans les pages : *Nature et Monde*

50 m

2. Hande

L'ONU et la question sociale

par Boutros Boutros-Ghali

LEVER la question sociale au rang des priorités universelles, tel est le but du sommet mondial pour le développement social qui se déroule, cette semaine, à Copenhague. La mondialisation de l'économie s'accompagne de plus en plus de l'impérieuse nécessité d'une prise en charge commune des grands problèmes qui se posent à l'humanité, qu'il s'agisse de la maîtrise de la croissance démographique, de la protection de l'environnement, de la lutte contre la drogue ou de la répression du crime organisé. Cela vaut aussi désormais pour l'ensemble du champ social, où nous voyons émerger de façon de plus en plus nette des interdépendances nouvelles et des phénomènes sociaux massifs.

Il s'agit de considérer, par exemple, les flux migratoires incontrôlés qui déclenchent régulièrement d'un pays à l'autre, les guerres, les famines, voire la misère généralisée, pour comprendre que la mondialisation doit aussi s'appliquer au combat contre la pauvreté du monde.

Pour élargir sinon une méthode d'action, du moins des principes de conduite, il convient de considérer que le développement

social présente à la fois une dimension nationale et une dimension internationale.

Trois grandes préoccupations devraient nous inspirer : la redistribution, l'intégration et la protection

Il nous faut donc, pour l'aborder, nous inspirer de l'idée de subsidiarité en disant que l'ONU n'a pas à définir pour tous ses États membres les modalités des prestations sociales à fournir aux individus ou à leur collectivité. En revanche, il y a incontestablement, en matière sociale, des questions qui revêtent une dimension planétaire. Il existe une idée de solidarité qui ne peut être envisagée qu'à l'échelle universelle. Et c'est là que la communauté internationale attend des réponses. Et c'est là que doivent se situer nos efforts.

Pour faire face à cette attente, et pour mettre en œuvre une véritable politique internationale du développement social, trois grandes préoccupations devraient inspirer nos débats : la redistribution, l'intégration et la protection.

Il faut promouvoir l'idée de redistribution. C'est une question de justice sociale. Encore faut-il ne pas avoir sur cette question une pensée naïve. Nous savons que la redistribution n'est pas seulement un transfert aux plus défavorisés d'une part plus ou moins grande des avantages internationaux existants. Nous savons qu'il peut y avoir des transferts stérilisants qui risquent de rétracter l'étendue des richesses à répartir. Les transferts doivent donc aller de pair avec l'augmentation de la production. Car ces transferts seront d'autant plus grands que le domaine à partager sera plus vaste. Bien sûr, il faut mener des actions directes, urgentes, vers les plus défavorisés. Mais, dans le même temps, il faut promouvoir des actions de portée générale dont le but est d'augmenter les richesses disponibles, et qui donc bénéficieront indirectement aux plus défavorisés. C'est là une idée qui doit dominer notre conception sociale et les méthodes que nous devons mettre

en œuvre en matière de répartition. De nombreux États ont fait, sur le plan interne, ce chemin intellectuel. Et il me semble important que cette évolution de la conception de la redistribution puisse être désormais projetée à l'échelle planétaire.

Ma seconde préoccupation concerne l'intégration. En effet, sur le plan social, se multiplient de façon préoccupante d'intolérables situations d'exclusion. Parmi ces dernières, le chômage est l'une des plus menaçantes pour la cohésion du tissu social et des plus insupportables pour ceux qui en sont les victimes. C'est là un domaine prioritaire sur lequel nous devons concentrer notre réflexion.

Dans cet exercice, il nous faudra garder présent à l'esprit que le meilleur facteur d'intégration reste, pour l'individu, le sentiment d'appartenance. Je suis convaincu que la faiblesse fondamentale de la pensée libérale pure et dure est de refuser de prendre en compte cette idée d'appartenance.

Ma dernière préoccupation concerne l'idée de protection. Nous sommes dans un monde, sur le plan national ou international, collectif ou individuel, où l'incertitude pèse de tout son poids. L'incertitude est cause de dérègle-

ments sociaux, de frustrations, d'angoisses. Le progrès est précisément de tendre - autant que faire se peut - à réduire et gérer les incertitudes. Il faut essayer de tempérer les conséquences souvent dramatiques de l'adversité lorsque celle-ci s'abat sur des populations vulnérables. C'est d'ailleurs la grande tradition de l'Organisation des Nations unies que de déployer une vaste action humanitaire.

Dans le domaine de l'ordre social, au sens le plus large, cela doit faire naître toute une série de questions. Elles concernent tout aussi bien la responsabilité des États devant les risques industriels majeurs que notre action dans le domaine de la protection sociale. Dans ce dernier secteur, combien de problèmes sont à repenser ! Le modèle social-démocrate de couverture sociale généralisée est-il menacé à terme ? Dans une situation de rareté des ressources, faut-il axer la protection sociale sur les plus défavorisés : minorités, femmes, enfants ? Et je n'oublie pas que la protection et la prévention sont, en matière de santé, des impératifs catégoriques.

Il faut en effet rappeler qu'à l'heure actuelle un milliard trois cents millions de personnes vivent

dans un état de pauvreté absolue. Qu'un milliard cinq cents millions de personnes n'ont pas accès aux soins de santé les plus élémentaires. Et nous savons que les premières victimes de la pauvreté sont les femmes, puisqu'elles représentent plus de 70 % des déshérités de la terre. De plus, il faut évidemment souligner que, si les inégalités sociales doivent être combattues sur l'ensemble de la planète, les problèmes ne se posent ni avec la même acuité ni avec la même ampleur dans toutes les régions du monde. Et je pense en particulier à l'Afrique.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que l'intolérance, la haine, le racisme, les affrontements ethniques ou religieux s'alimentent toujours d'un tel climat. Et les pensées irrationnelles et fanatiques sont toujours à l'affût pour offrir de fausses solutions à des peuples désespérés.

Favoriser le développement social, comme nous souhaitons le faire ensemble à Copenhague, est donc surtout une manière de servir la paix.

Boutros Boutros-Ghali
est secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

Formations technologiques : pour sortir de l'impasse

par Patrick Fridenson et Jean-Yves Mériandol

Il est grand temps de tirer des leçons de l'affaire des IUT. Pourquoi le gouvernement s'est-il lancé dans la fabrication de textes qui abroge maintient ? Quelles conclusions tirer de cette crise qui a l'avenir des enseignements universitaires technologiques et professionnels ?

Sur le terrain de la crise, personne d'ailleurs ne peut croire qu'il y ait eu « malentendu », « mauvaise interprétation » ou « responsabilité de l'administration ». Comme cela a été dit. Le gouvernement a fait des choix au conseil des ministres du 22 juin 1994. Ces choix étaient politiques, et les textes les mettant en œuvre ont été conçus au cabinet du ministre de l'enseignement supérieur. Ils constituaient une modification délibérée et profonde du dispositif de formation.

Cette modification avait trois traits principaux, aussi erronés les uns que les autres. Elle visait explicitement à réduire les poursuites d'études des diplômés des IUT, tout en lui concédant une petite poignée de la sienne : une troisième année d'IUT. Elle confondait l'enseignement technologique et l'enseignement professionnel, pour mettre sur les seconds cycles en ces matières à l'intérieur des instituts universitaires professionnalisés (IUP). Elle prétendait réorganiser dans le moindre détail toutes les formations et le devenir des étudiants au nom d'une vision centralisée, abstraite, coupée du

terrain, sans dialogue avec les différents intéressés.

Ce qu'on doit faire pour véritablement promouvoir les enseignements professionnels et technologiques est très différent. Il faut d'abord cesser de confondre « technologique » et « professionnel ». Il est souhaitable, dans de nombreuses disciplines, de concevoir un enseignement technologique qui ne prépare pas à une sortie professionnelle immédiate. En revanche, les cursus professionnels ont comme objectif de former des personnes capables d'exercer une profession dans un secteur défini (entreprises, administration, enseignement, services...). Par exemple, les stages ou peuvent avoir la même fonction, la même durée, la même organisation dans les deux types de cursus. L'alternance a un rôle à jouer dans les cursus professionnels, pas dans les cursus technologiques.

La technologie est une forme particulière de la science, et plus ni moins digne que les autres. Certes, ses objectifs et ses missions diffèrent un peu de ceux de la science « fondamentale », mais ces deux aspects de la science doivent rester voisins et garder leur capacité de dialogue réciproque. Ce doit être le cas pour la recherche et pour la formation. De ce point de vue, un des obstacles à un vrai développement de la technologie en France est désormais la trop grande distance que l'on s'acharne à établir avec la science.

Par voie de conséquence, la

deuxième erreur à ne plus commettre est de raisonner en filières, là où il faudrait un dispositif plus souple et plus articulé. Les cursus proposés aux étudiants doivent permettre de façon assez naturelle, pas seulement sous la forme de passerelles exceptionnelles, le passage du fondamental au technologique, mais aussi le passage inverse. Ceci doit conduire à maintenir, à côté des DEUG classiques, de vrais DEUG technologiques, avec des moyens adaptés.

Ensuite, des cursus professionnels doivent pouvoir être proposés à tous les niveaux aux étudiants qui souhaitent compléter leur formation fondamentale - qu'elle soit technologique ou pas - afin d'entrer dans de bonnes conditions sur le marché du travail. Ces formations professionnelles ne doivent pas se limiter à bac + 4 avec les IUP, mais aussi exister à bac + 2 (IUT ou DEUST), bac + 3 (post-DEUT, post-BTS), bac + 5 (DESS ou formations en IUFM), voire au-delà. Enfin toutes ces formations doivent s'ouvrir largement à la formation continue et à la reprise d'études.

Les IUT qui cumulent les caractères technologiques et professionnels ont-ils tous maintenu ce double aspect ? Il n'y a pas de réponse uniforme, mais il apparaît que certains sont devenus plus technologiques que professionnels. Ceci nécessite une réflexion sur leur avenir, et notamment sur leur place dans l'ensemble du dispositif universitaire.

Ces évolutions sont à la fois plus profondes et plus complexes que ce qu'envisageait le plan gouvernemental adopté le 22 juin 1994 en conseil des ministres. On ne peut, pour avoir des chances de succès, se contenter de décrets, arrêtés, circulaires. Après avoir présenté ces objectifs aux formateurs, aux employeurs et aux étudiants, et après avoir discuté avec eux, des discussions contractuelles doivent avoir lieu entre ministères et établissements. Ceci permettra de construire dans chacun d'eux le dispositif le mieux adapté à la situation régionale. Ce serait donner tout son sens au projet d'établissement, au rôle incitatif et régulateur de l'État. Ce serait adopter une méthode qui se situe à l'exact opposé de ce qui est fait depuis deux ans.

Patrick Fridenson est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.

Jean-Yves Mériandol est professeur à l'université Louis Pasteur de Strasbourg. Tous deux sont membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESE).

Les limites de la contestation étudiante

par François Guillaume

UNE fois de plus, les lycéens et les étudiants sont descendus dans la rue. Pour réclamer le droit de poursuivre leur scolarité à leur gré (et pour-quoi pas à leur rythme ?) et aux frais illimités de la collectivité. Peut-on le leur reprocher ? Depuis qu'on ministre socialiste a fixé l'objectif de 80 % de bacheliers pour chaque classe d'âge, deux impératifs sont incontournables : respecter cet engagement, fût-ce au prix de l'abaissement du niveau de l'examen ; créer les structures universitaires d'accueil au-delà d'un baccalauréat qui n'a jamais été que le sésame de l'accès à l'enseignement supérieur.

Mais ce faisant, on a pratiquement transformé en un droit égalitaire aux longues études ce qu'autorisait auparavant un examen sélectif jugeant du seul mérite des candidats. D'où et déjà, les retombées de cette dérive apparemment inéluctable : l'abandon par les jeunes des métiers manuels traditionnels, source d'emplois (aujourd'hui encore offerts mais non couverts), et l'émergence croissante de sous-diplômés plus enclins à prolonger leurs études sans but précis que d'entrer rapidement dans la vie active. Présentant ce danger, l'éducation nationale, pour limiter l'accès aux filières longues et surchargées et en même temps répondre à une demande de techniciens d'interlocution entre le contremaître et l'ingénieur, avait créé au cours des années 60 les instituts universitaires de technologie (IUT) dont les titulaires n'eurent aucune

peine à se faire embaucher. Dès sa mise en place, la formule avait connu un grand succès auprès des étudiants, à tel point que rapidement, pour en limiter l'accès faute de places, certains IUT ne recrutèrent plus que des titulaires de bac C et avec mention. Aujourd'hui encore, on dénombre 1000 candidats pour 100 places. Et si sont près de 100 000 à suivre les cours, répartis dans diverses filières des secteurs secondaire et tertiaire. La moitié des diplômés trouvent un emploi dès la sortie, alors que les autres poursuivent leurs études avec un taux de succès d'autant plus élevé que le niveau des IUT est supérieur à celui du premier cycle.

IUT, universités : l'immobilisme est une certitude si on se refuse un regard critique sur les pratiques anciennes

Pourtant, cette prolongation de scolarité, bien que de caractère dérogatoire, tendait à devenir trop fréquente, s'inscrivant en concurrence avec le schéma universitaire classique. L'IUT risquait alors d'être détourné de son objet : l'accès à une profession pour des jeunes d'une vingtaine d'années

dotés d'un bon bagage intellectuel, les autorisant en outre à reprendre ultérieurement leur parcours universitaire au titre de la formation continue pour accéder au niveau ingénieur.

La campagne électorale en cours va inciter la plupart des candidats à dénoncer l'erreur pour les uns, la faiblesse pour les autres, du gouvernement. Celui-ci sera d'autant plus sensible à ces critiques que les Français ont généralement beaucoup d'indulgence pour les étudiants, même s'ils ne leur donnent pas forcément raison.

La société bloquée s'installe lorsque les élus n'osent plus rien modifier de peur d'être incompris et acceptent de reculer sous la pression de la rue. Dans le cas présent, la révolte n'est pas née d'un changement de politique mais de la confirmation d'une disposition ancienne des IUT conforme à l'esprit qui a présidé à leur création, comme elle s'est nourrie d'un rapport Laurent simplement destiné à éclairer les décisions ministérielles. Aussi l'immobilisme est-il désormais une certitude si on se refuse un regard critique sur les pratiques anciennes que rien ne permettrait désormais d'ajuster aux défis actuels. Comme si la seule réponse à leur apport consistait à ne rien modifier, sauf à accroître les moyens de financement des politiques antérieures.

François Guillaume, ancien ministre, est député (RPR) de Meurthe-et-Moselle.

AU COURRIER DU MONDE

DÉLINQUANCE : LE RÉEL

« Bonne nouvelle en 1994 : les vols et les cambriolages sont en baisse. » Dimanche 22 janvier, j'ai sursauté en lisant Erich Inciyan, dans *Le Monde*. Je vis à Marseille, où je suis sociologue. Il y a deux ans, j'ai interviewé le commissaire d'un quartier extrêmement mal famé qui m'a démontré, chiffres à l'appui, que la délinquance y était moins forte qu'ailleurs. Puis j'ai passé quelques mois dans la cité, avec en tête la vérité du commissaire, jusqu'à ce que je comprenne que des chiffres bas étaient le signe d'un excès de cambriolages. On déclare le premier, peut-être le second, puis on arrête l'assurance ne rembourse plus, *idem* pour les voitures. Ou bien on a peur ! On connaît les cambrioleurs et c'est dangereux de se plaindre.

Je ne sais pas ce qui se passe dans le reste de la France, mais la

situation de cette cité est devenue, en deux ans, la situation de toute la ville. Avec un type d'agression nouveau, dans sa généralisation : les attaques au couteau, dans la rue, à des heures où il y a du monde, pour demander de l'argent, un blouson, les clés de votre voiture, etc. En outre, l'efficacité réelle de M. Pasqua dans la lutte contre la drogue a eu un effet pervers : elle a supprimé le peu d'argent qui entraînait encore dans les cités (l'argent du « business »). Pour nourrir leurs familles, les jeunes se sont remis à casser, aggraver, voler, de plus belle.

Je ne vous écris pas cela pour dramatiser la situation, mais parce que je suis effarée par ce qui est en train de se passer : on « déréalise ». On ne voit plus le monde qu'à travers des « données » chiffrées, courbes, infos... et l'on croit que c'est le réel.

C'est cette confusion qui me fait peur. L'insécurité est une chose - et je ne veux pas être alarmiste à cet égard. Mais s'il n'y a plus aucun lieu

où l'on dit la vérité, si, après la suppression du CERC, on ne produit plus que des chiffres légalisants et que les journalistes ne sursautent pas, ne se pincent pas, ne vont pas contre-enquêter, alors nous allons devenir complètement fous, ce qui est bien pire que d'être cambriolés.

Catherine Flament
Marseille

FRANÇAIS OU COMORIEN ?

La campagne électorale a déjà fait un mort. Français d'origine comorienne certes, mais Français d'abord.

Le Front national a malheureusement réussi son coup : faire admettre une nouvelle forme de légitime défense et appeler « Comorien » un jeune Français issu de cet ancien territoire français.

Obscène...

Stéphane Abouaf
Paris

La découverte du dernier des quarks lève l'un des mystères de la physique.

semaine dans les pages « Nature-Le Monde »

Le Monde

Le Monde

Salaires contre innovation

EXEMPLAIRE, l'accord salarial dans la métallurgie allemande offre, une fois de plus, une leçon de dialogue social à la mode d'outre-Rhin. Le compromis du 7 mars (4 % d'augmentation de salaires annuels en 1995 et 1996) met fin à la grève en Bavière, et permet aux deux parties en présence de sauver globalement la face. La paix sociale, élément fondamental de la compétitivité économique allemande, devrait sortir renforcée de ce « vrai-faux » conflit, dont il était prévisible qu'il s'achèverait rapidement par un compromis mesuré.

Le syndicat IG Metall a prouvé sa capacité de mobilisation et a su arracher au patronat d'importantes concessions, comme la semaine de 35 heures sans baisse de salaire et la renonciation aux « compensations » sous forme de baisse des primes extra-salariales comme le voulait le patronat. Ce dernier tend à se présenter comme le « perdant » de cette négociation, mais il obtient, avec l'extension de la convention salariale sur deux ans, un joker qui lui permettra de réduire ses coûts en 1996.

Cependant, en prenant le dessus sur tout le reste, le caractère « salarial » de cet accord déçoit ceux pour qui la métallurgie devait rester le laboratoire de la lutte contre le chômage en Allemagne. Rien, dans le document du 7 mars, ne prolonge la réflexion engagée l'an dernier sur la flexibilité du temps de travail et des salaires. Finites, les avancées en termes de salaires d'in-

sertion pour chômeurs de longue durée, l'approche révolutionnaire sur la réduction du temps de travail, dont on semblait vouloir s'inspirer en France. La semaine de 35 heures, prévue pour le 1^{er} octobre, se fera à salaire égal, et ne devrait pas inciter les patrons à embaucher. L'an dernier, les partenaires sociaux de la métallurgie s'étaient entendus sur une réduction en parallèle du temps de travail et des salaires (jusqu'à 30 heures par semaine) afin de sauvegarder l'emploi. Visiblement, les efforts d'imagination étaient bons pour la période de crise. La routine et la défense des avantages acquis ont repris leurs droits.

Une augmentation de 4 % ? « Ce chiffre est bon pour ceux qui ont un emploi », souligne le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. On peut, en effet, déplorer que l'accord laisse sur le carreau les 3,8 millions de chômeurs allemands. Bien des chefs d'entreprise seront tentés de compenser ces nouvelles hausses de salaire par de nouvelles mesures de rationalisation ou des délocalisations intertempistes.

Toutefois, de plus en plus d'entreprises entendent contourner le carcan des conventions collectives en dégageant des « accords maison » avec leurs salariés, dans l'intérêt bien compris de l'emploi et de la croissance. Une nouvelle génération de patrons et de dirigeants syndicaux est peut-être en train d'expérimenter, à l'échelle micro-économique, des idées neuves pour le monde du travail de demain.

Journée de la femme

par Altan



LES DISCRIMINATIONS, Y EN A MARRE. À PARTIR D'AUJOURD'HUI ON DIRA : JOURNÉE DE LA PERSONNE NON MASCULINE.

Présidentiables sous conditions

Suite de la première page

Jacques Chirac, pour sa part, n'a pas craint d'entrer en campagne en dépit de scores dissuasifs. À gauche, Lionel Jospin a fait de même, alors que les enquêtes d'opinion ne lui étaient pas favorables. Quant à Raymond Barre et à Valéry Giscard d'Estaing, les sondages n'étaient pas de nature à les encourager. L'un et l'autre pouvaient, toutefois, conserver l'espoir d'inverser la tendance. Ils ont préféré renoncer, soit parce que les chiffres leur paraissent décidément trop bas pour leur laisser quelque chance, soit parce qu'ils pensaient n'avoir pas les moyens de remonter la pente. Les variations de l'opinion au cours de la campagne suggèrent que des renversements sont possibles, mais seulement dans certaines limites.

Tous les candidats sérieux à l'Élysée ont exercé de hautes fonctions dans l'État : Valéry Giscard d'Estaing a occupé le poste de président de la République et Jacques Delors celui de président de la Commission européenne ; Raymond Barre, Edouard Balladur et Jacques Chirac ont assumé la fonction de premier ministre ; Lionel Jospin n'a été « que » ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, mais si le candidat du PS est le moins « gradé » des principaux postulants, il ne doit sa présence qu'à la défection, pour raisons d'accidents de carrière, de deux anciens premiers ministres socialistes, Laurent Fabius et Michel Rocard. Le passé gouvernemental des candidats garantit, aux yeux des électeurs, leur sens de la responsabilité. Elle a pour inconvénient de les exposer à la critique de leur bilan. Le dernier titulaire du poste est évidemment le plus critiqué : on voit bien comment, pour Edouard Balladur, les désagréments de la fonction peuvent, en fin de compte, l'emporter sur ses avantages.

UNE EXIGENCE DÉTERMINANTE

Reste la troisième condition : l'appui d'une formation politique. En dépit de certaines apparences, cette exigence paraît aujourd'hui encore déterminante. Il est probable que la remontée de Jacques Chirac et la baisse d'Edouard Balladur ne sont pas sans rapport avec la mobilisation en faveur du premier, alors que le second ne peut pas compter sur des forces comparables. De même, Lionel Jospin a réussi à rendre un peu de sa vigueur au Parti socialiste, même si celui-ci est loin d'avoir

retrouvé son dynamisme d'antan. Le risque est de s'aliéner l'opinion en se liant trop étroitement à un parti. Michel Rocard, devenu premier secrétaire du PS pour avoir compris la nécessité de prendre le contrôle d'une formation politique avant de briguer l'Élysée, y a perdu une partie de sa popularité.

Jacques Delors a justifié sa renonciation par l'impossibilité où il se serait trouvé, en cas de victoire, de faire accepter sa politique de réforme par les Français. « Je suis arrivé à la conclusion », a-t-il expliqué le 11 décembre, que l'absence de majorité pour soutenir une telle politique, quelles que soient les mesures prises après l'élection, ne me permet pas de mettre mes solutions en œuvre. » Privé des « moyens politiques » de son action, le favori des sondages a donc choisi de ne pas solliciter les suffrages des électeurs. En des termes presque identiques, Raymond Barre a déclaré, le 6 mars, en annonçant sa décision de ne pas se présenter, que les conditions ne lui paraissent pas réunies « pour la mise en œuvre de la politique qu'il croit nécessaire pour la France ».

INCERTITUDES

Autrement dit, à en croire les déclarations des deux hommes, ce qui a manqué à l'un comme à l'autre pour prendre part à la compétition présidentielle, c'est la certitude d'être soutenu par des forces politiques capables de prendre en charge leurs programmes, d'en assurer la diffusion et d'en permettre l'application. Pour Jacques Delors, l'appui promis par le PS ne constituait pas une réponse suffisante dès le moment où celui-ci n'aurait pas pleinement ses propres orientations et où les centristes, qui auraient pu y souscrire, étaient engagés ailleurs. Pour Raymond Barre, la situation était encore moins favorable : l'ancien premier ministre n'a pas cherché à constituer autour de ses idées une véritable structure politique ni même à développer dans le pays un réseau de sympathisants qui aurait pu en tenir lieu ; il n'a pas voulu non plus prendre la direction d'une formation existante, comme le CDS, qui aurait pu, le cas échéant, lui fournir l'assistance indispensable.

Quant à Valéry Giscard d'Estaing, il a tenté de se doter, avec l'UDF, du parti dont il avait besoin. Il en a conservé avec obstination la présidence afin de le maintenir sous son contrôle. Toutefois, il n'a pas réussi à l'unifier à son profit ni à le transformer en une machine assez performante. Constatant qu'il ne disposait pas des relais qui lui auraient été nécessaires pour faire passer son message, il en a conclu que mieux valait pour lui s'abstenir de concourir.

Thomas Ferenzi

AU FIL DES PAGES/SOCIÉTÉ

Réinventer le passé

« TON père et moi avons une grande nouvelle ! l'annoncer : nous allons nous remarier. »

Francis G. et Hélène R., divorcés, diront « oui » une nouvelle fois devant le maire, puis emmèneront leur fille en voyage de noces à Honfleur... C'est l'un des histoires peu banales que raconte Guillemette de Sairigné dans un livre subtil et tonique qui nous invite à contempler le passé au présent.

L'amour n'est pas le seul à remonter parfois de ses cendres. Si l'on peut retrouver l'âme sœur après une rupture, on peut aussi retrouver son adolescence, comme Effy T., qui a remué ciel et terre pour renouer à Paris la terminale C promission 1972 du lycée Carnot de Tunis. On peut retrouver son château de Bohème après trente-deux ans d'exil, comme le comte Radoslav Kinsky. Retrouver le Dieu de son enfance, comme Yves Boisredon, flambard devenu prêtre. Retrouver sa peau de jeune fille par la chirurgie esthétique, comme Nina. Retrouver la vue dix ans après l'avoir perdue, comme Béatrice. Ou même la vie, comme Jehan D., condamné par tous les médecins pour myopathie galopante, et qui recommence à marcher sans béquilles...

Pourtant, rien n'est exactement comme avant. Le mythe du retour, qu'il inspire tant d'auteurs depuis l'Antiquité et occupe une si grande place dans la littérature allemande, reste bien un mythe. Sur-tout aujourd'hui, où le monde change de plus en plus vite, où les repères s'effacent et les identités se modifient. Dans son trois cents pièces-cuisine, Radoslav Kinsky n'a pas la même vie de châtelain qu'il jadis. Même sans ses cernes et ses bajoues, Nina n'est pas la jeune fille qu'elle a été. Et si, parmi les anciens du lycée Carnot de Tunis, des amitiés ont fleuri, des jalouses anciennes ont ressurgi, vingt ans se sont quand même écoulés. Rien n'efface ce qui a été vécu.

Pour aller de l'avant, il faut parfois commencer par un retour en arrière

Les animaux ont moins de secrets que nous, souligne le neurologue Bois Cyrillik, interrogé par Guillemette de Sairigné. Soumis aux empreintes de l'encre, ils répètent indéfiniment les mêmes comportements. Le saumon regagne la mer des Sargasses, le goéland son rocher, et la cigogne fait plusieurs milliers de kilomètres pour se poser sur la cheminée d'où elle est née. Les hommes, eux, sont libres de vivre au présent ou de se projeter dans l'avenir. C'est tantôt le hasard, tantôt un resoin irrésistible qui les ramène vers le passé. Il arrive un moment où des amnésiques volontaires, qui avaient tiré un trait sur leur vie antérieure, changent radicalement d'attitude au grand étonnement de leur entourage. Mûrs pour un retour, ils ont l'impression de ne plus pouvoir avancer sans faire d'abord marche arrière. La psychanalyse n'a pas d'autre but, ressuscitant le passé pour le rendre moins douloureux.

On ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve, disait Héraclite. « C'est que, la seconde fois, les eaux du fleuve ne sont jamais que les symboles des premières », explique le psychanalyste Juan-David Naslo ; les retours les plus réussis sont souvent des retours symboliques. Lui-même d'origine argentine, exilé en France à l'âge de vingt-sept ans, a pu vérifier l'illusion de certaines retrouvailles. Il s'est aperçu que sa vraie maison ne se trouvait ni en Argentine ni en France, mais qu'il y portait en lui. « Ce n'est pas en revenant sur ses pas que l'on retourne à sa terre. » Pour y retourner véritablement et se réconcilier avec soi-même, il faut faire du nouveau.

Robert Solé
Retrouvailles, Guillemette de Sairigné, Fayard, 323 p., 120 F.

RECTIFICATIFS

LES ACCORDS DANS LA MÉTALLURGIE ALLEMANDE

Contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions datées du 8 mars, l'accord salarial conclu, mardi 8 mars, entre le syndicat IG Metall et le patronat de la métallurgie bavaroise est largement favorable aux syndicalistes. Il s'agit de hausses de salaires de près de 4 % en 1995, puis en 1996. (Voir l'article de Lucas Delattre en page 4.)

VOI PARABOLIQUE

À la suite de notre article sur le volparabolique publié dans nos éditions du 2 mars, Jean-Pierre Fouquet, président-directeur général de Navespace, précise que, s'il est vrai que son conseil d'administration a autorisé Navespace à investir dans l'adaptation d'un A390 aux vols paraboliques, cette opération reste soumise à une décision à venir du Centre national d'études spatiales (CNES).

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeur : Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance, directeur de la publication. Dominique Aldy, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur de la rédaction.

Éric Plailoux, directeur de la gestion ; Anne Chassagnon, directeur délégué. Rédacteurs en chef : Thomas Ferenzi, Edouard Plé, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Camille, Laurent Goffman, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig.

Manuel Luchet, directeur du Monde des débats ; Alain Rollat, conseiller de la direction ; Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction. Médiateur : André Laurens.

Conseil de surveillance : Alain Milne, président ; Olivier Biffaud, vice-président. Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1949), Jacques Fauvet (1949-1972), André Laurens (1972-1982), André Fontaine (1982-1991), Jacques Lenoire (1991-1994).

Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société anonyme des lecteurs du Monde, Association Hubert-Bonne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du conseil.

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 13. Tél. : (1) 40 45 25 25 Télécopieur : (1) 40 45 25 99 Tél. : 206 8068. ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94552 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40 45 25 25 Télécopieur : (1) 40 40 30 10 Tél. : 261 3117.

Le Monde ÉDITION

PLANTU

Le pire est derrière nous

En vente en librairie

مكتبة من زلازل

3614
3615 COT

Sous la coupe de BMW, Rover espère retrouver son identité britannique

Le groupe relance MG avec un cabriolet

GENÈVE
de notre envoyé spécial
Un an après le rachat de Rover par BMW, l'heure est au bilan. Après avoir collaboré pendant vingt ans avec Honda (qui détenait 20 % de Rover au cours des dernières années), les responsables d'un groupe passé de la tutelle de British Aerospace, leur précédent actionnaire principal, à celle du constructeur automobile allemand BMW en mars 1994, mettent fortement l'accent sur leur nouvelle autonomie. C'est oublier un peu vite que BMW a été préféré au japonais, parce que ce dernier ne voulait pas acquiescer la majorité du capital du constructeur britannique pour ne pas intervenir dans sa gestion et ses choix. Il est vrai, en revanche, que la technologie britannique devenait fortement marquée du sceau japonais, bien que, à l'époque, les dirigeants de Rover s'en soient défendus.

Balayant le passé, ces derniers soulignent désormais l'indépendance des équipes de recherche de Rover et de BMW (alors que, de toute évidence, BMW cherchera à « germaniser » les 4x4 de Rover, où il a déjà placé un de ses moteurs). Fini le temps où les produits Rover n'étaient autres que des purs dérivés des modèles Honda, comme l'illustrent la 600, homologuée Rover de l'Accor de Honda, ou encore la 400, la Civic à la mode anglaise. « Et nous venons de décider avec BMW que nos marques se vendront par des canaux strictement indépendants, sauf exception, pour des marchés marginaux comme Chypre ou la Nouvelle-Zélande », développe Graham Morris, président de Rover Europe.

Rover a présenté au Salon de Genève, le mardi 7 mars, son nouveau Spider MG, cabriolet deux places tout droit sorti des sixties, qui sera commercialisé en France en septembre prochain pour moins de 150 000 francs. « Nous étudions également la possibilité de relancer la marque Austin avec une mini qui serait aussi révolutionnaire qu'à son lancement il y a trente-cinq ans », poursuit Christopher Franklin, président de Rover France.

Rover prévoit d'investir 500 millions de livres sterling (4 milliards de francs) pour la seule année 1995, un montant à comparer au 1,5 milliard de livres qu'il a consacré à l'investissement ces cinq dernières années. Les bénéfices du groupe devraient lui permettre de financer partiellement son développement. « Nous avons gagné 56 millions de livres en 1993, et nos résultats 1994 seront meilleurs », affirme Graham Morris. Le groupe espère vendre plus de 500 000 voitures en 1995 contre 450 000 l'an dernier. Le marché anglais n'est pourtant pas au mieux de sa forme, « les ventes des concessionnaires ayant baissé de 15 % depuis le début de l'année », précise Graham Morris. Le gouvernement de John Major étudie d'ailleurs la mise en place d'une prime à la casse en Angleterre. Le groupe a l'intention de développer ses implantations à l'étranger, notamment en Asie et en Afrique du Sud, et doit profiter de l'achat de pièces en commun avec sa maison mère. Il faut bien que son intégration dans le groupe BMW se traduise par quelques synergies !

Virginie Mallin

La SNCF a fait subventionner douze rames de TGV par les Etats-Unis

La société française utilise une réglementation fiscale mise au point pour la vente des avions

La SNCF vend à des investisseurs américains des TGV qu'elle leur reloue ensuite. Les montages financiers retenus génèrent des pertes

fiscales, les investisseurs peuvent les déduire de leurs impôts et partager cet avantage avec la société nationale. Elle pratiquait cette

gymnastique en France jusqu'en 1993, avant que le fisc s'y oppose. D'autres sociétés vont aux Etats-Unis dans la même but.

DANS LA PLUS GRANDE discrétion, en décembre 1994, la SNCF a cédé à des investisseurs américains douze rames TGV Atlantique pour un montant de 1,25 milliard de francs. La compagnie ferroviaire devrait réaliser une opération similaire concernant une quinzaine de rames supplémentaires au début du printemps.

Malgré son endettement de 155 milliards de francs fin 1994, la SNCF se finance malgré tout dans d'excellentes conditions sur les marchés de capitaux internationaux grâce à la garantie de l'Etat. Elle devrait émettre 27 milliards de francs d'obligations en 1995. Toutefois, lorsqu'elle trouve des occasions pour se procurer des fonds par d'autres moyens, la SNCF n'hésite pas. Depuis la fin des années 80, elle vend ainsi régulièrement à des investisseurs financiers une partie de son matériel roulant (rames de TGV, voitures, locomotives), qu'elle reloue immédiatement. La manœuvre lui permet de récupérer des liquidités et de diminuer d'autant son endettement, tout en conservant l'usage des biens en question. Lorsque le contrat de location arrive à échéance, la SNCF rachète son matériel à un prix fixé d'avance. De telles opérations permettent, grâce à d'astucieux montages fiscaux, de relouer ses trains à bas prix. L'opération organisée aux Etats-Unis en décembre dernier par la Citibank lui a permis d'économiser 10 % de la valeur de ses TGV. Aux frais du fisc américain !

Le principe du montage est relativement simple. Des financiers se regroupent dans une entité juridique baptisée « trust », qui s'en-

dette pour acheter des TGV, reloués immédiatement à la SNCF sur une période longue, quinze ans au minimum. Les loyers versés par la SNCF à cette entité juridique - simple coquille vide - sont inférieurs, dans un premier temps, à l'amortissement comptable du TGV et aux intérêts versés sur ses emprunts. Le trust dégage donc des pertes fiscales au cours des premières années du contrat, avant de dégager plus tard des bénéfices. Comme ce trust doit être fiscalement transparent, ses actionnaires peuvent imputer ces déficits artificiels sur leurs propres bénéfices et payer moins d'impôts. En contrepartie, ils diminuent les loyers demandés à la SNCF, pour partager avec elle cet avantage fiscal.

REDRESSEMENT FISCAL

Jusqu'à présent, c'était surtout le contribuable français qui faisait les frais de tels montages. La SNCF a réalisé des opérations analogues sur le territoire français qui lui ont permis de refinancer jusqu'en 1992 une centaine de rames de TGV Atlantique, mais aussi tout un parc de locomotives. Le fisc, qui a vu ses recettes fondre avec la récession, a fini par taper du poing sur la table et contester les prouesses fiscales des partenaires financiers de la SNCF à partir de 1993. Conséquence, la SNCF n'avait plus recours à ce type de montages... jusqu'à ce que se présente l'occasion américaine.

La SNCF n'a pas été la seule à être inquiétée par le fisc français. Le financement français du métro de San Francisco, vendu par GEC-Alsthom en 1990 et organisé par le Crédit lyonnais, fait lui aussi l'objet actuellement d'inspections du fisc. Tout comme certaines opérations réalisées au profit des chemins de fer belges. Enfin, Air

France a aussi reçu en décembre 1994 une notification de redressement fiscal pour le financement d'un Boeing 737 monté par le Crédit agricole. Les entreprises concernées et leurs banquiers contestent bien entendu les conclusions du fisc.

L'enjeu de ces acrobaties fiscales est considérable. Créés à l'origine pour financer les avions, ces montages sont en réalité des subventions déguisées à l'exportation, qui permettent à un acquéreur de réduire le coût d'achat de son matériel. Dans chaque pays, le fisc s'est doté des outils adéquats pour favoriser sa propre industrie. Les Américains ont créé un régime de faveur pour financer les avions, à condition qu'ils soient américains. Ces montages ont notamment été utilisés par Air France pour acquérir des Boeing logés dans des paradis fiscaux. Les compagnies aériennes américaines bénéficient de règles fiscales encore plus souples pour amortir leurs avions.

D'autres entreprises étrangères parviennent, comme la SNCF guidée par la Citibank, à utiliser adroitement la législation américaine. Les chemins de fer belges devraient aussi s'engouffrer dans la brèche américaine en réalisant une opération analogue à celle de la SNCF dans les mois qui viennent, tout comme les Pays-Bas, qui refinanceraient actuellement une centrale thermique dans les mêmes conditions. Mais, dès que ces opérations deviendront trop voyantes, les Américains modifieront leur législation.

L'Europe n'est pas en reste. Lorsqu'il s'agit d'exporter des Airbus, des ATR ou des TGV, les pays européens ont construit des schémas de financement analogues, qui ont un impact décisif pour remporter un contrat. Ainsi, lors de la vente du TGV aux Co-

réens en 1993, les Français ont cru que leurs concurrents allemands accompagnaient leur offre d'un financement à effet fiscal. Réaction immédiate, le consortium emmené par GEC-Alsthom a alors proposé avec Indosuez un montage de ce type... par le biais des Etats-Unis, à cause du refus du fisc français. Finalement, les Coréens n'ont pas jugé nécessaire d'utiliser cette possibilité.

ACROBATIES

La fin du fin de l'acrobatie fiscale consiste à déduire fiscalement deux fois les amortissements pour le même avion ou train. La manipulation est simple. Il suffit d'immatriculer le matériel dans un pays comme la France, où c'est le propriétaire juridique qui amortit le bien. Et de le faire exploiter dans un pays comme l'Angleterre, où le propriétaire économique l'amortit. C'est en s'inspirant de ce principe que SG Warburg et le Crédit commercial de France (CCF) permettent depuis 1994 aux chemins de fer britanniques d'exploiter sept TGV Eurostar à moindre coût.

Curieusement, c'est au Japon que sont réalisés les deux tiers des financements d'avions avec effet fiscal. La tolérance du fisc japonais peut paraître surprenante, le Japon n'exportant pas ce type de matériel. En fait, ces opérations permettent aux banques nipponnes de toucher de copieuses commissions et de recycler des excédents financiers de l'archipel. Vivement encouragées par les Américains, ces opérations permettent au Japon d'augmenter artificiellement ses importations, puisque les avions sont immatriculés au Japon, ce qui facilite ses négociations commerciales avec les Etats-Unis et l'Europe.

Arnaud Leparmentier

Après l'achat de Wellcome, Glaxo devient le premier groupe pharmaceutique mondial

RÉSIGNED et n'ayant trouvé aucune autre solution pour contrer la tentative de rachat de Glaxo sur leur laboratoire, le conseil d'administration de Wellcome a finalement recommandé à ses actionnaires d'apporter leurs titres à l'OPA (offre publique d'achat) qui s'achevait mercredi 8 mars. En consacrant 9 milliards de livres (75 milliards de francs) pour prendre le contrôle de son compatriote, le groupe pharmaceutique britannique Glaxo devient ainsi le numéro un mondial de son secteur, devant l'américain Merck. Mais cette acquisition - la plus importante de l'histoire pharmaceutique - lui permet surtout d'enrichir son portefeuille de médicaments en attendant que sa recherche découvre d'autres molécules pour prendre le relais de ses produits-phares, dont l'anti-ulcéreux Zantac, médicament le plus vendu au monde.

« Glaxo a besoin de Wellcome, mais l'inverse n'est pas vrai. » Cette opération a un tel caractère stratégique que rien ne pourra la bloquer. Egrenées depuis un mois dans les milieux pharmaceutiques, ces réflexions résument bien les conditions dans lesquelles s'est déroulé ce raid boursier. Quand, lundi 23 janvier, les dirigeants de Wellcome apprennent le rachat de leur firme, ils rejettent d'emblée cette proposition, la qualifiant poliment d'« insupportable ». Conscients d'être condamnés à perdre leur indépendance, ils organisent une contre-attaque.

Deux objectifs sont retenus : prouver que l'entreprise va bien et que l'offre de Glaxo est sous-évaluée et trouver rapidement des alliés. La publication des résultats sera avancée pour la constance tout comme la commercialisation d'un nouveau médicament, l'anti-herpès Valtrex. En vain, car Glaxo réagissait en affirmant que sa proposition « prenait en compte la position de Wellcome sur le marché et ses perspectives de croissance ». Le directeur général,

Richard Sykes, rappelait alors que « l'offre faite est généreuse ». Jason Robb, le directeur général de Wellcome, et son équipe, prenaient contact avec tous les groupes pharmaceutiques susceptibles de les aider et surtout de pouvoir sur-rechercher sur les 9 milliards de livres. La City bruisait alors de rumeurs d'acquéreurs éventuels. La liste ressemblait à celle du début du classement mondial de l'industrie pharmaceutique avec des noms comme ceux des américains Merck, Johnson et Johnson et Bristol-Myers Squibb, des allemands Hoechst, BASF et Bayer.

Le nouvel ensemble consacrera 10 milliards de francs à la recherche

Les deux plus intéressés, le suisse Roche, et surtout le britannique Zeneca, auraient décidé d'abandonner tout récemment. L'une des conditions posées par ce dernier aurait été d'avoir la certitude d'obtenir les titres de l'actionnaire principal, le Wellcome Trust, détenteur de 39,5 % du capital, quelle que soit la réaction de Glaxo. Une condition impossible, car, dès le départ, cette fondation, contrairement au souhait de la direction de l'entreprise, avait décidé d'apporter ses titres à l'OPA, sauf en cas de surenchère.

Mais l'échec de toute contre-offensive vient principalement de la détermination de Glaxo. Ce groupe britannique avait visé plusieurs cibles avant de s'arrêter sur Wellcome, connu pour son anti-herpès Zovirax et le Retrovir (AZT) destiné au traitement du sida. « D'un côté, les ventes du produit-phare de Glaxo baissent, de l'autre les nouveaux médicaments ne sont pas encore suffisamment dévelop-

pés pour combler le manque à gagner. Il lui est donc indispensable d'acquiescer un laboratoire ayant des produits en expansion qui lui permettent de se maintenir le temps voulu pour attendre la relève. Une telle acquisition n'a donc pas de prix », expliquait récemment le dirigeant d'un des groupes pharmaceutiques approchés par Wellcome. « De plus, il lui faut bien remplir son nouveau centre de recherche », ajoutait-il perfidement, en faisant allusion au Sykes-Folly (la folie de Sykes), du nom du patron de Glaxo. Celui-ci n'a pas hésité à consacrer 700 millions de livres (5 milliards de francs) pour édifier un nouveau centre, ce qui en fait, selon ses détracteurs, « le deuxième plus important chantier européen après le Tunnel sous la Manche... ».

Ce rapprochement permettra au nouvel ensemble Glaxo-Wellcome de consacrer 10 milliards de francs à la recherche dans le traitement du sida, de l'hépatite, du cancer et de la migraine. Finalement, le patron de Wellcome, John Robb, a décidé mardi 7 mars d'aider Glaxo à réaliser cette intégration. Celle-ci s'annonce cependant sévère, car le nouveau géant mondial pour reconstituer son investissement devra rapidement dégager des profits substantiels. Des fermetures de sites, des restructurations de réseau sont d'ores et déjà évoquées, et devraient toucher principalement le territoire britannique, berceau des deux groupes. Sur 62 000 salariés, des estimations évoquent déjà plus de 15 000 suppressions d'emplois.

Cette acquisition sera un test pour l'industrie pharmaceutique mondiale en pleine restructuration : l'une prône le salut par la course à la taille, l'autre mise plus sur la stratégie de niches. Glaxo a opté pour la première solution.

Dominique Gallio

Dit sur BFM

“Aujourd'hui, combien de banquiers sont-ils assis sur un Barings de poudre ?”

C'est un extrait de l'éditorial qu'ont entendu les auditeurs de BFM. Des initiés qui savent bien que les idées reçues n'ont jamais fait fonctionner la politique, la finance ou l'économie. Aujourd'hui, tous ceux qui pensent qu'une radio d'information se doit de porter un œil neuf, voire critique, sur le monde qui l'entoure, tous ceux-là se retrouvent sur la radio Tout Info. Tout Eco : un point sur l'actualité tous les

quarts d'heure et l'information la plus complète sur l'économie toutes les demi-heures : Tout Eco Bourne à 15, Tout Eco Entreprise à 45. Vous retrouverez Marc Dalloy pour ses éditoriaux économiques, Marc Kravetz pour son regard sur l'actualité internationale, mais aussi les analystes politiques de BFM et tous les chefs d'entreprise

qui se confient à Anita Rudman. BFM, c'est encore Info plus, des rubriques et des gros plans sur la culture, l'entreprise, les médias, le marketing, le sport, le tourisme, l'environnement. Sans compter le journal de l'emploi et les informations pratiques, conseils, trafic, météo.

BFM Paris 96.4, BFM Bruxelles 107.6 et bientôt dans les grandes villes de France.

BFM 96.4
TOUT INFO TOUT ECO

553 من لاصح

Les grandes banques britanniques recouvrent la santé

La baisse des provisions pour créances douteuses a permis aux « Big four » d'enregistrer d'excellents résultats après deux années médiocres

Dernière des grandes banques britanniques à annoncer ses résultats, la Barclays Bank a affiché, le 7 mars, un triplement de ses bénéfices au titre de l'exercice 1994. Les banques britanniques laissent ainsi derrière elles les années

1991 et 1992, marquées par l'accumulation de crédits de mauvaise qualité sur les ménages, les petites et moyennes entreprises et, dans le cas de la Barclays, sur l'immobilier. Cette embellie ne grise cependant pas la City qui reste pruden-

te sur les perspectives du secteur bancaire au Royaume-Uni en 1995. Les analystes tablent en effet sur une faible croissance des nouveaux crédits, contraignant les banques à réduire leurs marges pour attirer la clientèle.

LONDRES

L'année 1994 a été un bon cru pour les banques de dépôts britanniques : les résultats des « quatre grandes » (Barclays, NatWest Group, Midland et Lloyds) sont en nette progression, confirmant le retour à la bonne santé du système bancaire commercial, après la terrible récession de 1990-1992. La palme revient à Barclays, première banque britannique, qui a annoncé le 7 mars une augmentation de 181 % de son bénéfice imposable, qui s'élève à 1,86 milliard de livres (environ 16 milliards de francs) contre 661 millions de livres l'an dernier. Le numéro deux, NatWest Group, peut se targuer d'un profit avant impôt en hausse de 61 %, tandis que Lloyds et Midland voient leurs bénéfices progresser de manière substantielle, respectivement de 26 % et 11 %. Pour sa part, le résultat de la TSB (Trustee Savings Bank), cinquième établissement de dépôt d'Angleterre est en hausse de 67 %.

Les « quatre grandes » en chiffres

- Profits avant impôt : Barclays : 1,86 milliard de livres (environ 16 milliards de francs) ; NatWest Group : 1,59 milliard de livres ; Lloyds : 1,3 milliard de livres ; Midland : 0,9 milliard de livres.
- Effectifs : Barclays : 94.000 employés ; NatWest Group : 87.000 employés ; Lloyds : 61.000 employés ; Midland : 45.000 employés.

pour créances douteuses, gonflées démesurément lors de la grave récession de 1990-1992, après deux ans et demi de reprise de l'économie britannique. Lloyds a vu ses provisions réduites de 73 %, NatWest de 51 %. La vigilance sur les coûts, qu'illustrent la baisse des effectifs, la fermeture de succursales et la compression des salaires des employés, est de rigueur. Ainsi, Barclays est sur le point de conclure un plan de restructuration prévoyant 21 000 licenciements au moins entre 1991 et 1995, et, à la NatWest, plus de 20 000 postes de travail ont été supprimés depuis 1990.

Les clearing banks se sont également recentrées sur leur métier de base, en cédant des activités annexes développées dans les années 90. Elles préfèrent miser désormais sur une croissance organique et sur les points forts qui sont les services à la clientèle et la vente de produits financiers de plus en plus sophistiqués, notamment en matière d'assurance-vie. Lloyds Bank, qui souhaite développer son réseau de distribution des prêts hypothécaires et va racheter une société de crédit immobilier, constitue une exception à cette tendance générale à l'élagage. La recherche constante de nouvelles sources de revenus s'est concrétisée par de sévères augmentations des agios aux particuliers et aux PME.

Malgré cette formidable embellie, la City continue à faire la fine bouche quant aux perspectives du secteur bancaire pour 1995. Les analystes s'attendent à une croissance modeste des nouveaux crédits au Royaume-Uni, contraignant les banques à réduire leurs tarifs pour attirer les clients. « La faible augmentation du volume d'affaires m'inquiète. La reprise économique a d'abord favorisé le secteur manufacturier et l'exporta-

tion. La consommation, pour être enfin repartie, prend toutefois un chemin prudent et réaliste », souligne Christopher Eccleton, expert du secteur financier auprès du courtier Warburg. Signe des temps, au lieu de s'adresser à leur banquier, les entreprises investissent en utilisant leurs excédents de trésorerie ou choisissent d'apurer leur bilan en remboursant leurs dettes. La concurrence à court terme des compagnies d'assurances — comme la Scottish Widows, qui vient de se lancer à son tour dans la banque de dépôts — ou des caisses de crédit hypothécaire va finir par se répercuter sur les bénéfices.

Régime sec pour Barclays France

La direction du groupe devait présenter aux syndicats, mercredi 8 mars, un plan social qui pourrait comporter des suppressions d'emplois sur les quelque 2 300 personnes que Barclays emploie en France. Les effectifs sont restés quasi stables chez Barclays France en 1994, alors qu'une quarantaine de nouvelles agences étaient ouvertes à Paris au cours des dix-huit derniers mois.

Les pertes assurées par Barclays France en 1994 n'ont pas fait l'objet d'un chiffrage exact, mais Martin Taylor, directeur général du groupe britannique, a indiqué qu'elles représentaient la presque totalité des 110 millions de livres (environ 900 millions de francs) de pertes accumulées par Barclays en Europe continentale. Comme en 1993, mais dans une moindre mesure, Barclays France a été victime de la déprime du marché immobilier parisien, qui l'a obligé à revendre à la baisse la valeur de son siège parisien acheté au moment où l'immobilier était au plus haut.

La contreperformance des banques d'affaires, filiales des clearing banks, n'est pas un point faible : ainsi, Barclays de Zoete Wedd, la filiale de courtage de la Barclays, a vu ses revenus baisser de moitié à la suite du marasme des marchés et de la contraction de l'activité de la finance d'entreprise. Ces mauvais résultats renforcent la mauvaise image de la banque d'affaires, déjà affectée par la faillite de Barings et les difficultés de

SG Warburg

Autre interrogation : la détérioration du climat social provoquée par les polémiques sur les primes que s'octroyent certains dirigeants de banque alors que leurs employés reçoivent des augmentations inférieures à l'inflation, en dépit des bénéfices recrudescents. Les syndicats menacent de déclencher des grèves à répétition dans toute la profession. A titre de comparaison, le directeur général de la Barclays, Martin Taylor, gagne un million de livres par an et un guichetier 500 livres. Enfin, les incertitudes politiques pèsent sur les perspectives des banques de dépôts : largement damné favori

par les sondages pour les élections

qui doivent se dérouler au plus tard à la mi-1997, le Labour entend resserrer les boulons de la réglementation, voire imposer un impôt sur les profits, jugé excessif (windfall tax), de quoi inquiéter un secteur résolument optimiste, rassuré par ses profits, mais qui, en confiance, se considère encore fragile.

Marc Roche

Les investissements de Carrefour atteindront 8 milliards de francs en 1995

CARREFOUR a annoncé, mardi 7 mars, un résultat net 1994 en progression de 29,6 % par rapport à 1993, à 2,157 milliards de francs. Pour le groupe de distribution, ce résultat net courant « est le plus représentatif de l'évolution de [ses] activités ». Le chiffre d'affaires est en hausse de 9,5 % à 136,299 milliards. La progression est due à la réorganisation du groupe en France et à une forte progression à l'international, en Amérique latine et en Asie notamment. Le groupe a investi 7 milliards et ouvert dix-neuf hypermarchés (dont un en France). Vingt-cinq ouvertures sont prévues en 1995, dont trois en France, pour un investissement total de 8 milliards.

DÉPÊCHES

■ AIR INTER : trois organisations syndicales de navigants de la compagnie aérienne ont annoncé, mardi 7 mars, qu'elles élargiraient à 60 heures le préavis de grève déposé la veille. Le mouvement commencera le 12 mars à midi et se terminera le 14 à minuit.

■ TOTAL : la compagnie pétrolière française a annoncé, mardi 7 mars, son intention de prendre le contrôle de la société Kalon, numéro trois britannique de la peinture décorative, par une fusion (avec ses propres activités peintures Europe) suivie d'une offre partielle et publique d'achat. L'investissement est estimé à environ 500 millions de francs. L'objectif pour la nouvelle entité est de devenir numéro deux européen des peintures décoratives.

■ NORTHERN ELECTRIC : le conseil d'administration de la compagnie régionale de distribution d'électricité Northern Electric a finalement recommandé, mardi 7 mars, à ses actionnaires d'accepter l'offre publique d'achat lancée contre elle par le conglomérat britannique Trafalgar House, filiale du groupe de Hong Kong Jardine Matheson Group. L'entreprise refusait jusqu'à présent l'offre qui valorise la compagnie électrique à environ 1,23 milliard de livres (10,2 milliards de francs).

■ HOECHST : le chimiste allemand a annoncé, mardi 7 mars, son intention de regrouper la gestion de ses activités pharmaceutiques et celles de sa filiale Roussel Uclaf. L'objectif est d'économiser 500 millions de deutschemarks d'ici à 1997. Les sites de fabrication au Brésil et à Conventry (Etats-Unis) vont être fermés. En Europe, la production doit être « concentrée sur quelques sites » (L'Aigle et Compiègne en France, Scipito en Italie, Hoechst 600 non loin de Francfort).

■ GEFAS : l'industrie aéronautique et spatiale française a atteint en 1994 un chiffre d'affaires de 105,7 milliards de francs, en diminution de 3,5 % par rapport à l'année précédente, estime le Gifas, groupement des professionnels du secteur. Les prises de commandes pour 1994, avec un montant de 91 milliards de francs, sont en hausse de 2,2 %. Ce qui porte à quelque 229 milliards de francs le carnet de commandes de la profession, dont le chiffre d'affaires pourrait baisser à 103 milliards en 1995.

■ BTP : un code de bonne conduite vient d'être adopté par toutes les fédérations professionnelles du bâtiment et des travaux publics pour mettre de l'ordre dans la sous-traitance, secteur qui représente 90 milliards de francs de chiffre d'affaires, a annoncé, mardi 7 mars, le ministère de l'équipement. Ce code de bonne conduite prend la forme d'un contrat-type de sous-traitance.

■ UIMM : les propositions du patronat de la métallurgie (UIMM) de « supprimer la référence à la durée légale de 39 heures de travail par semaine » a entraîné plusieurs réactions syndicales. Pour la CFE-CGC, « cette prise de position marque un pas supplémentaire dans la recherche de la déréglementation sociale au nom de la compétitivité ». Pour la CFTC, « une telle mesure fragiliserait la situation des salariés à l'heure où leur confiance tarde à se manifester ».

■ COMMERCIAL UNION : la compagnie d'assurances britannique, cinquième groupe européen, qui s'est distinguée en octobre 1994 en rachetant l'assureur français Victoire à Suez, pour 11,9 milliards de francs, a annoncé, mercredi 8 mars, un bénéfice de 413 millions de livres (environ 3,45 milliards de francs), contre 218 millions l'année précédente. Avec l'acquisition de Victoire, Commercial Union réalisera 30 % de ses activités en France.

COMMUNICATION

Une rédaction en chef collégiale a été nommée à « L'Événement »

L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI se réorganise à nouveau. Une rédaction en chef collégiale a été nommée, mercredi 8 mars, par le nouveau PDG de l'hebdomadaire Thierry Verret, qui a repris le titre en dépôt de bilan en janvier. Jacques Espérandieu, ancien rédacteur en chef de L'Express, qui a quitté ses fonctions en septembre après le départ de Yann de l'Eco-tais et l'arrivée de Christine Ockrent, intègre le journal fondé par Jean-François Kahn. Deux anciens de L'Événement, Maurice Szafran et Bernard Poulet, sont également nommés rédacteurs en chef. Jacques Eyzat, ancien directeur artistique du Point, devient directeur artistique.

Après la motion de défiance de la rédaction à l'égard de Gilles Le Gendre, nommé en novembre 1994, qui a conduit à son départ, Albert du Roy avait été chargé de réorganiser la rédaction (Le Monde du 11 février). Il reste directeur de la rédaction, à titre transitoire. Un nouveau directeur de la rédaction sera cherché ultérieurement. « Il faut d'abord remodeler l'équipe et redynamiser le journal », explique Albert du Roy. Jean-François Kahn reste éditeur et conseiller de la direction. Les lecteurs retrouveront prochainement sa signature, qui avait disparu du journal depuis sa reprise en main par Thierry Verret. Après le départ de Gilles Le Gendre, il avait publié des articles sous son pseudonyme habituel de Serge Maury. Une dizaine d'embauches sont prévues. La maquette du journal sera réaménagée progressivement, avant qu'une nouvelle formule soit lancée cet automne.

A. S.

Canal Plus sera commercialisé en Suisse romande à l'automne

La chaîne négocie avec les câblo-opérateurs de quatre grandes villes

DEPUIS QUE CANAL PLUS a compliqué son système de cryptage et changé de décodeur, les téléspectateurs suisses qui utilisaient des décodeurs pirates ont — en principe — cessé de pouvoir regarder les images de la chaîne. Ceux qui souffrent de cette absence pourront bientôt légaliser leur situation. Dès l'automne, la chaîne cryptée va s'installer officiellement sur les rives du lac Léman pour commercialiser, en tant qu'opérateur étranger, ses propres décodeurs.

Le signal de Canal Plus France pourra être décodé à partir des quatre principaux réseaux câblés de Suisse romande : Genève, Lausanne, Neuchâtel et Fribourg. Il ne s'agit pas du lancement d'une nouvelle chaîne, comme cela va avoir lieu dans le courant du mois de mars en Pologne, mais de la commercialisation de la chaîne Canal Plus France telle que les 3,9 millions de téléspectateurs français la connaissent. Mais ses programmes seront commercialisés par une société suisse et après accord avec les câblo-opérateurs. Ces derniers ont raccordé 65 % des 657 000 foyers de Suisse romande qui disposent d'un ou plusieurs récepteurs de télévision.

Malgré cette absence officielle de Suisse francophone, les programmes de Canal Plus y avaient de nombreux adeptes, dans la mesure où son signal était repris en crypté par bon nombre de réseaux câblés suisses. C'est ainsi que toutes les chaînes bertiennes françaises (TF1, France 2, France 3...) sont aujourd'hui diffusées librement par les câblo-opérateurs suisses. Certains malins ayant compris le pactole qu'ils

pouvaient tirer de la présence de Canal Plus avaient même entrepris de commercialiser des décodeurs pirates. Par milliers et en toute impunité. L'un d'eux avait même une marque déposée à son nom : « Maffoli ».

ÉVITER LA PIRATERIE

N'ayant pas d'existence commerciale en Suisse et n'étant pas propriétaire des droits des films pour la zone helvétique, Canal Plus se trouvait quasiment dépourvu de tout moyen d'action légale. Position qui va prochainement changer. En acquérant pignon sur rue, la chaîne dirigée par Pierre Lescurc plonge désormais tout pirate paillard, présent et à venir dans l'illégalité.

Les discussions ont d'ores et déjà commencé avec les quatre grands réseaux câblés qui quadrillent les principales villes suisses romandes : Lausanne, Genève, Neuchâtel et Fribourg. Ces réseaux accaparent à eux seuls plus de 80 % de la population francophone câblée (400 000 foyers en tout), le reste se répartissant entre plus d'une centaine de micro-câblo-opérateurs.

Canal Plus va-t-il devoir payer pour être sur le câble ? Les câblo-opérateurs suisses demanderont sans doute un droit de retransmission. Mais Jean-Claude Paris, directeur de l'international, va tenter de les convaincre qu'ils ont absolument besoin de Canal Plus pour fidéliser leurs abonnés.

Au-delà de ces discussions, bien des arrangements sont en outre possibles. Avec l'arrivée de la télévision numérique, les câblo-opérateurs suisses vont vouloir offrir différents modules de télévision

payante (palement à la séance, vidéo à la demande, etc.) à leurs clients. Des techniques de contrôle d'accès (décodeur et gestion des abonnés) leur étant alors nécessaires, il n'est pas exclu que Canal Plus propose en échange son savoir-faire en la matière.

Parallèlement à ces contacts et ces recherches d'accords, la nouvelle société Canal Plus Suisse a commencé de négocier les droits des films pour le marché romand. Ayant échoué à constituer une centrale d'achat de droits dès les débuts de sa expansion internationale, Canal Plus est contraint désormais d'acheter les droits pays par pays.

Parallèlement, Jean-Claude Paris élabore un gentleman's agreement avec la Télévision suisse romande (TSR) pour éviter toute concurrence sur la diffusion des films. Précision utile : afin de pallier toute contrebande entre la France et la Suisse, les décodeurs seront commercialisés au même prix, au centime près, de part et d'autre du lac Léman.

Yves Mamou

LE MONDE diplomatique
Chaque mois, un regard différent sur l'environnement international.

Jacques Toubon est « optimiste » sur les quotas de diffusion

LE MINISTRE DE LA CULTURE et de la francophonie, Jacques Toubon, a précisé, mardi 7 mars, la position française relative à la directive européenne « Télévision sans frontières ». La France souhaite « corriger et améliorer les insuffisances de la directive de 1989 » et instaurer des quotas de diffusion plus restrictifs et sans limitation de temps. Selon le ministre de la culture, la présidence française de l'Union européenne se veut « pédagogique » auprès des membres de la commission hostiles aux quotas. Après s'être déclaré « raisonnablement optimiste », à l'issue de la réunion informelle des ministres de la culture et de la communication de l'Union européenne à Bordeaux, Jacques Toubon a indiqué que « l'on en saurait plus sur la directive » la semaine prochaine. Selon lui, les quotas de diffusion sont « une méthode intelligente qui repose sur l'impératif culturel et qui a un effet économique en amont ».

A l'inverse, « les quotas de production sont de l'interventionnisme bête et méchant ». Pour faire triompher la position française, le ministre veut tirer partie des trois présidences latines successives — France, Espagne, Italie — à la tête de l'Union européenne pendant dix-huit mois. Pendant ce temps, « on devrait pouvoir faire avancer des idées qui sont accueillies encore avec frilosité et surtout méconnaissance ». Jacques Toubon pense qu'il n'est pas utopique de croire à l'émergence, à moyen terme, d'une industrie européenne de programmes forte, « à condition de ne pas rendre les armes avant que la bataille soit engagée ».

■ RADIO : le réseau M 40 est devenu officiellement RTL 2, mardi 7 mars, à 16 heures, après que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a autorisé, la veille, ce changement de nom, ainsi que des modifications dans le capital de la station (Le Monde du 8 mars). La Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion (CLT), qui a racheté les parts de Bayard Presse, Sicom et Nord-Média-Diffusion, détient désormais 45,9 % du capital (contre 35,73 %). Le groupe espagnol Prisa, qui souhaite se désengager depuis un an, conserve pour l'instant 48,05 % des parts, le reste étant détenu par Sony-Music France (6,05 %).

■ LIBÉRATION : le journaliste Jean Hatzfeld a été élu, mardi 7 mars, à la présidence de la société des journalistes de Libération. Le vice-président est François Devinat. Grand reporter au quotidien de la rue Bé-ranger, Jean Hatzfeld a été élu par le conseil d'administration de la société des journalistes qui s'était constituée le 10 février, et qui compte actuellement 224 adhérents.

■ RACHAT : la Financière Wagram Poncelet a pris le contrôle du Nouvel Economiste, en reprenant 100 % de la holding Financière Presse Eco, qui détient 80 % des actions de l'hebdomadaire, aux côtés d'Hachette (20 %). Financière Presse Eco était contrôlée à 50,1 % par la holding Nijdam, Tassy et associés, qui cède la totalité de sa participation à Wagram Poncelet, propriété de la famille des laboratoires Midy, déjà actionnaire de l'hebdomadaire à hauteur de 49,9 %. Henri Nijdam devrait être actionnaire de Wagram Poncelet et rester directeur de la publication de l'hebdomadaire. Une augmentation de capital de 20 millions de francs est prévue. Racheté fin 1992 par Henri Nijdam, Le Nouvel Economiste a eu une diffusion payée en 1993 de 84 000 exemplaires. Le journal devrait perdre, en 1994, 41 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 103 millions de francs.

■ LE FRANC FRANÇAIS a atteint un nouveau record historique à la baisse de 3,59 francs pour un deutschemark mercredi à l'ouverture du marché des changes de Paris. Le franc avait terminé

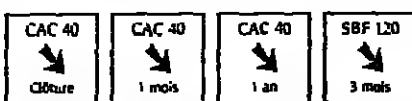
la veille à 3,5790. ■ POUR PROTÉGER LE FRANC toujours attaqué, la Banque de France a décidé mercredi de relever de plus de deux points son taux d'intervention sur le marché monétaire au

jour le jour, en le portant à 8 %. ■ UNE SPECTACULAIRE HAUSSE des taux d'intérêt à trois mois était constatée mercredi matin au cours des premiers échanges à Paris, le contrat Pibor

échéance mars, abandonnant 1,60 % à 90,57. ■ LA TENSION est retombée sur le Matif une demi-heure après la décision de la Banque de France de porter à 8 % son taux d'intervention. Le contrat

échéance juin est redevenu positif à 110,14. ■ LE DOLLAR se négociait à 88,75/85 yens mercredi en milieu d'après-midi sur le marché des changes de Tokyo.

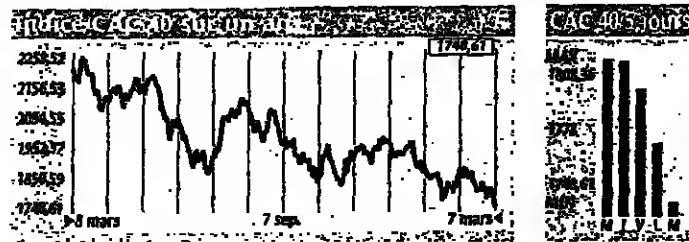
LES PLACES BOURSIÈRES



Calmé précaire à Paris

LES INITIATIVES prises en France et au Japon? Notamment en matière de taux d'intérêt ont ramené un calme relatif sur les marchés boursiers qui étaient en chute libre au cours des premiers échanges en raison de la dégringolade de plusieurs monnaies. En baisse de 0,83 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 accusait une heure plus tard un gain de 0,02 %. Aux alentours de 13 h 15, les valeurs françaises reprenaient un rythme calme, le volume des échanges sur le marché à règlement mensuel atteignant 1,2 milliard de francs dont un milliard de francs sur les valeurs composant l'indice CAC 40.

Le Matif qui perdait jusqu'à 0,90 % en début de journée affichait à la mi-séance un gain de 0,28 % à 110,66. Le Bund allemand progressait, de son côté, de 0,27 %. Le Pibor qui, pour l'échéance juin perdait plus de 1 %, ne cède plus que 0,47 %. Afin de freiner la chute



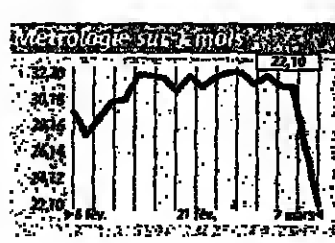
du franc 13,59 francs pour un deutschemark en début de journée, la Banque de France a suspendu ses prises en pension de 5 à 10 jours et a relevé de 2 points son

taux d'intervention à 24 heures pour le porter à 8 %. De son côté, une banque japonaise, l'IBJ, a baissé de 0,4 point son taux de base à 4,5 %.

Météologie internationale, valeur du jour

MAUVAISE JOURNÉE, mardi 7 mars, pour Météologie, qui a terminé en tête des plus fortes baisses de la séance avec un recul de 16,3 %. Le groupe a décidé de suspendre la faculté de remboursement anticipé des obligations remboursables en actions (ORA) 6,25 % mars 1999 et l'exercice des bons de souscription d'action 1992. Cette suspension a été décidée pour une période maximale de trois mois à dater du 21 mars afin de faciliter l'augmentation de capital qui de-

vrait être décidée par l'assemblée générale de mixte convoquée pour le 6 avril.



Tokyo trébuche sur le dollar

À L'IMAGE des autres places internationales, la Bourse de Tokyo a terminé en très forte baisse, mercredi 8 mars, dans un marché perturbé par la chute du dollar. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a perdu 333,97 points, à 16 621,31 points, soit un recul de 1,97 %. Des ventes d'arbitrage ont pesé sur les cours dans des échanges peu étoffés. La veille à Wall Street, la cote avait sensiblement fléchi, tirée à la baisse non seulement par la chute du dollar, mais également par une remontée des taux à long terme, alors que les opérateurs redoutent un resserrement de la politique monétaire américaine pour ramener le billet vert. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 34,93 points, à 3 962,63, soit un recul de 0,87 %. Tendances identiques à Londres où pour la quatrième séance consécutive, l'indice Footsie a cédé du

terrain sous le poids des turbulences monétaires, ainsi que la forte baisse des compagnies électriques. Les valeurs ont abandonné 0,8 % à 2 977 points. À Francfort, l'accord salarial conclu dans la métallurgie ouest-allemande, jugé défavorable pour les entreprises, et la faiblesse persistante du dollar ont pesé sur le marché, l'indice DAX 30 terminant à 2 033,34 points en recul de 0,8 %.

INDICES MONDIAUX

Cours au 07/03	Cours au 08/03	Var. en %
Paris CAC 40	1748,610	-1,41
New York DJ Ind.	3999,180	-0,97
Tokyo Nikkei	16621,310	-1,97
Londres FTSE	2977,000	-0,80
Frankfurt DAX 30	2033,340	-0,83
Bruxelles BEL 20	770,710	-0,14
Bruxelles General	1276,580	-1,71
Milan MIB 30	13386,143	-1,01
Amsterdam AEX	368,800	-0,24
Madrid IBEX 35	274,410	-2,31
Stockholm NASDAQ	1099,130	-0,84
Londres FTSE	2277,500	-0,43
Hong Kong Hang Seng	8136,600	+0,55
Singapore Straits	2098,530	-1,26

NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones	07/03	08/03
Alcoa	37,35	36,25
American Express	32,75	32,12
Allied Signal	37,37	37,07
AT & T	51	51,12
Bethlehem	14,87	15
Boeing Co	45,82	45,87
Caterpillar Inc.	48,37	48,75
Chevron Corp.	47	47,50
Coca-Cola Co	55,37	55,87
Disney Corp.	54,75	56
Du Pont Nemours & Co	55,25	55,12
Eastman Kodak Co	50,37	50,75
Exxon Corp.	54	54,12
Gen. Motors Corp.	38,87	39,12
Gen. Electric Co	52,62	52,87
Goodyear T & Rubber	36	36,62
IBM	79,75	80,50
Intl Paper	71,62	72,75
J.P. Morgan Co	64	64,12
Mc Don Douglas	56,87	56,75
Merck & Co Inc.	42,37	42,50
Minnesota Mining & Mfg	53,87	53,87
Philip Morris	62,87	63,12
Procter & Gamble Co	65,25	66,50
Scars Steelback & Co	60,50	60,37
Texas	64,12	64,62
Union Carb.	27,37	27,87
Intl Technol	66	66,87
Westingh. Electric	14,37	14,50
Woolworth	15,62	15,50

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 07/03	Var. %	Var. %
US 2	210	+3,45	+1,40
Thomson-CSF 1	129,50	+3,05	+19,08
Radotechnique 1	564	+1,62	+1,42
Pommes 1	947	+1,36	+2,71
Groupe de La Ciel	760	+1,28	+0,65
Canal +	772	+1,21	+0,70
Sommer-Albert 1	1660	+1,22	+1,42
Interball 1	338	+1,20	+1,11
Fininvest 1	86	+1,16	+7,82
GAN 1	164	+1,12	+3,92

BAISSES, 12h30	Cours au 07/03	Var. %	Var. %
Métrologie Inter. 1	19,35	-12,74	-2,76
Chaparral 1	655	-16,45	-35,76
Ligne SA 1	331	-4,08	-11,23
Groupe André S.A. 1	490	-4,26	-15,09
Crédit Lyonnais 1	315	-3,82	-28,73
UGC DA (M) 1	149,50	-3,28	-22,12
Remy Cochin 1	175	-3,28	-11,81
Leclerc Indus 1	348	-2,85	+3,50
SCF 1	171,50	-2,51	-13,16
Spie Batiprom 1	171	-2,44	-35,47

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	Cours au 07/03	Var. %	Capitalisation en M
Alcatel Alsthom 1	247,50	+0,81	967,000
Elf Aquitaine 1	244,42	+0,79	917,000
Danone 1	61,40	+0,64	604,100
Air Liquide 1	86,09	+0,64	634,500
Carrefour 1	28,01	+0,64	592,415
Grand Metroland 1	68,00	+0,64	569,730
Saur (Cie Des) 1	139,00	+0,64	520,935
Peugeot 1	79,45	+0,64	519,200
Suez 1	208,07	+0,64	487,200
Société Générale 1	93,610	+0,64	489,534

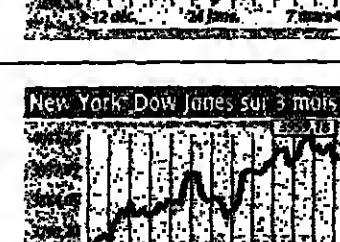
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 07/03	Var. %	Var. %
Comput	21,50	+6,97	+10,41
Gramograph	157,50	+5,71	+10
Dioras Serv. Kapite	80	+2,58	+2,33
Motex 2 (L7)	121,40	+2,28	+10,07
Sideris	668	+2,22	+5,19

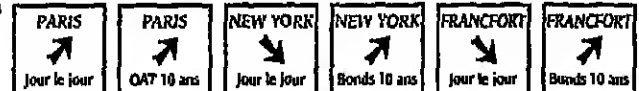
BAISSES, 12h30	Cours au 07/03	Var. %	Var. %
Dynas Inc. 1	31,15	-9,45	-11
Services et Trans.	221	-9,42	-11,96
Proteas 2	85	-8,84	+3,26
Anglo 2	250	-7,68	-1,96
Serbo 2	416	-5,71	-10,49

INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

Valeurs Index	1942,77	130,35	-1,30
1 - Energie	135,20	130,35	-1,10
2 - Produits de base	132,30	130,35	-1,30
3 - Construction	142,18	130,35	-1,64
4 - Biens d'équipement	904,80	130,35	-1,49
5 - Automobile	1806,48	130,35	-1,27
6 - Biens de consommation	1684,25	130,35	-1,08
7 - Indus. agro-alim.	121,40	130,35	-0,61
8 - Services	1160,81	130,35	-0,72
9 - Distribution	1760,01	130,35	-0,72
10 - Autres services	614,77	130,35	-0,72
Société Générale	93,610	130,35	-1,08
Immovalia	70,40	130,35	-0,61
11 - Services financ.	927,71	130,35	-1,35
12 - Sociétés invest.	1033,57	130,35	-0,40
Ind. Second Marché	255,97	130,35	-0,17



LES TAUX



Tension initiale sur le Matif

UNE SPECTACULAIRE HAUSSE des taux d'intérêt à trois mois était constatée mercredi matin au cours des premiers échanges à Paris, le contrat Pibor échéance mars abandonnant 1,60 % à 90,57. Le Pibor juin cède 0,96 %, à 91,63. Cette hausse quasiment sans précédent des taux à court terme s'expliquait par la faiblesse du franc français à 3,59 francs pour un mark à l'ouverture à Paris. La tension devait retomber par

la suite, après la décision de la Banque de France de porter à 8 % son taux d'intervention à 24 heures. Sur le Matif, le contrat échéance juin redevenait positif à 110,14, en hausse de 0,04 %. Le contrat échéance mars, qui perdait à l'ouverture 0,76 %, ne cédait plus que 0,12 %. De même sur le Pibor, où le contrat échéance mars, qui perdait jusqu'à 2,2 %, ne cède plus que 0,82 %, à 91,35.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	7,03	7,03	0,60	0,60
1 mois	5,43	5,59	5,45	5,37
3 mois	5,62	5,74	5,40	5,32
6 mois	6	6,12	6,06	6,18
1 an	6,52	6,62	6,62	6,74
PIBOR FRANCS				
Pibor France 1 mois	7,25	—	—	—
Pibor France 3 mois	7,25	—	—	—
Pibor France 6 mois	7,18	—	—	—
Pibor France 9 mois	7,18	—	—	—
Pibor France 12 mois	7,25	—	—	—
PIBOR ECU				
Pibor Ecu 3 mois	6,50	—	—	—
Pibor Ecu 6 mois	6,72	—	—	—
Pibor Ecu 12 mois	7,18	—	—	—

MATIF

Echéances 07/03	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %					
Mars 95	27822	111,44	111,52	110,38	110,38
Jun 95	29270	110,90	111	110,04	110,10
Sept 95	139	110,28	110,38	109,70	109,64
Dec 95	9100	92,86	92,89	92,75	92,77

PIBDR 3 MOIS

	Mars 95	Jun 95	Sept 95	Dec 95
52487	92,85	92,88	92,17	92,17
88373	92,91	92,96	92,59	92,59
21073	92,90	92,96	92,80	92,79
9100	92,86	92,89	92,75	92,77

ECU LONG TERME

	Mars 95	Jun 95	Sept 95	Dec 95
5083	81,34	81,46	80,32	80,38
3610	81,30	81,30	80,28	80,24

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Echéances 07/03	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Mars 95	27913	1768	1791	1755	1756
Avril 95	2709	1795	1795	1765	1765
Mai 95	236	1790	1790	1762,50	1762
Jun 95	868	1768	1768	1744	1742

LES MONNAIES



Légère accalmie sur le franc

LE FRANC FRANÇAIS s'est repris mercredi matin à Paris, à 3,5715 pour 1 deutschemark contre 3,59 à l'ouverture, après la décision de la Banque de France d'augmenter son taux au jour le jour à 8 %, mais le climat reste extrêmement fébrile sur le marché des changes parisiens. Vers 10 heures, le deutschemark s'échangeait à 3,5715 francs contre 3,59 francs à l'ouverture et 3,5790 la veille en clô-

ture. Le dollar cotait 4,8735 francs contre 4,9350 la veille. Quelques heures plus tôt, à Tokyo, le billet vert plongeait à 88,75 yens et 1,3455 deutschemark, malgré des interventions massives de la Banque du Japon.

A New York, mardi soir, la monnaie américaine s'échangeait à 4,8955 francs, 1,3691 deutschemark et 90,07 yens.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 07/03	cours 08/03	Actuel	Vente
Allemagne (100 dm)	355,7600	+0,28	341	365
Belgique (100 fl)	6,5140	-0,51	—	—
Etats-Unis (100 \$)	4,9355	-0,19	4,7000	5,3000
France (100 F)	17,1950	-0,01	16,5500	17,6500
Pays-Bas (100 fl)	317,1100	+0,29	—	—
Italie (1000 li)	3,0040	+0,48	2,7700	3,2400
Danemark (100 kr)	87,7900	-0,08	83	99
Irlande (100 £)	8,0095	-0,95	7,8000	8,5000
Cde-Bretagne (1 £)	8,0520	-1,64	7,7500	8,5000
Grèce (100 drach.)	2,1935	+0,32	1,9500	2,4500
Suède (100 kr)	68,4000	-0,29	69	73
Suisse (100 F)	425,3000	+0,58	408	432
Norvège (100 Nkr)	79,5300	-0,25	75	84
Autriche (100 sc)	50,5300	+0,28	48,4000	51,7000
Espagne (100 pes.)	3,3680	-1,14	3,6500	4,2500
Portugal (100 esc.)	3,3600	-0,15	2,9500	3,8500
Canada 1 dollar ca	3,4884	-0,62	3,2500	3,8500
Japon (100 yens)	5,8019	+1,09	5,1000	5,4500
Finlande (mark)	114,2700	-0,54	109	120

PARITES DU DOLLAR

DEVISES	cours 07/03	cours 08/03	Actuel	Vente
FRANCORT / USD DM	1,5090	-1,6890	-11,93	—
TOKYO / USD Yens	97,2500	-103,6500	-6,58	—

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES	comptant	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	4,9650	4,9600	5,1386	5,1403	5,1403
Yen (100)	5,3164	5,3214	5,3385	5,3394	5,3394
Deutschemark	3,3365	3,3375	3,3313	3,3339	3,3339

مركز لاصح

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE/ JEUDI 9 MARS 1995/ 21

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 8 MARS
Taux de report : 5,88
Cours relevés à 12h30

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Lists various French stocks and their prices.

CAC 40

PARIS
-0,01 %
CAC 40 : 7488,40

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
MERCREDI 8 MARS

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Lists various French stocks.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30
MERCREDI 8 MARS

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Lists various French stocks.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

SICAV

Une sélection Cours de clôture le 7 mars

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Lists various French stocks.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

Table with 3 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours. Continuation of French stock list.

AUJOURD'HUI

SPORTS

GLACE Les championnats du monde de patinage artistique commencent, mercredi 8 mars à Birmingham (Grande-Bretagne) par l'épreuve des couples. Les chances

de la délégation française reposent sur quatre patineurs. En danse sur glace, Sophie Moniotte et Pascal Lavanchy tenteront de confirmer leur médaille d'argent de Dortmund.

● **PHILIPPE CANDELORO** doit effacer, dans l'épreuve masculine, sa quatrième place en Allemagne. Outre les patineurs qui l'ont devancé à Dortmund, le vice-champion du

monde français retrouvera celui qui l'avait battu l'an dernier à Tokyo, le Canadien Elvis Stojko. ● **SURYA BONALY**, championne d'Europe pour la

cinquième fois dans l'épreuve individuelle féminine, essaiera d'arracher ce titre mondial qui lui a toujours échappé, et d'oublier la médaille d'argent de Tokyo, que la Française avait vécue comme une injustice.

Natacha Dabbadie dessine les gestes des patineurs français

La chorégraphe d'origine russe enseigne l'art du beau mouvement à Surya Bonaly, Philippe Candeloro et aux danseurs Sophie Moniotte et Pascal Lavanchy

SES YEUX sont un ciel balayé de nuages où le soleil joue à cache-cache. Natacha Dabbadie est vite inquiète, vite neuze, parfois boudeuse. Visage rond, silhouette apaisante, elle est l'un des personnages les plus attachants de la délégation française. Elle est russe d'origine, corps et âme encore attachée à son pays. Elle en offre la culture de tout son bon cœur. « Il faut savoir tout donner. Il n'est pas possible de ne pas aimer ses élèves », dit-elle, philosophe à sa manière. Cette chorégraphe dirige aujourd'hui les trois « médaillables » français des championnats du monde : Surya Bonaly, Philippe Candeloro et le couple de danseurs Sophie Moniotte-Pascal Lavanchy.

Elle n'a pas beaucoup de temps. Elle saute d'un entraînement à une compétition. Emmettée dans un manteau de laine

noire sur le bord des patinoires, aux côtés de Suzanne Bonaly ou d'André Brunet, entraîneur de Candeloro, elle prodigue conseils, roue des yeux. Et puis encourage, s'inquiète, presse un bras, lance un balser dans le kiss and cry, où les athlètes reçoivent leurs notes.

Son histoire est une petite saga, narrée dans un français balbutiant mais avec force gestes de tout son corps. Ses yeux interrogent pour un mot inconnu, s'inquiètent de la bonne compréhension de son discours. Natacha Dabbadie fut danseuse au théâtre Moussorgsky de Saint-Petersbourg. Devenue chorégraphe au conservatoire supérieur de la ville, elle goûte au théâtre et au cinéma, apprend leur dramatique, monte des spectacles, des films ballets et des émissions pour la télévision.

Elle se souvient d'une étonnante rencontre avec Martha Graham. Elle entre au Kirov, où elle se souvient d'un extraordinaire travail de troupe.

« Je veux des premières places, des podiums, une quatrième place me fait honte »

Elle rencontre des patineurs. Entre 1975 et 1980, quinze d'entre eux seront champions du monde, d'Europe ou médaillés aux Jeux Olympiques : « Vous comprenez,

là-bas, tout est lié, sport et culture, comme un mélange. Comme s'il n'y avait pas de complexité. »

Natacha tombe amoureuse. Un professeur français en stage à l'université de Saint-Petersbourg : « Au bout de neuf ans, il a dû rentrer. Je suis repartie avec lui. En France, il n'y a que le patinage. Je continue à travailler de temps en temps avec des troupes en tournée. » Arrivée en 1989, repérée par les responsables de la fédération des sports de glace, elle se souvient avec tendresse d'avoir vu Sophie Moniotte et Pascal Lavanchy le jour de leur rencontre : « Ils étaient danseurs et étaient préparés à travailler avec une chorégraphe. » La première entrevue avec Candeloro fut plus délicate : « Mes cheveux se sont dressés sur ma tête. C'était une catastrophe. Il n'avait pas de cou ! » Elle qui ne s'était jamais frottée à un débu-

tant, repart de zéro avec un patineur fougueux qui ne veut rien savoir du geste juste. « Les patineurs français sont très différents des Russes qui apprennent à danser et à patiner en même temps. Philippe, lui, n'avait ni alphabet ni grammaire. »

Candeloro refuse d'abord de travailler avec une chorégraphe. Ils finissent par s'apprivoiser : « J'ai beaucoup appris, moi aussi, à force de l'étudier. Grâce à lui, j'ai avancé en cherchant des méthodes d'enseignement. J'ai l'impression d'être son Pygmalion. » Quelques mois plus tard, elle reçoit le plus beau compliment de sa carrière de la bouche du directeur du Kirov, en tournée à Paris : « Je lui présente Philippe en lui demandant comment il le trouve. » Il est normal, me répond-il. Comme ceux du Kirov. » Il voulait dire, comme un Russe. » A Birmingham, Philippe croquera l'un des anciens disciples de Natacha, danseur étoile à Londres.

Avec Surya Bonaly, Natacha Dabbadie a commencé par travailler par petites touches, une fois par mois, en moyenne, à Pralognan. Avant d'exiger un travail régulier. Depuis un peu plus d'un an, elle rejoint la station tous les week-ends. A ses côtés, Surya a découvert les exercices de danse classique et contemporaine. Elle réapprend un déroulé du bras, un geste ou une pose à la quintuple championne d'Europe. « Elle comprend ce que je veux lui apprendre. Elle a tout compris. Et ce n'est qu'un début. »

Que leur inculque-t-elle ? L'amour de la précision. « Pour quel Van Gogh était-il génial ? s'exclame-t-elle. Pour les nuances, les détails. » Elle leur affirme, encore, que la vie est ailleurs. A Philippe et à Surya elle veut faire partager son amour de la musique, du théâtre et de la peinture. Elle leur offre des ouvrages

d'art : « Il n'est pas possible d'être champion sans culture », tonne-t-elle.

Natacha Dabbadie est là, bien sûr, pour gagner. « Je veux des premières places, des podiums. Une quatrième place me fait honte. » A Dortmund, elle n'avait pas maché ses mots à l'égard de Philippe Candeloro, lorsqu'il avait chuté à côté des meilleurs, lui reprochant de ne pas avoir travaillé, de ne pas avoir tout donné.

Le programme des compétitions

- Mercredi 8 mars : couples, programme libre de 19 h 30 à 23 heures (TF 1 à partir de 0 h 35)
- Jeudi 9 mars : danse originale de 15 heures à 18 heures (TF 1 à partir de 18 heures); messieurs, programme libre de 19 h 30 à 23 heures (France 3 à partir de 20 h 55)
- Vendredi 10 mars : dames, programme court de 15 heures à 18 heures; danse, programme libre de 19 h 30 à 23 heures (France 2 à partir de 20 h 50)
- Samedi 11 mars : dames, programme libre de 15 heures à 18 heures (TF 1 à partir de 16 h 15)
- Dimanche 12 mars : gala (France 3 à partir de 16 h 35)

à la compétition. La médaille d'argent de Moniotte-Lavanchy l'avait laissée au bord des larmes, elle s'était estimée flouée par les juges. Devant For de Bonaly, elle avait rayonné.

Natacha Dabbadie avoue un penchant pour la philosophie hindoue : « Celle où l'on monte les marches d'un escalier vers l'absolu. »

B. M.

Le paradoxe du pied

COINCÉS DANS DES BOTTES rigides et souples à la fois, les pieds des patineurs souffrent d'enfermement et parfois de chocs



LE CORPS ET L'EFFORT

lors des réceptions de saut. Selon Jacques De Luchesse, médecin de l'équipe de France, la prévention est indispensable afin de protéger ce qui est l'une des bases de l'organisme du patineur.

● **Un carrefour de douleurs :** « Le patineur fait tout avec ses pieds, qui restent enfermés dans des chaussures rigides, dans sa glisse et sa technique, est donc primordial. Les patineurs, pour la plupart, mettent une paire de chaussettes pour rester en contact avec le cuir, pour ne pas perdre de l'énergie au des sensations. Des superstitieux courent toujours avec la même paire devenue... rigide. Quelques-uns préfèrent être pieds nus, ce qui augmente les risques de petites blessures. »

● **Il existe deux types de pathologie :** le microtraumatisme - les tendinites et les bursites -, c'est-à-dire le « conflit » avec la chaussure, le frottement. Bien que bénins, ils sont source de douleurs et influencent la réalisation des sauts et des figures. Si un patineur n'est pas bien dans ses pieds, il n'est pas bien dans sa tête, et peut appréhender la faute au la chute. Il est donc indispensable

d'avoir une bonne hygiène du pied et d'être conscient de la moindre petite alerte, une brûlure, par exemple, qu'il faut soigner tout de suite.

● **Une opération a débarrassé** Lætitia Hubert du syndrome du carrefour postérieur. Ce mal rencart chez les danseuses classiques qui se juchent sur les pointes est une série d'infections qui prolifèrent autour du tendon d'Achille. Les chirurgiens ont nettoyé tout cela. Lætitia est remontée sur des patins trois mois après. Marie-Pierre Leroy s'est blessée à un tendon en se plantant une lame dans le pied. Là, il s'agit d'un accident rarissime.

● **L'entorse est un traumatisme** aigu plus fréquent. La cheville cède à l'intérieur à la réception d'un saut. On a toujours l'impression que les patineurs sont tenus par une chaussure très rigide, ce qui est trompeur. Ils ont aussi besoin de souplesse dans une forme de sabot. Là réside le paradoxe de la chaussure. »

● **La prévention :** « Les médecins se sont aperçus que les patineurs ont été longtemps très bien dans leurs chaussures. Mais, lorsqu'ils couraient sur des terrains inégaux, leur cheville non prise par une botte, ils se donnaient des entorses. Nous avons alors commencé à les orienter vers d'autres activités physiques complémentaires, de manière à habituer la cheville à des contraintes différentes de celles que l'on rencontre dans le patinage. »

● **La proprioception :** « C'est le réflexe de la cheville, lorsque le pied commence à partir sur le côté, pour rectifier le tir. Pour aiguiller ce

réflexe, les patineurs courent au fond de la rééducation spécifique : ici, le sujet doit tenir en équilibre sur les sauts de plus en plus instables, il se dresse sur la pointe des pieds, soulevé en veillant à faire des réceptions parfaites. Au fur et à mesure, le pied s'habitue à des contraintes de plus en plus difficiles et réagit en un réflexe qui annule le temps entre le début de l'entorse et le geste salvateur. »

● **La vie dans la chaussure :** « Il faut compter deux ou trois semaines pour faire une paire de bottes. Il n'y a pas de chaussure idéale, même sur mesure, il faut qu'elles se fassent à la morphologie, à la technique de patinage, qu'elles prennent des plis, qu'elles deviennent souples à certains endroits et qu'elles restent rigides à d'autres. Après la phase de « préparation », il faut aussi savoir quitter une paire usée. L'idéal serait qu'un patineur puisse disposer de

deux ou trois paires. Mais ils ont leurs habitudes et il est délicat de troquer sa bonne vieille paire contre une neuve qu'il faudrait faire pendant l'entraînement, au risque de perdre ses repères. »

● **La position de la lame sur la semelle peut varier en fonction de la morphologie des membres inférieurs.** Surya Bonaly et Philippe Candeloro ont un « genou arqué » - les genoux qui s'écartent -, le centre de gravité doit être placé dans un axe bien précis pour qu'ils soient bien perpendiculaires par rapport à la glace. Il peut arriver que l'an se trompe dans le choix des lames et de leur axe, au moment du changement de chaussures. On prend des repères par rapport aux anciennes, et le problème de glisse se fait tout de suite ressentir. »

Propos recueillis par Bénédicte Mathieu

La grand-voile « à fente » de « France-3 » reste sans effet

SAN DIEGO

de notre envoyé spécial
La brise thermique de 7 à 9 nœuds qui soufflait, mardi 7 mars, sur le plan d'eau de San Diego était enfin propice pour l'utilisation de la grand-voile « à fente » mise au point par le Défi français. Pour la deuxième fois, après la première régate du quatrième Round Robin des éliminatoires de la Coupe Louis-Vuitton contre Team-New-Zealand, France-3 arborait contre Tag-Heuer-Challenge cette voile érigée le long du mât. Pas plus que la première régate, cet effet turbo



VOILE

escamoté n'a suffi pour propulser le voilier français en tête. Peu après que tous les équipiers de One-Australia se furent élanés avec des brassières de sauvetage pour montrer qu'ils savaient aussi plaisanter de leur naufrage, Bertrand Pacé, tacticien et barreur de France-3 lors des phases de départ, avait réussi à s'imposer à Chris Dickson pour prendre le côté gauche du plan d'eau, à

priori plus venté. Revenus naviguer sur le même bord que leurs adversaires, les Néo-Zélandais, qui pouvaient tenir un meilleur cap, ont vite démontré que leur bateau était intrinsèquement plus rapide. Au premier virage de bord, France-3 se retrouvait derrière le tableau arrière de Tag-Heuer-Challenge. Il ne devait plus quitter cette position.

BONNE RÉGATE DE « NIPPON »

Manifestement mieux adapté aux conditions du plan d'eau de San Diego, l'étrémité Class America à la carène en « V » conçu par l'architecte Bruce Farr fendait la houle résiduelle tandis que le voilier dessiné par Philippe Briand avec une carène en « U » soulevait une petite vague d'étrave. L'écart était déjà de 31 secondes à la première bouée et il n'allait cesser de croître régulièrement sur les cinq bords suivants, pour atteindre 2 minutes 38 secondes à l'arrivée. Avec une seule victoire (par forfait de One-Australia) sur les cinq premières régates du quatrième Round Robin, France-3 bénéficie encore d'un dernier sursis pour la qualification pour les demi-finales.

Pendant plus d'une heure, les Japonais ont pu penser qu'il n'auraient pas à attendre les dernières régates du mercredi 8 mars pour assurer leur qualification aux côtés de Team-New-Zealand, Tag-Heuer-Challenge et One-Australia. Partis sur le bon côté du plan d'eau, Nippon a résisté aux attaques de Team-New-Zealand sur les deux premiers bords de près (contre le vent) et le bord de portant (vent arrière). Le voilier néo-zélandais a dû attendre le deuxième portant pour passer en tête en profitant de sa vitesse supérieure. Malgré la multiplication des virages de bord et des empannages, jamais les Japonais n'ont pu pousser leurs adversaires à la faute.

« La qualification ne dépend plus seulement de nous, constatait Marc Pajot mardi soir. Il nous faut aussi compter sur les Espagnols si nous voulons sauver l'honneur. » Seules les victoires de Rigo-de-Espana contre Nippon et de France-3 contre Sydney-95 dans les ultimes régates du quatrième Round Robin, programmées mercredi, permettraient au Défi français d'accéder aux demi-finales des challengers.

Gérard Albouy

Retrouvez tous les jours les pages « Culture » du nouveau Monde

Pour ne manquer aucun rendez-vous :

ABONNEZ-VOUS !

Par courrier : votre bulletin d'abonnement est dans la page « Agenda » de ce numéro.

Par téléphone : au (1) 49.60.32.90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

Par MINITEL : sur 3615 LEMONDE

RÉSULTATS

CYCLISME

PARIS-NUZ
Troisième étape (Rouanne - Clermont-Ferrand)
1. W. Nilsen (Ned) les 170 km en 4 h 22 min 7 s ;
2. G. M. Fagnier (Bel) ; 3. F. Moncasin (Fra) ; 4. F. Baldato (Bel) ; 5. F. Colonna (Bel).
Classement général : 1. L. Jalabert (Fra) en 13 h 16 min 22 s ; 2. A. Tchirli (Rus) à 1 min 37 s ; 3. S. Huet (Fra) à 1 min 39 s ; 4. F. Simon (Fra) à 1 min 43 s ; 5. J. Loubet (Fra).

HOCKEY SUR GLACE

CHAMPIONNAT DE FRANCE (SUITE)

Quart de finale (2^e match)

Angers-Brest

4-2

VOILE

COUPE DE L'AMERICA

Quatrième Round Robin

Coupe Louis-Vuitton : One-Australia bat

Tag-Heuer-Challenge, 48 ; 3. One-Australia, 48 ;

4. Nippon, 23 ; 5. France-3, 20 ; 6. Rigo-de-Espana, 14 ; 7. Sydney-95, 13.

Coupe Chénier : Young-America bat Sars-and-Stripes de 2 min 6 sec.

Classement : 1. Young-America, 46 pts ; 2. Sars-and-Stripes, 32 ; 3. America, 21.

مركز لاصح

Un voyage à Cognac
Dessiné dans les pages « Agenda »
Le Monde

La mort de Paul-Emile Victor

Le célèbre explorateur, qui avait fondé les Expéditions polaires françaises, est décédé le 7 mars à Bora-Bora. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans

Paul-Emile Victor, le fondateur des Expéditions polaires françaises (EPF), est mort le 7 mars dans sa maison de Bora-Bora (Polynésie française), à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Il avait commencé sa carrière d'explorateur au Groen-

land, en 1934, où il séjourna plusieurs saisons pour décrire la vie des Éskimos. Après la guerre, il abandonna l'ethnologie pour se consacrer à l'exploration des pôles. De 1947 à sa retraite, en 1976, il a dirigé vingt campagnes en Antarc-

tique et dix-sept en Arctique, consacrées à la géophysique, la météorologie, la glaciologie, l'astrophysique, etc. L'explorateur laisse une œuvre abondante car il a beaucoup filmé, enregistré, écrit et dessiné.

Sans Paul-Emile Victor, il n'y aurait pas d'expéditions françaises dans les régions polaires. Et la France n'aurait sans doute pas sa base antarctique, Dumont-d'Urville, permanente depuis 1956.

Jusqu'en 1934, pourtant, rieu - sauf peut-être des rêves d'enfant et d'adolescent - ne destinait Paul-Emile Victor à consacrer la plus grande partie de sa vie aux terres polaires. Né à Genève le 28 juin 1907, Paul-Emile Victor obtient d'abord un diplôme d'ingénieur de l'école centrale de Lyon, une licence ès sciences et des certificats de licence de lettres.

« Monté » à Paris, il suit les cours de l'Institut d'ethnologie, en particulier ceux de Marcel Mauss. Son souhait d'alors était d'aller, en ethnologie, étudier les Polynésiens. Mais, en 1934, surgit l'occasion - exceptionnelle - de se rendre... au Groenland. Le commandant Jean-Baptiste Charcot, au faite de sa gloire, accepte de prendre sur le *Pouquoi-Pas* ? Paul-Emile Victor, le docteur Robert Gessain, Michel Pérez et Fred Matter, de les déposer sur la côte est du Groenland pour les y reprendre l'année suivante.

Paul-Emile Victor a toujours en le don de saisir les occasions. Il part donc pour Angmagssalik avec ses trois « copains ». Le quatuor monte son camp de base hivernal à Tassiusak, petit centre administratif et commercial de la région d'Angmagssalik. Pendant cette première année de séjour, Paul-Emile Victor commence les études ethnographiques de cette petite communauté esquimo qui a vécu quasi isolée sur la côte est du Groenland jusqu'en 1884.

Accompagné cette fois de Robert Gessain, de Michel Pérez et de l'archéologue-sculpteur-romancier danois Eigil Knuth (spécialiste de la préhistoire du nord du Groenland), Paul-Emile Victor revient au Groenland en 1936, mais cette fois sur la côte ouest. Les quatre hommes réussissent la traversée de la grande île d'ouest en est par voie terrestre. Partant de Christianshaab à la mi-mai, arrivant à Angmagssalik au début de

juillet, après avoir parcouru à pied 800 kilomètres, accompagnés de traîneaux à chiens. A l'issue de cette expédition, Paul-Emile Victor reste seul à Kangerlussuaq (à quelque 150 kilomètres à vol d'oiseau de Tassiusak). Pendant quatorze mois, il vit dans une famille groenlandaise, Eskimo parmi les Eskimo. Là, il continue son travail d'ethnologue avec un soin et une compétence extraordinaires.

Il travaille, notamment, sur les techniques corporelles et les jeux, dont il décompose les mouvements grâce à son exceptionnel don de dessinateur. Il a parfaitement appris le dialecte groenlandais local et il enregistre les chants esquimo dont il transcrit les paroles phonétiquement. Il tient son journal, met par écrit toutes ses observations.

Expéditions Paul-Emile Victor. Paul-Emile Victor a stirement créé les EPF pour renouer avec sa jeunesse. Il veut retourner au Groenland, qui est toujours présent dans son cœur, mais en utilisant les techniques qu'il a apprises chez les Américains. Il aime, en effet, l'innovation et, sans s'être jamais pris pour un scienti-

provisoire : les EPF auront d'abord leur siège dans son appartement personnel, puis, à partir de 1951, dans une espèce de baraquement (provisoire) de l'avenue du Maréchal-Fayolle - où elles sont toujours - même si au début de 1992 elles se sont fondées dans le tout nouvel Institut français pour la recherche et la technologie polaires-

que, il a compris très tôt l'intérêt que présente l'étude scientifique de la calotte glaciaire du Groenland. Ainsi les premières expéditions au Groenland qu'il dirige personnellement sont-elles glaciologiques, motorisées et aidées par un support aérien.

Après le Grand Nord, il était logique que vint le Grand Sud. Les EPF organisent donc les premières expéditions en terre Adélie et d'autant plus que l'approche de l'Année géophysique internationale 1957-1958 pousse à la création d'une base permanente en terre Adélie.

DÉNICHEUR DE SUBVENTIONS

Avec le développement de leurs activités, les EPF grossissent. Même si elles restent d'une taille modeste, cela ne plaît pas forcément à l'artisan sentimental que Paul-Emile Victor est toujours dans le fond de son cœur. Mais il laisse toute liberté d'action à l'équipe dont il s'est entouré et qui gère réellement les EPF, tant à Paris que sur le terrain. Il assume cependant la responsabilité de cette action et continue à jouer à la perfection le rôle - dont il raffole - de porte-drapeau et de dénicheur de subventions.

En 1976 soume la retraite. Paul-Emile Victor peut enfin vivre son rêve d'adolescent : il habite le plus souvent possible sur une petite île du lagon de Bora-Bora (Polynésie



Paul-Emile Victor, par lui-même (1958)

française). Il y écrit. Il y dessine. Il est le sage auquel les Français se font un devoir d'aller rendre visite à domicile. Mais, quand il le faut, il sait revenir à Paris pour reprendre sa sébile de solliciteur pour les campagnes polaires : par exemple, en 1987, lorsqu'il faut trouver les crédits indispensables à un très important programme européen multiannuel de glaciologie qui doit étudier la glace du Groenland. Au début de 1988, il est frappé par un accident vasculaire cérébral

à Bora-Bora et est ramené d'urgence à Paris. Toujours plein d'énergie, il récupère en grande partie l'usage du côté que l'accident avait paralysé, et il se battra encore pour obtenir la création de l'Institut polaire. En décembre 1991, sa maison de Bora-Bora est gravement endommagée par un cyclone tropical, comme celles d'ailleurs de nombreux autres habitants de l'île.

Yvonne Rebeyrol

Un promoteur de l'« écologie scientifique »

Comme ingénieur et officier de la marine marchande, Paul-Emile Victor n'a d'embarras aucune atténuation pour l'écologie ou la protection de l'environnement. Lorsqu'il mène ses expéditions au Groenland, la nature est l'ennemi (le froid, la glace, le vent) ou une simple ressource (les phoques dont on donne la viande aux chiens). Après la guerre, expédition polaire, pour lui, signifie engins à chenilles, parachutes et hélicoptères. La mécanique prime sur le vivant.

Comme Cousteau, Tazieff et tous les explorateurs de terrain, cependant, il découvre sur le tard que la planète est plus vulnérable qu'il n'y paraît. Sa seconde femme, Colette, lui fait découvrir le problème en 1961 en lui donnant à lire *The Silent Spring* (le printemps silencieux) de l'Américaine Rachel Carson. « Je pensais qu'elle exagérait », disait-il alors, tant le catastrophisme écologique lui était étranger. A partir de 1964, il se lie avec Louis Armand, l'homme des chemins de fer devenu philosophe, qui se signalera en 1970 avec ses « cent propositions » pour la sauvegarde de la nature. PEV se présentera pour lui succéder à l'Académie française, en 1972, mais il ne sera pas élu.

C'est en 1968 - à soixante ans passés - que l'explorateur entre véritablement en écologie en créant sa Fondation pour la sauvegarde de la nature. Il se bat alors contre les boues

rouges en Méditerranée, propose la création d'une réserve ornithologique dans le Morbihan, écrit aux ministres chaque fois que se profile une menace. Mais sa fondation ne décolle pas - humiliant pour un aviateur - et il décide finalement de créer un groupe de réflexion scientifique qui voit le jour en 1974 sous le nom de « groupe Paul-Emile Victor pour la défense de l'homme et de son environnement ». On y retrouve ses vieux copains JYC (Jacques-Yves Cousteau), Tazieff, Bombard, l'aviatrice Jacqueline Auriol (« il fallait une femme »), le physicien Louis Leprince-Ringuet et le docteur Jacques Debat, mécène du groupe.

PEV se lance alors dans des campagnes comme « S'eo S », une grande opération « pour sauver l'eau », juste un an avant la grande sécheresse de 1976. Il se propose aussi d'alimenter l'Arable saoudite en eau douce par des icebergs remorqués par bateau depuis l'Antarctique. Mais l'opération se révèle finalement moins rentable que le dessalement de l'eau de mer. En 1978, il publie un ouvrage intitulé *Protégeons l'eau*, dont la préface remet son combat en perspective. Il s'y affirme pour l'« écologie scientifique » et s'en prend aux écolos : « Le militantisme écologique, écrit-il, récupéré par une certaine presse, a provoqué des partis pris passionnels qui n'ont rien à voir avec la lutte pour l'homme et son environnement. »

Constatant que l'opinion française reste rétive à ses appels, l'explorateur polaire décide, à soixante-dix ans, de réaliser son rêve d'enfance : vivre en Polynésie. Avec Colette et son fils de cinq ans, Teva, il s'installe donc dans un *motu* (lot) du lagon de Bora-Bora. Pendant que sa femme herborise, plante et collectionne ossements et coraux, lui écrit ou dessine dans sa bibliothèque du premier étage. En décembre 1991, un cyclone emporte son *forêt*, ses papiers et les milliers de livres qu'il y a entassés. Heureusement, l'essentiel est resté à Paris.

En 1982, il avait vendu son fonds documentaire à l'hôtel Drooot. Tous ses papiers anciens, et notamment ses écrits du Groenland, étaient restés oubliés dans les réserves du Musée de l'homme, jusqu'à ce que l'ethnologue Joëlle Lambin les découvre dans de vieilles cantines et les publie en 1989 (*La Civilisation du phoque*).

Paul-Emile Victor, recru d'épreuves et d'aventures polaires, était donc devenu le patriarche de Bora-Bora. Il y recevait ses visiteurs en paréo, qu'il s'agisse du premier ministre Michel Rocard ou du président de la République François Mitterrand. Si loin de Paris et de ses rumeurs, les honneurs autrefois recherchés ne le touchaient plus. Il avait acquis la sagesse.

Roger Cans

Un rêveur dans le siècle

■ **Vocation.** « Je ne suis pas né avec le siècle, mais je suis né avec l'aviation », disait-il... « J'ai passé mon brevet de pilote en 1931... En 1932, je participais au Tour de France aérien... A la fin, quelqu'un m'a demandé ce que j'allais faire maintenant. Maintenant ? » a-t-il répondu, « j'explorerai le pôle Nord en avion, comme Amundsen et comme Byrd. »

■ **Ethnologie.** « J'ai fait de l'ethnologie sans savoir ce que c'était... C'était une ethnologie participative. C'était, sans que je sois préparé, vivre avec une famille esquimo, partager tout avec eux, vie quotidienne, travaux, nourriture, fêtes, jeux, amitiés, amour... tout. Devenir comme eux, être reconnu par eux comme l'un des leurs et, en même temps les étudier, tout noter, tout dessiner. Au fond une ethnologie amoureuse. »

■ **Ammagssalik.** « La survie au pays des glaces, ça demande une sacrée technologie. Les glaces fondent en juillet. La côte est du Groenland est baignée par un courant froid. C'est ce qui explique qu'on n'a pas étudié les Eskimos d'Ammagssalik avant 1880. Ils sont restés à l'écart pendant des siècles. Un peuple de chasseurs donc. Autrement, ils disparaissent. »

Un voyage à Cognac

Demain dans les pages « Aujourd'hui »

Le Monde

Les Entretiens de la Villette

du 30 mars au 1er avril 1995

L'innovation : enseignement, recherche, industrie



Avec la participation du CEA, de l'Union nouvelle, du manuel Alternatives économiques

et le soutien de l'ANVAR

Accès payant sur inscription avant le 15 mars 1995 :

cité des Sciences et de l'Industrie 30, av. Corentin-Cariou 75019 Paris Métro Porte de la Villette Renseignements Tél (1) 40 05 81 25 Fax (1) 40 05 79 76

Les 6^e Entretiens de la Villette ont pour but de permettre aux enseignants du secondaire et du supérieur, mais aussi aux étudiants, de rencontrer des industriels, des spécialistes et des chercheurs, afin d'actualiser leurs connaissances, de suivre les innovations technologiques et de réfléchir à leurs enjeux socio-économiques.

Des conférences et des tables rondes sont organisées, ainsi qu'une quarantaine d'ateliers et un salon qui présente des expériences scientifiques ou techniques, des outils pédagogiques et des innovations technologiques.

Avec l'A.E.A.T., Air Liquide, Bull, Camping Gaz, le Centre de Ressources Technologiques, le Cersa, Citroën, le CNDR, l'Ecole nationale de création industrielle, F.T.B., Gaz de France, Hélosynthèse SA, Insem, Intel, la MAIF, MATH.en.JEANS, le ministère de l'Éducation nationale, Renault, Roussel Uclaf, Smecca, P.U.D.P., Université Lyon 3, des Lycées...

Jeudi 30 mars

Qu'est-ce qu'innover ? Eclairage historique, interactions économiques, technologiques et sociales qui favorisent l'innovation.

Vendredi 31 mars

L'innovation en pratiques Présentation de cas concrets d'innovation de produits, de procédés et d'organisations.

Samedi 1er avril

Quel enseignement pour l'innovation ? Innovation dans l'enseignement et enseignement de l'innovation.

VOYAGES

La gare de Waterloo, une victoire de l'architecture anglaise

Renouant avec leur grande tradition ferroviaire, les Britanniques ont offert aux TGV venus du continent un terminal digne de l'événement

LONDRES
de notre envoyée spéciale
La légende du tunnel sous la Manche s'est éteinte le jour où il a été construit. Après deux siècles d'utopies - dont cent ans d'hésitations politiques -, une solide détermination transnationale allait faire oublier ce que la géologie et l'usure des temps avaient mis quelques milliers d'années à accomplir : séparer l'Angleterre du continent. Mais là où un pont, ouvrage héroïque, aurait recouvert à chaque passage l'émotion du geste des ingénieurs, et permis de vérifier la blancheur des falaises d'Albion, le tunnel tant rêvé, tant redouté, parvient à l'effet inverse : il disparaît. Grand prestidigitateur, l'escamoteur l'exploite.

Encore d'esprit pionnier, le voyageur qui s'est embarqué à la

gare du Nord dans l'Eurostar, non donné au TGV sur cette ligne, sait qu'on l'interrogera, qu'on voudra recueillir ses impressions. Il est très embarrassé, le pionnier. Que dire lorsque tout a été fait pour calmer le jeu, et fort judicieusement, pour évincer l'anxiété ? « Traversée... tunnel... entrée... vingtaine de minutes... mantras de l'heure d'en face » : l'imminence de l'enfermement est annoncée - en français puis dans un anglais prononcé à la Delors - par la voix apaisante du conducteur.

Grand ouvrage de cette fin de siècle, le tunnel sous la Manche n'est décidément pas le pont de Normandie, ni la tour Eiffel : il ne peut provoquer aucun emportement, plutôt une sorte d'anesthésie. Tout est amorti, même le bruit semble calculé au plus juste, avec,



à intervalles réguliers, comme une prise de respiration sonore.

Déjà plongé depuis la banlieue parisienne dans la douceur hypnotique de la grande vitesse, le passager accepte cette parenthèse de nuit. Il oublie de penser qu'il s'enfonce à 40 mètres sous le fond de la mer. Il voit à peine l'entrée, encore moins la sortie, sinon que l'autre pays se présente d'abord comme une immense gare de triage, derrière de hautes grilles métalliques. Puis le train va sous terre, à vitesse mesurée, puis la Grande-Bretagne d'a pas encore construit la voie spéciale pour que le TGV coure contre la montre. Campagne anglaise, parfaitement anglaise : puis pavillons de brique et vertes pelouses à cricketer ; partout, le long des voies, un état de relatif abandon, celui dont souffre, en général dans ce pays, le service public.

Le voyage de Paris à Londres a changé de nature. Il ne s'agit plus de prendre son élan mais de se laisser porter. Du centre d'une capitale au cœur de l'autre, en moins de trois heures. Avait-on deviné que l'époque de la vitesse et de

l'instantané redonnerait au chemin de fer, porteur de tous les mythes de la révolution industrielle, une chance de battre l'avion ? Et redonnerait au voyageur sa liberté.

Grands voyageurs et grands constructeurs de chemins de fer, les Anglais ne pouvaient pas laisser passer le train du siècle sans lui édifier un monument à la hauteur de l'événement : le terminal de la gare de Waterloo, où l'idée serpentine de tunnel réapparaît mystérieusement en pleine lumière.

Si « Dieu est dans les détails », l'essentiel du travail de dessin est destiné à ne pas se voir

Enlaçant la vieille gare de Waterloo, sur la rive sud de la Tamise, presque en face de Westminster, une verrière aussi longue que les rames - 400 mètres environ - couvre d'une courbe ample et majestueuse les cinq voies où viennent se ranger les convois. La charpente d'acier est peinte en bleu (dans la grande tradition des gares de Londres qui ont, peu à peu, retrouvé leurs couleurs), soulignant son rôle. L'arche vitrée intrigue par son profil asymétrique : sur le grand côté, celui où alternent transparences et opacités, la charpente est placée sous la toiture ; sur le versant entièrement vitré et clair, elle est plus fine, plus légère, et soutient la paroi de l'extérieur, co-suspension sur l'avenue de York - offrant ainsi une véritable vitrine au mouvement des trains. Même chose au bout des quais, là où le nouveau terminal rencontre la gare ancienne : une façade claire permet à chacun de voir arriver les trains au nez d'oiseau.

Vouloir que l'édifice communique avec la ville, que le passant comme le passager puisse comprendre clairement où il se trouve, où il va, était, autant que la prouesse technique, la préoccupation des architectes. Engagée dans l'étude d'une aéro-gare à Heathrow et dans la compétition en cours pour transformer la gare de Saint-Pancras (qui sera, après l'an 2000, le second terminal des TGV au nord de Londres), l'équipe dirigée par Nicholas Grimshaw avait aussi été choisie pour le pavillon de la

Grande-Bretagne à l'Exposition universelle de Séville en 1992.

Moins connu que Norman Foster ou Richard Rogers, qui ont eu l'occasion de construire à l'étranger, Grimshaw, né en 1939, est l'un des témoins du style dans lequel les Britanniques excellent, ce maniement du verre et du métal que l'on résume sous le oom de « high-tech », mais qui se distingue autant par la précision et la qualité de finition des structures que par l'audace de l'ingénierie.

Si « Dieu est dans les détails », comme le professait Mies van der Rohe, maître vénéré des « modernes », l'essentiel du travail de dessin est destiné à ne pas se voir : c'est par alignements successifs que l'on parvient, en architecture comme ailleurs, à la simplicité d'une évidence. Ce qui aura donné le plus de mal à concevoir est à peine perceptible. Qui devinerait que ces grandes glaces sont suspendues - et non fixées - pour pouvoir accompagner l'arrivée des rames : une gare, ça bouge... La toiture elle-même, en plus de la grande courbe qu'elle décrit, adapte les mouvements de torsion.

Même si l'organisation générale du « terminal » ressemble à celle d'une aéro-gare, même si les voyageurs sont guidés selon un itinéraire obligé vers les contrôles de sécurité et de billets qui ont rien à envier au chic poli et poli du monde de l'avion, même si les es-

paces d'attente, avec leurs boutiques et leurs cafés (garnis de sièges de Charles Eames), ont l'aspect américano-suisse qui convient à ce genre d'endroits, il est clair que l'intention des architectes - renouer avec la tradition ferroviaire et les effets majestueux des grandes halles de verre de l'époque victorienne - a trouvé là une traduction moderne où le voyageur retrouve la sensation d'être emporté, cette manière de « transport » qui, chez lui, devra toujours combattre l'appréhension du départ.

Voici revenu « le temps des gares » : en 1979, l'exposition de Jean Dethier, au Centre Pompidou, avait fait sensation, mais elle semblait marquer le terme d'une aventure. Quinze ans plus tard, progrès technique et choix économiques ont, contre toute attente, redonné au chemin de fer sa force de modernité. Ce qui semblait alors une fatalité - la banalisation des stations, des accès, des édifices - n'était pas irréversible. Un moment, les responsables ont adopté sans réfléchir tous les poncifs du métro et de l'aéroport, renouant à la monumentalité qui avait, depuis sa création, donné à l'édifice sa juste place dans la ville et dans l'imaginaire, entre la cité vivante et l'au-delà du voyage.

Aujourd'hui, on ne démolirait plus, à New York, la gare de Pennsylvania, dont l'architecture s'inspirait des thermes romains, ni, à Londres, les escaliers de la gare d'Euston. En France, une politique intelligente de rénovation (celle de la gare du Nord, par exemple, qui s'est adaptée aux TGV en retrouvant ses proportions majestueuses) et de construction (Lille, Roissy et Satolas notamment) commence à donner des résultats spectaculaires.

A Londres, où la bonne architecture n'est pas si souvent à l'honneur, et où les observateurs aiment citer Paris comme un modèle, le terminal de Waterloo (qui a coûté environ 1 milliard de francs, dont le dixième seulement pour la toiture) est considéré comme un événement et salué par des prix et des récompenses. Une réussite qui a bien failli ne pas aboutir : en 1990, il fallut que les grands noms de la profession se mobilisent pour empêcher que des immeubles de bureaux (comme ce fut le cas dans d'autres gares de la capitale) ne viennent écraser et obscurcir la verrière, alors en projet. La presse engagée alors une nouvelle « bataille de Waterloo » pour ce qui allait devenir une victoire de l'architecture.

Michèle Champenois

Evasion

DIRECTOURS
Circuits 8/10 (voir p. 3) 12 p. 2800 F
BUREAU 8/10 (voir p. 3) 12 p. 2800 F
CALIFORNIE 8/10 (voir p. 3) 12 p. 2800 F
NEW YORK 8/10 (voir p. 3) 12 p. 2800 F
S. MONTREUX 8/10 (voir p. 3) 12 p. 2800 F
MARRAKECH 8/10 (voir p. 3) 12 p. 2800 F
MAROC 8/10 (voir p. 3) 12 p. 2800 F
DIRECTOURS : Prix et conseils en direct
102, av. des Champs-Élysées - 75008 Paris
Bureaux de conseil : 102, av. des Champs-Élysées - 75008 Paris
Tél : 44.33.77.36 - Fax : 44.33.77.30

DES IDEES DE SEJOURS POUR UN WEEK-END OU PLUS
Séjours à thème, festivals, musée Picasso, salon des antiquaires, Marineland. Forfaits hôteliers.
Renseignements :
MAISON DU TOURISME
11, Place de la Madeleine - 06000 ANTIBES
Tél : 92.90.53.00 - Fax : 92.90.53.01
3, rue du Fg St-Hippolyte - 75008 PARIS
Tél : 49.24.06.22 - Fax : 49.24.06.09

Golf de Porto Vecchio - mois d'Avril
Luxe grande et belle villa, confortables, moderne, plats dans l'eau, grande terrasse avec barbecue, salon jardin, 6 chambres, salle de séjour, cuisine américaine, vue imprenable, accès direct mer, piscine, tennis. Prix location hebdomadaire avec appartement perso. Tél. 20.22.13.13 dom. 21.54.72.25 après 18h.
Photos et possibilité de se renseigner pour renseignements.

LE COMPTOIR BLEU
VOLS RÉGULIERS A/R, départ Paris
New York 1850 F
Bangkok 3650 F
Tokyo 5850 F
SEJOURS & WEEK-ENDS
Pointe-à-Pitre 4890 F
Vols A/R + hôtel 3* 10/11/12 p. 2790 F
Prague 2790 F
Vols A/R + hôtel 4* 10/11/12 p. 2790 F
Istanbul 1490 F
Thailande 7490 F
Vols A/R + hôtel 3* 10/11/12 p. 2790 F
Tél : 40.44.72.78
Agence de Voyages

SOLDES DÉGRITTOUR
CEYLAN
Circuit Vols + 5 nuits Hôtels 3*
Départ Paris 6.450 F
ANTIGUA
Séjour 1 semaine
Vols + hôtel 3*
Départ Paris 7.600 F
PEKIN
Vols A/R régulier
Départ Paris 3.750 F
(Vols et taxes en plus)
BOULEVARD

SAINT-VERAN (Pays rég. du Quercy)
2040 m. site classé du XVIII^e siècle.
Etablissement de bains communs d'Europe
2 hôtels - Logis de France.
Piscine, tennis, billard, salle repos.
Mobilier, chambres studio, chambres,
1/2 pension, pension complète, séj. 3 pers.
HÔTEL LE VILLARD * * *
Tél : 82.46.82.08 - Fax : 82.45.82.22
HÔTEL LE BEAUREGARD * * *
Tél : 82.45.82.02 - Fax : 82.45.80.10

05390 MOLINES-EN-QUEYRAS
Hautes-Alpes - Station village
à 5 km de SAINT-VERAN
HÔTEL LE CHAMOIS * *
Logis France
301 de Pond, 301 de Randonnée
Cuisine de tradition - Demi-pension :
260 F. (Groupe 20 à 33 pers.)
Tél : 92.45.83.71 - Fax : 92.45.88.58

PROMOTION
HOMMES D'AFFAIRES TOURISTES
Ch. Dvo TV Canal + 1 ou 2 pers. 300 F
Ch. Dvo TV Canal + 1 ou 2 pers. 350 F
OUVERT 24/24
accès périsse, Porto Bagnole
Place GAMBETTA - Mtro GAMBETTA
HÔTEL
PYRÉNÉES GAMBETTA 2 * * NC
12, av. du Père-Lachaise, 75020 Paris
Tél : 47.97.76.57 - Fax : 47.97.47.81

RENSEIGNEMENTS PUBLICITÉ "EVASION"
Tél : 44.43.77.36 - Fax : 44.43.77.30

WEEK-END FAQUES
NAPLES 3 nuits 14 m 1704/95 1.775 F
ROME 4 nuits 13 m 1704/95 2.590 F
VENISE 3 nuits 14 m 1704/95 2.495 F
(vols charter A/R, transf., logt. et pt. d'aj.)
SEJOURS A NAPLES
16 m 23/04/95
Hôtel Castelnuovo 3* 3.180 F
(vols charter A/R, transf., logt. et pt. d'aj.)
* Taxes aériennes en sus, prix à partir de...
Tél : 44.51.39.27
MINITEL 3615
Cit Evasion
(Licence 18)

cit
Small Travel Agency
(Licence 18)

SALES D'OLIVIER
votre location de
vacances estivales
à réserver
dès maintenant
POOL IMMOBILIERE SARLAI
(16) 51 95 18 28
2, Place de Strasbourg - B.P. 77
85102 LES SABLES D'OLONNE

CASH & GO
FRANCE - SYDNEY A/R
plus 3 vols gratuits
à l'intérieur de
l'Australie
Frs 7.800
Tarifs à partir de / Taxes en sus
Tél : 44-53-49-49
54, rue Taibout - 75009 PARIS
3615 CASHGO

PARTIR

■ **GRANDS CIRCUITS.** L'Asie et l'Australie sont les vedettes de la nouvelle brochure d'Havas Voyages, qui propose 11 circuits exclusifs offrant un rapport qualité-prix présenté comme « exceptionnel ». La qualité est illustrée par les prestations hôtelières et aériennes, l'accueil et l'accompagnement sur place, l'originalité des itinéraires suivis par des groupes restreints. L'objectif étant de découvrir plutôt que de « faire » un pays, de l'Inde à l'Indonésie en passant par le Vietnam et la Chine. Renseignements au (1) 42-86-87-07 ou par Minitel 3615 Havas Voyages.

■ **LA CALIFORNIE.** Du côté de Hollywood, tête au vent, huit jours de route de Los Angeles à San Francisco via Santa Monica, Malibu,

Disneyland, Universal Studios, Santa Barbara, Carmel, Monterey et les vignobles de Napa Valley. Point fort : des étapes « exotiques », dont l'une dans une demeure-hôtel victorienne et l'autre au Upham hôtel, l'établissement le plus ancien du sud de la Californie. Pour 9 800 F par personne en chambre double, au départ de Paris, avec vol A/R, accueil à l'aéroport, cabriolet et hébergement avec petit déjeuner. Dans les agences Forum Voyages, notamment au 1, avenue de l'Opéra (tél. : (1) 42-61-20-20) et au 120, avenue Charles-de-Gaulle, à Neuilly (1) 45-44-38-61.

■ **FLAMANDS À ROME.** Le Palais des beaux-arts de Bruxelles présente, jusqu'au 21 mai, les Flamands à Rome, ces artistes des anciens Pays-Bas - les Italiens les appelaient « Flamminghi » - qui, tout au long du XVI^e siècle, traver-

sèrent les Alpes pour aller étudier l'art des maîtres de l'époque, de Jean Gossard à Pieter Brueghel et de Rubens. Peintures, dessins, gravures, sculptures et tapisseries, en provenance des plus grandes musées d'Europe et des États-Unis, illustrent ce dialogue entre les deux cultures qui dominèrent alors l'Europe. Parallèlement, les Musées royaux des beaux-arts, tout proches, exposent sept peintures de grand format, dont des triptyques de Frans Floris et de Michiel Coxie. Les billets, valables pour une date et une tranche horaire précises, sont en vente dans les Fnac, par Minitel 3615 code Fnac et par téléphone au (1) 49-87-50-50. A noter que la Foac Voyages propose, à cette occasion, différentes formules de séjours dans la capitale belge. Renseignements au (1) 49-23-26-01.

25 من 134

● MEDITATION d'un poète philosophe et fable morale venue d'Egypte d'un côté, étude sociologique à la française de l'autre.

100

Youssef Chahine en prélude à Godard

En première partie de « JLG/JLG » le cinéaste égyptien dessine l'image de sa ville, Le Caire, en un puzzle virtuose

LE CAIRE, film documentaire égyptien de Youssef Chahine. 23 minutes.

Parce que JLG/JLG dure une heure et que les scènes commerciales veulent de plus longues durées ; parce qu'il ne fut pas possible de lui adjoindre *Allemagne 90 neuf zéro*, opus godardien et passionnant qui eut accès aux grands écrans de plusieurs pays d'Europe (mais pas de France, où seule Arte l'a diffusé) ; parce que, bloqué peut-être à jamais par son financier, *Les Enfants jouent à la Russie*, également de Godard, était moins encore disponible ; parce que Gaumont n'a pas voulu de *Lüthringen* de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, demandé par Godard... bref, par un concours de circonstances négatives, JLG/JLG sort en duo avec *Le Caire*, court métrage documentaire de Youssef Chahine, commandité par la télévision française en 1992.

Que *Le Caire* puisse ainsi être montré, qu'il sorte le même jour que *L'émigré* et qu'il soit lui aussi interdit en Egypte paraissent justifier suffisamment ce choix. Après vision des deux films, cet assemblage prend une puissance et un sens nouveaux, que ne laissent guère prévoir ces laborieuses prémisses. « *Le Caire*, raconté par Youssef Chahine », dit un carton au générique. « Raconté » n'est pas, à première vue, le terme le plus approprié : plus qu'à un récit, le film ressemble à un puzzle vertigineux, assemblé à toute vitesse par les vertus d'un montage virtuose sous les apparences d'une grande désinvolture. Oo mieux, à un miroir dans lequel Chahine expédie d'em-

blée un coup de poing violent, en posant ironiquement à ses élèves de cinéma la question : « Qu'est-ce qu'ils veulent que je leur montre, ces Français qui me commandent le film ? »

En éclatant ainsi la surface du documentaire de commande, le cinéaste suscite une multitude de fragments qui composent une image complexe, violente, malgré les moments de connivence souriante avec les habitants de la capitale égyptienne : misère et chômage comme uoe blessure centrale ; logement à l'agonie et embouteillage automobile, répression, arrivisme politique, inquiétante montée en puissance de l'extrémisme religieux et prostitution au tourisme. Autant de constats glanés en suivant des lambeaux de petites histoires qui semblent autant de promesses d'un film possible, en même temps que la démonstration de la manière dont un cinéaste en symbiose avec son environnement peut y trouver une infinie pâture.

Loïn du film de Godard ? Pas tellement : *Le Caire* est aussi, à sa façon, un autoportrait, le regard du cinéaste construit le monde pour un peu mieux se voir et se comprendre lui-même. Mais - et cette différence avec la situation de Godard est judicieusement mise en valeur par le rapprochement des deux films -, là où l'auteur de *Deux ou trois choses que je sais d'elle* (le plus grand film français sur la cité moderne) est aujourd'hui contraint de bâtir des véritables alambics esthétiques et théoriques, Chahine semble n'avoir qu'à sortir de chez lui, caméra à l'épaule, pour capter un univers aussi complexe.

J.-M. F.

L'Egypte contemporaine sous la splendeur des pharaons

« L'émigré » de Youssef Chahine, le film qui a provoqué la colère des intégristes

Le trente et unième long métrage du cinéaste égyptien est une reconstitution historique, une parabole politique, une fable morale à grand spec-

tacle, tout en étant une fresque d'une superbe simplicité. Grâce à une mise en perspective historique superbe L'émigré raconte des enjeux

contemporains essentiels et démontre que le bien est possible, que le règne du cynisme, de la corruption et du renoncement ne sont pas inexorables.

L'ÉMIGRÉ, film égyptien de Youssef Chahine, avec Khaled El Nabaoui, Mahmoud Hémida, Youssa, Michel Piccoli. 2 h 08.

« L'affaire Chahine », issue du procès intenté par les intégristes égyptiens à l'encontre de *L'émigré* (lire le portrait du cinéaste, page 14), risque de parasiter le regard du spectateur qui pourrait faire du film une « bonne cause » ou l'écho d'une variante abusive de la querelle des icônes, quand la représentation du prophète Joseph est loin d'être l'aspect principal du film.

Rien n'est plus simple en apparence que cette histoire construite comme un bon vieux péplum, avec reconstitution somptueuse et à la fois ironique de bric et de broc, centrée sur un héros positif, porteur de valeurs reconnues par tous et auxquelles il ne déroge jamais. Ram est l'un des fils du patriarche Adam, qui règne sur une famille de bergers, au fin fond du désert. Contre l'avis de ses frères, qui le détestent, il décide de se rendre dans ce qui est alors le centre du monde et la source de la connaissance, l'Egypte des pharaons, pour apprendre comment ne plus dépendre des caprices mortels de la nature. Après bien des tribulations, Ram sera admis dans l'entourage d'Amihar, ministre et général de l'empire, et de sa femme Similit, grande prêtresse du dieu Amoo. Étranger, traité comme tel, mais favori des puissants, il suivra un parcours initiatique en forme d'épopée. Partagé entre la fidélité à son protecteur et le désir

(réciproque) inspiré par Similit, pris dans la tourmente religieuse et sociale qui, d'éléments en répressions, voit le peuple choisir le culte monothéiste et austère d'Aton contre les anciens dieux, complices d'un pouvoir arrogant et corrompu, Ram retournera chez les siens, qu'il fera bénéficier de son savoir.

Au cours de sa longue carrière, Chahine a donné la preuve de sa virtuosité dans les styles les plus

lisme est toujours au service de l'histoire, au plus court des impératifs du récit. Elle donne son véritable style, original et puissant, à *L'émigré*. Ce style relève lui aussi de l'élan vital, sinon de la survie : un « c'est possible » obstiné. Il correspond au titre du film, à son évocation de ceux qui doivent bâtir leur possibilité d'existence face à des obstacles réputés insurmontables.

Volontarisme esthétique, mais

Se succèdent images splendides du désert, maquettes approximatives de flotte antique, tornade d'anthologie et scènes de foules comme le cinéma ne peut plus s'en offrir

variés, du néoréalisme en prise avec le quotidien le plus trivial à l'ornement le plus débridé en passant par la saga historique et le film-plaidoyer. Cette fois, il semble se contenter de poser sa caméra devant ses protagonistes, dans des décors réels chaque fois qu'il le peut, reconstitués sans excès de vraisemblance le reste du temps - parti pris « naïf » qui est évidemment aux antipodes de la facilité, mais donne au film la force dynamique de l'évidence.

Se succèdent images splendides du désert, maquettes approximatives de flotte antique, tornade d'anthologie et scènes de foules comme le cinéma ne peut plus s'en offrir, anachronismes volontaires dans les ruines actuelles et touristiques de l'ancienne splendeur des pharaons : cette alternance entre carton-pâte et réa-

lisme est toujours au service de l'histoire, au plus court des impératifs du récit désormais réservée aux seules superproductions hollywoodiennes. Avec les moyens du bord, et les tarifs du cru, le cinéaste démontre la possibilité de raconter large, et sur plusieurs registres à la fois. Ce mépris d'admiration et de ruse à l'égard du cinéma spectaculaire fait écho à l'une des lectures possibles de *L'émigré* : qui connaît le cinéma de Chahine sait combien la dimension autobiographique y est présente et, le voyage de Ram, c'est aussi celui que le jeune Youssef effectua à Hollywood, « source de la connaissance » cinématographique, à la fin des années 40, avant de s'en retourner chez les siens réaliser son premier film (*Papa Amine*, 1950).

Les moyens de cette munificence sans arrogance, Chahine les

a également trouvés grâce au soutien fidèle de son coproducteur français, Humbert Balsan, allié du cinéaste depuis *Adieu Bonaparte*. Dans ce film, Michel Piccoli tenait le rôle principal. Il interprète cette fois le patriarche Adam. Sa présence à l'écran dans une histoire strictement moyen-orientale passerait volontiers pour une de ces absurdités auxquelles sont accoutumés les coproductions, imposant un acteur étranger où ils n'ont rien à faire. Pas chez Chahine : affublé d'une interminable barbe postiche et neigeuse, Piccoli incarne à la fois le vieil Adam et le soutien matériel français, soit deux fois le père (fictionnel et financier) qui a donné vie à Ram. Il le fait « au premier degré », avec le juste mélange de naturel et d'auto-ironie qui met sa présence à sa vraie place sans nuire au déroulement de l'histoire.

Ces jeux de décryptages et d'assurances pourraient continuer sans fin, ils coulent de source en torrents impétueux dès lors que le cinéma ne triche pas avec la manière dont il est fait ni ne se replie sur lui-même. Tout fait signe et fait sens : film d'amour et d'aventures, *L'émigré* parle aussi de la guerre du Golfe et de l'exception culturelle, de l'intégrisme et des bouleversements économiques, des rapports à la technique et à la nature. En même temps, il ne dit et ne redit qu'une seule chose : le bien est possible, le règne du cynisme, de la corruption ou du renoncement ne sont pas inexorables. C'est une drôle d'idée qui, n'en déplaise aux mauvais docteurs de la foi, fait un sacré film.

J.-M. F.

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

JLG/JLG

Film français de Jean-Luc Godard Lire la critique page ci-contre.

LUDWIG VAN B.

Film américain de Bernard Rose. Avec Gary Oldman, Isabella Rossellini, Valeria Golino, Johanna Ter Steege. (2 h 20.) Pour servir la musique de Beethoven, Sir Georg Solti, à la tête du London Symphony Orchestra, a réuni une belle équipe de solistes : Murray Perahia, Yo-Yo Ma, Emanuel Ax et le baryton-basse Bryn Terfel. Mais d'entrée, un sentiment de déjà-vu : les premières mesures de la *Cinquième Symphonie* ponctuant l'agonie du compositeur et amorçant les flashbacks renvoient inévitablement à *L'Amadeus* de Forman. On crâint un instant l'itagliographie hollywoodienne : la présence de Gary Oldman apaise vite cette frayeur initiale. L'idée n'est pas mauvaise d'explorer la vie du compositeur à travers un mystère qui divise ses exécutants : l'identité de l'« immortelle bien-aimée » (titre original du film) à qui Beethoven adresse une lettre demeurée célèbre. Entre Valeria Golino (comtesse Guicciardi, à qui est dédiée la *Sonata « Au clair de lune »*), Isabella Rossellini (comtesse Erdody, qui prit publiquement le parti du compositeur) et Johanna Ter Steege (la belle-sœur du compositeur, qui lui dispute la garde de son neveu Karl), Bernard Rose offre « sa » solution, après tout plausible. Malgré une reconstitution de l'époque presque aussi méticuleuse que chez James Ivory, il manque à *Ludwig van B.* une fois à la mesure de Gary Oldman. *Henri Béhar*

L'APPÂT

Film français de Bertrand Tavernier Lire la critique page suivante.

PHANTASM III, LE SEIGNEUR DE LA MORT

Film américain de Don Coscarelli. Avec Reggie Bannister, A. Michael Baldwin, Gloria Lynne Henry. (1 h 38.) *Phantasm III* continue une série créée en 1978. Ce troisième épisode trouve furtivement une sortie en salles avant de commencer sa vraie carrière, qui se fera en vidéo. Il reprend le personnage maléfique d'un fossoyeur venu de l'au-delà chercher les morts et parfois les vivants, assisté par une armée de morts-vivants et contrôlant de dangereuses sphères métalliques. Il s'agit d'un cinéma pour adolescents, simple, alternant scènes gore et plaisanteries sexuelles. Assez correctement filmé, *Phantasm III* s'autorise quelques bonnes séquences.

J.-E.R.

L'ÉMIGRÉ

Film égyptien de Youssef Chahine Lire la critique ci-dessus.

LES ENTRÉES A PARIS

■ *Altman à la mode* : avec 114 000 entrées en 24 salles, *Prêt-à-porter* n'a pas été pénalisé par l'accueil critique assez réservé et, en revanche, a bénéficié des vacances scolaires. S'il est de ces films terminés, le film a en effet perdu près de la moitié de ses entrées quotidiennes (8 000 le mardi, contre près de 19 000 le premier jour). Résultat plus décevant pour *Les Évadés*, qui culmine à 43 000 entrées dans 25 salles.

■ La bonne surprise est causée par *Nell*. En étant passé de 28 à 43 salles, le film de Michael Apted s'est maintenu tout près des 90 000 entrées hebdomadaires.


■ Effectivement, *Césaire* bénéficie pour *Les Roseaux sauvages*. Le film d'André Téchiné gagne six salles et fait plus que doubler ses entrées de la semaine précédente (18 000, contre 7 254). *La Reine Margot* et *Regarde les hommes tomber* semblent, en revanche, avoir fait le plein.

■ La réédition de *Métropolis* est un succès. Après une remarquable première semaine à 6 095 entrées, le film de Fritz Lang réunit encore 4 600 cinéphiles devant son écran unique. Rassurant.

■ Le million d'entrées, déjà atteint par *Un Indien dans la ville*, paraît promis à *Gazon maudit*, qui a trouvé une enviable vitesse de croisière, au rythme de 100 000 entrées hebdomadaires, et totalise déjà 563 000 entrées en seulement quatre semaines. *R.M.* ★ Source des chiffres : *Le Film français*.

gerard droout productions s.a.

Chérie FM



24 MARS 95 PARIS ZENITH 20H
22 MARS 95 LILLE ZENITH ARENA 20H30

LOCS PARIS : FNAC, Virgin Megastore, 3615 M6, 3615 CHÉRIE FM
LOCS LILLE : Points de ventes habituels.

16 L'EVENEMENT InfoMatin COLUMBIA

CHÉRIE FM, si vous l'écoutez, vous allez chanter !
Pour connaître la fréquence CHÉRIE FM de votre ville : 01 68 08 50

biennale

9, 10, 11, 12 mars
Chrystine van Maerrem et Flavio Tortoli
Affirmation G
théâtre jean vilar
46 82 83 88

biennale

11, 12 mars
Charles Cré-Ange et l'Ensemble 2e2m
Aimees
45 60 79 00

Horaires des spectacles

3615 LEMONDE

« L'Appât » : glissements progressifs vers l'horreur

En s'inspirant d'une affaire criminelle survenue en 1984, Bertrand Tavernier filme la dérive sanglante de deux garçons et une fille « sans histoires » devenus meurtriers par bêtise

Réalisé dans l'urgence par un parfait connaisseur du cinéma américain, *L'Appât*, qui vient de remporter l'Ours d'or du dernier Festival de Berlin, s'appuie sur une affaire criminelle de 1984 pour composer le

portrait de trois jeunes, une fille et deux garçons, que rien ne semblait destiner à devenir des meurtriers. En démontant l'engrenage de rêves imbéciles et d'images frelatées dans lequel ils viennent se prendre

et qu'ils se montrent incapables d'arrêter, Bertrand Tavernier exprime l'inquiétude et l'angoisse que lui inspire une société en perte de repères culturels et moraux. Film noir mis en scène avec autorité et concision, *L'Appât* se nourrit également des remarquables compositions de trois jeunes

acteurs, qui incarnent en toute liberté des personnages prisonniers de leur soumission à la dictature des apparences. Œuvre

de cinéophile, le film traduit la confiance de Tavernier en un cinéma adulte, capable non de changer le monde dans lequel nous vivons, mais d'en rendre possible une meilleure compréhension.

« L'APPÂT », film français de Bertrand Tavernier. Avec Marie Gillain, Olivier Sitruk, Bruno Putzulu, Richard Berry, Philippe Duclos, Marie Ravel, Clotilde Courau, Jean-Louis Richard. (1 h 55.)

Nathalie aime les stylos de grande marque, elle qui n'écrit ni ne lit. Olivier rêve de créer une chaîne de magasins en Amérique, mais voudrait bien, avant, partir en vacances avec ses parents, à Zermatt. Bruno est d'accord avec presque tout ce que décide Eric, qui sait lui rappeler à l'occasion qu'il ne peut pas tout prévoir à l'avance et qu'il faut savoir improviser.

À eux trois, ils forment un trio qui n'a rien d'initial, mais que leur inculture, leur manque de repères moraux et leur soumission à la dictature de l'argent et du paraître font basculer dans les pages de la rubrique criminelle. *L'Appât* met en scène ce basculement, avec ses embardées, ses coups d'accélérateur intempestifs et ses prévisibles conséquences.

L'histoire inspirée à Bertrand Tavernier par l'affaire Valérie Subra, cette jeune fille de vingt et un ans arrêtée en 1984 avec ses deux complices, est celle de personnages qui courent droit vers un mur dont ils ne perçoivent pas l'existence. Dans la première scène du film, située dans le métro, Nathalie (Marie Gillain) et sa copine Patricia (Clotilde Courau) évoquent les sujets qui les concernent : les vedettes, la sexualité, leurs rêves d'une vie différente, calquée sur celle dont elles distinguent les reflets dans les magazines et à la télévision. Un problème d'image, déjà, qui les pousse à rechercher des relations avec des

gens qui connaissent des gens qui connaissent des gens connus. Et qu'importe si le premier maillon de cette chaîne qu'elles rêvent de remonter travaille ou non à la télévision, mais « dans la chaussure ». Comme son ami Eric (Olivier Sitruk), comme leur copain Bruno (Bruno Putzulu), Nathalie est certaine de savoir toujours improviser, pour se sortir d'une situation délicate ou découvrir le moyen de quitter bientôt cette boutique du quartier du Sentier où elle exerce le métier de vendeuse, pardon, de « vendeuse-mannequin ». Improviser, parce que cela évite d'avoir à réfléchir.

Nathalie, Eric et Bruno n'ont jamais appris à réfléchir. Cette caractéristique des personnages accentue le sentiment d'un film réalisé dans l'urgence et, surtout, qui suit les réactions des protagonistes plus qu'il ne les provoque. Sentiment absurde, puisque le film repose sur un scénario construit et des dialogues écrits, mais que légitime la volonté manifeste du cinéaste de donner à chaque scène un tour imprévisible, à chaque plan une durée singulière.

Tout est possible dans *L'Appât*, de même que tout est facile aux yeux des personnages. Facile, parce que l'argent est là, partout, et qu'il suffit de tendre la main. Les écrans de télévision sont noyés sous les billets de banque, les films, notamment américains, imposent leurs valeurs. Le *Scarface* de Brian DePalma apparaît ainsi comme un modèle : un langage ordurier entre-tient l'illusion d'une révolte contre la société, le luxe ostentatoire des décors et des costumes devient une référence.

Le cinéma américain - Tavernier fait toujours bénéficier de son érudition et de sa passion - n'est pas en cause, mais son mode de consommation : les personnages de *L'Appât* ne vont pas au cinéma, ils regardent des films en vidéo, habitude qui suppose un rapport à l'image différent, notamment en induisant la possibilité de répétition à l'infini d'une même scène ou d'une même réplique, et qui exige de disposer d'un matériel spécifique, dont la sophistication, donc le coût, est elle-même signe de richesse.

ÉCHECS SUCCESSIFS

Dans l'entreprise de séduction menée par celui qui deviendra la deuxième victime du trio (Richard Berry), l'étalage du dispositif servant à la reproduction des images occupe une place majeure : Nathalie, Eric et Bruno s'attaquent à celui dont ils voudraient être les semblables.

L'Appât apparaît, en ce sens, comme un film de cinéophile. Mais Tavernier pousse plus avant la réflexion lorsqu'il aborde les scènes de meurtre. À la mise en scène dont les trois minables héros détaillent la préparation en s'imaginant les acteurs de quelque téléfilm policier, le cinéaste oppose les échecs successifs qui sanctionnent les tentatives de passage à l'acte : en copiant un comportement et des gestes qui ne leur appartiennent pas, ces enfants de la vie n'ont pas jusqu'à pas malménés croient revêtir un costume taillé pour eux, alors qu'il ne font qu'endosser la défile de stéréotypes.

Ils deviennent les personnages d'une fiction, entraînés par un mécanisme qu'aucun grain de sable, malheureusement, ne viendra en-

traver. Tavernier n'a pas filmé l'extinction de ces meurtres, irruption de la réalité la plus sordide dans un univers de pacotille : le passage à l'acte, dans ce qu'il a de plus épouvantable, a été rendu possible par le sentiment qu'avaient les personnages de continuer à jouer un rôle, jusqu'à ce que s'impose l'absurdité d'un processus dont le cinéma est impuissant à exprimer l'horreur.

Ce va-et-vient entre la fiction et la réalité est assuré physiquement dans la scène du premier meurtre par les allées et venues d'Eric, qui change à chaque fois d'identité, entre la pièce où lui et son complice torturent et tuent, et celle où Nathalie attend, la musique plein les oreilles.

Ce vrai travail de mise en scène permet à Tavernier de ne pas céder à la tentation de la démonstration et de la généralisation (le film ne prétend pas faire le portrait de la jeunesse d'aujourd'hui), à laquelle il lui arriva de succomber par le passé.

Sa parfaite connaissance du cinéma, dont il usait parfois dans ses films de manière artificielle, trouve son expression logique et naturelle dans cette re-création d'un fait divers qu'il a choisi de déplacer légèrement dans le temps (de 1984 à aujourd'hui) et dont il a détourné certaines données, pour aller dans le sens d'une description plus serrée d'une réalité qu'il avait déjà approchée dans *L. 627*. En filmant le

chaos d'une société déboussolée, avec la complicité très active de trois extraordinaires jeunes comédiens, il a réalisé sur la bêtise une œuvre dont l'intelligence constitue en elle-même une réponse aux questions qu'elle pose sur le monde.

Nathalie, elle, n'a toujours rien compris. Arrivée au terme de son pitoyable et sanglant parcours, dont un policier a vainement tenté de lui faire percevoir l'horreur, elle déplore que l'on n'ait pas jugé bon de mettre en action les scènes des voitures. « Avec les sirènes, regrette-t-elle, on aurait dépassé tout le monde ! »

P.M.

Un entretien avec le réalisateur, Bertrand Tavernier « Les conséquences de la soumission aux images peuvent être dramatiques »

« N'est-ce pas gênant pour un réalisateur de devoir expliquer ce qu'il a voulu faire, quand un film est censé se suffire à lui-même ? »

« La question se pose, en effet, de savoir si l'on ne tombe pas ainsi dans un des pièges que l'on essaie de dénoncer. *L'Appât* met en cause la soumission à un type d'images. Un critique russe m'a dit que les personnages du film ont, face aux images, la même attitude que face à leur blouson, à leur chaîne stéréo ou à leur stylo de marque : ce sont des images de prêt-à-porter. De même qu'il existe des marques de vêtements qu'il faut porter, il existe des images qu'il faut avoir, vivre. »

« Lorsque ces images sont consommées par des gens qui ne possèdent pas de contrepoint, les conséquences de cette soumission peuvent se révéler dramatiques. Nous étions, nous, des dévotionnaires d'autres centres d'intérêt et les images que nous dévorions, de films américains notamment, se trouvaient confrontées à d'autres images, à des livres, à de la poésie, à un engagement social ou politique. Là, ils ne mettent rien en perspective. » Que les films soient plus ou moins sympathiques, ou plus ou moins efficaces, ne changeait rien à l'impression de démission face au problème de la drogue qui formait le cœur de *L. 627*. Que les personnages de *L'Appât* soient ou non sympathiques, et je voudrais qu'ils le soient par moments, ne modifie absolument pas la vision que donne le film de la société.

« Le problème posé n'est-il pas celui du décodage des images ? »

« L'impuissance des personnages du film à décoder les images est celle de gens qui ont des buts très vagues et très lâches, comme devenir quelqu'un dans le show-business, monter une chaîne de magasins en Amérique, et qui en même temps n'arrivent pas à contrôler la minute qu'ils vont vivre. »

« Comment l'inculture des personnages finit-elle par les faire déraiser ? »

« Je situe *L'Appât* dans la continuité de *Coup de torchon*, qui était également un film sur l'inculture et la bêtise. Au départ, révochez chacun des trois personnages ne peut laisser penser qu'ils vont déraiser. L'addition de rêves déconnectés de la réalité, l'addition de fausses images, d'images qui ne correspondent à rien de ce qui fait la vie des gens, finit par lancer un engrenage qu'ils pourraient à chaque instant arrêter, mais qu'ils n'arrêtent pas. »

« Avez-vous cherché à rendre les deux victimes plus sympathiques que les autres ? »

« Les victimes sont plus sympathiques parce qu'on les voit plus longtemps. Et puis, comme dans *L. 627*, je voulais me débarrasser sur les personnages secondaires d'un certain nombre de clichés. Je ne voulais pas que tous les dragueurs se ressemblent et je tenais à cette galerie de personnages d'adultes. J'avais également envie de travailler avec Philippe Duclos, qui m'avait impressionné dans *La Sentinelle*, et il a amené un type de personnage décalé. Il ne fait rien dans le film qui soit vraiment sympathique, c'est son statut de victime qui fait que l'on s'intéresse à lui. Le personnage interprété par Richard Berry est, au départ, comme tous les autres. Face au danger, il découvre quelque chose en lui et touche quelque chose de très profond. »

« Je veux qu'on sente que Nathalie, Eric et Bruno ne savent même pas ce qu'ils vont faire. Je ne veux pas avoir d'a priori sur eux, je ne veux pas les juger. Une partie de la scène du second meurtre est dictée par le personnage de Bruno, qui ne veut pas se faire refiler les sales besognes parce qu'on l'héberge. On touche à l'impensable... Ces gamins qui se chargent d'une panoplie d'armes et qui tuent avec un coupe-papier... »

« Vous montrez des personnages fascinés par l'Amérique. Est-ce qu'une soirée comme celle des déraiers Césars, avec ce long hommage rendu à Steven Spielberg et

l'importance accordée à une phrase prononcée par lui, ne contribue pas à cette fascination ? »

« La phrase de Spielberg est très importante, d'autant qu'elle se situe dans la continuité de ce qu'il avait déclaré dans *Le Monde* lors de la sortie de *La Liste de Schindler* : il est très important que le représentant du cinéma commercial américain affirme qu'une nation très forte doit soutenir les autres cinématographies nationales et non les étouffer. Mais c'est vrai que l'on célèbre plus volontiers le cinéma américain, alors qu'on pourrait rendre hommage à Kenneth Loach, à John Boorman, à des Italiens, à des Espagnols. Les professionnels vont au-devant de la fascination du public pour l'Amérique. En un sens, tout cela nourrit les fantasmes des personnages de *L'Appât*. Mais je maintiens que la phrase de Spielberg est importante. »

« A condition de comprendre cette phrase. Les personnages de *L'Appât* en seraient-ils capables ? »


« Sans doute pas. Tout cela relève certainement d'une forme d'auto-flagellation. Il faudrait rendre hommage à De Sica, ce qui permettrait peut-être à la télévision française de passer Umberto D. Pour ce qui est des jeunes de *L'Appât*, je crois que tout ce que la télévision leur offre contribue à nourrir leurs fantasmes. La question de l'argent, notamment. Depuis cinq ans, dans les débats auxquels je participe, il se trouve toujours un jeune spectateur pour demander ce que le film a coûté. Autrefois, la question du coût des films n'était pas posée. Aujourd'hui, il ne s'agit plus vraiment de la fabrication des films, mais de données abstraites, qui sont elles aussi l'expression de la dictature de l'argent. »

Propos recueillis par Pascal Mérieau

EN CONCERT A PARTIR DU 1er MAI

NOSTALGIE
C'est pour toujours

2 France



RENAUD
à la mutualité

LOCATIONS 47 42 25 49

AGENCES FNAC, VIRGIN MEGASTORE
RESEAU FRANCE BILLET

KLEIST JOURDHEUIL NANTERRE AMANDIERS

LA BATAILLE D'ARMINIUS

du 7 mars au 9 avril • 46.14.70.00

ECOUTEZ VOIR

TEP

loc. 43 64 80 80
du 7 mars au 9 avril

LE LEGS
et
L'EPREUVE
Marivaux

Mise en scène
ALAIN MILIANTI
un spectacle du VOLCAN - Le Havre

ECOUTEZ VOIR

مركزنا من لاصال

Un pont sur la Méditerranée

Le Catalan Lluís Llach s'installe pour trois soirs au Casino de Paris

C'EST UNE des plus belles voix de la chanson européenne, un compositeur inspiré aussi. Lluís Llach, quarante-sept ans, est de ceux qui écrivent non seulement des chansons, mais aussi leurs spectacles, comme aujourd'hui « Un pont de mer bleue », présenté au Casino de Paris, travail musical original sur les poèmes de Miguel Martí Pol et sur les siens propres. Comme une réponse inspirée aux violences qui ont embrasé les rives de la Méditerranée, de l'ex-Yugoslavie à l'Algérie, comme une réponse engagée aux nouvelles frontières qui s'élevaient dans la vieille Europe. Lluís Llach



est par-dessus tout un homme de scène, qu'il soit seul comme à Barcelone en 1985, face à 100 000 spectateurs, ou entouré de musiciens classiques ou contemporains. A Paris, il est accompagné d'une danseuse et chanteuse d'origine marocaine, Amna Alaoui, et de la musicienne grecque Nena Venetsanou.

* Casino de Paris, 16, rue de Clichy, Paris-8. M^e Trinité. Tél. : 49-95-99-99. Les 9, 10 et 11 mars à 20 h 30. De 110 F à 150 F

UNE SOIRÉE À PARIS

Orchestre de Paris
Compositeur, hautboïste et chef d'orchestre, Heinz Holliger est l'un des musiciens les plus admirés de ses confrères. Le voici à la tête de l'Orchestre de Paris pour diriger *Le Martyre de saint Sébastien* de Debussy (une œuvre qu'on ne donne jamais), ses propres *Trakt Lieder* pour mezzo-soprano et orchestre et la *Suite de Lulu* de Berg. Anna-Katharina Behnke (soprano), Cornelia Kalisch (mezzo-soprano), Orchestre de Paris, Heinz Holliger (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 8^e (M^e Ternes). 20 h 30, les 8 et 9. Tél. : 45-43-07-96. Location FNAC. Virgin. De 60 F à 240 F.
Jennifer Bate
Admirée d'Olivier Messiaen, la Britannique Jennifer Bate a beaucoup fait pour la propagation de la musique d'orgue du compositeur en dehors de France : en enregistrant sa musique. Elle jouera *Le Banquet céleste* et *La Nativité* du Seigneur.
Eglise de la Trinité, 64, rue de la Trinité, 11^e (M^e St-Lazare). 20 h 30, les 8 et 9. Tél. : 49-95-99-99. Location FNAC. Virgin. De 60 F à 240 F.

Saint-Lazare, 9^e (M^e Trinité). 20 h 30, les 8 et 9. Tél. : 49-95-99-99. Location FNAC. Virgin. De 60 F à 240 F.
La Trinité
Racine avait vingt-quatre ans quand, en 1663, il écrivit *Le Thébaïde*. Depuis, la pièce a été très peu jouée. Le scénographe Yannis Kokkos la met en scène à la Comédie-Française, avec Radjef Mitrovitsa, Nathalie Nerval, Anne Kessler, Catherine Samie.
Comédie-Française, 2, rue de Richelieu, 1^{er} (M^e Palais-Royal). Tél. : 40-15-00-15. En alternance du 9 mars au 24 juin. De 25 F à 70 F.
Baby Chaos, Oneyed Jack, Kickback, Mass-Hysteria
Dans le cadre du festival Rock Soum, deux séries de concerts de rock brutiste données la même soir à l'Arpaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie) (M^e Place d'Italie). 19 heures, le 8. Tél. : 59-79-00-11. De 80 F (location) à 120 F (sur place).

MUSIQUE

Une sélection des concerts jazz, rock, chanson et musique du monde à Paris et en Ile-de-France

JAZZ

Barney Wilen Quartet
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte (M^e Gâté, Montparnasse-Bienvenue). 21 heures, le 8. Tél. : 43-21-56-70.
Willy Sweet Edison
Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette (M^e Saint-Michel). 21 h 30, les 8 et 9. Tél. : 43-26-65-05. De 60 F à 70 F.
Jacky Tassinari Trio
La Villa, 29, rue Jacob (M^e Saint-Germain-des-Près). 22 h 30, les 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14. Tél. : 43-26-60-00. De 120 F à 150 F.
Jimmy Gourley
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte (M^e Gâté). 22 h 45, le 8. Tél. : 42-36-01-36. 75 F.
Liz McComb
Opéra-Comique, Salle Favart, 5, rue Favart (M^e Richelieu-Drouot). 20 h 30, les 9, 10 et 11. Tél. : 42-86-88-83. Location FNAC. De 50 F à 150 F.

Opéra-Comique, Salle Favart, 5, rue Favart (M^e Richelieu-Drouot). 20 h 30, les 9, 10 et 11. Tél. : 42-86-88-83. Location FNAC. De 50 F à 150 F.
Hussein Fradon Quartet
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès (M^e Porte-de-Pantin). 20 h 30, les 9 et 10. Tél. : 42-00-14-14. Location FNAC. 100 F.
Carte blanche à Richard Bona
Baiser saïé, 58, rue des Lombards (M^e Châtelet). 21 h 30, le 9. Tél. : 42-33-37-71. De 50 F à 70 F.
Christian Escoudé Trio
Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards (M^e Châtelet). 22 heures, les 9, 10 et 11. Tél. : 42-33-37-71. De 50 F à 70 F.
Alain Brunet Quintet joue Serge Gainsbourg
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte (M^e Gâté). 22 h 45, le 8. Tél. : 42-36-01-36.
Marc Hammer Trio
Latitudes Saint-Germain, 7, rue Saint-Benoît (M^e Saint-Germain-des-Près). 20 h 30 et 22 h 30, les 10 et 11. Tél. : 42-61-53-53. De 100 F à 130 F.
Stéphane Huchard, Christophe Wallemme et invités
Baiser saïé, 58, rue des Lombards (M^e Châtelet). 21 h 30, le 10 et 11. Tél. : 42-33-37-71. De 50 F à 70 F.
Ricky Ford Quartet
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès (M^e Porte-de-Pantin). 20 h 30, le 11. Tél. : 42-00-14-14. Location FNAC. 100 F.

Trio Brail, Roubach, Laperre
Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre (M^e Rue-Montmartre). 21 heures, le 11. Tél. : 49-00-94-24. Location FNAC. 80 F.
Aosis Gospel Group de Londres
Eglise de la Rédemption, 16, rue Chau-chat (M^e Richelieu-Drouot). 21 heures, le 11 ; 17 heures, le 12. Location FNAC. De 90 F à 130 F.
Monty Alexander Trio
New Morning, 7-9, rue des Petites-Écuries (M^e Château-d'Eau). 20 h 30, le 14. Tél. : 45-23-51-41. Location FNAC. De 110 F à 130 F.

Michel Legrand Big Band
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte (M^e Gâté, Montparnasse-Bienvenue). 21 heures, les 14 et 15. Tél. : 43-21-56-70.
Nouvelle Génération Jazz
Sunset, 60, rue des Lombards (M^e Châtelet). 22 heures, le 14. Tél. : 40-26-46-60. 78 F.
Alain Jean-Marie Duo
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte (M^e Gâté). 22 h 45, le 14. Tél. : 42-36-01-36.
Banlieues Bleues : Gérard Marais Quartet Opéra, Shirley Horn Trio
Le Blanc-Mesnil (93). Grande salle du Forum 1, place de la Liberté, 20 h 30, le 14. Tél. : 49-14-22-22. De 120 F à 150 F.
Banlieues Bleues : Ensemble Alternance, Ornella Coleman Acoustic Quartet
Bobigny (93). Maison de la culture, 1, boulevard Léonine. 20 h 30, le 10. Tél. : 48-31-11-45. De 120 F à 150 F.
Banlieues Bleues : Ornella Coleman Piano Trio
Epône-sur-Seine (93). Espace Lumière, 14, avenue De-Lattre-de-Tassigny. 20 h 30, le 11. De 120 F à 150 F.
Chico Hamilton Quartet
Cherry (77). Manhattan Jazz Club, Hotel New-York Eurodôme (RER Marne-la-Vallée-Chessy). 21 h, les 8, 9 et 10 ; 22 heures, le 10. Tél. : 60-45-75-16. 30 F.

Cherry (77). Manhattan Jazz Club, Hotel New-York Eurodôme (RER Marne-la-Vallée-Chessy). 21 h, les 8, 9 et 10 ; 22 heures, le 10. Tél. : 60-45-75-16. 30 F.
James Blood Ulmer
Massy (91). Centre culturel Paul-Baillyart, 6, allée du Québec. 21 heures, le 11. Tél. : 69-20-57-04. De 80 F à 90 F.
Tim Berneis Improvisation
Montreuil (93). Instantes chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, les 8, 9, 10 et 11. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.
Wolfgang Putsching, Rick Iannaccone, Robi Akchote
Montreuil (93). Instantes chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, les 14 et 15. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.
Jacques Di Donato Quintet
Nanterre (92). Maison de la musique, 8, rue des Anciennes-Maisons. 20 h 45, le 13. Tél. : 41-37-94-20. De 70 F à 120 F.
Sham
Savigny-la-Porte (77). Maison Pour Tous Jacques-Prévert, le Miroir d'eau, quai de Plessis. 21 heures, le 11. Tél. : 60-63-28-24. De 55 F à 80 F.

ROCK

The Prodigy
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart (M^e Anvers). 18 h 30, le 8. Tél. : 42-31-31-31. Location FNAC. 120 F.
Baby Chaos, Oneyed Jack, Kickback, Mass-Hysteria
Arpaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie) (M^e Place d'Italie). 19 heures, le 8. Tél. : 59-79-00-11. De 80 F à 100 F.
Belly, Cold Water Flat, Ewalek, Elysée-Montmartre, 72, boulevard Ro-

chechouart (M^e Anvers). 20 heures, le 9. Tél. : 44-92-45-45. 120 F.
Steel Pulse, Pato Banton, Daddy Yod, Raggaonik
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès (M^e Porte-de-Pantin). 20 heures, le 10. Tél. : 42-08-60-00. Location FNAC. 150 F.
Captain
La Cigale-Kanterbräu, 120, boulevard Rochechouart (M^e Pigalle). 20 h 30, le 10. Tél. : 42-23-15-15. 100 F.
Luther Allison
Colombes (92). Salle des fêtes et des spectacles, 88, rue Saint-Denis. 20 h 30, le 10. Tél. : 47-61-69-02. Location FNAC. De 110 F à 130 F.
Taj Mahal
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries (M^e Château-d'Eau). 20 h 30, les 10 et 11. Tél. : 45-23-51-41. Location FNAC. De 110 F à 130 F.
The Cramps, Morphine, Jad Wio, Jon Spencer Blues Explosion
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès (M^e Porte-de-Pantin). 20 heures, le 11. Tél. : 42-08-60-00. Location FNAC. 150 F.
Loforofo, Burning Heads, Phobimaniacs, Drive Blind
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart (M^e Anvers). 18 heures, le 12. Tél. : 44-92-45-45. 100 F.

Arpaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie) (M^e Place d'Italie). 20 heures, le 14. Tél. : 59-79-00-11. Location FNAC. De 80 F (location) à 90 F (sur place).
CHANSON
Trio Esperanza
Casino de Paris, 16, rue de Clichy (M^e Trinité). 20 h 30, le 8. Tél. : 49-95-99-99. Location FNAC. De 90 F à 160 F.
Lluís Llach
Casino de Paris, 16, rue de Clichy (M^e Trinité). 20 h 30, les 9, 10 et 11. Tél. : 49-95-99-99. Location FNAC. De 110 F à 160 F.
Francis Cabrel
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès (M^e Porte-de-Pantin). 20 heures, les 13, 14 et 15. Tél. : 42-08-60-00. Location FNAC. 203 F.
MC Solaar
Olympia, 28, boulevard des Capucines (M^e Opéra, Madeleine). 20 h 30, le 13. Tél. : 47-42-25-49. Location FNAC. Virgin. 130 F.
Enzo Enzo & Kant
Casino de Paris, 16, rue de Clichy (M^e Trinité). 20 h 30, le 13. Tél. : 49-95-99-99. Location FNAC. 130 F.
Trio Pied-de-poule
Dunoir, 108, rue du Chevalier (M^e Châtelet). 19 heures, le 14 h 20 et 20 heures, le 14 ; 15 heures, le 15 ; 10 heures et 14 h 30, le 16. Tél. : 45-84-72-00. Location FNAC. De 40 F à 50 F.
Yves Duteil
Dunoir (91). Espace Villiers, 1, avenue de Villiers. 21 heures, le 11. Tél. : 69-40-95-00. De 50 F à 150 F.
Jacques Higelin
Gargès-Me-Gonessse (95). Gymnase Alende-Neruda, 4, allée Jules-Ferry. 21 heures, le 9. Tél. : 34-53-32-00. 70 F.
Jacques Mahieux
Hry-sur-Seine (94). Théâtre, 1, rue Simon-Oreure (M^e Mairie-d'Ivry).

20 h 30, les 9, 10, 11, 14, 23, 24 et 25 mars et les 15, 16, 17, 18 et 21 avril ; 16 heures, le 19 mars et les 12 et 26 avril. Tél. : 46-70-21-55. De 70 F à 110 F.
Mama Solo
Rus-Orangis (91). Centre Robert-Desnos, place des Jeunes-Enfants. 20 h 45, le 11. Tél. : 69-06-72-72. 80 F.
Yves Duteil
Saint-Maur-des-Fossés (94). Théâtre, 20, rue de la Liberté. 20 h 45, le 9. Tél. : 49-89-99-10. 170 F.
Charlène Couture
Trappes (78). La Merise, place des Mersiers. 20 h 30, le 10. Tél. : 30-13-88-51. Location FNAC. De 100 F à 120 F.

MUSIQUE DU MONDE

Karoline Zaidine, Angélique Ionatos
Palais de Turenne, 7, place de Fontenay (M^e Ségur, Cambours). 20 heures, le 8. Tél. : 45-68-25-85. Entrée libre.
Djamel Allam
La Chapelle des Lombards, 19, rue de Lappe (M^e Bastille). 20 heures, le 9. Tél. : 43-57-24-24. De 60 F à 80 F.
Malouf
Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail (M^e Saint-Placide, Notre-Dame-des-Champs). 19 heures, les 10 et 11, 17 heures, le 12. Tél. : 44-95-88-00. Location FNAC. 120 F.
Ensemble Alh-Fes
Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (M^e Jussieu). 20 h 30, les 10 et 11. Tél. : 40-51-38-37. Location FNAC. De 70 F à 90 F.
Imran
Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre (M^e Rue-Montmartre). 21 heures, le 13. Tél. : 49-00-94-24. Location FNAC. 100 F.
Cecilia Evora
Bataclan, 50, boulevard Voltaire (M^e Voltaire). 20 h 30, les 14, 15, 16, 17 et 18. Tél. : 47-00-55-22. Location FNAC. 165 F.

RÉSERVEZ VOS PLACES

ROCK : Cinq ans après ses concerts triomphaux du Parc des Princes, l'entrepris Rolling Stones sera à l'Hippodrome de Longchamp, les 30 juin et 1^{er} juillet. On peut prévoir, sans se tromper, un accueil également chaleureux dans l'enceinte du Palais omnisports de Bercy pour Rod Stewart les 28 et 29 juin, et pour Prince - ou l'un de ses pseudonymes - les 12, 13 et 14 juin. Notons qu'il reste quelques places pour les concerts de blues d'Eric Clapton, les 21 et 22 avril, dans ce même POPPE.
D'autres dinosaures du rock se produiront porte de Pantin, au Zénith : Van Halen les 24 et 25 mai, Megadeth le 21 avril, Bob Dylan et Elvis Costello le 24 mars. Le rappeur Warren G également, le 1^{er} avril. Les Français ne seront pas en reste, avec Francis Cabrel, le 13, 14 et 16 mars, et Alain Bashung le 18.
* Renseignements et location à la FNAC et à Virgin Megastore.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine, une sélection des exclusivités et des reprises.

NOUVEAUX FILMS

L'APPAT
Film français de Bertrand Tavernier, avec Marie Gillain, Olivier Sirek, Bruno Putz-ler, Richard Berry, Philippe Duxos, Marie Ravel (1 h 55).
Interdit - 12 ans.
Rex, dolby, 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, handicaps, dolby, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (43-25-59-83) ; 36-68-69-12 ; Les Trois Luminaires, 6^e (43-25-59-83) ; 36-68-69-12 ; 36-68-70-43 ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14 ; Biarritz-Majestic, dolby, 8^e (36-68-48-56) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Saint-Lazare-Passage, dolby, 8^e (43-87-35-43) ; 36-65-71-88 ; UGC Opéra, dolby, 8^e (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11^e (43-57-90-81) ; 36-68-69-27 ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, handicaps, 13^e (36-68-22-27) ; Mistral, dolby, 14^e (36-65-70-41) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (43-75-79-79) ; 36-68-69-24 ; UGC Convention, dolby, 15^e (36-68-48-56) ; UGC Majestic, dolby, 15^e (36-68-48-56) ; UGC Pleyel, handicaps, dolby, 15^e (36-68-48-56) ; Pathé Wepler, handicaps, dolby, 15^e (36-68-48-56) ; La Gambetta, THX, dolby, 20^e (46-36-10-36) ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10.
L'EMIGRÉ
Film égyptien de Youssef Chahine, avec Youssa, Michel Piccoli, Mahmoud El-Hadi, Khalid El Nabouli, Safia El Emari (2 h 08).
VO : Gaumont les Halles, handicaps, 1^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Impériale, dolby, 2^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Publicis Saint-Germain, 6^e (36-68-75-55) ; La Pagode, 7^e (36-68-75-07) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08) ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81) ; 36-68-69-27 ; Gaumont Parnasse, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10.
JUG, ILS
Film français de Jean-Luc Godard, avec Geneviève Pasquier, Denis Jodot, Brigitte Bako, Elisabeth Kaza, André Labadie, Louis Séguin (1 h 20).
La Pagode, 7^e (36-68-75-07) ; réservation : 40-30-20-10.
LUDWIG VAN II
Film américain de Bernard Rose, avec Gary Oldman, Jeron Krasbe, Johanna Ter Steege, Valeria Golino, Isabelle Rossellini, Marco Hofschneider (2 h 03).
VO : Forum Orient Express, handicaps, dolby, 1^e (36-65-70-73) ; UGC Odéon, dolby, 6^e (36-68-70-14) ; 36-68-70-14 ; UGC Montparnasse, handicaps, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14 ; Publicis Champs-Élysées, dolby, 14^e (47-07-28-04).

8^e (47-07-28-04) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra François, dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Pathé Wepler, dolby, 15^e (36-68-48-56) ; 36-68-48-56 ; UGC Opéra, dolby, 8^e (36-68-21-24) ; Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-57) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Mistral, handicaps, dolby, 14^e (36-65-70-41) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, handicaps, dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; PHANTASME 3
Film américain de Don Coscarelli, avec Angus Scrimm, A. Michael Baldwin, Reggie Bannister (1 h 38).
Interdit - 12 ans.
VO : Brady, 10^e (47-07-08-88) ; Grand Pavois, 15^e (45-54-46-85) ; réservation : 40-30-20-10.

SÉLECTION

À CRAN
Film français de Solange Martin, avec Cécile de France, Bruno Todeschini, Sotgiu Koyan, André Darnat, Asil Rais (1 h 22).
Espace Saint-Michel, 5^e (44-07-20-49) ; Elysée Lincoln, 8^e (43-59-36-14).
L'AMT DE LA FOLIE
Film américain de John Carpenter, avec Sam Neill, Julie Carmen, Jürgen Prochnow, Charlton Heston, David Warner, John Glover (1 h 53).
Interdit - 12 ans.
VO : Forum Orient Express, handicaps, 1^e (36-65-70-73) ; George-V, 8^e (36-68-43-47) ; Saint-Lambert, dolby, 15^e (43-52-91-88).
AU TRAVERS DES OLIVIERS
Film iranien d'Abbas Kiarostami, avec Hossein Rezai, Mohammad Ali Keshavarz, Farhad Khoshdel, Zariif Shiva, Tahereh Ladan, Mahboubeh Darabi (1 h 43).
VO : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G.-de-Beaumarchais, 6^e (42-22-67-23) ; Elysée Lincoln, 8^e (43-59-36-14) ; Sept Perspectives, 14^e (43-59-36-14).
BARCELONA
Film américain de Whit Stillman, avec Taylor Nichols, Chris Eigeman, Tushka Bergen, Mira Sorvino (1 h 43).
VO : Reflet Médias I, handicaps, 5^e (43-54-42-34).
LA CASSETTE
Film portugais de Manoel de Oliveira, avec Luis Miguel Cintra, Beatriz Bastida, Diogo Dória, Isabel Ruth, Filipe Chahofel, Sonia Alves (1 h 40).
VO : Lattina, 4^e (42-78-47-88).
COUPS DE FUSIL SUR BROADWAY
Film américain de Woody Allen, avec John Cusack, Chazz Palminteri, Dianne Wiest, Jennifer Tilly, Rob Reiner, Tracey Ullman (1 h 38).
VO : 14-Juillet Beaubourg, handicaps, dolby, 3^e (36-68-69-23) ; UGC Rotoonde, 6^e (36-65-70-73) ; 36-68-70-14 ; UGC Danton, 6^e (36-68-34-21) ; UGC Triomphe, handicaps, dolby, 8^e (36-68-45-47) ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Eclair, dolby, 13^e (47-07-28-04).

(Publicité)
Mère Courage
Brecht / Savary
renseignements / location 47 27 81 15
salle Jean Vilar du 9 mars au 20 mai 1995
Théâtre National de Chaillot
Demain première

DÉLITS FLAGRANTS
Film français de Raymond Depardon, (1 h 45).
Le Quartier Latin, 5^e (43-26-84-63).
L'ENFANT LION
Film français de Patrick Grandperret, avec Michel Zins, Sophie-Véronique Toubi, Dagmar, Souleyman Koly, Wlodek Ullmann, Saïf Ketta, Jean-François de Fleury (1 h 28).
Grand Pavois, dolby, 15^e (45-54-46-85) ; réservation : 40-30-20-10.
LES ÉVADES
Film américain de Frank Darabont, avec Tim Robbins, Morgan Freeman, Bob Odenkirk, William Sadler, Clancy Brown, Gil Bellows (2 h 20).
VO : Forum Orient Express, handicaps, 1^e (36-65-70-73) ; UGC Odéon, 6^e (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-48-56) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (36-68-75-13) ; réservation : 40-30-20-10 ; Bienville-Montparnasse, dolby, 15^e (36-65-70-73) ; réservation : 40-30-20-10.
VF : Rex, dolby, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14 ; Paramount Opéra, handicaps, dolby, 6^e (47-42-56-31) ; 36-68-61-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15^e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, handicaps, dolby, 15^e (36-68-20-22).
LE JARDIN DE L'ÉDÉN
Film canadien-mexicain de Maria Novaro, avec Renée Coleman, Bruno Bichir, Gabriela Roel, Rosario Sagay, Alan Glangherotti, Ana Ofelia Murguía (1 h 44).
VO : Lattina, 4^e (42-78-47-88) ; Le Quartier Latin, 5^e (43-26-84-63) ; Elysée Lincoln, 8^e (43-59-36-14).
JOUR DE FÊTE
Film français de Jacques Tati, avec Jacques Tati, Guy Decombe, Paul Frankeur, Santa Relli, Mireille Mathieu, Roger Lafal, couleur et noir et blanc (1 h 10).
Reflet Médias II, handicaps, 5^e (43-54-42-34) ; UGC Triomphe, 8^e (36-68-45-47).

finl, Alida Silverstone, Guy Marchand, Sylvie Granotier (2 h 05).
UGC Danton, 6^e (36-68-34-21) ; George-V, 8^e (36-68-43-47) ; Eclair, dolby, 13^e (47-07-28-04).
OUBLIÉ
Film français de Noémie Lvovsky, avec Valérie Brunt-Tedeschi, Emmanuelle Devos, Laurent Grevill (1 h 35).
Epee de Bois, 5^e (43-37-57-47) ; Saint-André-des-Arts, 6^e (43-26-48-18).
PREFACE-PORTER
Film américain de Robert Altman, avec Marcello Mastroianni, Sophia Loren, Jean-Pierre Cassel, Kim Baskies, Chiara Mastroianni, Stephen Res (2 h 12).
VO : Gaumont les Halles, 1^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Danton, dolby, 6^e (36-68-34-21) ; UGC Rotoonde, 6^e (36-65-70-73) ; 36-68-70-14 ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; George-V, THX, dolby, 8^e (36-68-43-47) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 8^e (48-24-68-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, handicaps, dolby, 11^e (43-57-90-81) ; 36-68-69-27 ; Gaumont Grand Ecran Italie, handicaps, dolby, 13^e (36-68-75-13) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (43-75-79-79) ; 36-68-69-24 ; Gaumont Kinoparadise, handicaps, dolby, 15^e (43-06-50-50) ; 36-68-75-15 ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Pleyel, dolby, 15^e (36-68-48-56).
VF : Gaumont Opéra Impériale, handicaps, dolby, 2^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Saint-Lazare-Passage, handicaps, dolby, 8^e (43-87-35-43) ; 36-

En Russie, les « cités interdites de l'atome » sortent de l'ombre

Le magazine de France 2 « Envoyé spécial » présente un reportage dans l'un des « enfers » nucléaires qui s'ouvrent aujourd'hui aux civils et à la coopération internationale

■ **COOPÉRATION** : le président de France Télévision, Jean-Pierre Elkabbach, a annoncé mardi 7 mars à Pékin la signature d'un accord de coopération avec la Télévision centrale de Chine (CCTV) et la création d'un poste de correspondant de France Télévision dans la capitale chinoise. La CCTV envisage l'achat de documentaires et de séries de fiction coproduites et commercialisées par France Télévision Distribution. Jean-Pierre Elkabbach a également conclu un accord concernant la commercialisation d'espaces publicitaires pour l'Europe entre France Espace et la CCTV. « Des experts français vont venir en Chine pour donner des conseils en matière d'écrans publicitaires informatisés », a-t-il précisé, ajoutant que France Espace jouera le rôle de « régisseur » de la télévision chinoise pour l'Europe.

■ **DOSSIER** : France-Culture va présenter un dossier spécial sur l'Algérie. L'émission de Pascal Werner « Le Témoin du temps qui change », vendredi 24 mars à 9 h 05, doit inviter l'intellectuel et poète algérien Jamel Eddine Bencheikh, professeur à la Sorbonne. Pascal Werner fera aussi un portrait d'Abdelkader Djemal, auteur d'un *Chien de cendres*, samedi 25 mars à 11 h 20. Dans l'émission « Culture Matin » du vendredi 24 à 7 heures, Jean Lebrun évoquera avec William Zarbin l'Algérie vue des États-Unis.

■ **JUSTICE** : Joceline Volckaert, la mère de la petite Karine, violée et assassinée en septembre 1993 près de Perpignan, a réclamé lundi 6 mars 500 000 francs à TF1 et la même somme à Yves Rénier pour la diffusion, le 14 novembre 1994, par cette chaîne d'un épisode du « Commissaire Moulin » évoquant le drame de sa fille (Le Monde du 16 février). Le jugement a été renvoyé au 3 avril.

« **LES PORTES DE L'ENFER** » : tel est le surnom des lourdes portes en acier inoxydable donnant accès à la partie la plus secrète et la plus dangereuse de l'usine souterraine de production de plutonium militaire de Krasnoïarsk-26. Construite en Sibérie, sur les bords de l'Ienisseï, dans les années 50, sur les ordres de Staline, en pleine guerre froide, elle se trouve au centre géographique de la Russie, à 5 000 km des frontières est et ouest du pays.

Pendant près de quarante ans, comme la dizaine d'autres villes secrètes où se forgeait l'arme atomique de l'URSS, elle ne fut connue, de quelques initiés, que par son nom de code : Krasnoïarsk-26. Aujourd'hui encore, la ville ne figure sur aucune carte officielle, bien qu'un certain nombre d'articles et de reportages aient levé le voile sur ces « cités interdites de l'atome » avec lesquelles des pays occidentaux ont signé des accords de coopération. Le magazine « Envoyé spécial » présente, jeudi 9 mars, des images, inédites et saisissantes, filmées à Krasnoïarsk-26, accompagnées de déclarations de techniciens russes.

« FOLIE POLITIQUE »

Le reportage propose une descente à quelque 150 mètres sous le massif granitique où courent des dizaines de kilomètres de galeries, où des salles immenses abritent trois réacteurs nucléaires destinés à la fabrication de plutonium militaire (deux ont été définitivement arrêtés et le troisième ne sert, se-

lon les responsables de l'usine, qu'à la production de chaleur et d'électricité pour la ville proche). S'y trouvent aussi au moins quatre « lignes », ou « galeries » de retraitement. De longues piscines contenant un entrelacs de tuyaux dans lesquels circulent des solutions d'uranium et de plutonium et au-dessus desquelles un technicien, muni d'un chalumeau

une dizaine de personnes, « les plus expérimentées et toutes âgées de plus de cinquante ans ». Le plutonium sous forme de poudre grise s'abaisse à, en fin de chaîne.

« La lucidité, c'est la dernière garantie »

Krasnoïarsk-26, c'est aussi des milliers d'ouvriers et ouvrières qui, chaque matin, prennent le train spécial qui les conduit sous la montagne. Ils ont beaucoup souffert. « Je n'ai aucune idée des doses de radioactivité que j'ai reçues, reconnaît un technicien dans le reportage diffusé par le magazine de France 2. Très souvent, nous préférons ne pas avoir de dosimètre, car nous étions sanctionnés quand nous nous en servions. Ils déclarent les conditions de travail déplorables dans lesquelles ils travaillent, mais se sentent néanmoins encore responsables de ces installations qu'ils ont fait vivre avec, souvent, beaucoup de patriotisme et de dévouement : « On travaillait pour créer le bouclier du pays. Aujourd'hui, on n'a plus besoin de nous. Mais si ça tient encore ici, c'est que les gens y sont plus responsables qu'à l'extérieur. Tout tient grâce à la lucidité de tout le monde. Oui, la lucidité, c'est la dernière garantie pour la sécurité », souligne un autre technicien.

de soudage, se déplace à bord d'un pont transbordeur pour détecter et réparer les fuites !

Plus bas encore se trouve la zone N1, dont les sas d'entrée sont justement ces « portes de l'enfer » s'ouvrant sur des galeries et des salles où la radioactivité peut atteindre le chiffre considérable de 10 000 micro-Röntgen par seconde, affirme un technicien, et qui n'est accessible qu'à

roches, notamment par des prisonniers du Goulag, comme l'a reconnu la Pravda, au mois de juin 1989. C'était la période de la guerre froide et la course à la parité nucléaire avec les États-Unis battait son plein. Aux deux complexes de production de matières fissiles pour les armes nucléaires de Tcheliabinsk-65, dans l'Oural central, et de Tomsk-7 dans le sud de la Sibérie occiden-

taie, édifiés en surface, Staline avait décidé d'en ajouter un troisième, invulnérable même à une bombe atomique.

Aujourd'hui, les activités civiles se sont progressivement développées dans ces trois centres avec, depuis quelques années, des participations étrangères. Tcheliabinsk-65 a arrêté ses quatre réacteurs plutonifères. On y récupère le plutonium des missiles militaires démantelés en vertu des accords de désarmement russo-américains, et le retraitement y prend désormais une place prédominante. L'usine RT-1, mise en service en 1976, y reçoit les combustibles irradiés d'une partie des centrales nucléaires (réacteurs VVER 440, RBMK et surgénérateurs BN-350 et BN-600), ainsi que celui des réacteurs de sous-marins et brise-glaces à propulsion nucléaire. Elle doit également retraiter des combustibles en provenance de Finlande, Hongrie et Tchécoslovaquie.

La même évolution s'est produite à Tomsk-7, où les cinq réacteurs qui fournissaient une grande partie du plutonium militaire russe ne fonctionnent plus. Le retraitement du plutonium et l'enrichissement de l'uranium y tiennent une place essentielle et des accords ont été passés avec la France, la Corée du Sud, le Canada, etc. Tomsk-7 dispose, par ailleurs, d'unités d'enrichissement par laser.

Krasnoïarsk-26, enfin, a aussi, en principe, abandonné la production de plutonium militaire. La

construction d'une unité de traitement d'une capacité de 1 000 à 1 500 tonnes par an y avait été arrêtée début 1991, faute d'argent. La grande crainte du personnel de l'usine, largement exprimée dans le reportage, était l'éventuelle fermeture du site. Il peut être rassuré : un porte-parole du ministère de l'Énergie atomique a annoncé à Moscou, vendredi 3 mars, que le président Boris Eltsine avait ordonné le redémarrage du chantier.

OPPOSITIONS LOCALES

Dans ces installations, édifiées en surface et non dans les souterrains montrés par le magazine, seront retraités les combustibles irradiés en provenance non seulement des centrales russes, mais également étrangères, en particulier de la Corée du Sud, ce qui financerait ainsi une partie de l'investissement.

Une « piscine » ultramoderne de stockage de combustibles irradiés fonctionne déjà, également en surface, depuis 1985. Sa capacité est de 6 000 tonnes. Un tunnel à deux niveaux a été creusé sous le lit de l'Ienisseï. Le projet prévoyait d'injecter des déchets liquides radioactifs dans le sous-sol pour stockage définitif, de l'autre côté du fleuve. Les oppositions locales, qui demeurent fortes, empêcheront peut-être qu'il soit mené à terme.

Serge Berg

★ France 2 : « Envoyé spécial », jeudi 9 mars à 21 h 10.

TF 1

13.40 Série : *Bony*.
14.35 Club Dorothée.
17.30 Série : *Les Garçons de la plage*.
18.00 Série : *Les Nouveaux Filles d'à côté*.
18.30 Série : *Le Miracle de l'amour*.
19.00 Magazine : *Coucou !* (et 1.30).
19.50 *Le Bébé Show* (et 2.15).
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo et Météo des neiges.

Le Monde des Livres

Retrouvez la sélection du Monde sur Minitel

36 15 LEMONDE

20.50 Soirée spéciale : *Les Rastros du cœur*. Les Enfants à l'Opéra Comique. La « grande famille » est à nouveau réunie pour un spectacle musical et humoristique.
23.05 Magazine : *37° 5 le soir*. Les enjeux médicaux.
0.35 Sport : *Patinage artistique*. Championnat du monde à Birmingham.
2.20 Journal et Météo.
2.35 Documentaire : *Histoire de la vie*. De la matière naquit la vie.
3.25 Programmes de nuit. Histoires naturelles (et à 5.10), 3.55, *Mémoires* (rediff.), 4.25, *Côté cœur*, 4.45, *Musique*.

FRANCE 2

13.50 Cinéma : *Hibarnatus*. Film français d'Edouard Molinaro (1969), avec Louis de Funès.
15.10 Chouli Maureau.
17.45 Série : *Seconde*.
18.15 Série : *Cooper et vous*.
18.45 Jeu : *Que le meilleur gagne* (et 3.25).
19.10 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel (et 2.00).
19.45 *America's Cup*.
19.50 Tirage du Loto (et 20.50).
19.59 Journal et Météo.

20.55 Téléfilm : *L'Instinct*. Le Crime de Valentin, de Christian Faure, avec Gérard Klein. De la présomption d'innocence.

22.35 Magazine : *Bas les masques*. Présenté par Mireille Dumas. Ce sera qu'on dit faible.
23.50 Journal, Météo, Journal des courses.
0.10 Le Cercle de minuit.
1.35 Programmes de nuit. Histoires courtes : *Le Manteau de papier*, d'Olivier Bourbeillon avec Paul Blas ; 2.25, *Emissions religieuses* : 3.55, 24 heures d'info, 4.45, *Outremer* (rediff.), 5.40, *Deson animé*.

FRANCE 3

13.05 Série : *Sherlock Holmes*. Le Maître chanteur.
15.00 Série : *La Croisière s'amuse*.
15.55 Série : *Mégamun*.
16.45 Les Minutemen.
17.15 Sport : *Patinage artistique*. En direct de Birmingham. Championnat du monde : Techniques messieurs.
18.20 *Questions pour un champion*.
18.50 Un livre, un jour. *Tout monopole*, d'Étienne Dehau.
18.55 Le 19-20 de l'information. À 19.00, Journal de la région. Invité : Jean-Marie Le Pen.
20.05 Jeu : *Fa si la chanson*.
20.35 Tout le sport.
20.40 INC.

20.50 Magazine : *La Marche du siècle*. Présenté par Jean-Marie Cavada. Invité : Lionel Jospin.

22.25 Météo et Journal.
23.00 Magazine : *Un siècle d'écritures*. Georges Bernanos, de Patrick Zeyen.
23.45 Documentaire : *Les Cinq Continents*. Tong Tana, voyage au cœur des dernières forêts vierges (rediff.).
0.45 Musique : *Graffiti* (15 min).

M 6

13.30 M 6 Kid.
16.10 Magazine : *Méga 6*. Raiden, Space Harrier, Super Moto Cross, Gogo Akman, Berlin, Star Trek, Starline, Spitz, Super Special, Wings of Glory, Super Karts, Jet Lion, Tough Man Contest.
16.30 Série : *L'Étalon noir*.
17.00 Variétés : *HR Machine*.
17.00 Magazine : *Fax'O* (et 5.15).
Take That, Greg Hargis, The The.
17.30 Série : *Guillaume Tell*.
18.00 Série : *Equipe*.
18.54 Six minutes première édition.
19.00 Série : *Lois et Clark*, les nouvelles aventures de Superman.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : *Madame et sa fille*.
20.35 Magazine : *Ecolo 6*. Meunier, tu dors.

20.45 Téléfilm : *Bienvenue à Bellefontaine*. De Gérard Louvin, avec Jean Lefebvre, Annie Jouzic. Innocent du crime pour lequel il a déjà purgé dix ans de prison, Gaëtan Lantier revient dans son petit village...

22.25 Téléfilm : *L'Enlèvement de la folle*. De Stephen Gyllenhaal. À la suite de l'assassinat de sa meilleure amie, une mère de famille modèle fait figure de suspect numéro un.
0.05 Série : *Emotions*. Versée, cité des doges ; 3.25, *Altman* et les quarante vedettes ; 4.20, *Nature et civilisation* (7).

CANAL +

13.30 Le Journal de l'emploi.
13.35 Décodo pas Bunny.
14.30 Documentaire : *La Forêt des orange-outans*.
15.00 Le Journal du cinéma.
15.05 Téléfilm : *La Dernière Échelle*. De David Jones.
16.45 Sport : *Basket-ball américain*. Match de championnat de la NBA. Canellie péloche, Droopy défensive.
En clair jusqu'à 21.00
18.30 Jeu : *Pizzarollo*.
18.40 Magazine : *Nuit part ailleurs*. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invité : Laurent Ruquier.
19.20 Magazine : *Zébrorama*. Présenté par Daisy d'Errata, Eric Laugueny, Marianne Nizan, Albert Aigoud, Christophe Berth, José Garcia, Karl Zéro.
19.55 Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma du mercredi.

21.00 Cinéma : *Tombés du ciel*. Film franco-espagnol de Philippe Lioret (1993).

22.25 Flash d'informations.
22.35 Cinéma : *Dragon*. Histoire de Bruce Lee. Film américain de Rob Cohen (1992), (v.o.).
0.30 Magazine : *Le Journal du hard*. Présenté par Philippe Vandel.
0.35 Cinéma : *Holly*, la scandaleuse de Hollywood. Film américain, classé X, de John T. Bone (1993).
2.00 Documentaire : *Sénégalais, Sénégalaises*, de Laurence Attali.
2.50 Surprises (10 min).

LA CINQUIÈME

13.30 Cinéma : *Un carnet de bal*. Film français de Julien Duvivier (1937, N.), avec Louis Jouvet, Raimu, Fernandel.
16.00 Les Écrans du savoir. Au fil des jours (rediff.) Inventer demain (rediff.) ; *Alfa-La Terre* (rediff.) ; *Alphabet de l'image* (rediff.) ; *Ca bouge* (rediff.) ; *Rintintin* ; *Rintintin and the Gold Bullion* (v.o.).
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Forêts du monde.
18.30 Le Monde des animaux. L'univers des sens : des odeurs par milliers.

ARTE

19.00 Magazine : *Confetti*.
19.30 Documentaire : *Sauvages*. Les éléphants de la forêt ! De Jens-Uwe Heins et Ulrich Nebelsick.
20.10 Documentaire : *Les Hommes du silence*. De Geneviève Roger et Frédéric Tonoli.
20.20 Chronique : *Le Dessous des cartes*. Hongkong.
20.30 à 1/2 Journal.
20.40 Magazine : *Mémoires de l'Histoire*. La Véridique Légende du sous-commandant Marcos, documentaire de Carmen Castillo et Tessa Brisac.

21.45 Musique : *Concerto pour violon n° 1*, de Karol Szymanowski. Par l'Orchestre Sinfonietta Cracovia, dir. Jerzy Katlewicz, sol. Konstanty Kulka, violon.

22.15 Documentaire : *Le Chant de la nuit*. La vie et l'œuvre de Karol Szymanowski, de Peter Maniura. Prix de la musique populaire au MIDEM 1994.
23.15 Magazine : *Musica Journal*. De Bernhard Pfister.
23.55 Documentaire : *Cinéma de notre temps*. La machine Scorsese, d'André S. Labarthe.
1.10 Documentaire : *Portrait du cinéaste au travail*. Comme un nouveau-né. À propos du film de Peter Seitz de Bodo Kessler (rediff.).
1.55 Rencontre. Dialogue entre Alain Jacquard et Delphine Batho (30 min).

Les interventions à la radio

RTL, 18 h 20 : Simone Vell et Michel Ricard (« Question d'actualité »).
Radio Shalom 94.8 FM, 18 h 30 : Pierre Moscovici (« Le grand débat »).
France-Inter, 19 h 20 : Martine Aubry (« Objections »).

CÂBLE

TV 5 19.00 Revue de presse canadienne. 19.05 Paris Lumière. 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Faut pas rêver, invité : Christophe Malavoy. États-Unis. Casinos indiens, Mauritanie : *Chigueti*, mémoire vive du désert ; France : *L'or bleu de Trézé*. 21.00 Temps présent. Rediff. de TSR du 23 février. *Retravés* : une mine d'or ; *Pleca au jeu*. 21.55 *Mémo des cinq continents*. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Série : *Au nom du père et du fils*. 23.45 Bas les masques. Rediff. de France 2 du 15 février. *Femme bien* sous tous rapports cherche homme pour vie à deux. 0.45 Journal de France 3. *Edison* (30 min).

PLANÈTE 19.35 Louisiana Blues. De Jean-Pierre Bruneau et José Reynes. 20.35 Le Silence et la Peur. De Léon Desdozueux. 21.30 La Taille de son Yanni Parantidiot. De Thierry Compain. 22.30 Annuaire de toutes les Russes. De Gérard Caldon et Jean-Claude Cottol (24). Le Grand Hiver russe. 23.20 L'Ouest, le vrai. De Craig Haffner (56/65). La Police montée du nord-ouest.

0.10 De Nuremberg à Nuremberg. De Frédéric Rossif (44). La Défilé et le Jigantier.
PARIS PREMIÈRE 15.00 Paris Première infos (et 19.00). 19.15 Tout Paris (et 20.30, 23.40). 19.45 Café-théâtre. 20.00 Paris Match Première (et 21.55). 21.00 Paris modes. 22.25 Le court en dit long. Hommage à Caryl Chesson.
CANAL 1 17.35 Les Triplex. 17.40 Bol. 18.00 Coup de bleus dans les étoiles. 18.15 Cagou. 19.15 Domingo. 19.30 Série : *Zorro*.

CANAL JIMMY 20.00 Série : *Au nom de la loi*. 20.30 Série : *Sensu*. 21.15 Série : *Star Trek*. 22.00 Chronique de mon canapé. 22.05 Série : *Seinfeld*. 22.30 Série : *Les monstres nouveaux*. 22.55 *T'es pas une idée ?* 23.55 Série : *Dream On*. 0.25 Série : *Les Enchaînements*. À l'aube du dernier jour (55 min).
SÉRIE CLUB 20.00 Série : *Les Années coup de cœur*. 20.25 Série : *Les deux font la loi*. 20.50 Série : *UFO-Mente dans l'espace* (et 0.10). 21.40 Série : *Beefin' antipap*. 22.30 Série : *Code Quantum*. 23.20 Série : *Equalizer*. 1.00 Série : *Le Chevalier d'Arden*.
MCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 0.00). 20.10 MCM Mag (et 23.30). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Radio Mag. 21.30 MCM Rock Legends.

Spécial Serge Gainsbourg. 23.00 X Culture. 1/17 20.00 Greatest Hits. 21.00 The Wanted. 22.30 *Beats and Butt-Head*. 23.00 The Report. 23.15 *Créativité*. 23.30 *News at Night*. 23.45 *From 1.00 The End ?* (120 min).

EUROSPORT 19.00 Sportsnews. 19.30 Patinage artistique. En direct de Birmingham (programme libre couples. 23.00 Motors. 0.00 Boxe. Championnat d'Europe : poids moyens. Woodhall (G-B)-Bracco (Ita). 1.00 Sportsnews (30 min).

CINÉ CINÉFIL 18.35 à 19.35 Lune de miel mouvementée. ■ Film américain de Leo McCarey (1942, N.). 20.30 *Susannah of the Mounties*. ■ Film américain de William A. Seiter (1939, N., v.o.). 21.45 *Les Russes du diable*. ■ Film français de Paul Vecchiali (1965, N.). 23.25 *Charlie Chan à Londres*. ■ Film américain d'Eugène Forde (1934, N., v.o.). 0.45 *Le Rêveur à abattre*. ■ Film américain de Lewis Allen (1955, N., v.o.).
CINÉ CINÉMAS 20.00 Séquences. 20.30 *Docu* in Love. ■ Film américain de Gary Marshall (1982). 22.00 1900 (1^{re} partie). ■ Film italien de Bernardo Bertolucci (1976). 0.40 Dans les coulisses de... (25 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Loïc Depicker (Dictionnaire du Français des métiers). 19.30 Perspectives scientifiques. Transfert et contre-transfert ou le quiproquo de l'inconscient. 3. Le psychanalyste, la folie et l'institution psychiatrique. Avec Jacques Hochmann, psychiatre et psychanalyste. 20.00 Le Rythme et la Saison. La chanson populaire. 3. Le pouvoir de la radio et du cinéma. 20.30 Tire ta langue. Hoquet ou myodone phrénologique-tique : Les mots de la médecine. 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des radiospubliques de langue française. Les guesseurs du Brésil (3). 22.40 Les Nuits magnétiques. Si tu m'aimes, marions-nous. 2. La marionnette en rouge. 0.05 Du jour au lendemain. Marc Guyon. Le Voyage transparent. 0.50 Coda. Les Songs de Sébastien. 3. Je suis un arbre.
FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Janine Reiss, chef de chant. 20.00 Concert

Donné le 4 mars 1995 au Conservatoire d'art dramatique à Paris, dans la série des Aventures, par le Fire Arts Quartet : Sérénade italienne pour quatuor à cordes, de Wolf ; Quatuor à cordes n° 68 op. 64 n° 6, de Haydn ; Quatuor à cordes n° 1 op. 7, de Schoenberg. 22.00 Soliste. Margaret Price, soprano. 22.30 Musique pluriel. Les femmes compositrices. Concerto étrusque, de Glaville-Hicks, par l'Orchestre philharmonique de Brooklyn, dir. Dennis Russell Davies. Keith Jarrett, piano ; Concerto de chambre pour Rite et cordes, de Fingov, par l'Ensemble des Solistes de l'Orchestre symphonique d'URSS, dir. Vladimir Barabinsky, Alexander Korneev. Note. 23.07 Ainsi la nuit. Quatuor à cordes n° 1, de Beethoven, par le Quatuor Alban Berg. Sonate pour piano K 331, de Mozart. Stanislav Burin, piano ; Bachiana Brasileira n° 5 pour violoncelle et guitare, de Villa-Lobos. Reine Hachot, violoncelle, Christine Heurtefoux, guitare. 0.00 Jazz vivant. Aux frontières du jazz et du classique : Gilles Apat, violon, Jacques Loussier, piano, et le groupe Classic Busters ; Les pianistes Hervé Sélin, Jean-Michel Plic et Manuel Rodemann.

مركز لادام

Gaumont Télévision débute dans l'animation

« Highlander », le nouveau dessin animé diffusé chaque mercredi sur M 6 a nécessité dix-huit mois de travail pour plus de deux cents personnes

APRÈS LE FILM avec Christophe Lambert, la série avec Adrian Paul diffusée durant deux saisons (et bientôt trois) sur M 6, voici le dessin animé *Highlander*. Le projet est énorme, sa fabrication impressionnante, son coût - 80 millions de francs - éloquent. Pour la société de Christian Charret, Gaumont Télévision, qui signe, avec ses quarante épisodes de 26 minutes, son entrée dans l'animation, le pari est de taille. Pour M 6 et Bobbot Entertainment, premier câble-opérateur sur le marché américain de la jeunesse, qui ont apporté les deux tiers du financement, aussi. Mais le jeu devait en valoir la chandelle.

Déjà vendu à l'Angleterre (à la très pointilleuse BBC), l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, l'Asie, le Canada... et les États-Unis où il sera diffusé, à partir de septembre 1995 sur toutes les chaînes bertiennes, le dessin animé *Highlander* pourrait rapporter très gros (10 à 12 millions de dollars uniquement pour le marché américain). Rien, en tout cas, n'a été laissé au hasard par les équipes qui ont travaillé à sa création et sa confection. « La vertu du dessin animé, c'est qu'il peut être un programme de durée de vie très longue », précise Marc du Pontavice, responsable du département animation de Gaumont Télévision. Or, pour obtenir ce cycle d'exploitation long, il est indispensable de se positionner sur un produit très haut de gamme, donner à la fabrication du dessin animé des moyens excep-



tionnels qui éviteront son vieillissement. Plutôt destinée aux 7-12 ans, la version en dessin animé de *Highlander* repose, contrairement à la fiction, sur la quête initiatique du personnage central, Quentin MacLeod, un adolescent qui, en accomplissant sa mission, devient tout à la fois un héros et un homme.

LE PRINCIPE DE RÉALITÉ

Pour passer de la fiction au dessin animé, les auteurs ont choisi un univers graphique qui apparait résolument au monde de « l'heroic fantasy », un monde qui conjugue les contraires (la modernité et le Moyen Âge, l'ordre et le chaos) et autorise pratiquement toutes les re-

contres. A partir de là, tout a été traité selon les règles du réalisme. Un soin tout particulier a été apporté sur les ombres, le contour et la morphologie des personnages.

Toujours pour répondre au principe de réalité, des techniques nouvelles de colorisation ont également été utilisées sur les décors. L'utilisation de l'aplat noir sur les premiers plans, des traits sur les deuxièmes plans et de la couleur sur les troisièmes plans a ainsi permis d'obtenir des perspectives dont la qualité est égale à celle de l'image de synthèse.

Enfin, pour se rapprocher de l'univers de *Highlander*, les concepteurs ont travaillé le son dans des conditions quasi cinématographiques : trente-deux

pistes d'enregistrement ont notamment été employées pour les bruitages et les thèmes musicaux à chaque épisode.

La mise en scène contribue elle aussi à provoquer le trouble et à brouiller les frontières tant les mouvements de caméra, les prises de vue et les éclairages ressemblent à s'y méprendre à ceux du cinéma.

RÉSULTATS D'AUDIENCE

Toutes les étapes de création du dessin animé (scénario, script, story-boards, création de personnages, choix des couleurs...) ont été effectuées en France, le coloriage et l'animation en Corée. Au total, cette production de 40 épisodes représente pas moins de dix-huit mois de travail pour les 50 personnes attachées à sa création et 175 chargées de son exécution.

Mais aussi : 15 000 décors, 600 personnages, 800 000 celluloids, 11 heures de musique originale, 9 000 pages d'écriture de scénario, 40 000 mètres de pellicule. Et au moment où M 6 s'apprête à diffuser ce nouveau *Highlander*, les équipes de Gaumont Télévision sont déjà préparées, quant à elles, à continuer l'aventure. Vingt-cinq épisodes supplémentaires sont en effet prévus en attendant les résultats d'audience.

Véronique Cauhapé

* M 6 : tous les mercredis à 15 h 30.

Le club des non

par Agathe Logeart

IL EST DÉTENDU, souriant, content d'être avec nous ce soir. Valéry Giscard d'Estaing, assis précieusement sur le fauteuil qu'occupait Raymond Barre la veille sur le même plateau de TF 1, a lui aussi comme un air de jeunesse. Décidément, l'éloignement du pouvoir a des vertus insoupçonnées. Il donne l'air plus libre, en somme, la parole comme la mienne. Giscard chuinte moins, on dirait. Ses yeux sont doux. Il pose son menton dans sa main d'un geste si décontracté qu'on en est tout étonné. Il est même conscient des dérives monarchiques de la fin de son septennat, de ce temps froid « où l'on croit trop qu'on a raison contre les autres ». Si l'ex ne se ressemble plus, serait-il devenu (redevenu ?) lui-même ? « L'adversité, le temps qui passe », lui confie-t-il, en fin de compte, c'est la simplicité. Simple au point même d'appeler PPDA par son prénom, c'est dire comme on s'est libéré.

Mais est-ce l'éloignement ou le renouveau qui provoque une telle cure de jouvence ? Delors, Barre, et maintenant Giscard, qui entre à son tour dans le club des non, posent tous trois la même question à leurs compagnons en politique. Tous trois se disent d'une certaine manière incompris de leurs contemporains. Ils préfèrent tirer leur révérence plutôt que de s'échiner à tenter de conquérir un pouvoir dont ils se disent convaincus qu'ils ne pourraient l'exercer pleinement, bloqués par les conservatismes et le manque d'ambition d'autrui.

Alors que Jacques Delors a an-

noncé qu'il ferait « ce qui est utile, pas plus » pour soutenir Lionel Jospin, Barre et Giscard enveloppent du même mépris ceux de leur camp qui veulent être présidents. Ce sont des nains qui manquent de « souffle », et se contentent de programmes de gouvernement quand il faudrait un vrai projet présidentiel, « quelque chose qui doit prendre les gens aux tripes ». Une candidature « vibrante », voilà ce qu'aimerait Valéry Giscard d'Estaing, qui se rappelle avec une pointe de nostalgie comment, en 1974, il « entraîna les gens ». Avec un Alain Juppé premier ministre, et un Jacques Delors aux affaires étrangères, il aurait fait du bon boulot. Mais voilà, les choses ne sont pas toujours ce qu'on aimerait qu'elles soient. Pas la peine d'en faire une malédiction. Tout cela est dit avec la sagesse, un rire même, lorsque l'ancien président se moque de lui-même président de l'UDF, autant dire de plus grand chose.

Errance détachement. On se prend à rêver de ce que le même phénomène pourrait provoquer précieusement sur ceux qui sont encore en lice. Que donneraient les Balladur, Chirac et Jospin s'ils renonçaient à concourir ? Dans ce même fauteuil, là devant nous, verrait-on un Edouard Balladur nimbé d'une auréole orange enfin débarrassé de sa morgue et de ses petits marquis ; un Jacques Chirac croquant la pomme dérivée de ses rictus ; un Lionel Jospin couleur menthe à l'eau capable de faire craquer ses coutures de bon élève, pour laisser passer, enfin, un peu de vie dans leurs propos ?

JEUDI 9 MARS 1995

TF 1

13.40 Feuilleton : Les Feux de l'Amour.
14.30 Série : Santa Barbara.
16.10 Série : Le Miel et les Abeilles.
16.40 Club Dorothée.
17.30 Les Gens de la Plage.
18.00 Sport : Patinage artistique. Championnat du monde à Birmingham. Programme original dansé.
19.00 Magazine : Coucou ! (et 23.55).
19.50 Le Bébête Show (et 0.45).
20.00 Journal.

20.15 Face à la Une.
Invité : Nicolas Sarkozy.
20.40 Tiers, la Mésaventure hippique et Météo.

20.55 144 film : Commissaire Moulin.
Lames blanches.

22.20 Magazine : Scènes de ménage.
Les hommes sont-ils des lâches ? Invités : Paul-Loup Sulitzer, Sapho, Jean Edern Hallier.

23.30 Les Rendez-vous de l'été.
Invité : Jean Sirota, PDG de la COGEMA.
0.50 Journal et Météo.

1.00 Programmes de nuit.
Mésaventures : 1.25, Histoire naturelle (et 3.10, 5.05) ; 2.20, Histoire de la vie ; 4.10, Intrigues ; 4.30, Musique.

FRANCE 2

13.50 Série : Inspecteur Derrick.
14.55 Série : Dans la chaleur de la nuit.
15.45 Tiro à Saint-Cloud.
16.00 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.05).
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.15 Série : Sébastien.
17.45 Série : Cooper et nous.
18.15 Série : La Fête à la maison.
18.45 Jeu : Qui est le meilleur gagnant ? (et 4.00).
19.10 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel (et 2.20).
19.59 Journal.

20.25 Carnet de campagne.
Invité : Philippe Seguin.
21.00 Météo et Point route.

21.10 Magazine : Envoyé spécial.
Les Enfants disparus ; Les Portes de l'enfer.
Des milliers d'enfants sont portés disparus aux États-Unis. Des milliers de personnes descendent jour et nuit dans les mines siberiennes pour en extraire du plutonium.

22.55 Cinéma : Les hommes préfèrent les blondes. ■■■■ Film américain de Howard Hawks (1953).

0.30 Journal, Météo, Journal des courses.
0.57 Le Cercle de minuit.
Invités : Frédéric Wicman ; Youssef Chahine ; Claire Simon ; Bertrand Tavernier.

2.50 Programmes de nuit.
Bas les masques (rediff.) ; 4.30, 24 heures d'info ; 4.55, Histoire d'en parler ; 5.40, Dessin animé.

FRANCE 3

13.05 Jeu : Presse-citron.
13.35 Magazine : Vincent à l'heure.
14.45 Série : La croisière s'amusse.
15.35 Série : Magnum.
16.30 Les Minikoums.
17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.00 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
La France des années 30, d'Eugen Weber.
18.55 Le 19-20 de l'information.
A 19.05, Journal de la région.
20.10 Jeu : Fa si la chanter.

20.35 Tout le sport.
20.45 Keno.

20.55 Sport : Patinage artistique.
En direct de Birmingham. Championnat du monde ; libre messieurs.
23.35 Météo et Journal.
0.05 Magazine : L'Heure du golf.
0.35 Documentaire : Mémoires du XIX^e siècle. David Roussel (1).
1.30 Musique Graffiti (15 min).

Commandez vos livres par Minitel
36 15 LEMONDE

M 6

13.25 Série : L'Homme de fer.
14.20 Série : Jim Bergerac.
17.00 Variétés : Hit Machine.
Emission présentée par Yves Nèel et Ophélie Winter.
17.30 Série : Guillaume Tell.
18.00 Série : Expédier.
18.54 Six minutes première édition.
19.00 Série : Lois et Clark, les nouvelles aventures de Superman.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame et sa fille.
20.35 Magazine : Passé simple.
1945 : Patton force sur Berlin. Grand chef de guerre, mais aussi général indiscipliné, parfois incontrôlable, à la limite de la mégalomanie, le général Patton demeure une des grandes figures (controversées) de la seconde guerre mondiale.

20.50 Cinéma : Subway. ■
Film français de Luc Besson (1985).

22.35 Cinéma : Pulsions homicides. ■
Film américain de Graham Baker (1984).

0.10 Documentaire : Altman et les quarante vedettes.
Dans les coulisses du film Prêt-à-porter.

2.30 Rediffusions.
Jazz 6 : 2.35, Sports et découverte (7) ; 4.20, Concert Vox Office ; 5.00, Culture pub.

CANAL +

13.35 Cinéma : Quatre New-Yorkaises. ■
Film américain de Beban Kidron (1992).
15.30 Documentaire : Les Crocodiles, les croqueurs du Kivu.
De Mark Debbie et Victoria Stone.
16.20 Cinéma : Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil. ■
Film français de Jean YVES (1972).
18.00 Canaille peluche.
Droopy détective.
En clair jusqu'à 20.30
18.30 Jeu : Pizzarollo.
19.40 Magazine : Nulle part ailleurs.
Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invité : Cachao, chanteur de salsa.
19.20 Magazine : Zororama.
19.55 Les Guignols.

20.15 Sport : Football.
En direct. Nice-Lyon, match de 29^e journée du Championnat de France de D1. 20.30 coup d'envoi.

22.30 Flash d'informations.

22.35 Cinéma : Les Marmottes. ■
Film français d'Elie Chouraqui (1993).

0.15 Cinéma : Sideways. O
Film américain d'Aaron Norris (1992, v.o.).
1.55 Documentaire : National Geographic. Merveilles des Caraïbes, d'Howard et Michelle Hall.
2.45 Surprises (15 min).

LA CINQUIÈME

13.30 Magazine : Défilé.
14.00 Magazine : L'Esprit du sport.
Invité : Patrick Baudry.
15.45 Les Ecrans du savoir.
Au fil des jours (rediff.) ; Invenit demain ; Allô la Terre (rediff.) ; Ma souris bien-aimée (rediff.) ; L'Éclat de Colomb (rediff.) ; Cinq sur cinq (rediff.) ; Langues : espagnol et anglais.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Les Grands Châteaux d'Europe.
Neuschwanstein.
18.30 Le Monde des animaux.
L'univers des sens : la notion du temps.

ARTE

19.00 Magazine : Confetti. Une histoire d'amour à Sarajevo.
19.30 Documentaire : Le Triangle de la mort.
De Jerzy Siedkowski.
Katowice, Gliwice, Beuthen. Dans ces trois villes industrielles, l'espérance de vie est inférieure de vingt ans au reste de la Pologne.
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique : Candidats en campagne.
Soirée proposée par Christoph Jörg et Vivien Marx.
20.41 Documentaire : Votez pour moi.
D'Hervé Busini et Olivier d'Angely.

21.35 Documentaire : The War Room.
De Don Alan Pennebaker et Chris Hegedus.
Un documentaire aux allures de thriller sur la campagne présidentielle de Bill Clinton. Pennebaker a fait partie d'un groupe spécialisé dans le « cinéma vérité ».

23.10 Documentaire : Bienvenue, Monsieur le ministre.
De Pierre Carles.
Une enquête sur les médias en campagne électorale. Pierre Carles suit la pré-campagne d'Alain Juppé à Bordeaux.

23.35 Documentaire : Se voir perdre.
D'Ernst-August Zurborn.
Ce moment où un mandat est perdu. Le mécanisme de l'alternance du pouvoir dans un contexte démocratique. Images d'archives, interviews.

0.05 Documentaire : Viva l'Italia.
De Leonardo Di Costanzo.
Mars 1994 en Italie. Comment les comités de Forza Italia donnèrent la victoire à Silvio Berlusconi.

1.05 Documentaire : Le Chant de la nuit.
La vie et l'œuvre de Karol Szymanowski, de Peter Maniura (rediff.).
2.10 Rencontre.
Dialogue entre Catherine d'Estaing et J.-P. Rampal (30 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Presse hebdo. 19.05 Paris lumière. 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Moi vouloir toi. O Film français de Patrick Dewolf (1985). 21.30 30 millions d'amis. Rediff. de TF 1 du 25 février. 21.55 Météo des cinq continents. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 La Marche du siècle. Rediff. de France 3 du 15 février. Maladie d'Alzheimer. 0.15 Tell Quel. Prof battu : une école en état de choc. 0.45 Journal de France 3. Édition Soir 3 (25 min).
PLANÈTE 19.15 Les Automates vivants. De Gérard Calender. 20.05 BD : A suivre. De Christophe Hallier. 20.35 Force brute. De Robert Kirk (29/52). Chars d'assaut. 21.25 Louisiana Blues. De Jean-Pierre Bruneau et José Reynes. 22.20 Le Silence et la Peur. De Jean Descomaux. 23.20 Le Tailleur de sons. Yarn Paranthoën. De Thierry Corpein. 0.15 Animaux de toutes les Russies. De Gérard Calender et Jean-Claude Cottot (24). Le Grand Hiver russe (95 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première Infos. 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.55). 19.45 Archives. 20.00 Ecran total (et 22.50, 21.00 Tous en scène. ■■ Film amé-

ricain de Vincente Minnelli (1953, v.o.). 23.20 Concert. Internationale Prague. Enregistré au Vladoval Hall en juin 1994. L'Orchestre symphonique de Prague, sous la dir. de Sir Georg Solti. Solistes : Murray Perahia (piano), Gabriela Benackova (soprano).

CANAL J 17.35 Les Trépassés. 17.40 Boi. 17.55 Scènes de ménage. C'est comme moi ; 18.00, Monsieur Bogus ; 18.20, Top top top ; 18.25, Sébastien parmi les hommes ; 18.55, Jeux vidéo ; 19.00, Montre-moi ta ville ; 19.30 Série : Zorro (30 min).

CANAL JIMMY 20.00 Trafic. ■■ Film français de Jacques Tati (1977). 21.40 Quatre en un. 22.05 Chronique du front. 22.10 Pure Country. ■■ Film américain de Christopher Cain (1992, v.o.). 0.05 Souvenir. Top à Gérard Lenorman. Variétés. Diffusé pour la première fois, le 20 octobre 1973. (65 min).

SÉRIE CLUB 19.10 Série : Super Jaimie. 20.00 Série : L'Odyssée imaginaire. 20.25 Série : Les deux font la loi. 20.50 Série : Salsa champion (et 0.10). 21.40 Série : Berlin amigang. 22.30 Série : Code Quantum. Au nom du père. 23.20 Série : Equalizer. 0.05 Le Club. 1.00 Série : Le Chevalier de Pardalán (50 min).

MCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 0.00). 20.10 MCM Mag (et 23.30). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Autour du groove.

21.30 MCM Rock Legends. 23.00 Radio Mag. 0.30 Blah-Blah MCM. 1.00 Videoclips non-stop.

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The Report. 23.15 CinéMatic. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 The Pulse. 0.30 The End ? (90 min).

EUROSPORT 19.30 Patinage artistique. En direct de Birmingham (Grande-Bretagne). Championnats du monde : programme libre messieurs. 19.30 Eurosportnews. 23.00 Basketball. Championnat d'Europe : barrages. Match aller (sous réserve). 0.30 Golf. 1.00 Eurosportnews (30 min).

CINÉ CINÉFIL 19.10 Suspense of the Mounties. ■■ Film américain de William A. Seiter (1939, N., v.o.). 20.30 Le Capitaine épinglé. ■■ Film français de Jean Renoir (1962, N.). 22.10 Le Triomphe de Tarzan. ■■ Film américain de William Thiele (1943, N., v.o.). 23.30 Les Russes du diable. ■■ Film français de Paul Vecchiali (1965, N., 100 min).

CINÉ CINÉMAS 20.30 Les Pionniers de l'ouest. ■■ Film américain de Fritz Lang (1947). 22.00 Le Point de mire. ■■ Film français de Jean-Claude Tramont (1977). 23.35 Histoire d'une trahison (Another Country). ■■ Film britannique de Marek Kaniwka (1984, 90 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Pierre-Marc Anthony (Compagnons de voyages). 19.30 Perspectives scientifiques. Transfert et contre-transfert ou le quiproquo de l'inconscient. 4. Le psychanalyste et l'enfant. 20.00 Le Rythme et la Raison. La chanson populaire. 4. Swing et occupation. 20.30 Fiction. Les Chiens écorchés, de Nathalie Valloud. 21.32 Profils perdus. Georges Henin (2). 22.40 Les Nuits magnétiques. Si tu m'aimes, marions-nous. 3. Un scénario pour le meilleur et pour le pire. 0.05 Du jour au lendemain. Valère Novarina (La Chair de l'homme). 0.50 Coda. Les Songs de Sibelius. 4. Les chemins de l'amour.

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Ombaine privé. 20.00 Concert. En direct du Théâtre des Champs-Élysées, par l'Orchestre national de France, dir. Jerzy Semkow : Symphonie n° 29, de Mozart ; Concerto pour piano et orchestre n° 3 op. 37, de Beethoven ; Maria-Joao Pires, piano ; Symphonie n° 36 K 245, de Mozart. 22.00 Soliste. Margaret Price, soprano. 23.30 Musique pluriel. Suite de l'eau pour deux guitares, de Canat de Chizy, Jean Horraux et Jean-Marie Tréhard, guitares ; Crône music pour accordéon et retardateurs numériques (extra), de Oliveros, Pauline Oliveros, accordéon ; Réflexions, de Léandre, Joëlle Léandre, contrebasse et voix. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Hummel, Ravel. 0.00 Tapage nocturne. Extrait du concert donné le 27 janvier 1995 à l'Espace Malraux de Chambéry, par le Quatuor Arpeggione, dir. Daniel Kawka : Compagny, quatre mouvements pour quatuor à cordes, de Glass ; China Gates pour piano seul, d'Adams ; New-York. Counterpoint, Eight lines, de Reich ; Aria with Fontana mix, de Cage.

Les interventions à la radio

RTL, 7 h 50 : Antoine Waechter (« L'invité de Michèle Cotta »).

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément dès dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■■ On peut voir ; ■■■ Ne pas manquer ; ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

La mort d'Hector

par Pierre Georges

IL EST MORT, Hector. Et sans doute a-t-il prévu pour toute épitaphe ce qui lui servait à qualifier le débat politique. Ainsi s'achève pour lui « le combat des Haras contre les Caracés ». Hector Rolland, Hector et à travers, fut député, grande gueule, godillot et poète à la Chambre. C'était beaucoup pour lui qui passa sa vie à ferrailer et à trinquer, à briser des lances et à truffer des alexandrins. Hector Rolland, député de l'Allier et maire de Moulins, fut un fameux personnage du gaullisme basique, du chiraquisme intermédiaire, du balladurisme tardif. Hector et fier de l'être. Il était né, se plaisait-il à dire, « dans une poubelle ». Enfant de l'Assistance publique, pupille de la nation, il livra bataille pour réussir. La vie le fit successivement mécano, négociant en couronnes mortuaires, en parfums, en bois et charbons, avant de le laisser concessionnaire en poids lourds. La politique le fit « Hector ». Car, évidemment, comme le fit remarquer un slogan de campagne allant à l'essentiel, « Hector, l'es le plus fort ».

Il fut, en politique, l'étalon-base du député de droite, en tirant sa fierté, sa légitimité et même ce surnom de Spartacus qu'il ne dédaigna point. Bien au contraire. Si le gaullisme, en ses métamorphoses, voulait savoir ce que pensait la base, il suffisait de demander à Hector. Et Hector répondait. Ou plutôt, il tonitruait.

Cet Hector - qui ne dédaignait point parler d'Hector à la troisième personne - se plaisait à dire que s'il ne pensait point, du moins avait-il du « pit ». En ce

sens, il fit l'Hector plus souvent qu'à son tour, dans son bureau de l'Assemblée, « bureau d'Hector » évidemment, comme en sa mairie. Et c'est avec délices que la chronique l'attendait, ce père Providence, négociant en formules choc et en rimes riches.

Hector Rolland, en son lyrisme, vivait dangereusement. A preuve cette déclaration inoubliable, un jour d'inauguration à Moulins, « de ce formidable sous-terrain passant sous terre ». Hector, en ses désillusions, pouvait être féroce. Ainsi cette philippique contre Jacques Chirac : « Si l'on pouvait se nourrir avec les promesses de cet homme, il y aurait de quoi mettre un terme à la famine du tiers-monde ». Hector, en ses poèmes, pouvait être délicieux. Ainsi cette « Chanson de Rolland » adressée en juin 1987 à François Léotard : « Si j'avais, je dirais à ce nouveau prophète qu'il vaudrait mieux qu'il entre à nouveau en retraite/Où dit-on autrefois au fond d'un monastère/Il priait pieusement, à genoux et seigneur [...]. »

Hector est mort. Et Victor, Paul-Emile, aussi. Il est ainsi des explorateurs qui meurent dans leur lit. Paul-Emile Victor n'avait plus rien à explorer qui ne fût déjà, sinon sa propre vieillesse. Il s'était retiré en son pôle Soleil pour vivre la restes de son âge. Il était déjà le souvenir du siècle finissant, de la France polaire, de cet autre âge où le pays se passionnait pour les aventures du Pourquoi-Pas. L'explorateur est mort à Bora Bora. Et à la décision de légèrer son corps aux requins. En une ultime exploration, en un dernier recyclage.

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Afghanistan : les talibans aux portes de Kaboul 2
Somalie : les deux principaux clans se font face sur l'aéroport de Mogadiscio 3
Allemagne : les métallurgistes obtiennent 4 % d'augmentation 4
Russie : un vice-ministre réformateur démissionne à la veille d'un accord avec le FMI 5

FRANCE

Crise monétaire : la chute du franc perturbe la campagne électorale 6
UDF : Valéry Giscard d'Estaing renonce à être candidat à l'élection présidentielle 8
Régions : lutte interne à la droite pour les municipales dans le seizième arrondissement de Paris 9

SOCIÉTÉ

Histoire : le passé de résistant de M. Bettencourt mis en doute 10
Justice : Henri Emmanuelli assure qu'Urbain n'était pas géré par le PS 11

HORIZONS

Enquête : le « religieux » corrompt le cinéma égyptien 14
Débats : L'ONU et la question sociale, par Rautros Rautros-Ghali 15
Formation technologique : pour sortir de l'impasse, par Patrick Fridenson et Jean-Yves Méridol 16
Les limites de

la contestation étudiante, par François Guillaume ; Au courrier du Monde 15
Éditoriaux : Salaires contre innovation ; Le franc victime du dollar 16

ENTREPRISES

Monnaies : la crise du dollar désem-par les banques centrales 17
Finances-marchés : les grandes banques britanniques recouvrent la santé 19

AUJOURD'HUI

Sports : un portrait de Natacha Dab-dab, la chorégraphe des patineurs français 22
Sciences : la mort de Paul-Emile Victor 23

CULTURE

Cinéma : *ALGILG*, un autoportrait mélancolique de Jean-Luc Godard 26
Les sorties de la semaine 27 et 28

SERVICES

Abonnements 25
Agenda 25
Annonces classées 12
Cartes 13
Finances et marchés 20-21
Météorologie 25
Mots croisés 25
Radio-Télévision 30-31

BOURSE

Cours relevés le mercredi 8 mars, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 1621,30 -1,97 -15,72
Hong Kong Index 8130,66 +0,93 -0,63

Tokyo Nikkei sur 3 mois

1994,94 11935,30
1994,94 11935,30
1994,94 11935,30
1994,94 11935,30

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 07/03 06/03 Var. en % fin 94

Paris CAC 40 1748,61 -1,39 -

Londres FT 100 2977 -0,83 -2,88

Zurich 1219,46 -0,45 -1,68

Milan MIB 30 999 +1,13 -2,92

Frankfurt Dax 30 3083,34 -0,32 -2,35

Bruxelles 1276,58 -1,69 -6,13

Suisse SIB 970,95 +0,13 -6,47

Madrid Iboex 35 274,41 -2,26 -3,71

Amsterdam CBS 268,80 -0,74 -3,30

DEMAIN dans « Le Monde »

ANGOISSES KHMÈRES : l'étranger, d'où qu'il soit, est perçu comme une menace potentielle par les Cambodgiens, qui ont peur qu'on vienne leur voler leur pays. Ils se méfient des Thaïlandais, jugés condescendants, et des Vietnamiens.

Tirage du Monde du mercredi 8 février : 547 525 exemplaires

M. Balladur admet avoir réalisé 2,5 millions de plus-values en 1993

Les révélations du « Canard enchaîné » le conduisent à s'expliquer sur ses relations avec la société GSI

DANS SON ÉDITION du 8 mars, *Le Canard Enchaîné* révèle que le revenu net imposable de M. Balladur s'est élevé à 7 millions de francs de 1991 à 1993. Sur ce montant, 3 millions de francs constitueraient sa rémunération nette imposable chez GSI et 2,5 millions de francs les plus-values déclarées pour 1993. Selon l'hebdomadaire, les revenus déclarés par le premier ministre au titre des salaires et pensions sont compris entre 1,2 et 1,7 million de francs par an et net imposable après les déductions légales de 10 et 20 % sur la période 1991-1993. Thierry Jean-Pierre, député européen proche de Philippe de Villiers, a déclaré mardi 7 mars, que le premier ministre « a mélangé l'intérêt général et l'intérêt particulier ».

M. Balladur qui était à l'époque député, conseiller de Paris et retraité du conseil d'Etat, percevait 72 000 francs par mois au titre de ses trois qualités, soit 864 000 francs par an avant abattements. La rémunération de M. Balladur chez GSI peut être ainsi estimée à un million de francs par an.

Jusqu'aux révélations de l'hebdomadaire satirique, qui ont donné lieu à un communiqué de son comité de campagne mercredi 8 mars, en milieu de journée, M. Balladur n'avait jamais voulu donner le montant exact des plus-values qu'il a réalisées lors de transactions sur les titres GSI, la société de services informatiques française, dont il fut le président, de 1977 à 1986, puis le conseiller de 1988 à 1993. « Il ne faut pas confondre transparence et exhibitionnisme », justifiait-il y a quelques jours Nicolas Sarkozy, porte-parole de la campagne électorale de M. Balladur.

Les révélations du *Canard Enchaîné* conduisent toutefois à s'interroger. A quelles prestations exactes correspondait le salaire de M. Balladur chez GSI ? Les plus-values de 2,5 millions de francs en 1993 ont-elles pu se réaliser sans « accord de portage », pacte qui permet à un tiers de détenir des actions pour le compte d'autrui qui ne veut pas apparaître officiellement ?

Le salaire de M. Balladur, de retour chez GSI après la première cohabitation, était bien, de 100 000 francs par mois comme l'avait annoncé *Le Nouvel Econo-*

miste au début du mois de février. Ce salaire correspondait à un vrai travail indiquant depuis plusieurs semaines l'entourage du premier ministre, expliquant que M. Balladur était consulté par Jacques Chirac, PDG de GSI, sur toutes les décisions importantes et qu'il avait plus particulièrement en charge le développement international de la société.

« Il y a des administrations qui contrôlent la réalité des salaires dans les entreprises », explique aujourd'hui Maitignon. « C'est même la première chose que contrôlent les impôts. Une rémunération doit correspondre à une prestation effective, sans quoi une entreprise ne peut la déduire de ses charges ». Reste l'appréciation de cette « prestation effective ».

Il existe de multiples exemples de conseillers de la direction auprès de présidents de grandes entreprises dont la rémunération

élevée - correspond à une charge de travail... très supportable. Et l'administration des impôts fait preuve sur ce point d'une grande tolérance.

Edouard Balladur a-t-il pu dégager une plus-value de 2,5 millions de francs sur des titres GSI acquis, seulement en 1988, et revendus en mars 1993 comme il l'a toujours affirmé ? Président de GSI avant son entrée dans le gouvernement Chirac (1986-1988), M. Balladur détenait des titres de la société, ce qu'il a toujours reconnu. Il a par ailleurs précisé qu'il avait revendu la totalité de ces actions en 1986, en devenant ministre, alors que rien ne l'y obligeait, pour racheter des titres deux ans plus tard en 1988, et les recéder en 1993, une fois nommé à Matignon.

Le *Canard Enchaîné*, qui cite un ancien salarié de GSI, affirme que M. Balladur n'a pu vendre toutes ses actions en 1986 et qu'il en a donc fait « porter » à GSI. Si Balladur avait conservé ses titres de 1986, la plus-value de 1993 n'aurait pas été de 2,5 millions de francs mais de 6 millions de francs, affirme-t-on aujourd'hui à Matignon qui dément vigoureusement.

Nicolas Bazire, directeur de campagne de M. Balladur nous a déclaré : « La totalité des actions détenues en 1986 ont été cédées à la Compagnie générale d'électronique, filiale de la CGE », qui était l'actionnaire majoritaire de GSI, avant que cette société ne fasse l'objet, en 1987, d'un RES (rachat de l'entreprise par ses salariés) à des conditions très favorables.

Dans un entretien à paraître jeudi 9 mars dans l'hebdomadaire VSD, M. Balladur, en guise de contre-feu, affirme qu'il a « respecté la loi avec un scrupule dont personne n'a jamais fait preuve » et qu'il n'a « rien à cacher » tant sur son patrimoine personnel que sur ses activités au sein de GSI avant son arrivée à Matignon.

Du communiqué diffusé par M. Balladur, mercredi, il ressort en tout cas qu'il a réalisé en 1993 une plus-value de 2 456 150 francs, en revendant des actions achetées entre 1988 et 1992 pour un prix total de 1 106 500 francs. Le premier ministre réaffirme qu'il a agi avec « intégrité » et « dans le respect de la législation ». Mais, en ayant attendu les révélations du *Canard enchaîné* pour répondre en détail à ses détracteurs, il fait preuve d'un souci de transparence quelque peu tardif.

Caroline Monnot

« Le Monde » est de nouveau en vente en Tunisie

L'INTERDICTION de diffusion en Tunisie qui frappait *Le Monde* depuis le 17 mars 1994 vient d'être levée. *Le Monde* devait être à nouveau en vente dès le 8 mars. Cette mesure a été prise à l'occasion de l'inauguration de l'exposition sur Carthage, présentée au musée du Petit Palais à Paris - dans le cadre de la saison tunisienne en France - à laquelle a assisté, mardi 6 mars, le premier ministre, Hamed Karoui, représentant le président Zine El Abidine Ben Ali.

La décision d'interdire *Le Monde* avait été prise quelques jours avant les élections législatives et présidentielle du 20 mars 1994 en Tunisie. L'agence Tunis Afrique Presse (TAP) avait alors invoqué comme motif « la persistance de ce journal dans son parti pris d'hostilité et de dénigrement » à l'encontre de la Tunisie.

Abdelwahed Abdallah, ministre, conseiller et porte-parole officiel de la présidence de la République, accompagné de Abdelhamid Escheikh, ambassadeur de Tunisie en France, a précisé à Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde*, que la levée de l'interdiction a été prise personnellement par le président Ben Ali à l'occasion de l'« Année internationale de la tolérance ».

Le quotidien *Libération*, également interdit depuis presque un an, bénéficie de la même mesure.

Le Serveur Judiciaire
GROUPE JET LAU
Renseignements sur 2 500 000 motifs
Fiche d'identité, procédures collectives
(faillite), litiges et analyses, statistiques,
actionnaires, filiales et participations.
minitel 3617 L&J
Annuaires à l'usage des Ventes Aux Enchères
Judiciaires et volontaires nationales.
minitel 3617 V&E

من ١٥٠٠ ل.م.م